

LE BUDGET DE LA DÉFENSE

Près de neuf mille emplois supprimés dans les armées en 1984

LIRE PAGE 12 L'ARTICLE DE JACQUES ISNARD

Le Monde

Fondateur : Hubert Beauve-Méry

Directeur : André Laurens

3,80 F

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dr. ; Tunisie, 380 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 15 sch. ; Belgique, 28 fr. ; Canada, 1,10 \$; Côte-d'Ivoire, 340 F CFA ; Danemark, 8,50 Kr. ; Espagne, 100 pes. ; E.-U., 96 c. ; G.-B., 50 p. ; Grèce, 65 dr. ; Irlande, 80 p. ; Italie, 1.200 L. ; Liban, 350 P. ; Libye, 0,350 DL ; Luxembourg, 27 f. ; Norvège, 8,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 f. ; Portugal, 85 esc. ; Sénégal, 340 F CFA ; Suède, 7,75 kr. ; Suisse, 1,40 f. ; Yougoslavie, 130 ml.

Tarif des abonnements page 20

5, RUE DES ITALIENS

75427 PARIS CEDEX 09

Tél. MONDIPAR 650572 F

C.C.P. 4287 - 23 PARIS

Tél. : 246-72-23

Brusque tension entre les deux Corées

Des espoirs anéantis

Un sort tragique s'acharne sur la Corée du Sud et sur ses entreprises diplomatiques. En moins d'un mois et demi, deux drames meurtriers viennent d'anéantir les tentatives du gouvernement de Séoul pour élargir ses relations à de nouveaux partenaires.

Pendant de longs mois, le régime sud-coréen s'était appliqué, par une politique de petits pas, à établir des contacts avec des pays socialistes — P.U.R.S.S. notamment — qui se rangent parmi les alliés officiels et exclusifs de la Corée du Nord. Ces efforts n'avaient pas été déçus, et leur couronnement devait être la participation de Séoul à des conférences de désarmement de ces mêmes pays à Séoul, au début d'octobre, au congrès annuel de l'Union interparlementaire. La Corée du Sud escomptait en tirer sinon une reconnaissance de fait, du moins le brevet de respectabilité que lui refusent obstinément, et sur quel ton ! ses voisins du Nord.

Ces espoirs ont été anéantis par le drame du Boeing des Korean Airlines qui rendait bien évidemment impossible la venue à Séoul de la moindre délégation soviétique — et, par solidarité, de toute représentation des alliés socialistes de Moscou.

Le voyage du président Chun en Asie méridionale — et singulièrement les escales de Rangoun et de New-Delhi — devait représenter une percée sur un autre terrain, mais non moins sensible pour la Corée du Nord. Elle y est diplomatiquement présente, en effet, sinon toujours depuis plus longtemps, en tout cas de manière plus active que sa rivale du Sud. Quels qu'en soient les auteurs, l'explosion de Rangoun bloque, pour le moment du moins, cette stratégie d'ouverture.

Quelles seront à long terme les conséquences des tragédies du Boeing et de Rangoun ? On peut craindre pour commencer que les autorités de Séoul ne durcissent leur politique à l'égard et ne compromettent les gestes bien timides de démocratisation qui avaient pu être consentis ces derniers temps.

Les dispositions de pays qui avaient entamé, sous des formes diverses, un dialogue avec Séoul se trouveront-elles d'autre part modifiées ? S'agissant des capitales du tiers-monde, comme Rangoun, New-Delhi ou Colombo, la réponse à cette question dépend des suites que l'affaire aura dans les relations entre les deux Corées elles-mêmes. Si elles s'enveniment sérieusement, quel « non-aligné » se sentira enclin à prendre parti entre Séoul et Pyongyang ? Le ton des invectives échangées entre les deux capitales donne à penser qu'il faudra pour le moins quelques temps à la diplomatie pour reprendre ses droits.

Les choses sont sensiblement différentes en ce qui concerne les grandes puissances, États-Unis, U.R.S.S. et Chine. Les deux Corées sont pour elles des enjeux plus que de véritables partenaires. En ce sens, c'est à Washington et à Moscou — et dans une certaine mesure à Pékin — qu'il appartient de décider s'ils veulent jeter de l'huile sur le feu, ajouter ce dossier au contentieux qui les sépare, ou au contraire s'efforcer d'arranger les choses et de jouer l'apaisement.

Tant il est vrai, aujourd'hui comme dans le passé, que les relations entre les deux Corées reflètent pour une bonne part le degré de tension entre l'Est et l'Ouest. Le président Reagan, qui doit en principe se rendre à Séoul le mois prochain, pourrait avoir le premier l'occasion de donner le ton.

Séoul accuse Pyongyang de l'attentat meurtrier de Rangoun

De notre correspondant

Tokyo. — Le carnage de Rangoun, quels que soient l'identité et les motifs de ses auteurs, ne devrait pas avoir de répercussions dramatiques sur la politique intérieure sud-coréenne, le président Chun Doo-Hwan lui-même étant sain et sauf. Il risque fort, en revanche, d'exacerber la tension politique, militaire et diplomatique dans la péninsule coréenne, divisée depuis trente ans entre deux régimes violemment antagonistes. Au-delà, par le biais des alliances, des relations et des ambitions, il est susceptible d'altérer les rivalités et d'aggraver un peu plus les contentieux entre les différents partenaires des deux Corées.

Comment pourrait-il en être autrement ? D'abord l'horreur de cette tuerie vient s'ajouter au traumatisme récent de la destruction par l'aviation soviétique du Boeing 747 de la KAL et à la vague d'anticommunisme qu'elle a soulevée.

Depuis l'armistice de 1953, d'autre part, les Coréens du Sud vivent avec la psychose d'une attaque du Nord, et ils ont tendance à blâmer le maréchal Kim Il Sung et ses amis communistes pour nombre de leurs malheurs et de leurs maux aussi bien intérieurs qu'extérieurs.

Deux réactions sud-coréennes « à chaud », dès l'annonce du drame, confirment cet état de choses. La première est venue du président Chun Doo Hwan lui-même dont la réaction initiale a été de déclarer que la tuerie avait toutes les apparences d'un complot nord-coréen. La seconde a été la mise en état d'alerte des forces armées de Séoul qui font face à celle du Nord le long de la zone démilitarisée, ainsi que de la police sur tout le territoire du Sud.

R.-P. PARINGAUX.

(Lire la suite page 6.)

Panique financière en Israël

Le gouvernement a fermé la Bourse de Tel-Aviv pour enrayer la ruée sur le dollar

De notre correspondant

Jérusalem. — Rien ne va plus à la Bourse de Tel-Aviv. Le « casino national », comme l'appellent par dérision les Israéliens, fait reître. Il n'a pas ouvert ses portes dimanche et lundi, après le repos sabbatique, et restera clos jusqu'à la fixation des nouvelles règles du jeu boursier. Cette sage décision a mis fin à une folle ruée sur le dollar.

Anticipant une importante dévaluation du shekel, la monnaie nationale, les Israéliens avaient en effet acheté massivement la devise américaine, après s'être débarrassés non moins massivement de leurs actions en Bourse, notamment de celles émises par les banques commerciales israéliennes. Le marché des changes étant libre en Israël, tout citoyen peut retirer jusqu'à 500 dollars dans chaque agence bancaire.

La spéculation effrénée s'est poursuivie toute la semaine écoulée en faveur d'une devise qui joue plus que jamais en Israël le rôle d'une monnaie refuge. Le dollar ne cesse de grimper. Il vaut aujourd'hui plus de 65 shekels, soit cinquante fois plus qu'à l'arrivée au pouvoir, en 1977, du Likoud, l'actuelle coalition gouvernementale. Le public a acquis en une seule journée jusqu'à 16 milliards de dollars. Selon les experts, les Israéliens possèdent en économie

l'équivalent de 3,7 milliards de dollars en devises étrangères.

Devant ce nouvel accès de fièvre, dont elles faisaient les frais, les grandes banques commerciales ont réagi comme elles pouvaient.

J.-P. LANGELLIER.

(Lire la suite page 4.)

Vive polémique sur les Super-Étendard

L'Iran menace de bloquer le détroit d'Ormuz « s'il y était contraint »

Les cinq pilotes français qui étaient aux commandes des avions d'attaque Super-Étendard destinés à l'Irak étaient de retour, dimanche soir 9 octobre, à la base de Landivisiau, en Bretagne, où avaient été entreposés, jusqu'à présent, les cinq appareils prélevés sur les stocks de la marine nationale et où avaient été formés les personnels irakiens.

On ignorait encore, ce lundi 10 octobre en fin de matinée, le sort final de ces avions qui ont été

adaptés au tir de missiles surface-surface AM 39 Exocet. Tant à Paris qu'à Bagdad, on maintient, en effet, un « flou » officiel sur cette livraison qui fait, d'autre part, l'objet de commentaires politiques très divers en France comme à l'étranger. En Iran, le ministre des affaires étrangères, tout en répétant que son pays pourrait être amené à bloquer le détroit d'Ormuz « s'il y était contraint », n'a pas proféré de menaces immédiates.

Au Club de la presse, dimanche soir à Europe 1, le ministre des relations extérieures, M. Claude Cheysson, a donné le sentiment de vouloir minimiser l'importance de ce contrat, qualifié d'« élément relativement accessoire dans le développement des affaires entre l'Irak et l'Iran depuis longtemps ». La France a déjà fourni aux Irakiens de nombreux matériels militaires modernes — comme des avions Mirage-F 1, des hélicoptères anti-chars, des blindés, des pièces d'artillerie de 155 millimètres, des missiles anti-aériens et des hélicoptères lourds Super-Frelon équipés de missiles Exocet, qui ont été utilisés contre Téhéran.

(Lire la suite page 4.)

Comment les Français ont-ils payé leurs impôts ?

« Le Monde de l'économie » ouvre le dossier de la fiscalité et invite ses lecteurs à s'exprimer. (LIRE PAGE 19.)

Quelle politique industrielle pour la France ?

La croissance faisant défaut, la modernisation de l'industrie française appelle des choix rigoureux et douloureux. (LIRE PAGE 39 L'ARTICLE DE J.-M. QUATREPOINT.)

Point de vue

Éviter l'état de disgrâce

par EDGAR MORIN (*)

Que fut en vérité l'état de grâce à la fin de cette année 1981 ? L'effet global d'une addition de contentements, de curiosités, d'attentes, d'indifférences.

En fait, le contentement de l'électorat vainqueur ne portait en lui ni euphorie, ni exaltation, ni espoirs infinis, comme en juin 1981 ou à la Libération. Mais c'est justement ce contentement sage qui fut la première et principale grâce de l'ère Mitterrand. Le « peuple de gauche » ne crut nullement que le chômage allait disparaître, que la vie allait changer, que les lendemains allaient chanter. Même une affluence trotskiste commença par ces mots : « Tout n'est pas possible tout de suite, mais... » Ce qui évita longtemps et évite encore aujourd'hui au pouvoir socialiste de subir les pressions impitoyables, puis la fureur des espoirs bafoués.

En même temps, au cours de cette époque, le « marais » était tranquille. Le « marais », c'est cette vaste zone médiane floue débordant largement les 5 % d'électeurs qui décident des majorités ; là, avaient longtemps régné, avec une force égale, les contradictions volontés de changement et de peur du changement. En 1981, le « marais » était soulagé de voir qu'à la fois rien n'avait changé au fond et que tout avait pourtant changé dans le paysage. La peur du communisme avait chuté en proportion de la baisse des voix du P.C.F., et la présence des ministres communistes au gouvernement indiquait non leur domination mais leur soumission. L'ancien pouvoir n'était pas seulement usé et fatigué après vingt-trois ans de non-alternance ; la stérile affrontement Chirac-Giscard avait détruit sa crédibilité, et la droite vaincue n'aurait en elle aucune énergie, aucun espoir.

Un grand vent de réformes souffla sans devoir apporter perturbations ou bouleversements. La décentralisation était dans son principe largement admise, voire attendue. Les nationalisations, elles, survinrent dans l'indifférence générale. On les jugea ni utiles ni nuisibles, et le bon peuple de gauche accepta avec bienveillance une mesure qui faisait tant plaisir au P.S. (celui-ci, en effet, rassemblait le besoin « psychanalytique » de se prouver à lui-même qu'il n'était pas de cette pâte molle des sociaux-démocrates incapables d'action transformatrice et infidèles à leurs promesses).

L'état ambigu qui suit, et dure encore en ce début d'automne, est caractérisé, non seulement par le surajoutement et le développement de déceptions, déconçancements, mécontentements, mais aussi par la persistance, sous ces facteurs négatifs, des conditions positives de l'état de grâce.

(*) Écrivain et sociologue.

Les causes des déceptions et mécontentements sont fort visibles : la crise perdure, le chômage s'est accru, l'inflation n'est pas jugulée, la valeur du franc s'est dégradée ; les effets de la décentralisation sont encore invisibles ou inconnus ; les réformes corporatives (médecine) ou universitaires aggravent plus de problèmes qu'elles n'en allègent ; les projets qui émanent des commissions ministérielles portent la marque conjointe de la technocratie, de la bureaucratie et de l'idéologie ; on voit beaucoup d'inefficacité, de verbalisme, de rhétorique, de jargon, d'assurance, là où on attendait imagination et franchise. Les mécontentements se manifestent avec grande violence dans des secteurs ouvriers, agricoles, corporatifs, étudiants, les classes moyennes, les cadres, les policiers. En même temps, l'agressivité est grande chez les commerçants.

(Lire la suite page 2.)

AU JOUR LE JOUR

Exil

L'ayatollah Khomeini a comparé M. Mitterrand à Napoléon et a demandé aux Français d'expédier leur président à Sainte-Hélène.

On ne contestera pas à M. Khomeini une compétence dans la mise à l'écart et l'élimination de ceux qui s'opposent à la révolution islamique. Mais il devrait actualiser ses connaissances : il y a plusieurs décennies que la France n'expédie plus dans les îles ses chefs d'État déboutés. Elle est devenue une terre d'accueil pour les bannis de tous les horizons. On ne l'a pas oubliée à Neophle-le-Château.

BRUNO FRAPPAT.

INAUGURATION DU COLLÈGE INTERNATIONAL

Paris, capitale de la philosophie ?

L'ambition n'est pas mesquine. Inauguré, ce lundi 10 octobre à Paris, sous le regard paternel de trois ministres, le Collège international de philosophie s'assigne comme but de faire de Paris un lieu privilégié d'échanges et d'approfondissement des idées. Non d'enseignement au sens strict ; plutôt de recherche et de diffusion.

Espace où philosophes, mais aussi biologistes, physiciens, artistes, juristes, mathématiciens, théologiens, pourraient accomplir du monde entier pour confronter leurs interrogations et leurs méthodes. Tel le veulent ses promoteurs.

L'initiative remonte aux Assises de la recherche organisées en janvier 1982 par M. Jean-Pierre Chevènement, alors ministre de la recherche et de l'industrie. Un rapport préparatoire, confié à M. Jacques Derrida, maître-assistant à l'École normale supérieure, qui s'entourait de MM. Jean-Pierre Faye, François Châtelet et Dominique Lacourt, fut remis, il y a quelques mois, au successeur de M. Jean-Pierre Chevènement, M. Laurent Fabius, ainsi qu'aux

ministres de la culture et de l'éducation nationale. Ce texte est devenu l'acte de fondation de la nouvelle instance.

On y voit qu'il ne s'agit pas de « restaurer la philosophie en France » ni de « concurrencer » ou de « menacer » ses modes d'existence à l'université, dans les classes de terminale des lycées, au Collège de France, au C.N.R.S., dans les sociétés de philosophie parisiennes et provinciales. M. Jacques Derrida constate aujourd'hui un « réveil philosophique » qui a des aspects à la fois éthiques et juridiques. Totalitarisme, tortures physiques et psychiques, greffes d'organes et manipulations génétiques, droits de l'homme, rapports entre la politique et la religion, pour ne citer que ceux-là, sont autant d'« ébranlements » qui sollicitent, « de nouveau et tout autrement », la philosophie.


Ces ébranlements remettent en question un certain mode d'autorité du philosophe. Ils le provoquent à de nouvelles incursions : ils l'obligent à changer « de style, de règles et parfois de langue ». Ils requièrent des institutions « aussi légères, perméables et mobiles que possible ».

CHARLES VIAL.

(Lire la suite page 10.)

FRIEDRICH A. HAYEK

Droit, législation et liberté.



Volume 3 : L'ordre politique d'un peuple libre.

Cette magistrale étude porte sur les principes fondamentaux de l'ordre politique d'une société libre. Elle contient l'explication la plus claire et la plus franche de la philosophie politique de son auteur qui soit parue à ce jour. Friedrich A. Hayek a apporté toute son érudition au troisième et dernier volume de Droit, législation et liberté.

Collection « Libre échange », dirigée par Florin Alfatim et Georges Galuis-Hammon - 272 pages - 125 F

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

LES SUCCÈS DE L'OPPOSITION AUX ÉLECTIONS PARTIELLES

Le deuil des illusions

par JEAN-MARIE COLOMBANI

LIRE PAGE 46

Éviter l'état de disgrâce

(Suite de la première page.)

Toutefois il faut remarquer que tous ces mécontentements sectoriels, partiels, corporatistes, ne débouchent pas sur un rejet global. Pendant l'année 1982, les sondages demeurent favorables pour le président, bien qu'ils soient défavorables individuellement pour beaucoup de ministres. Cela tient à mon avis à un facteur décisif qui prolonge souterainement l'état de grâce, en dépit des divers et multiples disgrâces qui se manifestent. C'est que dans l'opinion, aussi bien de gauche, du centre ou de droite, s'est enracinée l'idée que la crise économique, de par sa nature internationale, ne peut trouver de solution strictement hexagonale; le pouvoir peut faire bonne ou mauvaise gestion de la crise, mais ne s'attend pas de lui qu'il la liquide.

Ce réalisme lucide s'impose d'autant plus à gauche que celle-ci est en période de basses eaux mythologiques. Sauf pour une minorité bouillonnante, l'idée d'un remède socialiste du type maoïste ou pékinois apparaît pire que le mal. Quant à l'opposition, ses leaders eux-mêmes, du temps de leur pouvoir, s'appliquaient à convaincre de l'indécidabilité des contraintes économiques. Ils peuvent prêcher tout au plus une douce rigueur, non pas le retour de la prospérité. Ils ne peuvent mobiliser ni l'énergie de l'espoir ni celle du désespoir. C'est pourquoi la très grande violence individuelle, professionnelle, corporative, coexiste chez les mêmes avec une sorte de pacifisme qui résignation concernant les problèmes globaux. Du coup, le « réalisme lucide » quant à la situation économique globale détermine un somnambulisme hagar. C'est dans cette étrange passivité globale, dans ce complexe indissoluble de réalisme et de somnambulisme, que le pouvoir socialiste a rencontré, jusqu'à présent, sa plus grande chance. Durera-t-elle?

Réalisme - somnambulisme

Notons que la conjonction réalisme-somnambulisme vaut pour la politique internationale, c'est-à-dire pour le problème de l'arme nucléaire, celui des fusées Pershing, celui, globalement, de la guerre et de la paix. Là aussi, il est reconnu que le fond même du problème dépend très peu des décisions nationales. L'existence de la force de frappe française semble un fait accompli, dont on ne se lamente ni ne se félicite. L'installation des fusées Pershing en Allemagne semble apporter autant de sécurité que d'insécurité. Tout cela laisse une extrême liberté d'action ou d'inaction au président Mitterrand. Celui-ci bénéficie en fait, comme d'une grâce, de la conjonction de réalisme lucide - somnambulisme hagar qui concerne tous les problèmes fondamentaux. Dans ce contexte, on ne sait si la présence militaire française au Tchad et au Liban est protectrice ou périlleuse, et on contemple la non-intervention puis l'intervention avec le même anxiété lucide et hagar.

Alors que la crise mondiale de 1929 avait déterminé la montée des fascismes, de gigantesques conflits, et finalement de la guerre, il est remarquable que la crise amorcée en 1973 ait apporté jusqu'à présent si peu de perturbations politiques et sociales, si peu de débâchements idéologiques et mythologiques. Mais on peut craindre, aussi, que, en profondeur, fermentent des pestilences et des déluges qui pourraient, peut-être bientôt, jaillir à la surface.

Alain DUHAMEL
Les prétendants

Parmi les princes qui nous gouvernent et ceux qui aspirent à les remplacer, découvrez les cinquante hommes politiques qui feront l'avenir de la France.

GALLIMARD *rf*

Déjà le mal-être de l'insécurité économique et le malaise de l'insécurité physique ont trouvé leur bouc émissaire unique : les immigrés. Ici encore, il faut noter un phénomène provisoirement réconfortant. Au moins jusqu'à l'élection test de Dreux, la haine et la fureur racistes sont demeurées confinées dans le domaine des opinions et comportements privés. Elles ne réussissent pas à s'exprimer sur le plan politique, où l'idéologie humaniste héritée de la Révolution française, puis des principes socialistes, refuse, justement dans le secteur privé, l'attitude raciste. En 1981, le parti communiste lui-même n'avait pu bénéficier du racisme ambiant d'une partie de son électorat populaire et ses provocations contre des foyers nord-africains n'avaient guère été payantes. Toutefois l'élection de Dreux nous indique que le racisme affectif populaire peut opérer sa jonction avec le racisme idéologique politique de l'extrême droite. Celle-ci est encore incapable de proposer un mythe du salut, mais elle est fort capable de cultiver le mythe du bouc émissaire.

Vient donc un avertissement du destin. Le second à mon sens. Le premier fut le comportement politique au cours de la manifestation anti-Badinter. Il y eut une brèche très soudaine, très momentanée certes, mais aussi très profonde au cœur même du dispositif de sécurité de l'État. L'événement nous montre la possibilité d'une terrible saute en cas de dégradation du pouvoir, c'est-à-dire en cas d'état de disgrâce.

Nous sommes loin de l'état de disgrâce. Il est actuellement peu probable, mais il n'est nullement exclu. C'est même dans un but préventif que nous devons examiner l'hypothèse d'une très grave dégradation socio-politique. Le Chili d'Allende doit nous être un sujet non d'identification, mais de réflexion. Il est lamentable d'expliquer seulement par le complot C.I.A. et la violence réactionnaire la chute d'Allende. Celle-ci est survenue aussi au terme d'une autodécomposition politique n'a la très complexe Union populaire se trouva scindée par ses antagonismes internes. Il y a, comme toujours, dans ce type de processus, une causalité en boucle où les attaques extérieures et les contradictions intérieures s'entre-renforcent. La violence hostile des classes moyennes s'est aussi accompagnée de vastes défections ouvrières, tandis que plusieurs politiques s'opposaient en fait au sein d'un pouvoir trépidant et de l'activisme gauchiste, le réformisme social-démocrate, le noyautage communiste.

La France certes n'est pas le Chili, mais le Chili d'Allende n'est pas le Chili d'aujourd'hui. Il y avait une longue tradition de démocratie parlementaire, et non pas des putschs de généraux, comme la France en a connu, et récemment encore. Le problème d'éviter la disgrâce est un problème très sérieux, la faible probabilité du risque n'excluant pas pour autant sa désastreuse éventualité.

C'est dans l'excès de sécurité que germe le péril. Le P.S. vit dans la sécurité d'une majorité parlementaire absolue et le président jouit de la longue durée d'un septennat. Le P.S. puise sa vitalité démocratique dans sa diversité, mais celle-ci n'a pas encore produit de synthèse créatrice. Plus encore : bérifier à la fois du jacobinisme républicain, des socialismes du dix-neuvième siècle, du réformisme social-démocrate, le P.S. a aussi recueilli la bonne volonté tiers-mondiste, le message culturel de mai 68 (ebanger la vie,

écologie, autogestion, émancipation féminine). Mais il n'a pas encore su ou voulu entre-féconder ces héritages pour accomplir une mission à la fois réformatrice et civilisatrice. Il continue à se référer pompeusement au mot le plus parasite qui soit, le mot socialisme, comme si ce mot portait en lui une évidence illuminante, alors qu'il porte en lui confusion, équivoque et contradictions. Il oscille entre le socialisme idéal, qui masque la société réelle, et la société réelle, qui fait ranger au vestiaire le socialisme idéal.

Négoce et hétérogénéité sociales

Le mot socialisme n'est pas seulement le brouillard commun aux deux partis qui s'en réclament dans des sens antagonistes, c'est aussi le mot qui cache à ses héros le vide terrifiant qui s'est creusé dans la pensée sociopolitique du parti. Chez les uns, le marxisme rétrograde du C.E.R.E.S. tient lieu de flambeau; il éclaire partout les méfaits du capitalisme et laisse dans l'ombre les problèmes terrifiants du totalitarisme; il rend incapable de concevoir que l'U.R.S.S. soit un État impérialiste, classiste, anti-ouvrier, et évidemment que les partis communistes ne soient pas à gauche. Mais, ailleurs dans le parti, on ne voit nullement l'effort pour concevoir correctement la société moderne, le monde contemporain, la complexité du politique. On juxtapose l'idée socialiste et l'idée de pluralisme démocratique, sans les articuler en théorie; on associe opportunisme, idéologie et libéralisme à des recettes technocratiques et bureaucratiques; trop occupé au pouvoir, aux jeux des tendances, au jour le jour, le parti renvoie sine die, comme luxe inutile, le redoutable, vital et décisif problème de penser le réel.

Le réel, ce ne sont pas seulement les contraintes d'une économie complexe, dépendant des interactions du marché mondial, c'est aussi la situation mondiale dans son unité, sa diversité, ses hétérogénéités, ses contradictions. Le vrai problème, ce n'est pas de « s'adapter » au réel, comme le demandent éconocrates et technocrates, selon des recettes

autant épuisées qu'éprouvées; ce n'est pas non plus de considérer dédaigneusement les contraintes comme une invention « idéologique » de la droite ou des technocrates; la pire des illusions idéologiques est de croire que les pesanteurs du réel sont des ruses idéologiques secrètes par l'ennemi, et de démontrer comme réactionnaires les réactions du réel.

Il ne s'agit donc ni de s'adapter au réel ni de le nier, mais de l'affronter en y appliquant des stratégies, c'est-à-dire de l'action organisatrice comportant de l'invention et de l'imaginaire pour répondre à l'alfa, à l'incertain, au nouveau. Certes, les contraintes inévitables de l'économie complexe limitent la volonté populaire, mais, même dans ces limites, surtout dans ces limites, il y aurait nécessité, comme l'a dit Mitterrand à plusieurs reprises, d'imaginer, plutôt que de sans cesse retomber dans les recettes bureaucratiques d'État ou de syndicat.

Enfin, surtout, les socialistes devraient abandonner les lunettes roses qui leur montrent un devenir en marche vers le progrès, en dépit de quelques soubresauts et déviations. Ils devraient comprendre que nous sommes dans l'âge de fer planétaire, et que nous sommes entrés non dans l'ultime étape avant l'apocalypse, mais dans une époque de résistance contre la régression, la barbarie, l'infantilisme. C'est « exterminisme » et « totalitarisme » qui sont aux portes du troisième millénaire.

Sans doute le président, dans son olympisme, a-t-il pris quelque distance et quelque hauteur pour considérer justement la réalité agoniante d'un monde qui hésite entre mort et naissance. Mais il ne faudrait pas qu'une fois de plus la hauteur d'élégance estompée le vrai danger intérieur : le travail souterrain des ferment de disgrâce, au cœur même de la réalité française, et la carence, au sein du parti au pouvoir, des ferment de pensée et d'imaginaire qui seuls permettraient de prévenir, non seulement un effondrement peu glorieux aux échelons électoraux, mais surtout l'éventuel et terrifiant état de disgrâce.

EDGAR MORIN.

LETTRES AU Monde

Achever
les monuments du passé

Tout régime, tout président, ambitionne de doter le pays de quelques monuments qui « resteront ». S'y ajoutent le souci d'animer l'économie et d'occuper la main-d'œuvre. Jamais il n'a été plus souhaitable de construire que dans ce temps de crise où le bâtiment ne va pas fort. Il semble que le pouvoir en ait conscience et il y fait parfois allusion. On n'en voit guère les effets.

On parle bien d'ériger un Opéra, un deuxième Opéra pour Paris. C'est peut-être ambitieux. D'autres, plus tournés vers le peuple, réclament plus de L.L.M., sachant bien tout de même que ce n'est pas ce qui immortalisera notre époque. Mais trouvera-t-on une entreprise qui fasse honneur à notre temps, qui emploie assez de travailleurs et qui ne ruine pas la collectivité? Difficile. Voici tout de même une proposition.

Des monuments, et prestigieux, nous en avons. Et qui ne sont pas terminés. Ils sont même restés en panne depuis le Moyen Âge. Je veux parler de nos cathédrales et autres édifices religieux classés. C'est bien vieux sans doute. Mais c'est encore ce que nous avons de mieux à montrer aux jeunes générations, aux touristes français et étrangers. Il suffit, pour s'en convaincre, d'ouvrir un guide de France et de voir où va la majorité des « étoiles ». Or l'élan qui a fait pousser de telles merveilles s'est brisé vers la fin du treizième siècle. Les âges suivants, par une triste méconnaissance de leur beauté, se sont acharnés à les détruire. Il a fallu attendre le milieu du dix-neuvième pour qu'on se ravise. Quel qu'on ait pu dire des restaurations abusives de Viollet-le-Duc, la campagne d'un quart de siècle qu'il a menée a sauvé bien des chefs-d'œuvre, en a complété plusieurs. Lui reprochera-t-on encore d'avoir reconstruit la flèche centrale de Notre-Dame de Paris? D'avoir terminé la cathédrale de Clermont avec les tours dominant la ville? D'avoir sauvé la cité de Carcassonne en ruines? Pour ne citer que quelques exemples. C'est bien au dix-neuvième siècle qu'on a achevé la cathédrale de Cologne, une des plus célèbres du monde, qu'on a couronné celle de Rouen de la haute flèche de fonte qui caractérise sa silhouette.

On sait avec quel soin averti les Monuments historiques soignent les plaies de nos vieilles pierres. Mais ils ne peuvent aller au-delà. Or il ne manque pas de monuments à finir, sans les défigurer. La cathédrale de

Soissons attend toujours la construction de la deuxième tour qui compléterait la symétrie de sa façade. De même à Sens et à Troyes. Quelques exemples entre mille.

On objectera le coût de ces travaux, leur rentabilité nulle. Si on devait estimer celle de tant d'entreprises de notre temps!

EMILE HERPIN.

(Cauv.)

Maghrébins et Français

De retour d'un séjour passé en Algérie, je voudrais apporter mon témoignage sur l'accueil qui nous a été réservé, et exprimer la réflexion qu'il a suscitée, que ce soit entre amis au début, invités ici et là par les membres d'une famille dont nous connaissons la branche immigrée à Roubaix, en famille ensuite, parcourant en simples touristes une partie du pays, nous avons, partout et en toutes occasions, rencontré une attention envers l'étranger de passage, une prévenance pour ses moindres traces matérielles (trouver sa route, de l'eau, un gîte) qui nous ont impressionnés (mis à part une certaine réserve dans les Aurès, et pour cause).

Au retour, on ne porte plus le même regard sur « les immigrés » que l'on croise. On est porté à se dire, ce effet, que si l'occasion se présentait de les connaître, on retrouverait sans doute cette même chaleur dans le contact.

Comprendre l'immigration, combattre les idées fausses, recommander le secrétariat d'État chargé des immigrés. L'un des moyens pour y parvenir ne serait-il pas de rapprocher les communautés en multipliant les rapports individuels? Plusieurs communes de France ont déjà organisé des rencontres au niveau scolaire, débouchant parfois sur le voyage de jeunes Français dans la région d'origine de leurs camarades. Pourquoi ne pas développer ce mouvement et en diffuser largement les résultats — comme le fait le Monde — plutôt que de ne orchestrer que la rituelle fusillade de l'été? Des associations de quartier pourraient être créées, qui rassembleraient Français et immigrés autour d'activités sportives, culturelles. S'il en existe, pourrait-on en parler? Pour reprendre une vieille idée chère aux artistes.

● PRÉCISION. — Dans son article du 5 octobre « L'autre manière d'atomiser le monde », André Fontaine avait écrit que l'île de Pitcairn dépendait actuellement de la Nouvelle-Zélande. En fait c'est le haut commissaire britannique en Nouvelle-Zélande qui est chargé de l'administrer.

LU

« La télévision par câble commence demain », par Henri Pigeat

L'avenir d'un explorateur

EN dépit d'un programme de travail probablement très chargé en sa qualité de président-directeur général de l'Agence France-Presse, M. Henri Pigeat a trouvé le temps d'écrire un ouvrage, *La télévision par câble commence demain*, qui fait le point sur cette nouvelle étape du phénomène audiovisuel. Honnêtement, il rappelle dans la préface qu'en 1974, sous le titre *Saint Exupéry*, il a déjà écrit un livre qui, à l'époque, était précurseur. Rejoint aujourd'hui — ou presque — par la réalité, il remet à jour ses observations et ses réflexions ancrées par dix années de responsabilités professionnelles et passionnelles dans le secteur de l'information.

Sur le fond, la démarche de M. Pigeat est sans surprise. *La presse écrite*, rappelle-t-il, a constitué depuis un siècle et demi l'anti-pouvoir indispensable au fonctionnement des démocraties. Elle n'est plus aujourd'hui qu'une partie minoritaire des moyens d'expression. La communication audiovisuelle, qui devient le média dominant, est encore loin d'offrir partout les mêmes garanties de liberté et d'indépendance face aux pouvoirs publics. Relevée sous la plume de cet ancien haut fonctionnaire, jadis membre du cabinet d'un ministre de l'Information, puis nommé directeur adjoint à la direction de l'information dans les années 70, cette réflexion prend une tournure que l'auteur lui-même n'a peut-être pas recherchée.

M. Henri Pigeat passe en revue toutes les facettes de la télédiffusion, notamment le cadre juridique encore imprécis qui précède à son lancement en France, même si la loi du 29 juillet 1982 « a le grand mérite de tenter une réglementation d'ensemble de la communication audiovisuelle dans son ensemble. La

télévision par câble comme la télématique y trouvent leur place ». Il s'interroge enfin sur l'influence de l'audiovisuel sur la culture, au sens où on l'entendait jusqu'ici, c'est-à-dire « l'ensemble ordonné et construit des connaissances acquises qui permettrait de développer le sens critique, le goût et le jugement... ». Devant l'avalanche des informations de toute nature qui s'abattent sur l'homme de l'an 2000, l'auteur rappelle cette formule prémonitrice de Moïse Lurian : « A l'avenir, l'étudiant vivra réellement en explorateur, en chercheur, en chasseur à l'affût sur cet immense terrain que sera son univers de l'information ».

Notons que Henri Pigeat a dédié son ouvrage à Jean d'Arcy, homme de communication s'il en fut, décédé récemment, avec qui il travailla étroitement depuis une dizaine d'années.

La revue *Aujourd'hui*, réalisée par la C.F.D.T. (1), a produit en juillet-août un numéro spécial (n° 62) consacré à « l'information : techniques d'aujourd'hui et de demain », ainsi qu'à la place des médias dans l'entreprise. M. Roland Cayrol y plaide par exemple en faveur de l'urgence d'un débat ouvert sur les médias et l'information, tandis que Noël Copin traite de « l'information télévisée après la 70 mai 1981 ».

Ce numéro spécial offre aussi des fiches simples sur les antennes, les réseaux câblés, la fibre optique, les banques de données...

CLAUDE DURIÉUX.

★ La télévision par câble commence demain, par Henri Pigeat. Plon, 60 F.

(1) C.F.D.T.-presse Edit., 26, rue Moncloux, 75439 PARIS, le numéro 30 F.

sans de l'Europe moderne, le jumelage entre villes multiplierait les occasions de rencontres individuelles. Enfin pourquoi les communes concernées d'occasions-raient-elles pas les familles françaises qui se diraient prêtes à faire la connaissance de familles ou de célibataires immigrés?

Bref : imaginer, et vite, car on est au pied du mur (Dreux).

PIERRE COLBOC

(Paris.)

Le chant du départ

Depuis qu'il y a des ministres communistes dans le gouvernement de la France, les politologues dissertent docilement sur la durée de leur participation au pouvoir. Chaque fois que les divergences entre les deux composantes principales de la majorité en matière de politique étrangère ou intérieure s'accroissent, ces interrogations nourrissent les chroniques et les conversations privées. Or, curieusement, personne n'est encore interrogé sur la présence des ministres socialistes au gouvernement. En effet, tout en critiquant tous azimuts la politique du gouvernement, les communistes déclarent : « J'y suis, j'y reste ! » Alors ? Alors, il n'y a plus qu'une solution : le départ des ministres socialistes !

HERBERT LAMM

(Asnières-sur-Seine.)

Questions à Louis Leprince-Ringuet

L'article de Louis Leprince-Ringuet « Les grands-parents pour la paix » (*Le Monde* du 17 septembre) comporte d'excellentes choses. D'autres sont plus discutables.

D'un côté, il appelle à « militer vigoureusement à tous les niveaux », sans relâche, pour un arrêt de l'escalade nucléaire et une réduction progressive des armements correspondants, jusqu'à leur suppression complète. D'un autre, il jette l'anathème sur ceux qui militent dans ce sens, parfois en y risquant leur santé et leur vie, précisant en vue de « l'objectif qu'il faut absolument atteindre malgré tous les obstacles ». Comment influencer sur les décideurs sinon par le moyen de l'opinion publique? Et qui alerte cette opinion sinon les militants pour la paix?

L'auteur reconnaît que la menace pour la France et ses voisins provient... bien de l'U.R.S.S.. Il est clair que notre force de frappe lui est destinée. Mais l'auteur n'en déduit pas qu'elle doit être comptabilisée comme telle. Comment nier la réalité? Et pourquoi laisser à M. Andropov le soin de la respecter? Une force de dissuasion dont

l'emploi serait d'ailleurs une « opération suicidaire », dit l'auteur. Certes. Mais pourquoi n'en pas déduire la nécessité... d'arrêter les frays?

Quant au fameux « équilibre » des forces qu'il invoque (1), c'est raisonner comme aux temps où l'on comparait le nombre de bataillons et de cacons. Aujourd'hui, on dehors de dramatiques petites guerres que les Grands se livrent par combats interposés, tout se décide par l'électronique et passe par la stratégie. Comment comparer l'incomparable?

Dans un premier temps, le « gel nucléaire » est une urgence. Pourquoi ne pas le décider puisque son contrôle ne pose plus de problème depuis que, d'un côté comme de l'autre, seuls les grands fonds marins échappent encore à la vigilance des satellites et des sonars (2)?

ÉDOUARD KRESSMANN, grand-père de dix-neuf petits-enfants et plusieurs fois arrière-grand-père.

(1) Cf. *Le Poker nucléaire*, Bertrand de Launay (août 1983), Syros, 240 p., 49 F.

(2) Cf. Cahier n° 55, *A Geopolitics of Peace*, par Daniel Deudney, Worldwatch Institute, Washington D.C. (août 1983).

Adieu, les hirondelles

Dans un numéro récent du *Monde* (9 septembre) on a pu lire que de nombreuses espèces animales avaient disparu au cours de ces dernières décennies, ou se trouvaient en voie de disparition. L'hirondelle n'y était pas mentionnée, et pourtant!

Je ne suis certainement pas le seul à avoir constaté sa raréfaction progressive, sinon sa complète disparition ici et là, dans notre pays. Dans la commune de la banlieue bordelaise où je demeure, il ne reste plus guère que le souvenir de leurs arabesques aériennes. Les marlinets, moins élégants de plumage, ont tenté de les remplacer. Ils ont bien résisté quelques années. Mais après un essai d'adaptation printanière, ils sont allés chercher ailleurs, ce qui leur faisait défaut ici, c'est-à-dire les insectes dont les uns et les autres se nourrissent.

A première vue, cette aspiération de notre atmosphère illustrerait le bon côté de la chose. Voire! qu'on en juge. Fini de ramasser les fleurs du tilleul du jardin, tant elles sont recouvertes d'une pellicule noire et poisseuse, produit des puits d'échappement. Quant aux pêches, n'en parlons plus : elles pourrissent en majorité avant maturité!

P. RAMBAUT

(Le Bourget, Girarde.)

L'apurement du
donne lieuAPPROPOS
D'ACCORD DE 1980
SUR L'IMMIGRATION

السلامة من المخدرات

Le Monde

étranger

DIPLOMATIE

LA VISITE DE M. MAUROY A ALGER

L'apurement du contentieux franco-algérien donne lieu à des discussions serrées

Alger. — Dès son arrivée à l'aéroport d'Alger dimanche 9 octobre en fin d'après-midi, M. Pierre Mauroy a été reçu par le chef du gouvernement algérien, M. Mohamed Ben Ahmed Abdelghani, que son voyage contribue à « faire rapidement disparaître le mot contentieux du vocabulaire des échanges entre l'Algérie et la France ». L'objectif essentiel du voyage du chef du gouvernement est, en effet, de tenter d'apurer les différents éléments du contentieux historique entre les deux pays avant la visite officielle que le chef de l'Etat algérien, M. Chadli Bendjedid, doit faire en France les 8, 9 et 10 novembre (le Monde daté 9-10 octobre).

« La principale caractéristique de nos relations, c'est certainement la confiance », a souligné M. Mauroy. Et, lorsqu'on songe au passé, c'est certainement la plus grande victoire de nos deux peuples. Le message que la France vous apporte aujourd'hui tient en un mot, qui exprime à la fois un sentiment et une valeur morale. Ce mot c'est : *fidélité*. Cette fidélité plonge ses racines dans l'histoire. Cette fidélité, je vous en apporte le gage pour l'avenir. Dans sa brève déclaration, le premier ministre a ajouté que la conjonction des efforts de l'Algérie et de la France contre « la logique d'un monde bipolaire » devrait permettre aux deux pays de « donner à toute la communauté internationale l'exemple d'une coopération sincère dénuée de calcul et

De notre envoyé spécial

d'arrière-pensée d'autant plus exemplaire qu'elle se développe entre un grand pays du Sud et un grand pays du Nord.

La volonté politique de réconciliation définitive qui s'exprime aujourd'hui dans les deux capitales autorise à penser que la visite de M. Mauroy se concrétisera par des progrès en ce sens. Le premier ministre avait d'ailleurs reçu certains assurances lors de sa visite-éclair du 10 septembre à Alger et une preuve en a déjà été donnée par l'accord de principe signé la semaine dernière à Paris sur l'organisation du service militaire des jeunes Algériens nés en France après 1963. Mais il faudra sans doute attendre la venue du président Chadli à Paris pour mesurer exactement quel pourra être le rythme de ces progrès.

Les biens français

Les réunions d'experts des deux gouvernements, organisées samedi 8 et dimanche 9 octobre à Alger, avant l'arrivée de M. Mauroy, ont montré en effet que sur les dossiers les plus délicats (les transferts de fonds des derniers « pieds-noirs » et des coopérants, l'évaluation des biens français, le problème des autorisations d'entrée en Algérie pour les Français musulmans, etc.) les discussions restent serrées et difficiles. Les réponses des Algériens au mémorandum qui leur a été transmis par Paris il y a plusieurs semaines afin de préciser les positions françaises sur les différents points du contentieux demeurent pour l'instant assez restrictives, estimant-on, dimanche soir, de source française.

A PROPOS DE L'ACCORD DE 1980 SUR L'IMMIGRATION

Au cours de l'émission « Rencontre avec... », M. Valéry Giscard d'Estaing a évoqué, à propos du problème des immigrés en France, l'accord signé entre Alger et Paris, le 15 septembre 1980. « Pour quel, a-t-il demandé, a-t-on abandonné cette politique de retour ? »

L'accord du 19 septembre 1980 visait à encourager le retour volontaire dans leur pays d'une partie des quatre cent mille travailleurs algériens résidents en France et de leurs familles. M. Lionel Stoléru, alors secrétaire d'Etat chargé des immigrés, avançait le chiffre de trente-cinq mille personnes par an. Cet accord s'inscrivait dans le système d'aide au retour institué pour l'ensemble des immigrés — à l'exception des catégories privilégiées — en juin 1977, et qui n'était rien d'autre qu'un... passeport sans retour. Car ses bénéficiaires, une fois perçu un pécule de 10 000 francs, perdaient tous leurs avantages sociaux, ainsi que le droit de revenir en France.

Le moins que l'on puisse dire est que ce dispositif d'aide au retour n'a guère recueilli de succès auprès des intéressés : depuis sa mise en route jusqu'au 31 mai 1979, cinquante-cinq mille personnes seulement, dont trente-six mille actives, avaient restitué leur titre de séjour et bénéficié du pécule, ce qui représentait pour cette première « tranche » de départs une dépense de 400 millions de francs à l'époque. Sur ce chiffre de cinquante-cinq mille bénéficiaires, on recensait, en tout et pour tout, mille six cent cinquante-quatre Algériens...

C'est notamment pour cette raison que l'accord de 1980 — dont le coût global avoisinait 700 millions de francs étalés sur trois ans, le coût moyen par départ volontaire s'établissant à 13 000 francs — prévoyait une indemnité de retour plus élevée pour les Algériens, fixée à quatre mois de salaire net en moyenne.

Mais l'estimation fournie, le 7 octobre, à la télévision, par M. Giscard d'Estaing — cent mille retours volontaires en trois ans — semble s'appliquer à l'ensemble des retours, toutes nationalités confondues. Elle apparaît d'autant moins crédible que les mesures de réinsertion qui devaient accompagner ces retours volontaires n'ont jamais été appliquées sur le papier, si l'on excepte dans certains cas quelques semaines de formation professionnelle rudimentaire. Au demeurant, l'impossibilité d'effectuer un contrôle réel aux frontières — en l'absence, à l'époque, d'un fichier central — n'a pas permis de vérifier si les départs avaient tous eu lieu ou s'ils n'avaient pas été suivis de retours clandestins.

L'échec de l'aide au retour fut si patent que le gouvernement de gauche a été obligé de supprimer le dispositif mis en place à grands frais par M. Stoléru.

J. B.

AU « CLUB DE LA PRESSE » D'EUROPE 1

Une mise en garde de M. Cheysson aux pays de l'OTAN qui ne respecteraient pas leur décision de 1979 sur les euromissiles

M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures, était dimanche 8 octobre l'invité du « Club de la presse » d'Europe 1. En dehors des réponses qu'il a fournies à différentes questions sur la livraison des cinq Super-Etendard à l'Irak et sur la position de la France dans le conflit entre l'Irak et Bagdad (lire page 4), voici les principaux points de son intervention, dans l'ordre où ils ont été abordés.

● **LIBAN** : « L'évolution au Proche-Orient autour du Liban, pas seulement au Liban, introduit de plus en plus le Proche-Orient dans le contentieux, dans le conflit entre l'Est et l'Ouest. La pente naturelle des choses, à l'heure actuelle, c'est de tout partager au Proche-Orient. (...) Si on partage tout, on partagera tout nécessairement entre les deux grandes armées de la région, et aux côtés de chacune d'elles on sait très bien qui est le fournisseur, qui est le partenaire. (...) Même si nos moyens sont insuffisants (...), nous poursuivrons sur la ligne que nous avons adoptée. Cela ne fait pas le moindre doute. C'est bien pourquoi nous soutenons le président du Liban. Nous pensons que c'est autour de lui que doit se faire l'unité, que c'est lui qui représente la souveraineté, qui a une chance d'indépendance. (...) La force multinationale a une valeur de symbole. C'est la marque concrète, physique, de notre engagement auprès du Liban, auprès des structures du Liban, du président du Liban, donc, il est indispensable qu'elle demeure là. »

● **EUROMISSILES** : « La négociation se passe entre Américains et Soviétiques. Nous n'y sommes pas. (...) Mais nous pouvons marquer notre opinion et, sans aucun doute, nous souhaitons que la négociation se poursuive et qu'elle se poursuive jusqu'à ce que

sur les euromissiles

l'on parvienne à un accord entre Américains et Soviétiques. Pour que cet accord intervienne, est-il préférable que les pays concernés (...) commencent à révoquer leur décision de décembre 1979 ? Beaucoup en doutent. J'en doute. Je pense que si les pays du système intégré maintiennent qu'ils ne tiennent pas à leur décision, cela ne sera pas un facteur favorable à l'aboutissement de la négociation. »

● **COHESION DE LA MAJORITÉ** : « Ce que je colporte, ce sont les idées telles qu'elles sont exprimées, élaborées par le gouvernement et par le président de la République. Sur ce plan, que tel au tel parti politique, que tel au tel parti de la majorité ait une opinion nuancée, différente, est normal. Nous sommes en démocratie, les opinions s'expriment librement. A l'intérieur même de mon parti, parfois, il y a des nuances par rapport à ce que le gouvernement décide, à ce qu'il propose, en particulier à l'extérieur. Et il en va de même pour les autres partis qui forment la majorité. »

● **LAFFAIRE DU BOEING** : « J'ai travaillé en très étroite liaison avec les membres du gouvernement concernés, et en particulier avec le ministre des transports. Il n'y a pas eu, sur les attitudes, sur les initiatives que nous avons prises, la moindre nuance entre nous à la table du gouvernement et dans les discussions entre ministres et entre départements ministériels. (...) Certains pilotes et autres membres d'équipage avaient

décidé d'une grève. C'était leur droit. Ceux-là ont d'ailleurs fait la grève. D'autres n'avaient pas décidé de cette grève. C'était également leur droit de ne pas la faire. »

● **TCHAD** : « Quand le Tchad a été envahi, que l'invasion a été indiscutable, nous avons arrêté cette invasion, le feu a cessé. Il faut maintenant que l'entente entre les Tchadiens, autour du président reconnu par toute l'Afrique, permette l'évacuation des forces étrangères, des forces libyennes et des nôtres. Nous aurions pu ne rien faire. Il était arrivé une fois déjà, dans des circonstances dont je reconnais que le gouvernement n'était pas totalement maître, que l'unité du Tchad soit maintenue dans l'occupation libyenne totale. Eh bien ! tel n'a pas été le cas. Je crois que nous avons, là, fait quelque chose d'utile, sans l'intervention d'autres grandes puissances. »

● **PRIX NOBEL DE LA PAIX** : « Cet homme, cet homme engagé, cet homme qui croit profondément à tout ce qu'il fait, à toute la vie dans laquelle il est inscrit, prix Nobel de la paix, c'est une belle décision. (...) Lech Wasa, certains ne l'aiment pas, d'autres l'aiment, et je dois dire que je fais partie de ceux-là ; mais il est un homme de principes, et c'est cet homme de principes qui a été honoré. Est-ce favorable ou défavorable aux rapports Est-Ouest ? (...) A court terme, cela ne facilite pas les rapports Est-Ouest. A plus long terme, à mon avis, oui. »

EN R.F.A.

La majorité du parti social-démocrate est hostile à l'implantation des euromissiles

De notre correspondant

Bonn. — Il faudrait désormais un miracle pour que le congrès extraordinaire du S.P.D. sur les euromissiles, qui se tiendra à Cologne les 18 et 19 novembre, ne se prononce pas à une écrasante majorité contre l'implantation de Pershing et de missiles de croisière américains sur le territoire fédéral. Les fédérations de Bavière et de Sarre viennent d'opposer un « non » inconditionnel à la double résolution de l'OTAN. Lors d'une réunion à Witten, la puissante organisation de la Westphalie occidentale dans la Ruhr, qui regroupe cent quarante mille adhérents, de tendance plutôt conservatrice, et qui avait initialement soutenu l'ancien chancelier Schmidt dans son plaidoyer pour la double résolution, s'est déclarée catégoriquement hostile au statu quo des euromissiles en R.F.A., même en cas d'un compromis de dernière minute à Genève. Elle a été jusqu'à repousser l'idée d'un moratoire.

M. Willy Brandt a essayé de rallier les députés à la thèse officielle du parti social-démocrate : il faut attendre les résultats de Genève, qu'ils soient positifs ou négatifs, pour se former une opinion définitive. Le président du S.P.D. a reproché au gouvernement de Bonn de ne pas préparer des maintenant à recevoir les fusées américaines. Lui-même semble plutôt pessimiste quant au déroulement des pourparlers de Genève, mais conformément aux décisions du congrès S.P.D. de Munich l'année dernière, il attend pour se prononcer définitivement.

ALAIN CLÉMENT.

● **Le congrès de l'Internationale libérale**, réuni à Stockholm, s'est prononcé, le samedi 8 octobre, en faveur de l'inclusion des forces de frappe française, britannique et chinoise dans les négociations sur la limitation des armements. — (A.F.P.)

AFRIQUE

Tchad

Amnesty International fait état de « tueries » et d'« exécutions sommaires »

Dans un rapport diffusé ce lundi 10 octobre, Amnesty International se dit « préoccupée par la détention sans jugement de personnes soupçonnées d'opposition envers le gouvernement du président Hissène Habré et par des allégations d'opérations militaires de ces détenus au sein de forces armées ». Elle affirme avoir « également reçu des renseignements non confirmés sur des exécutions sommaires qui auraient été le fait des forces se réclamant du gouvernement d'union nationale de transition (GUNT) qui contrôle le nord du Tchad ».

Amnesty International précise que, depuis la reprise de N'Djamena par les forces de M. Hissène Habré en juin 1982, « des tueries arbitraires et des exécutions sommaires de civils et de combattants capturés » lui ont été « signalées ». Elle s'inquiète notamment de la situation dans le Sud, où les FAN (Forces armées du Nord) ont pris position en septembre 1982. « Au cours de la seconde moitié de l'année, affirme le rapport, lorsque les forces du président Hissène Habré affermaient leur contrôle sur le Sud, ces renseignements parvenaient de N'Djamena et des principales villes du Sud, comme Moundou, où une centaine de personnes auraient été tuées par les FAN entre juin et décembre 1982. »

Le rapport poursuit à ce propos : « Dans de nombreux cas, les tueries étaient commises par les FAN lorsqu'ils pillaient les régions nouvellement occupées. Dans d'autres cas, des individus étaient apparemment sélectionnés pour une exécution sommaire, soit par suite de griefs personnels nourris contre eux par les soldats des FAN, soit parce que les victimes étaient tenues pour des opposants réels ou potentiels à l'égard du gouvernement du président Habré. Par exemple, Raymond Matha, ingénieur ou ministre des eaux et forêts, avait été tué à Sarh, au sud du Tchad, fin août 1982, apparemment pour la seule raison qu'il était le beau-frère du colonel Kamouf, et de ce fait, un opposant virtuel. »

Amnesty International cite également le cas de Karyom Ningayo, ancien préfet de Moundou, qui « aurait été abattu devant sa famille en septembre 1982, lorsqu'il a été intercepté avec sa femme et ses en-

fants à un barrage routier par les troupes du président Habré ». Quant au lieutenant-colonel Allafi, ancien chef d'état-major de l'Armée nationale intégrée, « il aurait été exécuté à Lai (Sud) le 24 octobre 1982, peu de temps après sa capture devant un tribunal sommaire composé de militaires des FAN. « Il a été décapité, ajoute le rapport, et son corps laissé à la vue du public pendant plusieurs semaines. » Amnesty ajoute : « L'exécution sommaire de l'Allafi » était, semble-t-il, liée au fait qu'il avait été sous-préfet dans la ville de Bardai (Nord), vers le milieu des années 60 et qu'il était alors tenu pour responsable d'atrocités commises sur des populations locales. »

« Des deux côtés »

L'organisation humanitaire fait également état, depuis le début de 1983, « dans des régions relativement calmes », de « tueries arbitraires, d'exécutions extrajudiciaires de civils et d'arrestations qui semblent avoir été souvent des actions de représailles, suite à des attaques à main armée sporadiques dirigées contre le gouvernement ». Elle cite deux cas : « Après une série de telles attaques dans la préfecture de Logone oriental dans le Sud, les soldats des FANT (Forces armées nationales libyennes) auraient tué une quarantaine de personnes dans la région de Doba entre les 8 et 20 avril 1983. » « Huit policiers arrêtés à Kala en juillet 1983 — ou certains d'entre eux — ont été également exécutés sommairement car ils étaient, semble-t-il, soupçonnés d'être des opposants. »

Amnesty International mentionne des rapports reçus selon lesquels « des combattants faits prisonniers lors des affrontements entre les forces du GUNT et les FANT depuis février 1983 ont été sommairement exécutés ». « D'après des rapports non confirmés, dit-elle, les deux côtés se seraient livrés à de telles tueries. Des sources proches du GUNT ont affirmé que les combattants des FANT sont responsables de la mort à Faya-Largeau de cent soixante prisonniers, tant civils que militaires. De même, d'après des rapports non confirmés, une quinzaine de civils auraient été tués par les forces du GUNT pendant leur occupation d'Abéché entre les 8 et 10 juillet 1983 à cause de leur prétendu soutien au président Habré. »

L'organisation de défense des prisonniers politiques cite de nombreux cas de personnes arrêtées, dont on

ignore le sort. Surtout, elle s'inquiète de ce que sont devenus les nombreux prisonniers dont les deux camps ont revendiqué la capture. « Par exemple, écrit le rapport, le 16 mai 1983, le GUNT avait revendiqué la prise de sept cent quatre-vingt-trois prisonniers des FANT. Lorsque, plus tard, les FANT ont repris Faya-Largeau, le 30 juillet 1983, elles ont affirmé avoir fait prisonniers mille deux cents partisans de l'ancien président Goukouni Oueddei, parmi lesquels MM. Nourkouri Goukouni, ministre de l'éducation et de la culture du GUNT, Ahamat Alkhali, ancien maire de N'Djamena, Goddallah Tchambi, ministre de l'administration publique du GUNT, et Rato Ramadan Ben Maia, ancien chef de l'agence tchadienne de presse. » Amnesty International s'inquiète également du sort de quelque deux cents prisonniers présentés à la presse le 9 août 1983 à la maison d'arrêt de N'Djamena.

UNE MISE AU POINT DE L'AMBASSADEUR DU GHANA SUR LES LIVRAISONS D'ARMES LIBYENNES

A la suite de l'article publié sous le titre : « L'impassé au Tchad inquiète les alliés africains de la France » (le Monde du 1^{er} octobre), l'ambassadeur du Ghana à Paris nous a adressé un démenti en ce qui concerne le « débarquement d'armes libyennes à Pô, via le Ghana ».

L'ambassadeur « considère cette affirmation comme injustifiée et dénuée de tout fondement. La politique avouée du gouvernement ghanéen consiste à maintenir des relations d'amitié, de bon voisinage et de rapports d'intelligence avec toutes les nations. En conséquence, il a répété à plusieurs reprises que le territoire national ne saurait être utilisé comme lieu de transit pour des armes, quelles que soient leur provenance ou leur destination, et qu'il ne servirait jamais de terrain d'entraînement ou de refuge à des éléments dont le seul but est de déstabiliser leur pays d'origine dans la région ».

[Nous maintenons nos informations provenant de très bonne source. Ces armes, à destination de la ville de Pô, en Haute-Volta, transiteront par la localité de Yamaké, au Ghana, qui dispose d'un terrain d'aviation.

LOUIS VUITTON

MAISON FONDÉE EN 1854

LV

Le magasin Louis Vuitton, 78 bis avenue Marceau 75008 Paris, sera exceptionnellement fermé les lundi 10 octobre, mardi 11 route la journée et mercredi 12 matin. Réouverture mercredi 12 octobre à partir de 14 h 15. Il sera exceptionnellement ouvert le samedi 15 octobre (de 9 h 15 à 12 h 45 et de 14 h à 18 h 30).

[Nous maintenons nos informations provenant de très bonne source. Ces armes, à destination de la ville de Pô, en Haute-Volta, transiteront par la localité de Yamaké, au Ghana, qui dispose d'un terrain d'aviation.

PROCHE-ORIENT

Israël

Panique financière

(Suite de la première page.)

Pour alimenter les guichets, elles ont dû, en catastrophe, emprunter à court terme des devises à l'étranger pour un montant de plusieurs centaines de millions de dollars. Pour soutenir les cours de leurs valeurs cotées en Bourse, elles ont rachetées en grandes quantités. Cet exercice épuisant ne pouvant durer très longtemps, elles ont demandé au Trésor d'intervenir. Les autorités monétaires s'efforcent sans trêve pour trouver les moyens de ramener le calme sur le marché.

Les responsables du Trésor, de la Banque centrale, et les dirigeants des cinq premières banques israéliennes ont mis au point, pendant le week-end, les grandes lignes d'une réforme boursière dont les détails n'ont pas encore été rendus publics ; cet accord devrait être parachevé ce lundi 10 octobre.

Ces dernières années, le recours à la Bourse de Tel-Aviv est devenu un véritable phénomène de société, puisque plus d'une famille israélienne sur deux y spéculait, fût-ce modestement. Il n'est donc pas surprenant que le gouvernement Begin, qui a tenu son dernier conseil des ministres dominical - en l'absence de son chef démissionnaire, et toujours réclus à son domicile - ait consacré toute sa réunion - plus de six heures - à la situation économique. Il a avalisé, dans leurs principes, les mesures proposées par les responsables financiers du pays et autorisé la poursuite des négociations. Le cabinet israélien devait tenir lundi une réunion spéciale, après le débat d'investiture pour approuver l'accord conclu entre les banques et le Trésor.

Les « citoyens honnêtes » pénalisés

L'idée centrale de cette réforme vise à transformer les actions bancaires en valeurs indexées à long terme. Celles-ci épouseront soit le cours du dollar, soit l'évolution du coût de la vie. A condition que leurs détenteurs les conservent pendant une longue durée (on parle de cinq à dix ans), l'Etat leur garantirait un « prix plancher ». On s'attend à ce que ces actions perdent, dès la réouverture de la Bourse, entre 20 % et un tiers de leur valeur. Pour le petit spéculateur, la pilule sera amère. L'Israélien moyen a le sentiment d'avoir été floué. L'opposition travailliste dénonce pour sa part la « pénalisation des citoyens honnêtes ».

Jouer à la Bourse en Israël n'a, il est vrai, pas tout à fait le même sens qu'ailleurs. Le « casino national » représentait pour le citoyen le dernier endroit où il pouvait sauvegarder son épargne. En 1982, l'indice général de la Bourse avait augmenté de 70 %. Israël occupe le troisième rang mondial pour la capitalisation boursière rapportée au produit intérieur brut (après Singapour et Hongkong). Certes, l'effondrement des cours au début de l'année avait fait souffler un premier vent de panique à Tel-Aviv. Mais les titres bancaires, très prisés dans le pays et tenus pour des valeurs sûres, avaient résisté. Chacun savait pourtant qu'ils étaient largement surévalués

et soutenus artificiellement. Une succession de mauvaises nouvelles concernant l'endettement extérieur et le déficit commercial, ainsi que la perspective d'un plan d'austérité, ont suffi à relancer la spéculation. Les Israéliens n'ont plus confiance ni dans leur monnaie, ni dans leur ministre des finances, M. Yoram Andor, devenu le bouc émissaire de l'échec économique du Likoud. En août, il dévalua le shekel de 7,5 % après avoir - ce qui est de bonne guerre - écarté jusqu'au dernier moment l'éventualité d'une telle mesure. Cette fois, on ne l'a pas cru. Le shekel n'a pas été déprécié, mais le public s'est rué sur le dollar. La chute des titres bancaires équivaut pour leurs détenteurs à une dévaluation.

150% d'inflation ?

Pour restaurer la confiance et amorcer le redressement, le gouvernement Shamir devra frapper vite et fort. Car la crise financière est aggravée par la mauvaise santé générale de l'économie. L'inflation, qui fut de 131,5 % en 1982, pourrait atteindre 150 % cette année. Le déficit commercial avoisinerait 5,2 milliards de dollars contre 4,9 l'an dernier. Les exportations ont chuté de 13 % en septembre, tandis que les importations croissent. La production stagne, et 8 % seulement des emplois créés depuis cinq ans profitent directement au secteur productif. La dette extérieure qui était de 21,5 milliards de dollars en juin atteindrait 24 milliards en décembre. Chaque citoyen israélien « doit » 5 360 dollars. La tranche annuelle des remboursements équivaut au montant total de l'aide américaine (2,5 milliards de dollars). Selon le Fonds monétaire international, Israël vient en soixante-cinquième position parmi les cent sept « pays à risques ». Le recours à l'emprunt à long terme, comme l'effacement des réserves de devises. L'Etat pratique désormais une politique plus « réaliste ». Résultat : les réserves ont chuté en septembre de 100 millions de dollars.

Que faire ? Le gouvernement a écarté un resserrement de la réglementation des changes, qui risquerait surtout d'engendrer un marché noir des devises. M. Andor veut réduire les dépenses de l'Etat de 1 milliard de dollars. Ce tour de vis budgétaire affectera les ministères, y compris la défense. Le ministre du commerce, M. Pat, a laissé prévoir une réduction (rapide et graduelle) des subventions à une dizaine de produits de base, alimentaires pour l'essentiel. Surtout, le pouvoir envisagerait de porter atteinte, au moins partiellement, aux sacro-saintes « primes de vie chère » qui permettent une indexation automatique des salaires et de l'épargne sur les prix, limitant ainsi les ravages de l'inflation.

Le gouvernement aura-t-il les moyens de cette politique d'austérité ? Sa faible majorité parlementaire lui laissera une marge de manœuvre étroite. En tout cas, la centrale syndicale Histadrout a déjà fait connaître son hostilité à toute initiative de ce genre.

J.-P. LANGELLIER.

La Syrie dément avoir l'intention d'attaquer les positions palestiniennes dans le nord du pays

La Syrie a démenti formellement le samedi 8 octobre que ses forces aient enclenché les positions palestiniennes dans le nord du Liban ou aient l'intention de les prendre d'assaut. Le même jour, Abou Jihad, le commandant en chef adjoint des forces palestiniennes, a estimé toutefois qu'une « opération militaire syrienne de grande envergure » était imminente.

Dimanche, M. Yasser Arafat a reçu à Tripoli un représentant spécial de M. Rifaat El Assad, chef des services secrets syriens et frère du chef de l'Etat, Hafez El Assad. A l'issue de l'entretien, le président de l'O.L.P. a déclaré : « Il n'y a pas de doute que cette rencontre est positive. Nous devons tout faire pour éviter toute confrontation et pour rétablir nos anciennes relations avec les frères syriens ».

Une pétition de 200 personnalités palestiniennes

M. Arafat a qualifié également de « positif » un échange de lettres qu'il a eu la semaine dernière avec M. Iouri Andropov. Le chef palestinien avait, la veille, adressé un appel aux « officiers libres syriens » leur demandant d'empêcher la mise en œuvre d'une « décision israélienne-américaine visant à étouffer la révo-

lution palestinienne », et ajoutant : « L'O.L.P. ne permettra à aucun dirigeant arabe de confisquer son pouvoir de décision nationale indépendante ».

Deux cents personnalités palestiniennes - maires, notables, religieux, chrétiens ou musulmans, universitaires - vivant dans les territoires occupés par Israël ont diffusé dimanche une pétition dénonçant « la conspiration syrienne contre l'O.L.P. » et invitant le monde arabe à intervenir pour éviter « une nouvelle tragédie » au peuple palestinien.

Dans une interview au magazine ouest-allemand Der Spiegel, en date du 10 octobre, M. Walid Joumblatt, l'un des chefs de l'opposition libanaise, a déclaré que, s'il devait un jour participer à un gouvernement d'union nationale, il « ne tolérerait pas une présence palestinienne au Sud-Liban », afin d'empêcher toute attaque à travers les frontières d'Israël. Il a précisé : « Je n'accepterai jamais que nous revenions au Sud-Liban à la même situation incontrôlable qui régnait avant l'invasion des Israéliens (...) et, dans cette perspective, je proposerai que les troupes de l'ONU aient au Sud-Liban les mêmes compétences que celles que les forces internationales ont actuellement sur les hauteurs du Golan. » - (A.F.P., A.F., Reuters.)

LE CONFLIT IRANO-IRAKIEN

Vive polémique sur les Super-Etendard

(Suite de la première page.)

Se refusant à donner davantage de précisions sur la nature du contrat portant sur les Super-Etendard, M. Cheysson a estimé que, grâce aux livraisons militaires françaises à Bagdad, « on est arrivé à un état d'équilibre » dans ce conflit et que, dans la mesure où les Iraniens « reportent leur espoir sur la faiblesse économique des Irakiens », le gouvernement français actuel « n'éprouve aucun embarras à suivre la même politique d'appui à l'Irak que celle de ses prédécesseurs » jusqu'à ce que « la paix soit possible car l'objectif reste d'obtenir la négociation ».

« Le risque de représailles par action sur des bateaux en mer » a ajouté le ministre, faisant allusion à des intentions présumées à l'Irak de bloquer le détroit d'Ormuz dans le Golfe. « Je ne le néglige pas, (...) Mais je dis aussi que si nous cédon à cette menace, alors elle se reportera sur des actions infiniment plus importantes au profit de l'Irak, et ce n'est pas très habituel pour la France de céder à la menace ».

M. Cheysson s'est alors demandé : « Pourquoi la communauté internationale ne déciderait-elle pas que toute opération militaire doit être interrompue, interdite sur les eaux et dans les ports du Golfe ? Cela permettrait de traiter la mer noire, cela rendrait ces menaces vaines, les armements accumulés pour cela inutiles. C'est une idée qui mérite d'être suivie et que j'espère voir émerger prochainement ».

En France, les propos de M. Cheysson ont été diversement appréciés. L'ancien président de la République, M. Valéry Giscard d'Estaing, a souligné, à Montluçon (Allier), « la grave imprudence » de la livraison des Super-Etendard. « Autant je comprends la nécessité d'éviter l'écroulement de l'Irak dans ses combats terrestres, autant je souligne, autant je mets en garde contre le risque pris de le légitimer par la France de déclencher une mortelle crise pétrolière. » Député R.P.R. de

la Charente-Maritime et ancien ministre, M. Jean de Lipkowsky, de son côté, estime que cette livraison « va créer une crise éternelle » et que « nous serons incapables d'en assumer les conséquences et de la résoudre nous-mêmes ».

Le président du R.P.R., M. Jacques Chirac, a, pour sa part, condamné, lors d'un discours à Quimper qu'il était nécessaire que l'Irak défende avec tous les moyens indistinguables sa frontière « qui est le dernier bastion susceptible de résister à l'hégémonie iranienne » dont « le caractère n'est pas barbare n'échappe à personne ».

En revanche, le secrétaire général du P.C.F., M. Georges Marchais, interrogé à R.T.T. Le Monde dimanche soir, s'est contenté d'affirmer : « Je suis hostile vivement que la France ne se laisse pas impliquer dans des situations internationales qui lui porteront préjudice ou qui créeraient des difficultés. » A T.F. 1, M. Jean-Baptiste Doussier, homme d'affaires communiste, a déclaré : « La France est trop engagée d'un seul côté ».

A Bagdad, le point de vue irakien a été exprimé par le vice-premier ministre et ministre des affaires étrangères, M. Tarek Aziz, dans un entretien avec le journal koweïtien Al Anbaa. « L'agression militaire iranienne a privé depuis trois ans l'Irak de son droit naturel à utiliser ses ports pour ses exportations de pétrole via le Golfe », a expliqué le dirigeant irakien qui a négocié le contrat des Super-Etendard à Paris. L'Irak ne permettra pas que cette situation se prolonge et il aura, dans un proche avenir, des moyens plus puissants pour mettre un terme à cette situation anormale dont profite le seul Iran. »

Ces propos de M. Tarek Aziz viennent indirectement confirmer l'information du Washington Post, reprise par l'International Herald Tribune de ce lundi, selon laquelle l'Irak aurait adressé, il y a quelques semaines, un message aux Etats-

UN REPORTAGE DE « LIBÉRATION » ET DE T.F. 1

Le massacre de deux cents chrétiens dans le Chouf

L'envoyé spécial de Libération au Liban, Sélim Nassib, et une équipe de T.F. 1 se sont rendus récemment à Fawwara, village du Chouf dont il n'avait pas été question jusqu'à présent et où, pour la première fois dans la phase de la guerre du Liban commencée avec le retrait israélien du Chouf, l'été dernier, un druze a admis avoir participé, il y a un mois, au massacre de deux cents chrétiens, miliciens ou civils, et a montré aux journalistes, sans se faire prier, les traces de la tuerie, dont plusieurs corps en décomposition ou partiellement brûlés.

Le cheikh Sami, se présentant comme un responsable religieux local des druzes, a notamment conduit ses visiteurs à l'église de Fawwara, où soixante combattants phalangistes ont été, selon lui, « coulés » à la mitrailleuse avant d'être enduits de chaux, puis brûlés. « Ils avaient transpiré l'église en camp retranché », a expliqué le cheikh Sami. Même spectacle, avec en plus des cadavres décomposés d'hommes ou de femmes, dans les différents locaux des Forces libanaises (chrétiennes) et notamment à leur siège central installé dans la villa de feu le poète Rachid Bey Nakhle, auteur de l'hymne national libanais. Fawwara, selon le cheikh, était un village entièrement chrétien, peuplé de plusieurs milliers d'hab-

itants (...), tous devenus phalangistes depuis l'an passé, lorsque les Forces libanaises ont pénétré dans le Chouf et à la faveur de l'invasion israélienne ».

Le cheikh Sami ne croit pas que les cent vingt mille chrétiens du Chouf (où vivent aussi quatre-vingt-dix mille druzes) y reviendront un jour. Libération a recensé cinquante-six villages abandonnés par les chrétiens et souvent détruits ou partiellement occupés aujourd'hui par des familles druzes. « Tout cela est la propriété des chrétiens. Nous n'occupons les lieux que provisoirement. Notre maison (...) près d'Aley a été dévastée par un obus de la marine américaine », a affirmé un commerçant druze fidèle de M. Joumblatt. D'autres druzes ont justifié les tueries de chrétiens par les « horreurs » commises par les chrétiens et souvent détruits ou partiellement occupés aujourd'hui par des familles druzes. « Tout cela est la propriété des chrétiens. Nous n'occupons les lieux que provisoirement. Notre maison (...) près d'Aley a été dévastée par un obus de la marine américaine », a affirmé un commerçant druze fidèle de M. Joumblatt. D'autres druzes ont justifié les tueries de chrétiens par les « horreurs » commises par les chrétiens et souvent détruits ou partiellement occupés aujourd'hui par des familles druzes. « Tout cela est la propriété des chrétiens. Nous n'occupons les lieux que provisoirement. Notre maison (...) près d'Aley a été dévastée par un obus de la marine américaine », a affirmé un commerçant druze fidèle de M. Joumblatt.

« Le massacre de deux cents chrétiens dans le Chouf », a écrit Sélim Nassib, « est une tragédie qui a marqué l'histoire du Liban. Les Forces libanaises ont commis des crimes, mais les chrétiens ont aussi commis des crimes. Les druzes ont justifié les tueries de chrétiens par les « horreurs » commises par les chrétiens et souvent détruits ou partiellement occupés aujourd'hui par des familles druzes. « Tout cela est la propriété des chrétiens. Nous n'occupons les lieux que provisoirement. Notre maison (...) près d'Aley a été dévastée par un obus de la marine américaine », a affirmé un commerçant druze fidèle de M. Joumblatt. D'autres druzes ont justifié les tueries de chrétiens par les « horreurs » commises par les chrétiens et souvent détruits ou partiellement occupés aujourd'hui par des familles druzes. « Tout cela est la propriété des chrétiens. Nous n'occupons les lieux que provisoirement. Notre maison (...) près d'Aley a été dévastée par un obus de la marine américaine », a affirmé un commerçant druze fidèle de M. Joumblatt.

« Le massacre de deux cents chrétiens dans le Chouf », a écrit Sélim Nassib, « est une tragédie qui a marqué l'histoire du Liban. Les Forces libanaises ont commis des crimes, mais les chrétiens ont aussi commis des crimes. Les druzes ont justifié les tueries de chrétiens par les « horreurs » commises par les chrétiens et souvent détruits ou partiellement occupés aujourd'hui par des familles druzes. « Tout cela est la propriété des chrétiens. Nous n'occupons les lieux que provisoirement. Notre maison (...) près d'Aley a été dévastée par un obus de la marine américaine », a affirmé un commerçant druze fidèle de M. Joumblatt. D'autres druzes ont justifié les tueries de chrétiens par les « horreurs » commises par les chrétiens et souvent détruits ou partiellement occupés aujourd'hui par des familles druzes. « Tout cela est la propriété des chrétiens. Nous n'occupons les lieux que provisoirement. Notre maison (...) près d'Aley a été dévastée par un obus de la marine américaine », a affirmé un commerçant druze fidèle de M. Joumblatt.

LE CONFLIT IRANO-IRAKIEN

Vive polémique sur les Super-Etendard

Unité pour l'avenir de son intention d'utiliser les Super-Etendard pour abréger le conflit avec l'Irak, qui dure, maintenant, depuis trois ans. Face à ce risque, précise encore le journal, un certain nombre de navires américains, dont les porte-avions Ranger, ont été envoyés dans l'océan Indien où se trouvent déjà le porte-avions britannique Invincible et des navires français.

Des sources britanniques orient, du reste, pouvoir affirmer que le président iranien a convoqué dimanche le commandant en chef de la marine iranienne pour entendre un rapport sur les activités navales dans le Golfe. Condamnant, de son côté, l'attitude de la France, « qui est dans une situation économique désespérée », le ministre iranien des affaires étrangères, M. Ali Akbar Velayati, a, dans un entretien avec

Newsweek, déclaré : « Si nous sommes confrontés à n'importe quelle aventure mal inspirée mettant en danger nos intérêts vitaux, nous ferons quelque chose. Bloquer le détroit sera la première mesure », mais, n-t-il ajouté, « nous le ferons si nous y sommes contraints ».

A Téhéran même, l'hopdjalolislam Sadegh Khalkhali, député de Qom, connu pour ses outrances, s'en est pris violemment, en revanche, à M. François Mitterrand, en déclarant : « C'est lui qui met le feu au Liban, déverse des bombes sur la population musulmane avec l'aide d'Israël. Personne n'osait aller en Israël embrasser Begin, mais il l'a fait avec arrogance. Nous allons montrer que se place est dans une lie, car il mourra où Napoléon est mort. »

CAMEROUN : LA BIYAISATION

L'évolution politique du Cameroun, premier marché de la France en Afrique francophone, intéresse au plus haut point les industriels français. C'est à la loupe qu'ils doivent examiner les changements intervenus, qui vont bien au-delà d'une simple succession politique. On parle de déblocage, de modernisation, de liberté, de « printemps de Yaoundé ». Ce vent de libéralisme qui souffle sur le pays n'est pas pour déplaire aux forces vives de la nation et aux jeunes cadres qui attendaient leur heure. Mais attention ! Paul Biya, même s'il pense que le Cameroun a trop longtemps vécu au-dessous de ses moyens, ne peut oublier que son pays se trouve dans une Afrique en crise et qu'une brise peut se transformer en tempête.

Lire page 21 dans JEUNE AFRIQUE ECONOMIE N° 24 : les atouts et les risques de la biyatisation.

Et aussi au sommaire
Paris : les hôtels de luxe
Rabat : négociations financières difficiles
Cacao : Houphouët se fâche
Tunisie : bonne année pétrolière

officiel
ECONOMIE

bimensuel
tout en couleurs

3, rue Roquette 75008 Paris - Tel. : 265.69.30

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

SOMMET DE VITTEL :

SANKARA CET HOMME QUI DERANGE

Qui est donc ce capitaine en treillis et béret rouge qui a boudé le dîner offert par François Mitterrand aux Chefs d'Etat africains ? Le jeune dirigeant de la Haute-Volta s'explique dans une interview exclusive à Jeune Afrique.

Jeune
afrique

N° 1188 - 6 au 14 octobre 1983

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

dans votre lit



...sûrement pas le matelas de votre grand-mère, mais une de ces fameuses literies TRELCA, que vous viendrez essayer chez

CAPELOU

DISTRIBUTEUR

37, av. de la République (117)

N° Parisien : 257.46.35

Livraison gratuite très rapide dans toute la France.

ISTH

Depuis 1953

INSTITUT PRIVE DES SCIENCES ET TECHNIQUES HUMAINES

PREPARATIONS ANNUELLES

OCTOBRE à JUIN

PREPARATIONS INTENSIVES

AOUT-SEPT.

• Deux

DROIT

SC ECO

• Et 3^e Année de Licence

• Tous centres et options

TAUX CONFIRMES DE REUSSITE

DEPUIS 1953

Centre AUTEUIL 6, Av. Léon Houzeau

75016 Paris - Tel. : 224.10.72

Centre TOLBIAC 83, Av. d'Italie

75013 Paris - Tel. : 585.59.35

الشرق الأوسط

PROCHE-ORIENT

DU CONFLIT LIBANAIS

La revanche

par MAURICE DUVERGER

L'Union soviétique avait brillé par son absence après l'invasion du Liban déclenchée en 1982 par MM. Begin et Sharon avec l'approbation tacite des Etats-Unis. Paralyssés par la maladie d'un Brejnev au seuil de la mort, les Russes ont alors laissé tomber leurs alliés palestiniens et syriens. Si Ronald Reagan avait été un homme d'Etat, il aurait exploité les avantages que lui offraient ainsi les difficultés d'une fin de règne trop prolongée, puis d'une succession encore mal assurée. Pendant quelques mois, l'évacuation simultanée de toutes les troupes étrangères n'était pas inconcevable, les Syriens meurtris par le choc subi pouvant difficilement se maintenir si les Israéliens étaient partis. Un compromis paraissait négociable avec un président Assad qui n'a jamais été un inconditionnel de Moscou.

Quel beau retournement de la situation ! Youri Andropov peut être satisfait de ses premiers pas au Proche-Orient. Grâce à de considérables envois d'armes, il a permis à Damas de défier directement les Etats-Unis. Pour contrer l'offensive d'une U.R.S.S. qui demeure en coulisse, ces derniers ont dû envoyer devant Beyrouth une impressionnante armada, dont le navire le plus puissant du monde. Les canons américains ont stoppé l'avance de l'Est, mais leur présence reste mal assurée devant la montée du pacifisme et de l'isolationisme outre-Atlantique.

Comme la trêve d'aujourd'hui, les combats d'hier furent d'abord les péripéties d'une rivalité mondiale. Mais ils n'auraient pu éclater si les différentes factions libanaises avaient maintenu l'unité nationale qui s'était manifestée l'an dernier, lors de l'avènement du nouveau président. Ils relèvent donc aussi d'une guerre civile. Elle a été allumée par les Syriens, poussés par les Russes, et favorisée par les Israéliens ; mais le feu n'aurait pas pris si M. Amine Gemayel avait conservé l'image d'un rassembleur au lieu de la laisser se désagréger peu à peu. Visiblement sincère quand il proclamait sa volonté de rétablir l'unité et l'indépendance du Liban, il a mal mesuré les conditions indispensables pour y parvenir.

Un plus juste partage du pouvoir

Aucune des communautés qui constituent le pays n'a intérêt à l'éclatement d'un ensemble dont les morceaux ne pourraient vivre séparément. Ses voisins tâcheraient de s'approprier alors quelques débris de la nation déchirée. Sunnites, chiites, druzes du Liban auraient beaucoup à perdre en rompant des liens qui les empêchent de tomber sous l'hégémonie des alaouites de Damas. Mais ils n'acceptent plus de supporter l'hégémonie des chrétiens de Beyrouth. Le président Gemayel ne pourra pas gouverner au-delà du petit territoire qu'il contrôle aujourd'hui avec l'appui des forces françaises et américaines, s'il ne parvient pas à gagner la confiance des communautés autres que la sienne.

Cela suppose qu'il leur fasse dans l'Etat une place convenable, et que lui-même prenne ses distances par rapport aux phalangistes. Sous la double protection des armées syriennes et des canons du New-Jersey, le congrès de réconciliation finira bien par se réunir un jour. Il pourrait offrir au Liban une dernière chance de renouer le pacte national qui lui a permis de vivre en paix jusqu'à l'immigration des Palestiniens. Le vrai problème n'est pas de modifier la répartition des

places au sommet de l'Etat en remettant en cause l'accord qui réserve à un chrétien la présidence de la République, à un sunnite la présidence du gouvernement et à un chiite la présidence de la Chambre. Les frontières intérieures ne sont pas seulement religieuses. Chaque communauté reste profondément divisée, par des clans plus encore que par des oppositions politiques. Liban, le « progressisme » ne l'est souvent que de nom, et la distinction entre la gauche et la droite pose des problèmes insolubles.

L'unité du Liban n'exige pas seulement un plus juste partage du pouvoir entre les divers éléments du pays, mais encore une véritable coopération de tous. Elle seule pourrait permettre la dissolution simultanée de toutes les milices privées, sans laquelle les trêves resteront provisoires. L'armée vient de montrer qu'une force multiconfessionnelle pouvait être efficace. Il lui reste à

devenir réellement multipartisane et multiconfessionnelle. De telles transformations ne seront ni faciles ni rapides, après tant de combats fratricides. Elles ne sont pas impossibles malgré tout, parce que ce pays possède une tradition de vie commune et que ses divers éléments ont plus ou moins consciemment que tous y perdraient si le Liban se dissolvait.

Mais le rétablissement de l'unité dépend aussi de facteurs extérieurs, que le président Gemayel a quelque peu négligés en s'engageant à fond derrière les Etats-Unis. A cet égard, la diplomatie française a mieux appréhendé la situation. On ne peut pas à la fois restaurer l'intégrité du Liban par l'évacuation de toutes les forces étrangères et faire de celui-ci un allié privilégié des Américains, dont l'armée serait étroitement liée à la leur, comme celle d'Israël. Cela constituerait une seconde victoire sur l'U.R.S.S. et son allié syrien, renforçant celle de 1982. Déjà inaccessible avant les combats de ces

dernières semaines, un tel objectif l'est encore plus après.

Le protectorat des Etats-Unis sur un Liban dominé par les chrétiens implique l'éclatement d'une nation dont la capitale deviendrait alors une sorte d'Hongkong, pendant que ses voisins se partageraient le reste du territoire. L'unité du pays ne pourra se rétablir que par un équilibre des communautés qui le composent, joint à une entente avec son puissant voisin. Il est possible que l'offensive de Damas ait en pour objectif principal de rappeler à Washington et à Beyrouth cet aspect du problème, un peu trop oublié ces derniers temps. La réplique de la force multinationale, le comportement de l'armée libanaise, le courage du président Gemayel montrent au gouvernement syrien l'impossibilité de revenir à la domination qu'il exerçait au temps du président Sarkis. De leur côté, les Occidentaux comprennent maintenant la nécessité d'un compromis avec le président Assad, qui en mesure l'intérêt. L'armistice actuel a donc quelques chances de durer, à cela près que Moscou fera tout dans les semaines qui viennent pour déstabiliser la région et y rendre la vie impossible aux Américains, afin d'affaiblir le gouvernement américain dans la grande bataille des missiles. Elle deviendra de plus en plus rude à l'approche de l'éclatement des Pershing.

Vive le dimanche à Paris !

D'ESORMAIS, tous les mois dans Gault-Millau, un supplément de 32 pages en couleurs pour les Parisiens : Paris-Plus. Vous y découvrirez, par exemple ce mois-ci, des idées pour redonner aux dimanches un goût de fête. Gault-Millau d'octobre, dans tous les kiosques.

A LA DECOUVERTE DU NCR DECISION V.

LE MICRO-ORDINATEUR PROFESSIONNEL QUI A DU CŒUR.

Il est indispensable de pouvoir compter sur son ordinateur personnel, comme sur l'un de ses proches. C'est pourquoi nous avons conçu le NCR DECISION V pour en faire votre ami dévoué. Discret quant à la place qu'il occupe, d'une extrême simplicité au niveau de sa mise en service (il suffit de connecter le clavier à l'ordinateur et de le brancher), le NCR DECISION V se distingue par sa grande facilité d'emploi et permet d'éviter la plupart des manipulations fastidieuses. N'est-ce pas avoir du cœur ?

UN COUP DE CŒUR QUI SERA LE DEBUT D'UNE GRANDE AMITIE.

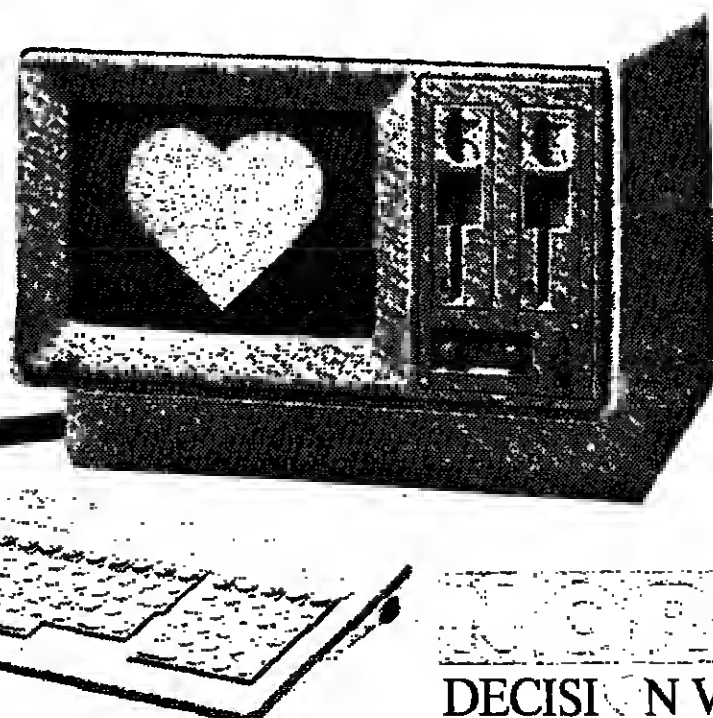
Avec le NCR DECISION V, vous pouvez envisager une association-amitié durable, grâce à des possibilités d'extension qui vont pouvoir suivre votre évolution. En mémoire, vous pouvez disposer de 512.000 octets et avec un disque Winchester vous portez votre capacité de stockage à 10 millions d'octets. Enfin, avec le réseau NCR DECISION NET vous aurez la possibilité de partager les données et d'établir le dialogue avec les micros professionnels de presque toutes les autres marques.

PARLONS A CŒUR OUVERT.

NCR fabrique des ordinateurs depuis toujours et notre société est implantée en Europe depuis 1885. Démarrez une longue amitié avec le NCR DECISION V. Avec nos 364 centres d'après-vente dans toute l'Europe, vous pouvez nous faire confiance sans réserve. Alors, n'hésitez plus, venez essayer votre NCR DECISION V, le meilleur des micro-ordinateurs personnels. La preuve ? Nous lui avons donné un cœur.

NCR DECISION V.

Le micro-ordinateur professionnel qui a du cœur.



DECISION V

NCR France - Tour Neptune - 20 place de Seine - Cedex 20 - 92086 La Défense - Tél. 778.13.31
Ci-contre liste de nos distributeurs agréés.



CAPEL prêt-à-porter
hommes grands hommes forts
• 74, boulevard de Sébastopol Paris 3
• 26, boulevard Malesherbes Paris 8
• Centre Com. Maine-Montparnasse Paris 15

La chemise personnalisée

Formule idéale pour les personnes qui recherchent le confort, l'élégance et la qualité à des prix raisonnables, en évitant déplacements et déceptions.
Un procédé d'un sérieux incontestable, appliqué depuis plus de 30 ans, permet de recevoir directement, à bref délai, des chemises de haute qualité (jeune), réalisées aux mesures individuelles de chacun, dans la forme et le tissu préférés. Grand choix de nouveautés toutes fibres.
En outre, un service-entretien assure : rénovation, retouches, etc.

A. SCHNEIDER
Chemisier modéliste
194 bis, rue Saint-Denis, PARIS-2
238-80-84 (588-42-13 après 19 h)
Notice MA 83 grat. contre 1 timb.



CAPEL prêt-à-porter
hommes grands hommes forts
• 74, boulevard de Sébastopol Paris 3
• 26, boulevard Malesherbes Paris 8
• Centre Com. Maine-Montparnasse Paris 15

Où trouver le meilleur emploi d'informaticien et combien demander ?

Pour construire votre carrière sans prendre de retard, vous trouverez les meilleures offres d'emploi de la profession et une précieuse grille des salaires dans Le Monde Informatique.

LE MONDE INFORMATIQUE

LE JOURNAL DES PROFESSIONNELS DE L'INFORMATIQUE
Membre de Computeworld Communications
maintenant en vente tous les samedis chez votre marchand de journaux

NCR DECISION V LISTE DES DISTRIBUTEURS AGREES

- DISTRIBUTEUR NATIONAL**
STE LIGEST
47, rue de la Chaussée-d'Antin
75009 Paris
Tél. 526.11.44
- DISTRIBUTEURS AGREES**
PARIS/REGION PARISIENNE
CLE 178
51, rue de Miromesnil - 75008 Paris
Tél. 742.46.03
- STE I.M.F.
8/10, rue de l'Eglise - 75015 Paris
Tél. 575.38.30/578.07.62
- STE PROGRAM
35, rue la Fontaine - 75016 Paris
Tél. 288.48.68
- S.O.P.I.
424, La Closerie, Mont-d'Est
93160 Noisy-le-Grand
Tél. 305.81.30
- S.D.I.
Tour Gallieni 1 - 78 à 80, av.
Gallieni - 93174 Bagnolet Cedex
Tél. 360.13.54/360.13.55
- PROVINCE**
STE PRO-GE INFORMATIQUE
9, rue Oiderot - 06000 Nice
Tél. (93) 53.61.22
- STE ATEL
46, rue St-Jacques - 13006 Marseille
Tél. (91) 53.02.91
- SPIL OFFUSION
240, rue Paradis - 13006 Marseille
Tél. (91) 81.25.69
- HEXAGONE INFORMATIQUE SUD
19, rue de Pontevès - B.P. 1957
13226 Marseille Cedex 02
Tél. (91) 91.91.15
- MICRO-INFORMATIQUE SYSTEME ET SERVICES**
7, avenue de la Porte Neuve
17000 La Rochelle
Tél. (46) 34.86.02 (M. Astoul)
- BUREAU SERVICE**
Av. Kennedy - 20000 Ajaccio
Tél. (95) 22.26.21
- S.P.I.D.I.
18, rue Ome Rose - 21310 Mirebeau
Tél. (80) 36.30.86
- SYSTEMES INFORMATIQUES**
10, rue Jules Burry
39000 Lons-Le-Saulnier
Tél. (84) 47.05.00 (M. Janin)
- ETS LE DUGOU**
2, bd Victor Hugo - 44000 Nantes
Tél. (40) 20.09.80
- L'ORGANIGRAMME**
16, rue Emile Zola - 51100 Reims
Tél. (26) 88.51.13
- ETS DESMAG**
273, bd Victor Hugo - 59000 Lille
Tél. (20) 54.44.30
- INGEFOR**
79, rue de l'Hôpital Militaire
59000 Lille
Tél. (20) 54.09.04
- ACPM**
30, rue de Ribeauvillé
67100 Strasbourg
Tél. (88) 34.51.75
- MICRO BOUTIQUE**
37, passage de l'Argue - 69002 Lyon
Tél. (7) 837.37.63
- SYSTEMES INFORMATIQUES**
7, rue Victor Hugo - 69002 Lyon
Tél. (7) 837.21.54

ASIE

L'ATTENTAT DE RANGOUN CONTRE LE CHEF DE L'ÉTAT SUD-CORÉEN

LE PRÉSIDENT CHUN ACCUSE FORMELLEMENT LA CORÉE DU NORD

Quatre membres du gouvernement de Séoul figurent parmi les dix-neuf morts

Le président sud-coréen, M. Chun Doo Hwan, qui a échappé dimanche matin 9 octobre à Rangoun, à un attentat dans lequel dix-neuf personnes — dont quatre de ses ministres — ont trouvé la mort, a regagné Séoul dans la soirée du même jour. Il a annoncé la suite de son voyage officiel qui aurait dû le conduire à New-Delhi, Colombo, Canberra et Wellington.

Dès son arrivée dans la capitale sud-coréenne, le président Chun a accusé la Corée du Nord d'être à l'origine de ce complot atroce, sans précédent. « Notre peuple, a-t-il ajouté, ne sera pas le seul à désigner le groupe communiste de Corée du Nord, qui est le plus insidieux du monde, comme le coupable de cette cruauté sans bornes. Il a réitéré ses accusations contre le régime de Pyongyang qui, selon lui, avait déjà tenté de le faire assassiner au mois d'août 1982 alors qu'il se préparait à se rendre au Canada. Plusieurs Canadiens et Sud-Coréens que Séoul soupçonnait d'être liés à la Corée du Nord avaient alors été arrêtés par la police canadienne. Les Nord-Coréens, a encore dit le président Chun, « sont nos ennemis de toujours, qui nous provoquent sans cesse. Personne ne douterait que cet acte criminel a été commis par eux si l'on analyse leur nature véritablement meurtrière ». Dans les heures qui ont suivi l'attentat, le ministre sud-coréen de l'Information, M. Kim Sang Hyup, avait déjà accusé la Corée du Nord d'être responsable de l'attentat.

Aucune preuve n'a jusqu'ici été donnée de cette responsabilité, et le gouvernement de Pyongyang s'est, jusqu'ici, abstenu de commenter l'événement. Celui-ci a toutefois été

annoncé par l'agence de presse nord-coréenne dans des termes particulièrement déplorables. Après avoir signalé que le président sud-coréen « avait été accueilli par une bombe à Rangoun, première étape de sa visite dans des pays d'Asie et d'Océanie », l'agence ajoute : « Complètement terrorisé par cet incident choquant, le traître Chun Doo Hwan a décidé de renouer en Corée du Sud et a annulé son voyage ». De différentes sources, d'autre part, on rappelle que le gouvernement de Pyongyang — qui entretient des relations diplomatiques avec les trois pays d'Asie du Sud que devait visiter le président sud-coréen — s'était fortement ému de ce voyage et avait tenté d'y faire obstacle par divers moyens.

La thèse de la responsabilité nord-coréenne est l'une de celles les plus couramment retenues dans les milieux diplomatiques de Rangoun, où l'on n'exclut pas cependant que l'attentat ait pu être inspiré par des motifs de politique intérieure birmane. Selon des sources bien informées, indique enfin l'envoyé spécial de l'A.F.P. à Rangoun, la présence en Birmanie d'un groupe de personnes tenues pour être des « terroristes » professionnels avait été signalée ces derniers jours par Interpol aux autorités birmanes. Le groupe comprendrait un ressortissant français, un italien, un algérien, un palestinien et un sud-yéménite.

Quelques minutes de retard

Il était 10 h 25 (heure locale) dimanche matin lorsque l'explosion, de très forte puissance, s'est produite à l'intérieur du Mausolée des martyrs birman, où le chef de l'Etat sud-coréen, était donné la veille à Ran-

goun, devait déposer une gerbe à la mémoire du héros national de la Birmanie, le général Aung San. Le président Chun lui-même ainsi que son épouse, en retard de quelques minutes sur l'horaire prévu, n'étaient pas encore sur les lieux, mais une centaine de personnes les attendaient à l'intérieur de l'édifice, au milieu d'impressionnantes mesures de sécurité.

Selon des informations de source japonaise, l'engin, une bombe à retardement, aurait été fixé au plafond du mausolée, qui se serait écroulé. Aussitôt après l'explosion, des témoins rapportent avoir vu des personnes aux vêtements ensanglantés, parmi lesquels des membres des services de sécurité sud-coréens se précipiter en courant en dehors du bâtiment.

En fin de journée, dimanche, le gouvernement birman annonçait que l'attentat avait fait dix-neuf morts et quarante-blessés. Dans la liste des victimes publiée à Séoul figurent quatre membres du gouvernement sud-coréen : le vice-premier ministre, M. Sub Suk Joon ; le ministre des affaires étrangères, M. Lee Bum Suk ; le ministre de l'énergie, M. Suh Sang Chul ; et le ministre du commerce et de l'industrie, M. Kim Dong Whie. Le premier secrétaire de la présidence de la République, M. Ham Pyong Choon, a également été tué. Le chef d'état-major de l'armée, le général Lee Ki Back, a été blessé.

A Rangoun, d'importantes mesures de sécurité supplémentaires ont été mises en place après l'explosion. Des militaires armés de matraques parcouraient les rues de la ville, interpellant et fouillant les passants. Des contrôles sévères étaient également opérés à l'aéroport. Aucune précision n'était donnée ni sur

les victimes birmanes de l'explosion — trois morts et trente-trois blessés — ni sur les personnalités du gouvernement birman qui auraient dû se trouver en compagnie du président Chun au Mausolée des martyrs.

Le président de la République birmane, M. San Yu, a condamné, dans une déclaration, « l'acte méprisable de terroristes qui ont tenté de discréditer et de saboter les relations harmonieuses et cordiales existant entre la Birmanie et la Corée du Sud. Il a assuré le président sud-coréen que « ceux qui sont responsables de cet acte odieux et lâche de terrorisme ne resteront pas impunis ».

A Séoul, le ministre de l'Information, M. Kim Sang Hyup, parlant à l'issue d'un conseil des ministres exceptionnel, a immédiatement mis en cause la Corée du Nord. Le fait que le président Chun n'ait pas été atteint, a-t-il ajouté, est la preuve qu'« aucun complot ni aucune provocation communiste ne pourra entraver notre destinée nationale ». Il a d'autre part indiqué que l'armée et la police avaient été mises en état d'alerte afin d'assurer la sécurité nationale et l'ordre public en cas de provocation nord-coréenne.

De nombreux messages de condoléances ont été adressés au président sud-coréen. « Apprenant avec une très vive émotion la tragique disparition de plusieurs membres du gouvernement sud-coréen, déclare notamment M. Mitterrand, je tiens à vous assurer de la douloureuse sympathie du peuple français envers le peuple coréen, une nouvelle fois éprouvé ».

A New-Delhi, M. Gandhi a qualifié l'attentat d'« acte très grave qui doit être condamné ». — (A.F.P., Reuters, A.P.)

Brusque tension entre les deux Corée

(Suite de la première page.)

L'un et l'autre se fondent sur la conviction que le maréchal Kim, en proie à de grandes difficultés intérieures et internationales, coincé entre Moscou et Pékin, et confronté au renforcement du régime pro-américain de Séoul dans ces deux domaines, ne peut tenter de bloquer toute évolution diplomatique que par un geste désespéré.

De telles spéculations ne sont pas nouvelles. Pas plus que les mises en garde périodiques lancées par Séoul contre la menace, les complots et les infiltrations des saboteurs nordistes (le Monde des 28, 29 et 30 juillet). Elles ont même eu tendance à augmenter au cours des derniers mois.

Il est clair d'autre part que c'est à la Corée du Nord que le crime devrait, en bonne logique, profiter le plus — même si elle ne l'a pas commandité et même si le premier visé, l'homme fort du Sud, en réchappe.

La survie du président Chun devrait assurer celle du régime qu'il a instauré *in nuanu militari* en 1980, après avoir brutalement « purifié » de ses opposants la vie politique du pays, un régime qu'il n'a cessé, avec l'aide de ses alliés américains, de consolider, tout particulièrement sur les plans militaire et économique, au grand dam de ses adversaires du Nord.

Reconnaissances croisées ? Mais la mort d'une partie de l'élite politique et technocratique, responsable des principaux succès du régime depuis trois ans (des ministres tels que MM. Kim Dong Whie et Sub Sang Chul et certains conseillers de premier plan) constitue une grave perte. Plus grave encore est celle de M. Lee Bum Suk, ministre des affaires étrangères et principal artisan d'une stratégie d'ouverture en direction des pays communistes et de ceux qui se réclament du bon-alignement, véritable « chasse gardée » diplomatique du Nord depuis trente ans.

Les succès initiaux de cette diplomatie semblent avoir très vivement préoccupé le Nord, soucieux avant tout de maintenir le statu quo ante et d'éviter qu'un processus de reconnaissances croisées (des pays communistes reconnaissant Séoul en échange de la reconnaissance de Pyongyang par les grands pays occidentaux) ne vienne formaliser une

division « à l'allemande » de la péninsule. Plusieurs gestes, ainsi qu'un développement des échanges commerciaux officiels, avaient attesté du succès de ces ouvertures du côté de Moscou et de Pékin, ce qui avait suscité au Nord des silences réprobateurs. M. Lee avait alors affirmé, en juin dernier, que la première tâche diplomatique de Séoul dans les années 80 serait de normaliser ses relations avec l'Union soviétique et avec la Chine populaire.

Le calme règne à Séoul. Le principal opposant, M. Kim Dae Jung, dont le triste sort servait la propagande de Pyongyang lorsqu'il était en prison, joue un rôle moindre depuis qu'il est en exil aux États-Unis. Malgré un lourd endettement, l'économie sud-coréenne fait preuve d'un dynamisme remarquable, et ses succès suscitent beaucoup d'intérêt à travers le monde, y compris chez les non-alignés et dans les pays communistes. Séoul, enfin, recouvre bientôt le président Reagan, le pape saint d'été prochain, les Jeux olympiques en 1988. Cela fait beaucoup de succès que le Nord ne peut pas ne pas considérer comme des revers.

On affirme à Séoul que Pyongyang avait tout fait, jusqu'au dernier moment, pour empêcher l'étape de Rangoun du président Chun. L'escalade indienne paraissait encore plus insupportable à la diplomatie du Nord : c'est là en effet que la fille de Nébrus, M. Gandhi, premier ministre d'une nation fondatrice du mouvement des non-alignés, allait recevoir, avec tous les égards dus à son rang, un président que la Corée du Nord continue de dépendre comme un dictateur sanglant et à la solde des États-Unis.

Il se peut que ces développements symboliques d'un « nouveau réalisme » aient été jugés intolérables par des opposants ayant eu à souffrir du régime du président Chun. Il n'en manque pas, il n'en reste pas moins que, sous l'angle diplomatique, c'est Pyongyang qui bénéficie à court terme de la tuerie. A plus long terme toutefois, et pour sa réputation internationale, on peut se demander si la fin justifie à ce point les moyens et les risques : les Nord-Coréens ou pouvant en effet ignorer qu'ils seraient les premiers soupçonnés.

R.P. PARINGAUX.



AMÉRIQUES

Etats-Unis

LA DÉMISSION DU SECRÉTAIRE A L'INTÉRIEUR

Des « gaffes » qui profitent aux démocrates

De notre correspondant

Washington. — En dépit de la conviction qu'il a affichée depuis trois semaines, le secrétaire à l'Intérieur, M. James Watt, n'a pas survécu à la dernière de ses inévitables gaffes. Celles-ci ne se font pas la différence entre démocrates et républicains mais entre Américains et étrangers. Il a été donné sa démission dimanche 9 octobre, car les sénateurs républicains, ses propres amis, menaçaient de se joindre à la minorité démocrate pour demander son départ à M. Reagan.

C'est que M. Watt en avait vraiment trop fait. Recevant le 21 septembre, au petit déjeuner, un groupe d'hommes d'affaires, il s'enflamme contre la presse, le Congrès, les libéraux et décrit ainsi un groupe d'experts qui le conseillent sur les problèmes d'exploitation du charbon : « Trois démocrates, deux républicains, tout le mélange qu'on peut avoir. J'ai un Noir, une femme, deux juifs et un étranger ». L'assistance décline de rire et M. Watt est ravi. L'ennui est que la télévision est là, que les journalistes ont demandé leurs réactions aux experts en question, que les réactions sont pour le moins fraîches — surtout celles de l'« étranger », un professeur d'université juif et parolier d'un bon — et qu'avant deux heures une tempête politique éclate.

Les démocrates sautent sur l'ouïe. A un an de l'élection présidentielle, pareille bêtise ne peut que mobiliser un peu plus derrière eux les femmes, les Noirs, les juifs (dont l'infidélité au parti démocrate avait aidé M. Reagan en 1980) et tous les déserteurs pouvant se sentir visés par le terme d'« étranger ».

Les républicains ulcérés

Les républicains, eux, sont franchement ulcérés. Passe encore que M. Watt se soit mis à dos tous les écologistes en commençant à faire exploiter par l'industrie minère les terres protégées de l'Etat fédéral, dont il était responsable comme secrétaire à l'Intérieur. Passe encore

qu'il ait scandalisé les Indiens en lançant un jour qu'il était inutile d'aller jusqu'en U.R.S.S. pour constater l'échec du socialisme puisqu'une visite des réserves suffirait. Passe encore qu'il ait couvert l'administration de ridicule en interdisant au groupe des Beach Boys de se produire à Washington pour la fête nationale parce qu'ils drapent, selon lui, « des éléments indésirables ». Passe, même, qu'il ait menacé l'ambassadeur d'Israël de supprimer l'aide américaine à son pays si les juifs libéraux continuaient à attaquer la politique de M. Reagan. Tout cela avait été pardonné, mais le cadeau fait aux démocrates ne l'est plus. « Je me souviens peu qu'il se tire lui-même dans le pied », dit M. Dole, l'un des sénateurs républicains les plus influents, mais je ne pense pas qu'il devrait attendre du même coup le président et le parti républicain. Je considère que cela a assez duré ».

Piteux, M. Watt écrit à M. Reagan dès le lendemain de sa gaffe : « Après réflexion, je réalise que je vous dois des excuses personnelles pour mes remarques malheureuses ». Excuses aussi aux membres de la commission, « composée de personnes de grand talent, reflétant un large éventail de notre population ».

M. Reagan refuse cependant de demander à M. Watt de partir. C'est que le coupable est un héros des conservateurs et que le président ne veut pas plus heurter ceux-ci de front qu'il ne souhaite avoir l'air d'approuver son ministre.

Il aura donc fallu dix-neuf jours pour que M. Watt comprenne et montre sa « loyauté ». En acceptant sa lettre de démission (un monument d'autosatisfaction), M. Reagan a déclaré que « Jim [avait] fait un travail exceptionnel, comme membre de [son] cabinet et dans sa gestion des ressources naturelles de la nation ».

BERNARD GUETTA.

A TRAVERS LE MONDE

Belgique

• RECTIFICATION. — Deux « coquilles » se sont glissées dans l'article de notre correspondant Philippe Lemaître consacré à « La Flandre : le miracle victime de la crise », dans le supplément que nous avons consacré à la Belgique (nos éditions datées du 8 octobre). D'une part, M. Karel Van Miert est président du B.S.P. (aile flamande des socialistes belges), et non du P.S.B. (qui désigne le parti socialiste des francophones). D'autre part, nous aurions dû imprimer que la Belgique (2^e colonne) était « fermée au concept de politique industrielle » et non « formée », comme il a été imprimé par erreur.

Danemark

• LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES EN U.R.S.S. — Le ministre danois des affaires étrangères, M. Ellemann-Jansen (libéral), fera une visite officielle en U.R.S.S., à l'invitation de son collègue soviétique, M. Gromyko, les 31 octobre et 1^{er} novembre. Il sera le premier ministre des affaires étrangères d'un pays occidental à se rendre en U.R.S.S. depuis l'affaire du Boeing sud-coréen. — (Corresp.)

Etats-Unis

• ASILE POLITIQUE POUR UN PHYSICIEN SOVIÉTIQUE. — Le physicien soviétique Evgueni Novikov, âgé de cinquante-deux ans, qui s'était placé le 9 septembre sous la protection du gouvernement japonais, est arrivé, dimanche 9 octobre, à Seattle (Etat de Washington), après avoir obtenu l'asile politique aux États-Unis. M. Novikov, membre de l'Académie des sciences de l'Union soviétique, était au Japon pour assister à la Conférence internationale des mécaniciens théoriques et appliqués. — (A.F.P.)

Pologne

• SOUTIEN AUX ARTISTES POLONAIS. — Un gala de sou-

tien aux unions d'artistes polonais pour la libération de tous les emprisonnés politiques est organisé ce lundi 10 octobre au Studio Bertrand, par le Comité des artistes contre la répression en Pologne pour la participation du Pen-Club français.

R.F.A.

• RENCONTRE ENTRE MM. GENSCHER ET GROMYKO. — Le ministre ouest-allemand des affaires étrangères, M. Genscher, rencontrera son collègue soviétique, M. Gromyko, à la fin de cette semaine à Vienne, a-t-on appris, le lundi 10 octobre à Moscou, de source diplomatique occidentale.

U.R.S.S.

• DÉFECTION D'UN GÉNÉRAL SOVIÉTIQUE EN TURQUIE. — Un général soviétique aurait franchi à pied et en uniforme la frontière soviéto-turque pour demander l'asile politique en Occident, selon des informations données, samedi 8 octobre, par deux quotidiens d'Istanbul, *Hürriyet* et *Günaydin*. L'identité du général est tenue secrète. Les autorités turques imposent désormais le silence sur l'affaire, et à l'ambassade des États-Unis à Ankara on affirme n'être pas informé de cette défection. Selon certaines rumeurs, le général aurait déjà été transféré aux États-Unis, tandis qu'à la rédaction de l'un des deux quotidiens qui ont dévoilé l'affaire, on affirme, au contraire, que l'intéressé se trouve toujours à Ankara. — (A.F.P., A.P.)

• VISITE DE M. ANDROPOV EN BULGARIE. — Le secrétaire général du parti communiste soviétique fera une visite en Bulgarie avant la fin du mois d'octobre, a-t-on appris de source est-européenne à Moscou. Ce sera le second déplacement (mais la première véritable « visite ») de M. Andropov à l'étranger depuis son accession au pouvoir suprême en novembre dernier. Il avait participé, en janvier, à un sommet du pacte de Varsovie à Prague. — (A.P.)

Une piste birmane ?

Le grain de sable qui a sauvé la vie du président sud-coréen Chun — un retard de quelques minutes — a peut-être aussi sauvé celle d'importants dirigeants birmanes. En effet, en dehors de la piste d'agents nord-coréens, ou d'opposants sud-coréens, deux autres hypothèses peuvent être envisagées pour cet attentat : une action des communistes proximois ou des séparatistes karenas (qui avaient déjà attaqué les locaux de la radio-télévision nationale il y a un an) ou un règlement de comptes au sein du régime militaire birman.

Les autorités de Rangoun penchent pour la thèse nord-coréenne. Ce qui est fort compréhensible, car elles auraient du mal à admettre publiquement qu'elles ne peuvent protéger leur capitale contre des insurgés ou que leurs rivalités internes sont devenues si graves qu'elles ont coûté la vie aux membres d'une délégation étrangère. La responsabilité nord-coréenne, pour autant, ne saurait être écartée. Remarquons, d'autre part, que le commando de « terroristes », signalé aux Birmanes par Interpol, avait auparavant été aux Philippines, à l'air de l'après-midi de Bangkok avait été placé en état d'alerte.

Il semble peu probable que les Karens aient eu la compétence technique pour faire sauter le mausolée qui se trouve aux abords de la pagode la plus sacrée du pays, le Shwedagon, bâtie pour abriter des cheveux du Bouddha, dont le stupa est placé dans un parolier orné de 5 448 diamants et de 2 000 autres pierres précieuses.

On ne peut s'empêcher, en revanche, de rapprocher l'attentat des purges intervenues au sein du régime depuis que le général Ne Win a pris une semi-rétraite en novembre 1981, à que le général San Yu assure la présidence de la République. En mai, l'ancien dauphin présumé du général Ne Win, le général Tin Oo, chef des services spéciaux et secrétaire général adjoint du parti du programme socialiste birman (B.S.P.P.), et le ministre de l'Intérieur et des cultes, le colonel Bo Ni, étaient relâchés de leurs fonctions à la suite d'une obscure affaire de concussion. Le colonel Tin Oo passe actuellement en jugement.

La lutte pour la succession du général Ne Win, qui, en dépit de ses soixante-deux ans, continue de tirer les ficelles du régime, est ouverte. Des clans militaires, les seuls à disposer d'un certain pouvoir, s'affrontent. Certains pourraient être prêts à infirmer la neutralité sourcilieuse du pays en direction de l'Occident (du Japon en particulier, de l'U.R.S.S. ou de la Chine voisine, qui soutient, en principe, l'insurrection du P.C.B. Un attentat aurait pu être considéré par des opposants militaires comme un moyen de débloquer la situation à leur profit. Les Birmanes n'ont toutefois pas dit quelle haute personnalité devait accompagner le président Chun au mausolée, car on imagine mal que seuls la ministre de l'Information et le vice-ministre de la culture — blessés — aient été désignés pour accompagner un chef de l'Etat étranger dans une manifestation officielle. Peut-être les auteurs de l'explosion visaient-ils donc moins l'invité sud-coréen que son hôte.

PATRICIE DE BEER.

Afghanistan

• Controverse autour de l'espion — britannique tué en Afghanistan — Steward Bodman, l'espion britannique tué en Afghanistan, le 1^{er} juillet, selon Kaboul (le Monde du 4 octobre), était un agent des services de renseignement de la défense américaine, rapportent les journaux britanniques *Daily Mirror* et *The Observer*. Le *Sunday Times* affirme, en revanche, qu'il n'a jamais existé. Cet hebdomadaire affirme que la photographie de l'« espion » montrée à la télévision soviétique était celle du médecin français Pierre Augoyard, capturé en Afghanistan en janvier et libéré depuis.

Pakistan

• Consultations politiques. — Le général Zia-Ul-Haq devait entamer, ce lundi 10 octobre, une série d'entretiens avec les dirigeants de certaines formations politiques pour tenter de mettre fin à la campagne de désobéissance civile déclenchée il y a neuf semaines par l'opposition. Il devait notamment recevoir M. Maulah Chah Ahmed Noorani, chef du parti religieux Tamia Ulema-Pakistan, qui n'est pas membre du Mouvement pour la restauration de la démocratie mais a pris position en faveur de la suppression de la loi martiale, et s'efforce de jouer un rôle de médiateur entre le pouvoir et ses adversaires. — (Reuters).

Le gouvernement

Le temps des collection dirigée

Francois Ja

Le jeu des possible

LA MÊME COLLECTION

Fayard

AMÉRIQUES

Etats-Unis
DU SECRÉTAIRE A L'INTÉRIEUR
qui profitent aux démocrates
notre correspondant

Après de longues semaines de négociations, le secrétaire d'Etat, Alexander Haig, a annoncé hier que les Etats-Unis acceptaient de participer à une conférence de paix en Amérique centrale. Cette décision, qui a été saluée par les démocrates, marque un tournant dans la politique américaine en la matière. Haig a déclaré que les Etats-Unis étaient prêts à discuter avec tous les groupes armés de la région, y compris ceux qui étaient auparavant considérés comme des terroristes. Cette ouverture a été vue comme une victoire pour les démocrates, qui avaient insisté sur la nécessité d'une approche plus inclusive. Cependant, les républicains ont exprimé des réserves sur la capacité des Etats-Unis à influencer le processus de paix.

ERS LE MONDE

Le monde est en mouvement. Les frontières s'estompent, les cultures se mélangent. Dans ce monde globalisé, il est essentiel de rester informé et engagé. C'est pourquoi nous vous proposons une collection de livres qui explore les enjeux du monde contemporain. De la politique internationale à la culture populaire, de l'économie à l'environnement, nous couvrons tous les domaines. Chaque livre est écrit par un auteur de renom, offrant une analyse approfondie et une perspective unique. Rejoignez-nous pour découvrir les secrets du monde et pour vous tenir au courant des dernières nouvelles.

Argentine
Le gouvernement semble paralysé face à une crise économique d'une ampleur exceptionnelle

Correspondance

A trois semaines des élections du 30 octobre, qui devraient désigner le successeur du général Bignone, l'Argentine se débat dans une situation économique inextricable. Sa très lourde dette extérieure n'est que la partie visible d'une faillite complète des forces armées dans ce domaine.

Buenos-Aires. - Les démocrates juridiques du gouvernement avec un obscur juge de Rio-Gallegos, dans le sud de la Patagonie, se sont terminés le samedi 8 octobre. La cour d'appel de Comodoro-Rivadavia, est, en effet, revenue sur le jugement prononcé en première instance par M. Pinto Kramer, selon qui le contrat-type portant rééchelonnement des dettes contractées par des entreprises publiques argentines avec les banques étrangères (1) contenait des dispositions lézant les intérêts de la nation. Il s'agissait en particulier de la clause prévoyant la compétence des tribunaux américains dans les litiges éventuels.

M. Kramer était parvenu à paralyser les négociations menées à New York par le président de la Banque centrale, M. Gonzalez del Solar. Celui-ci avait été conduit devant le juge dès son retour à Buenos-Aires. Mais la cour d'appel a jugé que la décision de M. Kramer était insuffisamment fondée et qu'en conséquence la mesure conservatoire dictée par ce dernier devait être levée. C'est au tour maintenant de M. Kramer d'être saisi de la Cour suprême sa comparution devant un tribunal de discipline pour avoir mis, par son excès de zèle et ses déclarations intempestives, à la réputation de la justice.

Cet épisode rocambolesque révèle dans toute son ampleur l'écroulement du régime militaire. Si le gouvernement a réagi aussi mollement et aussi tardivement à la décision du juge de Rio-Gallegos, ce n'est pas

tant, comme l'a affirmé le général Bignone, chef de l'Etat, par respect pour l'indépendance du pouvoir judiciaire, que parce que le régime est frappé de paralysie. Il est fort probable, d'ailleurs, que M. Kramer avait reçu le feu vert des secteurs les plus nationalistes de l'armée et, en particulier, des officiers de l'aviation. L'armée de l'air avait déjà manifesté à plusieurs reprises son mécontentement devant la façon dont le ministre de l'Economie et le président de la Banque centrale conduisaient les négociations sur la restructuration de la dette extérieure. Quant à la fermeté soudain montrée par certains juges à l'égard de l'exécutif, elle paraît surtout dictée par le souci de faire bonne figure à quelques semaines du transfert du pouvoir des militaires aux civils.

Un mois de réserves

L'Argentine n'entrera donc pas en guerre contre la communauté financière internationale... Comment celle-ci va-t-elle réagir? Exigera-t-elle la conclusion des négociations sur la dette des entreprises publiques avant le 17 octobre, comme prévu initialement, ou préférera-t-elle attendre la mise en place des nouvelles autorités? Dans les milieux bancaires de Buenos-Aires, on estime que les créanciers se montreront réalistes et évalueront le deuxième terme de l'alternative. D'autant que les deux candidats ayant le plus de chances de s'installer à la Maison Rose, le radical Raul Alfonsín et le péroniste Isidro Luder, ont affirmé que l'Argentine resterait fidèle à sa tradition de bon payeur. Ce qu'ils espèrent, sans d'ailleurs se faire beaucoup d'illusions, c'est obtenir un allongement de la période de grâce et des taux d'intérêt raisonnables.

La question qui se pose dans l'immédiat est de savoir si, d'ici à l'in-

La commission Kissinger se rend en Amérique centrale

Washington (A.F.P.). - Les douze membres de la commission d'étude sur l'Amérique centrale, présidée par l'ancien secrétaire d'Etat Henry Kissinger, ont entamé, le dimanche 9 octobre, une tournée d'étude d'une semaine, qui doit les conduire dans six pays de la région, à commencer par Panama.

La commission bipartite, nommée en juillet par M. Reagan, doit rassembler des informations sur la situation dans chaque pays. Les membres de la commission s'entreveront avec les représentants des gouvernements du Panama, du Costa-Rica, du Salvador, du Guatemala, du Honduras et du Nicaragua. Ils devront également rencontrer des dirigeants d'organisations religieuses, ouvrières et paysannes. Aucun entretien n'est prévu avec les représentants de la guérilla salvadorienne ou des *contras* nicaraguayens.

La commission devrait ensuite élaborer un plan à long terme pour une approche politique, économique et sociale de la région, qui demeure une des sources de préoccupation majeure de la politique étrangère américaine.

Certains membres de la commission, dont le président de la puissante centrale syndicale A.F.L.-C.I.O., M. Lane Kirkland, ont déjà fait savoir que le rôle de celle-ci ne devait pas être simplement de souscrire à la politique Reagan dans la région. L'A.F.L.-C.I.O. est opposée à toute aide militaire américaine au Salvador depuis que deux de ses membres experts en réforme agraire ont été assassinés dans ce pays en 1980. Les coupables, membres des forces militaires salvadoriennes, n'ont pas été condamnés.

D'autres membres de la commission, dont M. Robert Strauss, ancien

président du parti démocrate, et le maire démocrate de San-Antonio (Texas), M. Henry Cisneros, ont exprimé à plusieurs reprises leur préoccupation concernant l'aide américaine aux guérilleros anticomunistes nicaraguayens.

Une réunion à Madrid. - MM. Felipe Gonzalez, président du gouvernement espagnol, Belisario Betancour, chef de l'Etat colombien, et Carlos Andres Perez, ancien président du Venezuela, ont analysé la situation en Amérique centrale, le dimanche 9 octobre, à Madrid. M. Richard Stone, envoyé spécial de M. Reagan pour l'Amérique centrale, qui se trouvait à Madrid, n'a pas participé à cette réunion, mais il a réaffirmé le soutien de Washington à l'initiative de paix du groupe de Comodoro (Colombie, Venezuela, Mexique et Panama). D'autre part, M. Betancour a démenti les informations publiées par le quotidien espagnol *El Pais*, selon lesquelles il avait rencontré des représentants du mouvement de guérilla colombien M. 19 (extrême gauche). - (A.F.P., Reuters.)

Au Guatemala, enlèvement du directeur du quotidien Prensa Libre. - M. Pedro Julio Garcia a été enlevé dans la nuit du samedi 8 au dimanche 9 octobre par huit hommes armés non identifiés. En mars 1982, le codirecteur du quotidien avait déjà été enlevé, puis libéré après cinq mois de détention en échange d'une forte rançon et de la publication d'un communiqué dans le journal par le Parti guatémalteco du travail (P.G.T.) (communiste). - (A.F.P., Reuters.)

VENTE EXCLUSIVE CHEZ JEAN DE BONNOT



Il a fallu quatre-vingts ans pour qu'Emile Zola soit habillé de cuir fin et d'or véritable, comme il le mérite.

Pour la première fois, les Rougon-Macquart d'Emile Zola en édition d'art reliée plein cuir, décor à l'or véritable. Illustrations de l'époque à toutes les pages.



Les Rougon-Macquart : 1200 personnages d'un réalisme hallucinant pétris d'amour, de haine, de vanité, d'angoisse, de noblesse et d'espoir.

Un siècle sans pitié, vu par un observateur féroce. L'auteur nous conduit de la haute noblesse au bas de l'échelle sociale. On devient

ami et complice de ses personnages, qui sont banquets ou valets de ferme, courtisanes ou riches bourgeois. Dans cette immense famille des Rougon-Macquart, nous suivons la ludoxyante ascension des uns ou le tragique destin des autres. Leurs passions sont mises à nu et exprimées avec une férocité inégalée. De cette œuvre, nous ne pouvons que dire : elle est une beauté sauvage dont la force surprend, scandalise, enthousiasme ou indigné. Elle ne laisse jamais indifférent. Les lecteurs s'attachent à ces romans de leur passion.

Les Rougon-Macquart : 22 ans d'enquête et de travail. Emile Zola avait commencé à écrire cette épopée à 31 ans, elle sera achevée quand il aura 53 ans : 22 ans passés avec ses personnages et leur progéniture, leurs frères et sœurs, cousins, oncles, tantes, lemmes et maîtresses. Pres d'un quart de siècle s'est écoulé pour l'écrivain dans la compagnie de cette immense famille conçue par sa géniale imagination.

Livres d'art, prix éditeur. Depuis longtemps je voulais éditer cette grande fresque des Rougon-Macquart, mais je souhaitais une décoration exceptionnelle que je puisse garantir d'époque. C'est ainsi que j'ai cherché, moi-même, chez les marchands de gravures et antiquaires, des illustrations et des décors exécutés du temps de Zola : même les rues, les magasins, les tavernes, l'habillement devaient être d'époque. Je vou-

lais que des chefs-d'œuvre comme "l'Assommoir", "Germinal", "Nana", "la Terre", "la Bête humaine", soient tous pétris de l'ambiance réelle. Aujourd'hui, je suis fier de pouvoir dire que cette collection est digne de notre effort, celui de nos compositeurs, de nos artistes, meilleurs en page, de nos vieux compagnons imprimeurs. Tout a été pensé comme à l'époque de Zola. Je suis content de mon ouvrage : 20 volumes, reliés en cuir véritable couleur violet-célestine, coupés d'une seule pièce, ornés sur les plats et le dos. Le titre et la tranche supérieure sont décorés à l'or fin. Il a fallu 60 centimètres carrés de feuille d'or véritable pour 22 caractères. Le papier est ce vergé bibliophile que je fais fabriquer à la "forme ronde". Notre litigieuse le rend inimitable. Finition soignée : dos arondi, mors marqués, signet et trancheaux tressés. Format : in-octavo, 14 x 21 cm.

Livres garantis "à vie". Je soutiens qu'il vaut mieux avoir peu de livres mais les choisir avec goût, car les beaux livres donnent à l'amateur des satisfactions inégalables. Combien de fois n'avons-nous trouvé plaisir à prendre en main un vieux livre de notre père ou de notre grand-père et à sentir le charme qui s'en dégageait. Mes livres prennent de la valeur chaque année, car l'or véritable et le cuir embellissent avec le temps. C'est pourquoi je crois être le seul éditeur prêt à acheter tous ses ouvrages pour le même prix et à n'importe quel moment.

CADEAU. Les souscripteurs qui renverront leur bulletin de réservation dans la semaine recevront, avec le tome premier, une gravure originale représentant Emile Zola. Cette gravure, de 14 x 21 cm, est une véritable œuvre d'art, numérotée et signée par l'artiste. Jean de Bonnot.

NOM _____
PRÉNOM _____
ADRESSE COMPLÈTE _____
CODE POSTAL _____
VILLE _____
SIGNATURE _____

le temps des sciences
Collection dirigée par Odile Jacob

François Jacob
Le jeu des possibles
Essai sur la diversité du vivant

Fayard

Ce qui fait de la biologie une science exemplaire, c'est bien, en raison de la place centrale qu'elle occupe dans le tableau des connaissances, cette inclination à ne rien laisser échapper de ce qui peut mieux faire comprendre l'homme.

Claude Levi-Strauss, Le Nouvel Observateur

Un livre extraordinairement alerte et excitant pour l'esprit.
Michel Tournier, Le Monde

DANS LA MÊME COLLECTION
Claude Allègre L'écume de la Terre • Jean-Pierre Changeux L'homme neuronal • Antoine Danchin L'œuf et la poule • Emile Henocq Un mal étrange : l'allergie • Marc Jeannerod Le cerveau machine • André Leroi-Gourhan Le fil du temps • André Leroi-Gourhan Mécanisme vivant • André Leroi-Gourhan Combats • Philippe Meyer L'homme et l'eau • Claude Olneyenstein Destin du toxécomane • Jacques Ruffié Traité du vivant • Daniel Widlöcher Les logiques de la dépression

Fayard



BALLOTAGE A L'ÉLECTION MUNICIPALE D'ANTONY

Sortir
les communistes ?

Sortez les communistes ! Le slogan, dans la bouche de M. Jacques Chirac, l'est pas nouveau. Ce qui l'est, c'est l'argumentation développée par le président du R.P.R.

Dans le passé, M. Chirac utilisait un argument politique. Il s'agissait alors d'éviter que les représentants du P.C.F. ne parviennent au pouvoir dans la honte des socialistes. Dès les élections gagnées - c'était avant les législatives de 1978, - il était évident, selon lui, que les communistes allaient envahir le pouvoir d'État, s'installer dans les ministères techniques « essentiels », « tenir les transports, les communications, l'emploi » et, dès lors, disposer des moyens de « paralyser la France ». Les malheureux socialistes n'auraient d'autre solution, contraindre et forcés, que de « prendre la porte... ou la fenêtre ».

M. Charles Fiterman n'a pas paré à la France. Au contraire, il s'amuse à la traverser à grande vitesse dans de jolis trains orange. Quant à M. Mitterrand, il n'est pas définitivement. Les socialistes sont toujours là et les communistes aussi, chacun à sa place.

Il faut bien tenir compte de cette réalité. M. Chirac l'admet, comme il reconnaît que la gauche ne se débata pas en catastrophe, contrairement à ce qu'il avait prévu. Son argument politique n'ayant pas résisté à l'épreuve des faits, il en sort un autre, moral celui-là. Les communistes, selon lui, ne sont pas des gens fréquents puisqu'ils sont allés sur l'Union soviétique. Outre que l'U.R.S.S. méprise les droits de l'homme, sa politique extérieure est incompatible avec celle de la France. Donc la présence de ministres communistes au gouvernement est « moralement inadmissible ».

Quella subaine pour la direction du parti communiste, tout occupée à établir, preuve après preuve, la démonstration qu'elle est en tête de la « contre-offensive » face à la droite qui gagne du terrain dans chaque sondage, chaque élection partielle. Soudaine d'échapper au soupçon des socialistes, qui redoutent que ses exercices de « grand écart » n'approfondissent le fossé d'incertitude entre la gauche et l'opinion, elle antenne la chose de l'union « et de la solidarité ».

M. Marchais dispose, grâce à M. Chirac, d'un argument pour se défendre. L'accusation selon laquelle il ferait, en se distinguant du gouvernement, le jeu de la droite. Lorsque M. Jean Poperen écrit que, « en politique extérieure, les dirigeants du P.C.F. se trouvent systématiquement en accord avec les positions de l'Union soviétique », M. Marchais s'amuse. Comment, dit-il à ses interlocuteurs, vous faites erreur, ce doit être une phrase de M. Chirac.

L'enthousiasme avec lequel l'Humanité du 10 octobre saute sur l'occasion offerte par les outrances du président du R.P.R. montre que la direction du P.C.F. ne pouvait rêver mieux que d'un rude combat droite-gauche pour faire oublier le reste. On attend maintenant que M. Marchais - ce suppôt de Moscou, selon le président du R.P.R. - demande à M. Chirac s'il jugerait moralement admissible, en décembre 1978, son alliance avec M. Valéry Giscard d'Estaing, alors chef de l'État et représentant, selon les termes de « l'appel de Cochon », du « parti de l'étranger ».

JEAN-YVES LHOMEAU.

Une délégation de rapatriés à l'hôtel Matignon. - M. Pierre Mauroy a reçu, jeudi matin 6 octobre, avant son voyage officiel en Algérie, une délégation du mouvement du RECOURS (Rassemblement et coordination unitaire des rapatriés et spoliés d'outre-mer) composée de MM. Guy Forzy, Claude Laquière, Kader Boualem et Jacques Roesen, avec laquelle il s'est entretenu du contentieux subsistant entre la communauté « pied-noir » et l'État algérien. Les délégués ont notamment insisté sur les problèmes relatifs au service national des Français d'origine algérienne, aux difficultés de transfert des fonds bloqués en Algérie, à l'état des cimetières français.

Ils ont aussi regretté les lenteurs constatées dans le fonctionnement, au plan national, des commissions régionales d'aménagement des prêts consentis aux rapatriés réinstallés. Une réunion interministérielle sera prochainement consacrée à ce dernier dossier. Les délégués se sont déclarés très satisfaits de ces échanges de vues.

L'élection municipale d'Antony faisait suite à l'annulation pour fraude du scrutin de mars dernier décidée par le tribunal administratif et confirmée par le Conseil d'État le 14 septembre.

La liste de M. Devedjian, R.P.R., qui arrive en tête du scrutin de ballottage recueille 48,38 % des suffrages exprimés.

Il lui a manqué 163 voix pour l'emporter dès le premier tour. Elle améliore son score de 2,52 points par rapport au premier tour du scrutin de mars et de 0,12 point par rapport au second.

La liste de la majorité conduite par M. Aubry, maire sortant communiste, perd pour sa part 1,25 point par rapport au scrutin du 6 mars.

Le taux des abstentions inférieur de 0,83 point à celui du 6 mars est en revanche sensiblement plus élevé que celui du 13 mars (+ 5,54 points).

Les Verts qui avaient présenté une liste au premier tour du scrutin de mars n'avaient cette fois aucun candidat. L'accord intervenu pour le second tour entre MM. Aubry et Prévost avait été contesté par vingt-cinq des colistiers de ce dernier et dénoncé par les Verts - parti écologiste.

	9 OCTOBRE 1983	13 MARS 1983	6 MARS 1983
Inscr.	37 662	37 217	37 217
Abstentions	21 846	22 306	23 675
Exprimés	15 816	14 911	13 542
Un. app. (M. Devedjian) (R.P.R.)	12 936 (49,38 %)	13 948 (49,34 %)	13 179 (46,86 %)
Un. g. (M. Aubry) (P.C.)	11 141 (42,52 %)	14 367 (50,73 %)	13 376 (43,77 %)
Verts (M. Prévost) (I)			2 431 (9,35 %)
Div. 2 (M. Parienty)	1 421 (5,41 %)		
Div. 4 (M. Langrand)	698 (2,66 %)		

(1) Cette liste avait fusionné au second tour avec la liste d'union de la gauche conduite par M. Aubry.

AU « GRAND JURY R.T.L. - LE MONDE »

Tout écart important avec des objectifs de 1981
sera mortel pour la gauche
déclare M. Marchais

Invité du « Grand jury R.T.L. - le Monde », dimanche 9 octobre, M. Georges Marchais a déclaré que le recul de la gauche - dans les élections partielles - s'explique par une certaine déception et un certain mécontentement qui sont, en définitive, à la mesure parfois de l'illusion qui a existé. « Nous, a-t-il dit, durant la campagne de l'élection présidentielle, nous n'avons pas masqué quelle était la nature de la crise et quelles étaient les mesures qu'il fallait mettre en œuvre pour en sortir ».

Se référant à l'analyse des élections cantonales partielles, publiée par le Monde (daté 9-10 octobre), le secrétaire général du P.C.F. a souligné que « la gauche, à chaque fois que le gouvernement a pris de nouvelles mesures de rigueur, a enregistré une chute de son influence », mais que « le parti communiste, lui (...), a tendance à remonter ».

Interrogé sur les propos de M. Lionel Jospin, premier secrétaire

du P.S., qui, le 3 octobre, avait exprimé la crainte que, « à force de faire le grand écart, Georges Marchais (ne) se fasse une déchirure musculaire », le secrétaire général a déclaré : « Je ne veux pas polémiquer avec Lionel Jospin, mais je suis un sportif, et la démonstration est faite depuis longtemps qu'on peut faire le grand écart sans déchirure musculaire. En revanche, il y a une chose que je sois, et la démonstration en est maintenant faite, c'est que tout écart important avec les objectifs pour lesquels les Français et les Français ont voté n'entraînera pas une déchirure, mais sera mortel pour la gauche ».

M. Marchais a exprimé son accord avec la politique du gouvernement au Liban et au Tchad. Il a affirmé que « pour ce qui concerne la politique de défense, il n'y a aucun problème », bico que le P.C.F. soit favorable à la prise en compte des forces françaises dans la négociation de Genève sur les euro-missiles.

De l'urne transparente qui, avec son hublot de verre fait penser à un four à encastrer la démocratie, le président du bureau numéro un sortait, par cuisson de vœux, les enveloppes bleues des votes. C'est tout juste s'il n'avait pas relevé ses manches.

Rien dans les mains, rien dans les poches. Il l'avait bien précisé, ce président un peu fébrile, gardien vigilant de l'ordre et de la légalité : hormis lui-même, pas touche ! Interdiction d'approcher, interdiction de bouger, interdiction de passer, permission de regarder, mais comme on dit, avec les yeux. Pour entrer dans les bureaux et assister au dépouillement, il fallait monter petite blanche aux C.R.S. placés aux portes. Pour sortir aussi d'ailleurs.

On ne prend jamais trop de précautions. Antony a voté dans le calme et dépouillé dans l'ordre. La police partout, dans une cité discrètement gardée avant vingt heures, ostensiblement quadrillée après. Au moins deux compagnies de C.R.S., des vols de gardiens de la paix et des dizaines de policiers en civil visibles avec leurs brassards rouges ou invisibles couleur de muraille, même, s'il est vrai que les murs d'Antony, eux, ne sont plus vraiment dans la débauche bariolée d'un affichage proprement démesuré. Rien ne manquait, pas même les embellures, enroulées autour des colonnes, avec les militants d'une forme, pour assurer la régularité et éventuellement le suivi des opérations.

Ce déploiement de forces fut-il le début de la sagesse ? Les responsables des deux « grandes » listes de droite et de gauche avaient-ils compris l'urgence à réfréner les ardeurs militantes ? En tout état de cause, après une fin de semaine plutôt agitée, ce fut la sagesse qui prévalut du front. Dans les deux camps, les dizaines de militants musclés, blousons de cuir ou de serge, cachant mal un argumentaire frappeur, en furent réduits à pratiquer la volonte dissuasive d'un bureau à l'autre dans des camionnettes de location, et à s'affronter du regard, sans excessive aménité. Les résultats de ce scrutin sous haute surveillance, et donc en dehors de tout escamotage, furent, de ce fait, très longs à venir. C'est qu'on compte - et recompte. C'est surtout que la suspense - ballottage ou non ? - dura pratiquement jusqu'au bout.

Pour 324 voix, sur 26 126 suffrages exprimés, la liste d'union de l'opposition conduite par M. Patrick Devedjian manqua son objectif et son espoir manifeste : passer au premier tour, l'emporter à la hussarde, bénéficier d'une chose condescendante, de l'imprudence, comme admise, une dynamique en

faveur de l'opposition. En ce sens, le choc fut rude. Dans le hangar transformé en quartier général, M. Patrick Devedjian et les siens le pensèrent et le dirent très longtemps : c'était gagné, et dans le poche », entonné, irrévocable, e le centre gauche avait bécoté, la progression partout ! A Bureau après bureau, irrévocablement, e la démocratie triomphait ». Dès 21 h 30, on prévenait « Charlie » - le sénateur Charles Pasqua - qu'il pouvait venir, que c'était fait », que son protégé en somme méritait bien tant de sollicitude.

Cet enthousiasme fut rudement douché. Vers minuit, la victoire qui paraissait encore acquise (le bon d'accord, de sens du 51 %), s'effiloche avec les résultats des 12^e et 13^e bureaux places fortes des crouches. 49,38 %, donc une progression par rapport au premier tour du mois de mars (46,86 %) et, paradoxalement, un magistral coup de bambou. M. Devedjian et les siens arboraient davantage la mine de gens qui avaient subi une défaite que pris un avantage. Un peu comme ces boxeurs qui jouent toute la mise sur un K.O. surprise et le manquent. La déception, la désarroi, l'inquiétude même étaient manifestes.

Un sourire crispé

Puis on se reprit. M. Patrick Devedjian, avec un sourire un peu crispé, parla aux militants d'une « grande victoire au bout du second tour », affirme que « la démonstration était faite qu'on nous avait honteusement trahis au mois de mars ». Bref, il exhorte les troupes à remonter en ligne dès ce lundi matin, « dans le calme, la dignité et le travail ». M. Charles Pasqua, lui aussi, s'efforça de réchauffer les ardeurs flagellantes en célébrant cette « grande victoire de la démocratie et de la République sur ceux qui ne sont ni des démocrates ni des Républicains ». Les militants scandèrent,

mais à voix retenue : « On va gagner ! »

Gagner ? Il faudrait pour cela récupérer une partie des suffrages qui se sont portés sur deux listes mineures. Celle des divers gauche conduite par M^{me} Parienty, qui a recueilli 5,42 % des voix, et une autre, modérée, dirigée par un commerçant, M. Langrand, qui a capté 2,66 %. Ces deux listes ont été présentées, par les gens de l'opposition, comme des appendices du P.C., des listes « sous-marines », notamment la seconde conduite, selon eux, par des proches de l'ancienne municipalité et chargée de capter des suffrages modérés. En fait, e il semble que le qualificatif soit un peu abusif pour la liste de M^{me} Parienty, liste effectivement de gauche mais en rupture - provisoire ? - avec la municipalité sortante sur le problème de la fraude, la question est effectivement posée : ces deux listes vont-elles se rallier à la cause du maire sortant, M. André Aubry (P.C.) ?

La réponse, de ce côté-là, ne semble pas faire de doute. Le maire invalidé d'Antony devait déclarer dans la soirée que l'adversaire « ne peut compter dorénavant sur aucun appui supplémentaire » et qu'il est donc « minoritaire dans notre ville ». Discours tout de même surprenant de la part d'un chef de troupe distancé de 7 points. Ou peut-être, plus simplement, divine surprise. e il y a ballottage. En dépit d'une pression extraordinaire, d'un climat de crainte, le R.P.R. a échoué dans ses objectifs d'être élu au premier tour, constate M. Aubry, avant d'ajouter : « La victoire est possible ».

A cet égard, on notera simplement que, au second tour du mois de mars 1983, l'abstention s'était réduite de 6 points, profitant davantage à la liste de M. Aubry. Mais, il est vrai, non sans quelques problèmes par la suite...

PIERRE GEORGES.

Propos et débats

M. Poperen :
partager le fardeau

En politique extérieure, les dirigeants du P.C.F. se trouvent systématiquement en accord avec les positions de l'Union soviétique », déclare M. Jean Poperen, membre du secrétariat national du P.S., dans une interview au Journal du dimanche daté du 8 octobre. A propos des divergences exprimées par le P.C.F. avec la politique du gouvernement, M. Poperen remarque : « Les socialistes ne peuvent pas assumer seuls ce qui est lourd à porter. Le fardeau est pour tout le monde, comme la sera la réussite. »

M. Chirac :
la gauche veut l'affrontement

« Prétendre faire la France avec une fraction, c'est une erreur grave. Prétendre représenter la France au nom d'une fraction, cela est une erreur nationale impardonnable », a déclaré M. Jacques Chirac, dimanche 8 octobre à Quimper, où il a inauguré un monument à la mémoire du général de Gaulle.

Le président du R.P.R. a affirmé que l'absence de la gauche aux cérémonies de célébration du vingt-cinquième anniversaire de la Constitution « relève d'une stratégie d'affrontement ».

« L'Humanité » :
M. Chirac professeur de vertu

René Andrieu, directeur adjoint de l'Humanité, relève, lundi 10 octobre, dans son éditorial, une phrase de M. Jacques Chirac, affirmant que la participation des communistes au gouvernement est « moralement inadmissible ». e Chacun sait, écrit René Andrieu, que M. Chirac, sur ce plan, est l'image même de la vertu (...). Toute sa carrière est marquée du sceau de la moralité la plus exigeante. La preuve, c'est qu'à Orléans il vient de justifier l'alliance avec une formation ouvertement fasciste au nom de e le plus pure tradition républicaine ». La preuve encore, c'est qu'à Antony il est venu soutenir un candidat, ancien membre, lui aussi, d'un groupe d'extrême droite et arrêté naguère pour avoir participé à un commando qui avait blessé grièvement à coups de marteau des étudiants de Rouen. Ce professeur de vertu, on le voit, a un faible pour les arguments frappants.

M. Doumeng :
M. Georges Marchais
« un gentil garçon »

M. Jean-Baptiste Doumeng, président-directeur général d'Intergra, invité de l'émission « Sept sur sept », sur TF 1, dimanche 9 septembre, a déclaré, au sujet de M. Georges Marchais : « Je le trouve très bon. C'est un ami personnel. C'est un gentil garçon et un homme intelligent. » Selon l'homme d'affaires communiste, le P.C.F. e est un parti sérieux, puissant (...), qui obtient un consensus fabuleux, dans la politique actuelle, pour maintenir les forces de gauche au pouvoir. e En plus, a-t-il dit, sur le plan international, nous représentons une alternative mondiale. Notre drapeau flotte de Berlin au Pacifique. »

M. Plissonnier (P.C.F.) :
contre le terrorisme en Corse

M. Gaston Plissonnier, membre du secrétariat du comité central du P.C.F., a déclaré, samedi 8 octobre, à Bastia, que « les communistes condamnent sans appel le recours à la violence, au terrorisme », politique, qui ne peut servir que les forces de la réaction ». Selon M. Plissonnier, « ceux qui ont peur de la démocratie, du débat public, utilisent tous les moyens pour étouffer dans l'œuf l'expérience de démocratie régionale, qui commence à entrer dans les faits, malgré des difficultés de tous ordres ».

PLANS/CONTRECALQUES

COPIES GRAND ET TRÈS GRAND FORMAT - AGRANDISSEMENT - RÉDUCTION

ETRAVE 38, av. Daumesnil PARIS 12^e - ☎ 347.21.32

Institut privé de Préparation aux Études Supérieures 16, rue du Cloître Notre Dame 75004 Paris - ☎ 325.63.30

ipesup

1^{re} classe préparatoire aux concours HEC + ESSEC

médecine pharmacie

→ stages de préparation en Septembre

→ Annuaire des écoles

MEDECINE... PHARMACIE... SCIENCES-PO... HEC... ESSEC

AUX BACHELIERS FRANÇAIS

15 octobre 1983

Date limite d'inscription
aux épreuves de sélection d'entrée
à l'

UNIVERSITE LIBRE INTERNATIONALE
GENÈVE

Section Management et Business Administration
Programme préparant à
l'International Master in Business Administration
(IMBA)
en quatre ou cinq ans.

Renseignements et inscription en France :

Centre d'information de l'ULI pour la France
32 Galerie Montpensier, 75001 Paris.
Tél. : (1) 296.30.69

General admission office

ULI, 36 rue de Candolle, Genève (Suisse).
Tél. : (22) 20.65.11

Election cantonale
à Béziers

LE CANDIDAT U.D.F. EST ÉLU

HÉRAULT : canton de Béziers IV (2^e tour).

Inscr.: 23 615 ; vot.: 12 691 ; suffr. expr.: 12 203. - MM. Couderc, U.D.F., 6 251 ; ÉLU ; Couquet, P.C., 5 952.

Il s'agissait de pourvoir au remplacement d'André Turco, P.C., maire de Valréhys, décédé, qui avait été réélu au second tour du scrutin de mars 1979 avec 7 910 voix contre 3 692 au candidat du R.P.R., M. Chevalier, pour 11 602 suffrages exprimés, 12 222 votants et 21 603 inscrits.

M. Couquet était arrivé en tête du scrutin de ballottage avec 3 106 voix contre 2 153 à M. Couderc ; 2 122 à M. Morel, R.P.R. ; 1 627 à M^{me} Pursegle-Crassous, P.S. ; 555 à M. Ramos, s. ét. ; 242 à M. Lamarque, M.R.G., pour 9 805 suffrages exprimés et 10 096 votants. Il y avait 23 615 électeurs inscrits.

Le taux de participation, sensiblement plus élevé qu'au premier tour (53,74 % au lieu de 42,75 %), et le fait que M. Couquet recueille 977 voix de plus que les trois candidats de la majorité du premier tour ne permettent pas au P.C., qui enregistre une perte de 19,40 points par rapport au second tour de mars 1979, de conserver le siège au conseil général.

32 % des Français interrogés par l'IFOP sont « satisfaits » du chef de l'État. - Selon le sondage de l'IFOP réalisé du 26 septembre au 3 octobre auprès d'un échantillon national de 1 823 personnes âgées de dix-huit ans et plus et publié dans le Journal du dimanche (daté du 9 octobre) 32 % des personnes interrogées se déclarent « très satisfaites » ou « plutôt satisfaites » de M. François Mitterrand (contre 33 % en septembre). 54 % d'entre elles sont « plutôt mécontentes » ou « très mécontentes ». Ce dernier pourcentage reste inchangé par rapport au mois précédent.

M. Mauroy recueille 28 % de « satisfaites » (contre 27 % en septembre) et 56 % de « mécontentes » (contre 57 % en septembre).

الاستاذ

enjeu

En kiosque

Un besoin.
Une ambition.
Le mensuel
de la majorité.

Abonnements : 1 an, 250 F
Règlement : par chèque bancaire ou postal - 3 volets - à
Editions du 10-Mai, 52 rue de
Bourgogne 75007 PARIS CCP
n° 17897-07 P PARIS

Lisez

Le Monde
dossiers et documents

EN PRÉSENCE DE M^{me} VEIL ET DE M. CHIRAC

Le Club 89 esquisse un contre-programme de gouvernement

Fondé il y a deux ans et regroupant aujourd'hui, selon ses promoteurs, cent clubs en France, Outre-mer et à l'étranger, le Club 89 que dirigeait M. Michel Aurillac, Alain Juppé (R.P.R.) et M. Nicole Catala, professeur de droit à Paris-II, a tenu samedi 8 octobre sa convention.

Dépassant le stade d'un simple lieu de rencontre entre opposants de diverses tendances, le Club 89 se présente plutôt comme un centre technique de préparation de l'alternance politique. Le caractère unitaire de la manifestation a été souligné par les interventions successives de M^{me} Simone Veil et de M. Jacques Chirac.

La volonté de proposer une autre politique a été, elle, illustrée par l'adoption, après des débats approfondis et contradictoires entre quelque six cents participants, d'un manifeste qui se traduira avant un an par 89 propositions comprenant des projets de loi, d'ordonnance ou de décret. M. Aurillac a en effet bien précisé qu'« à la différence de la gauche en 1981, l'opposition évitera le vertige du succès et la tentation technocratique, n'exercera pas de vengeance. Elle aura des solutions précises à appliquer immédiatement ». Celles-ci s'inspirent du slogan lancé il y a un an par le Club 89 : « L'Etat est un garant et non un gêneur ». M. Aurillac rappelle que « l'Etat ne se justifie que parce qu'il est au service de la nation ; il faut donc lutter contre son hypertrophie ».

Le manifeste précise donc les domaines restrictifs des responsabilités de l'Etat : celui-ci est « garant de l'unité et de l'indépendance de la nation, de la sécurité intérieure et extérieure, des droits et libertés des citoyens et des grands équilibres économiques ». Tout ce qui n'entre pas dans ce champ est rendu à l'initiative privée et ressortit à des notions « de responsabilité et de participation ».

Le point d'application le plus détaillé de ce principe est celui des décentralisations qui s'appliqueront à toutes les activités qui n'ont pas le

caractère de service public ou de monopole (le Monde du 8 octobre). Mais tous les autres aspects de la vie nationale sont également étudiés par ce document, qui constitue l'esquisse d'un contre-programme de gouvernement.

Ce qui marquera aussi cette « convention », c'est la présence pour la première fois côte à côte de M^{me} Simone Veil, ancien chef de file de la liste U.D.F. aux élections européennes de 1979, et de M. Jacques Chirac, qui dirigeait alors la liste D.I.F.E. En plus des amabilités personnelles ostensiblement échangées entre les deux personnalités, un relèvement, dans leurs discours, l'une et l'autre ont été également sévères à l'égard du gouvernement. Ils y ont notamment dénoncé la présence des ministres communistes. M^{me} Veil a aussi fait une allusion discrète aux élections européennes de juin 1984, en disant que celles-ci « devraient être l'occasion d'un discours clair, le plus uni possible, pour faire comprendre que le choix n'est pas entre la France et l'Europe mais entre, d'un côté, la liberté et l'indépendance de notre pays, de l'autre, l'étatisme et le désordre ».

M. Chirac ne tient pas un autre langage lorsqu'il affirme que la prochaine consultation aura aussi une valeur en politique intérieure.

Le pouvoir
fait boiter la France

Dans son discours, le président du R.P.R. a été particulièrement critique à l'égard du gouvernement : « Les entreprises nationalisées qui devaient être les formules de l'économie se comportent comme des chars à bœufs », a-t-il affirmé, avant de dénoncer « le parti à tradition stalinienne » dont la présence au gouvernement est « moralement inadmissible » et constitue l'« étrange attelage » d'un « pouvoir divisé et multivoque ». Il a poursuivi : « Les socialistes n'ont pas eu de chance en accédant enfin au pouvoir au moment où l'élite intellectuelle et morale, dans son ensem-

ble, suivait l'enterrement de l'idéologie socialiste. Ainsi s'expliquent d'ailleurs les injures, les anathèmes, les accusations manichéennes lancées par l'actuelle coalition gouvernementale à notre apposition nationale : quand s'installe le désarroi dans les esprits, il est assez logique que le pouvoir en soit réduit à sortir des placards de l'histoire les épouvantails de service (...). La politique de gouvernement a pour résultat de faire boiter la France. »

Il précise que « sans parler atteinte à la protection sociale des Français », les coïsses doivent avoir une gestion plus économique et « élargir pour certains risques le recours à l'assurance volontaire ». Il ajoute que les prélèvements obligatoires devront diminuer d'au moins 1 % du produit national chaque année. Il rappelle que les acquis sociaux obtenus par la gauche seront maintenus et que la participation des salariés deviendra une « association à part entière ».

Ainsi, depuis quelque temps, M. Chirac précise davantage à chacune de ses interventions les solutions qu'il envisage pour le moment où se produira l'« alternance démocratique ». A défaut d'avoir les moyens d'être pressé, il veut être précis.

ANDRÉ PASSERON.

PME. FAITES JOUER
LA CONCURRENCE.

SNCF Marchandises c'est pour tous et partout. Même loin d'une voie ferrée, même s'il y a une rupture de charge, SNCF Marchandises est dans la course. Avec SNCF Marchandises :
« Vous bénéficiez d'une prise en charge complète de porte à porte, de client à client »
« Vous dialoguez et vous travaillez avec un responsable commercial unique »
« Même si vous ne chargez qu'un wagon complet par an, vous êtes notre client »

« Vous choisissez le wagon adapté à vos produits, « Vous suivez votre wagon à tout moment grâce à notre informatique. Aujourd'hui, il n'y a pas de petites et moyennes économies. Appelez-nous : c'est gratuit. Comparez. SNCF Marchandises tient la route. »

SNCF
marchandises

ESSAYEZ, POUR VOIR : 16.05/00.11.22. NUMÉRO VERT. APPEL GRATUIT.

L'élection municipale
de Sarcelles

L'ÉLECTORAT JUIF
A PRÉFÉRÉ
L'OPPOSITION

La défaite de la liste de gauche, conduite par le maire communiste sortant, à l'élection municipale partielle de Sarcelles (Val-d'Oise), le 2 octobre, a attiré l'attention sur le vote de l'importante communauté juive de cette ville. Celle-ci avait été sollicitée avec insistance par l'opposition (le Monde du 5 octobre), mais aussi par des organisations ou des personnalités de gauche, comme Socialisme et judaïsme (proche du P.S.) et M. Yves Juniffa, vice-président de la Ligue des droits de l'homme.

L'Agence télégraphique juive, dans son bulletin du 5 octobre, donne quelques indications sur le vote des juifs de Sarcelles, dont elle évalue le nombre à environ dix mille personnes, soit 20 % de la population de la ville. Les résultats de trois bureaux de vote, situés dans des quartiers à dominante juive et favorables, aux élections municipales de mars 1977, à l'actuelle opposition, permettent une comparaison intéressante entre le vote du 2 octobre dernier et celui du 10 mai 1981.

M. François Mitterrand avait obtenu la majorité des voix dans ces bureaux : 885 dans le numéro 20, 630 dans le numéro 21, 505 dans le numéro 22, contre, respectivement, 487, 469 et 286 pour M. Valéry Giscard d'Estaing. Le 2 octobre, l'opposition a obtenu, dans ces mêmes bureaux, 647, 558 et 374 voix, contre 391, 305 et 188 voix pour la gauche.

M. Lamontagne élu maire

M. Raymond Lamontagne, div. d., vice-président du conseil général du Val-d'Oise, a été élu, dimanche 9 octobre, maire de Sarcelles. Il a recueilli les trente-cinq suffrages des conseillers de l'opposition : les dix élus de la liste de M. Canacos ont voté blanc.

Le conseil municipal de la ville élu le 2 octobre a aussi procédé à la désignation de treize adjoints (9 R.P.R., 3 U.D.F., 5 div. d.). Parmi eux figurent deux femmes.

Canon AP 500. La machine électronique à gagner du temps.

Quelle mémoire ! Et quelle sécurité la machine à écrire AP 500 ! A croire qu'elle a signé un pacte avec le temps pour mieux l'utiliser !

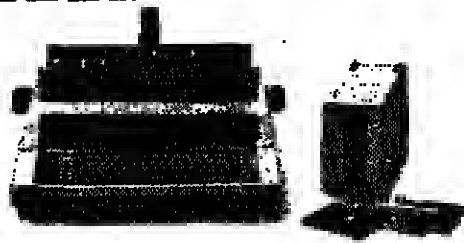
Mettez-la à l'épreuve ! Confiez-lui les tâches les plus fastidieuses, les mises en pages les plus soignées : elle s'en acquitte en vraie professionnelle... et en silence !

Grâce à sa mémoire extensible par modules - jusqu'à 32000 caractères, soit environ 20 pages de texte - elle évite les frappes répétitives, les complications inutiles. Une mémoire qui, sur simple adjonction d'un floppy disque s'étend même à l'infini !

Finis maintenant les corrections interminables, les rapports et les courriers à refaire en hâte pour quelques mots ou quelques phrases : désormais, l'AP 500 s'en charge elle-même, sous vos yeux, à l'écran, libérant ainsi un temps précieux pour des travaux plus efficaces.

C'est sans doute cela le génie de l'AP 500 : allier, grâce à sa conception électronique de A à Z, une telle technologie à une si grande simplicité d'utilisation.

La Canon AP 500, c'est une nouvelle page de la dactylographie qui vient d'être tournée.



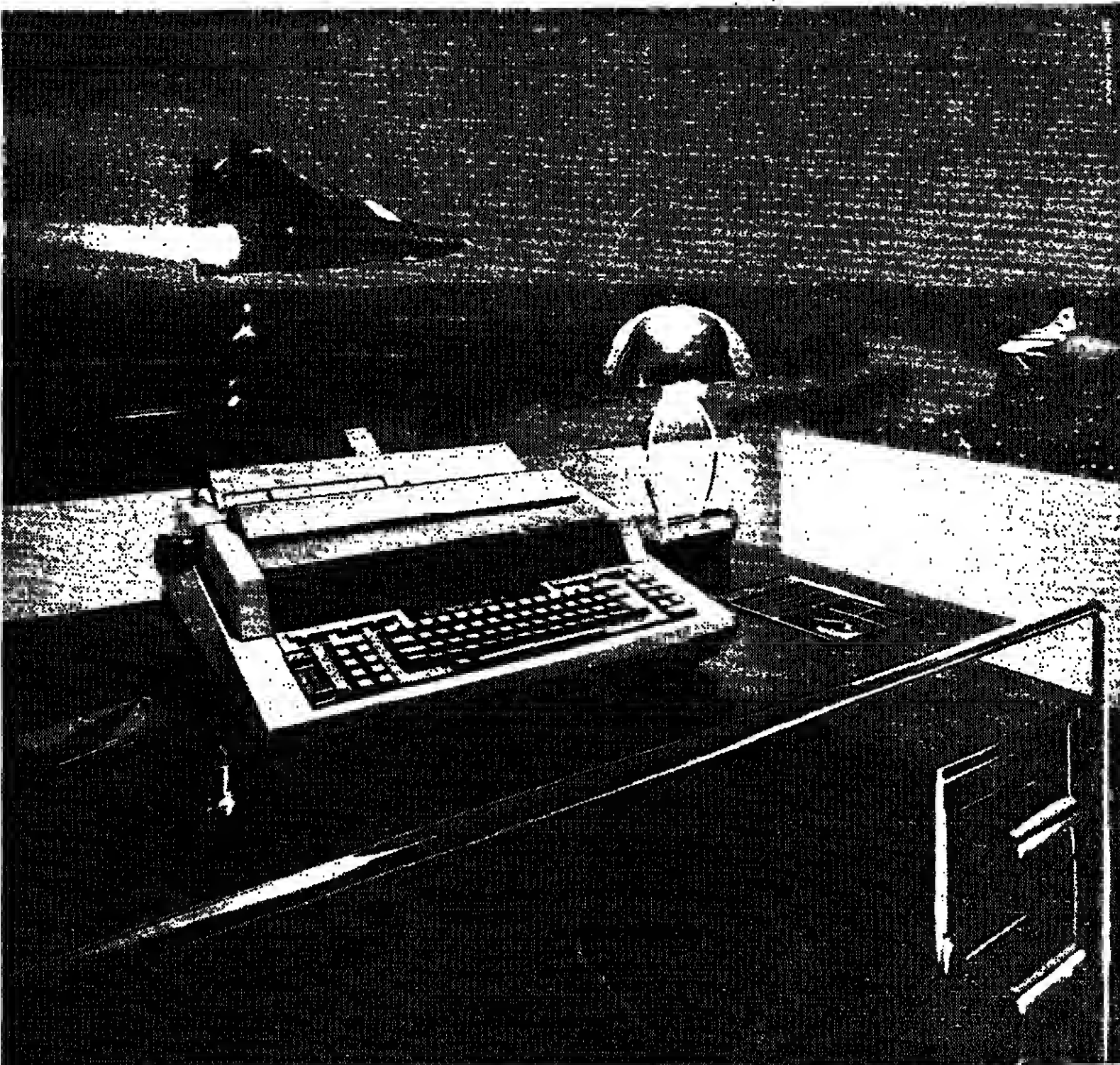
Je souhaiterais recevoir votre documentation complète sur la machine à écrire AP 500.

Voici mon nom, mon adresse et mon téléphone :

Nom _____
Société _____
N° _____ Rue _____

Ville _____
Code postal _____ Téléphone _____

Demande d'information à renvoyer à Canon France,
93154 Le Blanc-Mesnil Cedex, Téléphone 8654223.



Canon
Haute technicité. Haute simplicité.

L'ENQUÊTE SUR L'ATTENTAT D'ORLY

Le terroriste arménien Nayir Soner est inculpé et écroué

L'arrestation à Marseille, samedi 8 octobre, de Nayir Soner, militant de l'Armée secrète arménienne pour la libération de l'Arménie (ASALA) et co-auteur présumé de l'attentat commis à l'aéroport d'Orly le 15 juillet (huit morts, cinquante-quatre blessés), marque la fin d'une longue enquête (le Monde daté 9-10 octobre). Nayir Soner, après avoir été transféré par avion dans la région parisienne, a

été inculpé de complicité d'assassinats et tentatives d'assassinats par le tribunal de Créteil et écroué.

D'autre part, trois autres Arméniens, arrêtés le 7 octobre, ont été inculpés de recel de malfaiteurs. Les trois hommes ont probablement eu des liens avec Nayir Soner ces derniers mois. Depuis le début de l'enquête, seize personnes ont été inculpées pour leur participation directe ou indirecte à l'attentat d'Orly.

Trois pistolets à bout portant

MARSEILLE. — Gare Saint-Charles, samedi 9 octobre, au petit matin, il est 5 h 06. Dans le hall d'arrivée flambant neuf (il va être inauguré quelques heures plus tard) le train Paris-Marseille entre au gare. Sur le quai, des parents, des amis, attendent les voyageurs. L'un d'entre eux ne se doute pas encore combien on l'attend.

Il ne se distingue guère des autres, ce jeune homme râblé qui vient de descendre du train et se dirige, sans bagage, vers la sortie. Il est vêtu d'un blouson. Il a la teinte mat et des cheveux noirs abondants et bouclés. Parmi le foule, plus d'une trentaine de personnes n'ont d'yeux que pour lui. Avant même qu'il ait pu retirer les mains des poches de son blouson, trois policiers l'encadrent et trois pistolets ont surgi, braqués à bout portant sur son visage. Quelques mots brefs sont échangés à voix basse. Au même instant, un quatrième policier surgit derrière lui et lui passe les menottes.

Le jeune homme n'a pas cherché à fuir.

Seuls les passagers les plus proches ont pu se rendre compte qu'il se passait quelque chose d'anormal. Aucun ne peut se douter encore que l'homme que les policiers encadrent est Nayir Soner, vingt-deux ans, Arménien de nationalité turque, et qu'il avouera quelques heures plus tard, dans les locaux du commissariat central de Marseille, être celui qui a fabriqué et déposé — en compagnie de Veradjian Gerbidjian, l'un des responsables de la branche militaire de l'ASALA en France — la bombe qui fit huit morts et cinquante-quatre blessés, le 15 juillet, dans l'aéroport d'Orly.

L'arrestation du terroriste arménien en gare Saint-Charles est le résultat d'un long travail mené en commun par la police judiciaire, la Direction de la surveillance du territoire (D.S.T.) et les renseignements généraux. Après l'arrestation de Gerbidjian et celle de six autres per-

De notre correspondant

sonnes depuis l'attentat d'Orly, les policiers avaient parfaitement identifié Soner, qui leur avait échappé à diverses reprises. Vendredi soir, le terroriste était repéré au départ du train Paris-Marseille. A partir de ce moment, le plan de bataille était dressé et les états-majors de la police judiciaire et de la D.S.T. décidaient d'agir seulement à l'arrivée à Marseille. Dès 4 heures du matin, plus de trente policiers en civil prenaient position dans la gare. La piège se paraitement fonctionné.

Nayir Soner ne sembla avoir fait aucune difficulté pour reconnaître sa participation à l'attentat d'Orly. En revanche, la présence du terroriste à Marseille, sur les lieux mêmes et quelques heures seulement avant que la ministre de l'Intérieur et son épouse, mairina du T.G.V. n° 2, ne procédent à son baptême, semble parfaitement fortuit. De même qu'il semble avoir été « blanchi » de toute participation au récent attentat de la Foire internationale de Marseille, qui a fait un mort et vingt-six blessés.

JEAN CONTRUCCI

AU TRIBUNAL DE PARIS

Vengeance au Louvre

M. Alem Goffier, cinquante-neuf ans, riche de trente ans de bons et loyaux services à l'éducation nationale, avait été détaché pour cinq ans, en 1978, auprès de la direction du musée du Louvre. Il devait assurer là les délicates et éminentes fonctions de chef de la sécurité. Il éprouva assurément à cette tâche des satisfactions encore plus grandes que celles qui lui avaient données, dans le passé, un poste d'économiste au lycée Charlemagne.

M. Goffier rêva la mise en place de formules nouvelles pour une surveillance à la mesure de ce patrimoine de renommée mondiale qui lui était confié. Hélas il apprit en 1981 que son contrat ne serait pas renouvelé et qu'il devrait quitter l'appartement de fonction dont il bénéficiait au musée.

M. Goffier vit dans tout cela une grande injustice. Si grande qu'il entendit sur le champ s'en venger. Aussi bien s'en fut-il dans les réserves, où il s'empara, j'en ai peur pour un chef de la sécurité, de sept toiles, avec une idée bien précise. Il les adressa, en effet, au journal Minute, qui aurait ainsi la preuve que le Louvre pouvait être pillé à volonté. Et, déjà, il imaginait l'article à sensation dénonçant l'incurie et clouant au pilori, pile-mêle, ministres de la culture et autres directeurs ou conservateurs. Un article d'autant plus piquant qu'il pensait y avoir apporté de manière anonyme tous les éléments nécessaires : ces tableaux volés l'étaient par des surveillants coras du musée, qui les passaient en Suisse, d'où le produit des ventes allait ensuite

remplir les caisses du F.L.N.C.... Minute flaira du louche et envia la direction du Louvre. Bientôt confondu, M. Goffier confessa aisément ses noirs desseins qui faisaient juridiquement de lui un voleur.

Un serviteur éconduit

L'épilogue, joué devant la dixième chambre correctionnelle, ne pouvait manquer de faire recette. Et sous la présidence de M. Henri Malargue, c'est un monsieur Goffier bien triste, mais non point repentant, qui confessa : « En raison de mon âge, je n'aurais sans doute pas dû aller si loin. » Il n'en soutint pas moins mordicus que le Louvre resta bel et bien à la merci des voleurs, que les clés des réserves et des salles treuvent un peu partout, que les radars dont il avait demandé l'achat avaient toujours été refusés.

Calebrendalnas que tout cela, répond M. André Simonard, qui demande, avec le franc de dommages-intérêts au nom du directeur des musées de France, le rattachement aux ténébres extérieures du serviteur éconduit. « Cela mérite ou bien trois à cinq ans d'interdiction de la fonction publique ou bien dix-huit mois de prison avec sursis et 5 000 francs d'amende », a requis de son côté Mme Dominique Commaré. M. Olivier Lacourrière a défendu comme alla à pu, ce client un peu voleur, un peu mystificateur et très désemparé.

Jugement le 18 novembre. J.-M. THEOLLEIRE.

« C'EST UN TRÈS GRAND SUCCÈS POUR LA POLICE »

déclare M. Defferre

« Il s'agit d'une arrestation très importante. La justice le dira plus clairement que moi », a déclaré M. Gaston Defferre, en commentant l'arrestation du co-auteur présumé de l'attentat d'Orly, Nayir Soner. « Cet homme représente un rouage essentiel de l'organisation de l'attentat, dont vous vous rappelez le caractère dramatique », a poursuivi le ministre de l'Intérieur. M. Defferre a précisé : « Le lendemain de l'attentat, nous avions eu des renseignements sur ses auteurs et nous étions décidés à aller très vite pour qu'ils ne nous échappent pas. L'un d'entre eux nous a échappé. Depuis, il était recherché par la P.J. et la D.S.T. Ce n'est qu'il y a quelques jours qu'on a retrouvé la trace de cet homme en France. C'est un très grand succès pour la police, car il est rare que l'auteur d'un attentat soit découvert. Cela vaut la peine d'en parler. »

Carrières comptables Pour s'orienter vers l'expertise comptable

Le C.P.E.C.F., examen d'Etat, remplacé depuis juin 1981 l'examen Pré-baccalauréat. Il constitue la 1^{re} étape vers l'expertise comptable et vous ouvre déjà de nombreux débouchés dans l'industrie, le commerce et les professions libérales. Préparation par correspondance selon la méthode Castelnau. Aucune connaissance comptable n'est nécessaire. Brochure gratuite n° 3261 P à l'Ecole Française de Comptabilité, Organisme Privé, 82270 Bois-Colombes. Inscription toute l'année.

OXFORD INTENSIVE SCHOOL OF ENGLISH agréée par le British Council

APPRENEZ VRAIMENT L'ANGLAIS EN ANGLETERRE

Stages individuels intensifs à Oxford toute l'année, toute durée

21, rue Théophraste Renaudot 75015 PARIS Tél : (1) 533.13.02

CASSE-TÊTE MATERNEL

Le bébé ou l'emploi

Le travail des femmes influe-t-il sur la fécondité ? Après les dernières données provisoires publiées par l'I.N.S.E.E. (le Monde du 5 octobre), faisant état d'une chute brutale des naissances en 1983, cette question brûle les lèvres. Heureuse coïncidence, mardi 4 octobre, l'Alliance nationale-Population et Aveoir, association qui ne cesse d'alerter les Français sur les dangers d'une dépopulation, organisait une conférence avec Mme Evelyne Sullerot, présidente des centres Retra-vailleur, membre du Conseil économique et social, ainsi que du Haut Comité de la population et de la famille, sur le thème « Travail des femmes et maternités : quels compromis ? ». La persistance des femmes à prendre pied sur le marché du travail coïncide avec une chute importante des naissances. Trois exemples européens, cités par Mme Sullerot, mettent cependant en garde contre un rapprochement trop hâtif entre ces deux phénomènes.

Celui de la Hollande d'abord, où on a constaté une très forte chute des naissances, alors que c'est le pays développé où les femmes en âge de procréer travaillent le moins (24 % de taux d'activité, contre 44,9 % en France pour les femmes de plus de quinze ans et de 67 % pour les femmes de vingt-cinq à cinquante-cinq ans).

Deuxième exemple, la Hongrie, qui, préoccupée dans les années 50 par une brusque baisse des naissances, a décidé de donner pendant trois ans une allocation aux femmes décidant de rester chez elles pour élever leurs enfants. Dans un premier temps, environ 75 % des femmes ont opté pour le retour au foyer, mais l'incidence sur la fécondité a été quasiment nulle puisque le taux de natalité dans le pays est de 1,8.

Enfin, l'exemple de la Suisse, où les femmes souhaitent tellement peu travailler que les centres de l'association de M^{me} Sullerot implantés à Lausanne, Bâle et Genève ont du mal à recruter et pensent changer d'activité. En revanche, ces femmes ne mettent pas plus d'enfants au monde que les autres, ce qui rassure les pays développés européens.

Pour ce revenir aux Françaises, elles continuent à s'inscrire en nombre croissant sur le marché du travail en dépit des crises économiques, mais elles préfèrent le travail à plein temps, boudant le temps partiel, à l'opposé de leurs sœurs du Danemark, de la Suède ou de la République fédérale d'Allemagne... On constate par ailleurs que leur façon de concilier travail et maternité a évolué. Ainsi autrefois se retiraient-elles pendant de longues périodes du monde du travail, alors qu'à présent on note plutôt de brèves ruptures de deux ans ou trois ans...

De meilleurs résultats scolaires

Autre question : de quelle façon la maternité influe-t-elle sur la vie professionnelle ? Là encore les chiffres parlent d'eux-mêmes. Citons l'enquête de mars 1983, menée par le ministère de l'Emploi, sur le taux d'activité des femmes de vingt-cinq à cinquante-cinq ans. Ensemble : 67 % ; femmes sans enfants, 73,7 % ; femmes avec un enfant, 73,6 % ; femmes avec deux enfants, 64,1 % ; femmes avec trois enfants, 37,1 % ! Le tableau serait incomplet si on ne soulignait pas que, si y a vingt ans, la proportion des femmes en âge de procréer n'ayant pas d'enfants était du tiers, alors qu'aujourd'hui il avoisine le quart.

Conclusions de M^{me} Sullerot : « Le désir d'enfant est plus grand qu'autrefois, mais les femmes qui travaillent souhaitent un plus petit nombre de descendants. Les femmes

ne sont pas divisées en deux, avec d'un côté les femmes au travail et de l'autre les femmes au foyer. Car, pratiquement, toutes les femmes travaillent à un moment ou à un autre de leur vie. Le clivage passe en fait par les femmes qui ont un ou deux enfants et celles qui en ont trois et plus. » Assumer l'éducation de trois enfants avec trois emplois du temps différents devient un tel casse-tête que finalement les femmes se retirent, au moins momentanément, du marché de l'emploi.

« Nous traversons, dit M^{me} Sullerot, une période d'évolution très profonde où les institutions sont dévalorisées par rapport à l'individu. Nous accouchons d'une société où les droits de l'homme deviennent ceux de l'individu, primant sur la famille. La femme, individu, n'est pas définie entièrement par son rôle d'épouse et de mère. Pour avoir une identité, il lui faut travailler, car la question du jour n'est pas : « Qui êtes-vous ? », mais « Que faites-vous ? ». L'enfant, reconnaît M^{me} Sullerot, ne semble pas en souffrir, poisque

contrairement aux idées reçues des années 60 il est démontré que les enfants des mères qui travaillent ont des résultats scolaires meilleurs. La baisse du temps de présence étant palliée par une amélioration de sa qualité.

Cette dévalorisation de la famille, et principalement de la famille nombreuse, pèse sur la mère qui reste à la maison comme sur celle qui travaille : plus on a d'enfants, moins on a de chances de retrouver du travail ou de progresser dans la hiérarchie... Quels compromis sont-ils possibles ? M^{me} Sullerot a suggéré de redorer un peu l'image de la famille « sans automatiquement culpabiliser les femmes n'ayant pas ou n'ayant que peu d'enfants ». Et, convaincue que trois enfants nécessitent une personne à la maison, elle a applaudi le souhait de M^{me} Georgina Dufoix, secrétaire d'Etat à la Famille, d'accorder une indemnité (qui pourrait être de 1 000 francs par mois) à l'ao des parents (père ou mère) arrêtant de travailler ou continuant à mi-temps pendant un ou deux ans pour élever ses enfants.

CHRISTIANE CHOMBEAU.

Paris, capitale de la philosophie ?

(Suite de la première page.)

S'abstenant de « faire le procès des politiques antérieures », les auteurs concluent à la nécessité de créer un lieu « très ouvert » où s'organiseraient « incitations et propositions ».

Le Collège international de philosophie se veut donc à « faire converger ou se croiser », à mettre « en communication transversale » des questions souvent dissociées et isolées. La notion d'« interdisciplines » revient souvent dans le vocabulaire de ses promoteurs. Si les philosophes dominent au sein du Collège provisoire dont le directeur élu devait être M. Derrida, l'autre instance provisoire, le Haut Conseil de réflexion, dont le secrétaire général sera M. Jean-Pierre Faye, rassemblera aussi bien MM. Félix Guattari et Michel Serres que le musicien Iannis Xenakis, l'astro-physicien Jean-Claude Pecker, le peintre Souleiges, le biologiste Jean-Pierre Changeux, l'écrivain Michel Butor.

L'autre caractère du Collège, essentiel aux yeux des fondateurs, est sa dimension internationale. Les quatre auteurs du rapport soulignent que « jusqu'ici, la France ne s'est donnée les moyens d'une coopération internationale de grande envergure », dans les domaines visés. Tous les chercheurs étrangers et français qui sont accueillis dans d'autres pays, « notamment aux États-Unis, ont pu s'en apercevoir, reconnaissent-ils. Les échanges avec les États-Unis et avec les pays d'Europe, à l'Est et à l'Ouest, ne seront pas négligés. Bien au contraire. Mais il conviendra d'éviter de faire du Collège une « nouvelle institution eurocentriste ». Priorité sera accordée aux pays africains, orientaux et latino-américains et d'une façon générale, aux pays en voie de développement.

Cette préoccupation passe un peu inaperçue pour l'instant. Les deux instances provisoires, réunies le lundi 10 octobre, devaient compter une quinzaine de personnalités étrangères. Le Collège devait aussi commencer, sans plus attendre, à dépouiller et examiner le matériel de correspondances déjà reçues : plusieurs projets de recherches, thèmes de séminaires, sujets de débats et figures. Les premières rencontres pourraient être organisées avant la fin de 1983. Les activités prendront la forme de manifestations ponctuelles, de séminaires étendus sur un semestre ou sur une année ou, éventuellement, de programmes de recherches d'une durée de cinq ans.

Déjà la ministère de l'Industrie et de la recherche a attribué un crédit de 1 million de francs pour 1983 et inscrit 2 millions de francs au budget

de 1984. Le ministère de la culture a engagé la rénovation de certaines salles dans le château de Vincennes pour héberger le Collège qui est provisoirement installé dans les locaux de l'ancienne École polytechnique, dans le cinquième arrondissement de Paris. Le ministère de l'Éducation nationale y détachera des enseignants du supérieur et du secondaire.

Libre et pluraliste

Le collège international de philosophie voudrait fonctionner dans une perspective de renouvellement incessant. Il n'aura de permanent, au début, qu'une équipe administrative d'une demi-douzaine de personnes. Les membres du collège provisoire estimeront qu'ils auront achevé leur mission dans dix-huit mois et qu'il leur appartiendra alors de « passer la main ».

Si l'objectif est en mesure de publier largement et rapidement les comptes rendus des résultats de ses travaux, s'il ne délivrera aucun diplôme, s'il tournera la dos à la notion du cursus au sens scolaire, le Collège international de philosophie ne se désintéresse pas, pour autant, de l'enseignement philosophique. D'abord parce qu'on retrouve parmi ses initiateurs, M. Derrida en tête, les animateurs du groupe de recherche sur l'enseignement philosophique (G.R.E.P.H.). Ce groupe réclame depuis longtemps l'extension de l'enseignement de la philosophie aux classes de seconde et première des lycées, voire aux classes des collèges. Il a organisé en 1979 les États généraux de la philosophie (le Monde du 20 juin 1979) pour s'opposer à l'« étouffement » de cette discipline. Il n'oublie pas que M. François Mitterrand a mis au nombre de ses cent dix propositions un développement de l'enseignement non seulement de l'histoire, mais aussi de la philosophie. Le Collège a l'intention de favoriser les expérimentations en ce sens.

L'absence de certains noms — ceux de Michel Foucault, Vladimir Jankélévitch, Gilles Deleuze par exemple, étonne. Des raisons de santé ou strictement personnelles sont avancées. La sollicitude de trois ministères est un parrainage ambigu et qui peut être dangereux. Les inventeurs du collège répètent à l'envi qu'ils veulent éviter toute exclusion, tout esprit de chapelle. C'est désigner l'écueil le plus périlleux que devra contourner le Collège international de philosophie qui doit, sous peine d'échouer, trouver le « style libre et pluraliste » à qu'il appelle de ses vœux et élargir d'emblée le champ idéologique et politique de son recrutement.

CHARLES VIAL

MMMM...ET ZIP BERLITZ.

1 MMM... je dois apprendre l'anglais le plus rapidement possible, mon avenir professionnel en dépend.

2 MMM... Je désire apprendre à mon rythme.

1 Et Zip BERLITZ. Immersion totale : 2 à 6 semaines de leçons particulières, 9 heures par jour et 5 jours par semaine.

2 Et Zip BERLITZ. Leçons particulières ou semi-particulières à votre cadence.

104, rue de la République, 92110 CHAMPS-ÉLYSÉES, 75015 PARIS. Tél : (1) 533.13.02

371, rue de la République, 75015 PARIS. Tél : (1) 533.13.02

633, rue de la République, 75015 PARIS. Tél : (1) 533.13.02

SAINT-GERMAIN-EN-LAYE, 92115 PARIS. Tél : (1) 533.13.02

VERSAILLES, 92115 PARIS. Tél : (1) 533.13.02

BERLITZ

FERNEL

emploi[illegible]

capitale de la philosophie ?

[illegible][illegible]

Le "service Affaires" du Diners Club est un système modulaire à l'usage de l'entreprise pour ses cadres en mission à l'étranger et pour ses services comptables. Un système souple, optionnel, parfaitement adaptable à ses contraintes. Il s'articule autour de quatre prestations :

- 1 - Le module "carte" : soit la délivrance de cartes Diners à l'usage des hommes d'affaires en mission. Des cartes qui permettent à la Société de choisir précisément le degré de responsabilité auquel elle souhaite s'engager.
- 2 - Le module "voyages" : des dizaines de bureaux de voyages "Diners" en France prennent en charge l'ensemble des problèmes afférents

4 – Le module “statistiques” : grâce au traitement informatisé de l'ensemble de son service facturation, le Diners Club peut procéder à tous les tris souhaités par la comptabilité et la gestion des entreprises.

Le "service Affaires" du Diners Club : un système complet d'une extrême souplesse et d'une grande simplicité. Un système simple au service des entreprises et de leurs cadres, créé pour leur simplifier la vie.

Pour en savoir plus, téléphonez 24 heures
sur 24 au "service Affaires" Diners Club au
(1) 723 78 05.



Diners Club: nous vous en offrons plus.

18, rue François I^{er} - 75380 Paris Cedex 08. Tél.: (1) 723 78 05.

DÉFENSE

Dissimulation... à la soviétique

Les spécialistes du ministère de la défense se sont divertis à estimer le budget militaire français de 1983 (soit quelque 158,86 milliards de francs), selon les modalités d'un calcul qu'ils prêtent à l'Union soviétique pour son propre budget de la défense.

Si l'on en croit leur analyse, voici ce qu'il faudrait retirer pour évaluer les crédits militaires français sur le modèle de ceux des Soviétiques :

- 46,38 milliards de francs, qui correspondent au fonctionnement de l'Armement (O.G.A.) et à certaines réalisations d'armement, qui, en U.R.S.S., relèvent des vice-ministères de la brancie (mécanique, métallurgie ou recherche) du ministère de l'Industrie et de la recherche ;

- 25,64 milliards de francs de pensions et retraites, qui sont inscrits, en U.R.S.S., dans les services communs de l'Etat ;

- 13,41 milliards de francs attribués à la gendarmerie et à la direction générale de la sécurité extérieure (D.G.S.E.), ou au S.D.E.C.E.), qui, en U.R.S.S., dépend du ministère de l'Intérieur ;

- 8,88 milliards de francs pour la formation des personnels, qui serait imputée, en

U.R.S.S., à l'éducation et à la formation professionnelle pour adultes ;

- 1,37 milliard de francs alloués aux services de santé des armées, qui sont, en U.R.S.S., à la charge du ministère de la Santé ;

Toutes ces déductions représentent un montant global de 95,68 milliards de francs. Si, au budget militaire français, on ajoutait les quelques centaines de millions de francs qui correspondent à l'aide militaire à l'étranger et, la protection civile, on peut évaluer à 160 milliards de francs, pensions comprises, le budget français de la défense en 1983.

Après déduction des 95 milliards de francs, il resterait environ 65 milliards de francs au budget français de la défense calculé à la mode soviétique.

Au ministère de la défense, on estime donc que la « dissimulation », à la soviétique, porte en réalité sur environ 60 % du montant véritable des dépenses militaires. Ce qui expliquerait que l'U.R.S.S., depuis cinq ans, refuse obstinément de purifier ses travaux du groupe chargé, au sein des Nations unies, d'élaborer un instrument commun d'évaluation et de publication des budgets militaires.

8 896 suppressions d'emplois dans les armées pour financer l'effort d'équipement en 1984

« On ne pourra pas faire cet effort sans anéantir », entend-on au cabinet du ministre de la défense, tant le projet de budget militaire pour 1984, que M. Charles Hernu présente, mardi 11 octobre, à la commission de la défense de l'Assemblée nationale, y est jugé particulièrement « serré », « très rigoureux » même, pour les dépenses de fonctionnement. Un budget militaire, proprement dit, qui s'élève, au total, à 142,1 milliards de francs (soit à peine 6,6 % d'augmentation par rapport à 1983), si l'on exclut les pensions (28,9 milliards de francs) et des crédits de l'union sociale des armées, et qui devrait être examiné le 3 novembre par les députés.

A première vue, cette somme de 142,1 milliards de francs est la stricte application de ce que prévoyait, pour l'an prochain, la loi quinquennale (1984-1988) de programmation militaire approuvée par le Parlement au printemps dernier. M. Hernu peut donc se vanter d'avoir obtenu, malgré les difficultés économiques, que le chef de l'Etat et le gouvernement tiennent leurs engagements vis-à-vis des militaires. D'où vient alors cette soude inquiète, perceptible jusque dans les états-majors, sur la capacité de

l'institution de défense à rester aussi efficace, aussi moderne qu'il est souhaitable en période de tension internationale, compte tenu de l'austérité imposée par les circonstances à elle-même comme aux autres administrations et services de l'Etat ?

Les armées françaises seront invitées, l'an prochain, à devoir se contenter d'une hausse de leurs crédits de fonctionnement (soldes, infrastructures entraînement), soit 75,5 milliards de francs, qui sera de l'ordre de 4,4 %. Autant dire que, même si l'inflation était contenue dans les limites fixées par le gouvernement, la vie dans les unités, leurs activités d'entraînement ou la réfection du domaine militaire seraient organisées au plus juste, comme ce fut, déjà, en 1978.

Un défi

Aucune catégorie de personnels n'est épargnée : pas même l'appel (ou homme du rang) qui recevra 1 franc supplémentaire par jour, à compter du 1^{er} septembre 1984, pour une solde actuelle de 12 francs, mais dont le prêt augmentera davantage, en proportion, s'il consent à monter dans la hiérarchie.

Le ministère de la défense espère relever le défi de cette austérité en réduisant à comprimer les dépenses de fonctionnement grâce au départ, dans le civil, de 8 896 de

ses personnels. Cette suppression devrait lui permettre d'économiser en 1984 l'équivalent de 352,7 millions de francs, soit 0,47 % du montant global des dépenses de fonctionnement. Elle touche indistinctement les trois armées et certains de leurs services (santé, délégation générale pour l'armement, services civils), y compris des personnels civils de l'Etat, mais à l'exclusion de la gendarmerie, qui, cependant, ne recrutera plus comme elle y fut constamment autorisée depuis 1981.

Une telle déflation des effectifs participe d'une politique voulue par le gouvernement, qui consiste à compenser l'augmentation nécessaire des crédits d'équipement par la restriction d'élaborer des dépenses de fonctionnement. Elle n'est pas particulièrement populaire dans les armées : 31 500 emplois seront ainsi supprimés entre 1984 et 1988, dont 22 000 hommes dans la seule armée de terre et de l'ordre de 24 000 pour les seuls militaires du rang (appelés, en priorité). Mais elle est appliquée dans bien d'autres pays, en Occident, dès lors qu'il s'agit de continuer à financer l'effort d'armement.

Car c'est bien ce qu'a cherché à faire M. Hernu avec son projet de budget pour 1984, au sein duquel, précisément, les crédits de paiement consacrés à l'équipement (soit 66,6 milliards de francs), s'accroissent de 9,3 %, et les autorisations de programme de ce même chapitre (85 milliards de francs), qui sont des engagements de dépenses ultérieurement gagées par des crédits de paiement, augmentent de 8,4 % par rapport à 1983.

Une double condition

Avec 21 742 millions de francs de crédits de paiement et 28 976 millions de francs d'autorisations de programme, l'armement nucléaire, stratégique et tactique mobilise le tiers de ces dépenses.

POUR LES BESOINS DE LA FORCE D'ACTION RAPIDE

De nouveaux régiments seront professionnalisés

Le ministère de la défense accentuera, l'an prochain, la professionnalisation de certains régiments qui entrent dans la composition de la Force d'action rapide (FAR), destinée à être engagée tant en Europe, aux côtés des alliés de la France, qu'au-delà, selon les accords d'aide militaire conclus avec des Etats africains. Entre 1984 et 1988, cette politique de professionnalisation accrue devrait intéresser, dans l'armée de terre, environ 5 800 hommes (calculés en effectifs dits « budgétaires »), dont 70 % entre 1984 et 1985.

A l'heure actuelle, la FAR, dont la création a été approuvée par le Parlement au printemps dernier, est engagée principalement au Tchad, en Côte-d'Ivoire, en Centrafrique, au Gabon et au Liban, à raison de 43 % des effectifs (13 980 hommes) de la 1^{re} division parachutiste, de 33 % des effectifs (8 460 hommes) de la 9^e division d'infanterie de marine et de 16 % de ceux (3 025 hommes) de la 31^e brigade.

Certes, malgré cette mobilisation, l'état-major dispose encore de forces organisées en une unité cohérente, le 1^{er} régiment d'infanterie de marine à Granville et le 2^e régiment étranger de parachutistes à Calvi, pour prendre l'initiative dite « Guépard » : 2 000 hommes prêts à intervenir à tout moment dans les vingt-quatre heures. Mais ce réservoir de forces pourrait apparaître insuffisant en certaines situations.

Des textes anciens interdisent, de surcroît, au gouvernement d'expédier, sans l'accord préalable du Parlement, dans des risques de conflits outre-mer, des jeunes recrues du contingent non volontaires.

Pour toutes ces raisons, le ministère de la défense a pris une série d'initiatives qui visent à accroître le réservoir de ces volontaires — appelés ou engagés — servant outre-mer. C'est le cas de ces jeunes recrues du contingent auxquelles sont proposés, pendant la durée de leur service légal, des contrats d'engagement temporaire ou des contrats, dits de service long, qui peuvent aller jusqu'à deux ans d'obligations militaires, moyennant une solde « outre-mer » de 4 500 à 5 500 francs par mois selon leur ancienneté sous l'uniforme.

On a compté, par exemple, de l'ordre de 450 appels volontaires pour un service long (A.S.L.) dans le contingent de 2 000 parachutistes envoyé, au début de septembre, relever la 31^e brigade à Beyrouth. Aucun de ces volontaires n'a manqué à l'appel un jour du départ, en dépit des dix jours de permission dans leurs familles qui leur furent octroyés auparavant. De même, lorsque la gendarmerie a voulu constituer son « escadron de marche » du 120 hommes au Liban, pour la relève de la fin de l'année, elle a pu sélectionner, dans ses légions en province, près de 2 000 candidats pour les 92 postes de gendarmes auxiliaires (appelés volontaires) nécessaires à cette opération.

d'équipement. Suffisamment pour embarquer, à partir de 1985, les premiers Missiles M-4 à plusieurs têtes explosives sur les sous-marins, transformer sept Mirage IV (sur les dix-huit prévus) en lanceurs du missile air-sol à moyenne portée, construire seize Mirage-2000 N (version nucléaire) et achever la fabrication de quatre Transall qui serviront de relais de transmissions gouvernementales en cas de crise.

Dans le domaine des armes classiques, les commandes devraient porter, notamment, sur douze Mirage 2000 de défense aérienne, un sous-marin nucléaire d'attaque, cinq chasseurs de mines, quinze hélicoptères de combat Gazelle-Hot, treize batteries de 155 mm, quatre vingt-quatre chars AMX-30 version B-2 et deux cent cinquante et un VAB (véhicules de l'avant blindés).

A quelques matériels près, ces commandes représenteront, l'an prochain, la moitié de celles que le gouvernement s'était affectivement engagé à passer durant la première étape de sa loi de programmation militaire, soit les années 1984 et 1985.

Mais l'exécution de ce plan d'équipement n'a de sens qu'à la double condition que M. Hernu parvienne à contenir les dépenses de fonctionnement dans les limites prévues à ce jour et que le gouvernement ne lui demande pas de multiplier les expéditions outre-mer. Les opérations au Liban et au Tchad sont loin d'être gratuites : 1 milliard de francs déjà, si l'on en croit le premier ministre, soit la valeur d'un sous-marin nucléaire d'attaque (sans son armement). Le ministère de la défense attend au ballon d'oxygène d'un collectif budgétaire de fin d'année, en 1983 comme en 1984. Sans ce complément, c'est tout l'édifice du plan quinquennal militaire qui s'écroulerait et, avec lui, la modernisation des forces françaises.

JACQUES ISNARD

simplifiez-vous le quotidien



Ligne des points de vente et renseignements complémentaires 7 jours sur 7, de 7 h à 22 h : au (0) 722.22.22



Je, tu, il, nous avons tous besoin d'un outil simple et efficace. Un outil qui amplifierait nos capacités personnelles, ferait pour nous les tâches fastidieuses, raccourcirait notre journée de travail. Le rêve.

Cet outil c'est l'ordinateur personnel IBM. Un outil aux pouvoirs multiples qui peut utiliser toute une palette de logiciels adaptés aux besoins professionnels.

Venez le découvrir chez votre distributeur agréé IBM. Parlez-lui de votre problème et découvrez-vous de nouvelles possibilités.



IBM FRANCE DIFFUSION

L'ordinateur personnel IBM: la plus simple des décisions.

SCIENCES

● Deux nouveaux satellites. Deux satellites de communications britanniques Skynet 4 seront lancés au cours de missions de la navette spatiale américaine, a indiqué le Pentagone dans une notification au Congrès. Pour ces lancements, dont la date n'est pas encore précisée, la Grande-Bretagne se verra rétribuer 63 millions de dollars (500 millions de francs) de participation aux frais des missions de la navette. L'armée de l'air américaine et le ministère britannique de la défense mettent au point un accord qui permettrait aux Etats-Unis d'utiliser ces satellites en temps de paix comme en temps de guerre. (A.F.P.)

Handwritten text in Arabic script at the bottom of the page.

Le Monde

régions

Ile-de-France

La Sécurité sociale dans les urnes du suffrage universel

Le recours au suffrage universel pour l'élection présidentielle est entré dans les mœurs. Les enjeux d'un tel vote sont connus, le choix est - relativement - simple. Les élections du 19 octobre prochain à la Sécurité sociale sont d'un ordre tout autre (le Monde du 4 octobre 1983).

Ce jour-là, les électeurs devront élire leurs représentants au conseil d'administration de leurs caisses locales d'assurance-maladie et d'allocations familiales. Le même jour, ils devront donc mettre deux bulletins dans deux urnes distinctes pour la liste de leur choix présentée par les syndicats nationaux représentatifs.

Pour éclairer ce choix, nous présentons ici le rôle et l'action de la caisse primaire d'assurance-maladie de Nanterre, dans les Hauts-de-Seine, et les expériences menées par la caisse d'allocations familiales de Melun, en Seine-et-Marne.

LES FOURRURES MALAT
Pelisses, cuirs, peaux laines
ont la fourrure de qualité à des prix
défiant toute concurrence. Grand choix, prêt-à-porter
ou sur mesure, visons, loups, renards, marmotte, etc.
DE CONFIANCE Prix de gros - Service après-vente - Tél. 878-60-67
47, rue La Fayette, 75009 PARIS - M^o LE PELETIER

FENÊTRES
Paris Rénov

remplace vos vieilles fenêtres
dans la journée

Le spécialiste de la fenêtre P.V.C.

Devis sans engagement de votre part
Crédit gratuit 9 mois

Z.I.
de LOUVRES 95 380

simple et
indémodable,
le manteau en
drap taupé

MANTEAU
80% laine, 20% polyamide.
Taupe, vert, bleu,
bordeaux, ou noir

820 F

Aux Trois Quartiers

Ed de la Madeleine, Paris - Tél. 260.39.30 - Retrouvez le plaisir d'acheter

CAISSE D'ASSURANCE-MALADIE DE NANTERRE

Électeurs-décideurs

LES caisses primaires d'assurance-maladie (C.P.A.M.) sont les relais, sur le terrain, de la Caisse nationale d'assurance-maladie (C.N.A.M.). A quelques exceptions près, leur répartition correspond au découpage départemental. Leur rôle est en résumé de payer aux salariés du régime général les prestations des assurances maladie et accidents du travail.

Ces caisses primaires sont gérées par des conseils d'administration jusqu'ici composés paritairemment de neuf représentants du C.N.F.P.F. et de neuf représentants des organisations syndicales.

Désormais, les conseils (dont les attributions sont inchangées) seront composés de vingt-cinq membres, dont quinze représentants élus des salariés et six représentants des employeurs. Ils auront pour tâche de fixer la politique générale de la caisse, voter le budget et nommer un directeur, un directeur adjoint et un agent comptable. Ils désigneront également en leur sein une commission de recours gracieux préalable chargée d'examiner les litiges entre les usagers et leur caisse. M. René Plazotta est l'actuel directeur de la C.P.A.M. des Hauts-de-Seine, qui n'a que deux ans d'âge.

« Je suis chargé de gérer la caisse, explique-t-il, en appliquant au mieux la réglementation nationale et la politique définie par le conseil. Celui-ci exerce un contrôle discontinu, et je lui rends des comptes chaque année sous la forme d'un rapport d'activité ».

La C.P.A.M. des Hauts-de-Seine coiffe quarante-six centres de paiement répartis dans tout le département. Ce sont eux qui règlent les prestations aux usagers soit directement aux guichets, soit par correspondance. Ils emploient de vingt à soixante personnes et gèrent entre cent mille et trois cent mille dossiers par an. Cela signifie pour l'ensemble de la caisse un chiffre de trente-cinq mille dossiers par jour et un volume de remboursement d'environ huit milliards de francs par an.

Les centres de paiement sont regroupés en trois directions territoriales disposant chacune d'un directeur et d'un comité de liaison, sorte de « mini-conseil d'administration ». (Ce regroupement par secteurs se justifie par le nombre important des centres de paiement et n'existe donc que dans un très petit nombre de départements.) Les trois directions intermédiaires sont placées sous l'autorité de la direction générale, de même que l'ensemble des services centraux (gestion du personnel, informatique, etc.). Au total, la C.P.A.M. 92 emploie trois mille deux cents personnes dont deux mille quatre cents travaillent dans les centres de paiement.

« Pour bien comprendre ce que peut faire une caisse primaire, souligne René Plazotta, il faut d'abord savoir ce qu'elle ne peut pas faire. Autant donc le préciser, même si cela va sans dire : la C.P.A.M. ne fixe pas le montant des prestations en général ni celui du ticket modérateur, ni le prix de journée des hôpi-

taux, et elle ne définit pas la politique sanitaire du département. Elle ne dispose pas davantage d'un budget indéfiniment extensible : ses ressources sont fixées par une « dotation globale » allouée par la C.N.A.M.

Cependant, même si la marge de manœuvre est étroite, la politique et le fonctionnement des C.P.A.M. ont des conséquences très répercutées pour l'usager. Ainsi, chaque caisse décide à son niveau si les paiements pourront être effectués aux guichets. « A Nanterre, commente le directeur, nous avons tenu à conserver cette possibilité qui est de moins en moins répandue. Chez nous, 30 % des « clients » sont remboursés aux guichets ».

Autre prérogative de la C.P.A.M. : le système des « organisations ». Combien d'employés affectés à tel service, quelles procédures de traitement des dossiers ou quels systèmes hiérarchiques faut-il adopter ? Convient-il d'informatiser telle tâche ? Autant de questions aux répercussions non négligeables, notamment sur les délais de paiement, très variables d'une caisse à l'autre. « Nous avons tenu, par exemple, l'an dernier, à mesurer le temps d'attente moyen des usagers dans les centres de paiement », raconte M. Plazotta. Il était d'environ deux heures, donc très excessif. J'ai alors demandé que tous les personnels se consacrent à la clientèle des guichets aux heures d'affluence, alors que, auparavant, une partie d'entre eux s'occupait exclusivement des dossiers postés. Sans rien

changer aux effectifs ni à la charge globale de travail, nous avons ainsi ramené le temps d'attente à quarante minutes ».

La C.P.A.M. décide, surtout de l'affectation de la part de son budget consacrée à l'action sanitaire et sociale. Le conseil d'administration de la caisse des Hauts-de-Seine projette par exemple d'abandonner l'action de protection maternelle et infantile qu'il assurait et de consacrer ses efforts à la création d'un centre de bilan de santé de l'adulte. Un choix à encore peut-être discuté, mais à coup sûr important.

Délais et modes de paiement, qualité de l'accueil, règlement des litiges, action sanitaire et sociale... Au bout du compte, admet M. Plazotta, les orientations du conseil d'administration ont des conséquences certaines sur la qualité du service public assuré par la caisse, même si l'usager n'est pas toujours facile pour l'électeur de mesurer l'incidence possible de telle ou telle prise de décision.

Il n'est pas interdit de voir plus loin encore. Certes la C.P.A.M. de Nanterre ne changera pas à elle seule le système de la Sécurité sociale. Mais supposons, poursuit son directeur, que toutes les C.P.A.M. de France expriment demain une même revendication auprès de la C.N.A.M. et du ministère : cela pourrait infléchir la politique conduite par le gouvernement.

FRANÇOIS ROLLIN.

CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES DE MELUN

A l'écoute des plus démunis

« UNE société comme la nôtre doit pouvoir donner à tout consommateur des moyens d'existence. Or, les enfants sont des consommateurs qui n'ont comme moyens que ceux de leurs parents. Le rôle de la branche familiale de la sécurité sociale, c'est justement de leur apporter ce qui leur manque ».

A la tête de la caisse d'allocations familiales (CAF) de Melun (Seine-et-Marne), M. François Gomez a la responsabilité de cent onze mille familles allocataires. A raison de quatre personnes en moyenne par foyer, c'est près de la moitié de la population du département qui relève des services de la caisse. Une caisse qu'on présente volontiers comme un modèle du genre, autant pour la qualité de sa gestion que pour l'originalité de ses initiatives.

Comme les autres caisses d'allocations familiales, celle de Seine-

et-Marne assure les prestations familiales légales. Malgré un essai de simplification qui tend à regrouper les diverses aides dans le « complément familial », le système demeure complexe et la caisse continue à gérer vingt-sept prestations différentes. Annuellement, en allocations familiales légales et en allocations logement, le centre de Melun verse 1,7 milliard de francs.

« Il y a le service, mais également la façon dont il est rendu », constate M. Gomez. L'originalité de notre conseil d'administration tient dans sa volonté d'apporter aux allocataires un service efficace et de qualité. Pour cela, il a mis au point un plan quinquennal avec des objectifs précis. Nous avons utilisé toutes les techniques de gestion moderne, et la prospective ».

La CAF de Melun effectue tous les deux ans un sondage auprès d'un échantillon représentatif de ses allocataires. Une initiative unique en France. 10 % des familles concernées sont interrogées et les réponses arrivent en 70 %. Le prochain sondage (le septième du genre) aura lieu en décembre cette année. Les résultats du précédent étaient plutôt flatteurs pour les dirigeants et leur personnel : 80 % des personnes étaient très satisfaites ou satisfaites, 9 % de très mécontentes ou mécontentes et 11 % d'indécises.

Bien placée dans le peloton de tête des caisses d'allocations familiales pour la qualité de son accueil, pour la rapidité et la régularité du traitement, celle de Melun se distingue également par sa gestion. Le coût moyen par allocataire est ici de 331,38 F contre 466,49 F en moyenne nationale.

Trente-cinq propositions

Deuxième grand axe de l'activité d'une CAF : l'action sociale. C'est aussi le seul domaine où une caisse et son conseil d'administration conservent une large autonomie quant à l'utilisation de la dotation accordée par la caisse nationale d'allocations familiales. Une action qui porte sur les centres sociaux, les crèches, les foyers de jeunes, les haltes-garderies, les centres de loisirs. Dans chaque cas, des subventions allouées par la CAF peuvent atteindre 40 % du coût de fonctionnement. En Seine-et-Marne, l'action sociale représente environ 100 millions de francs par an. En matière d'aide au logement, la caisse s'est intéressée aux opérations de réhabilitation de type « Habitat et vie sociale ». Meaux et Montreuil, deux beaux « ratages » de la politique d'urbanisme des années 60, en font partie.

Mais la grande préoccupation des animateurs de la CAF de Seine-et-Marne, c'est l'aide aux vacances. Chaque année, près de trente mille enfants en bénéficient, de manière directe par l'aide au prix de journée et les « bons de vacances », ou indi-

rectement grâce aux subventions accordées par la caisse aux collectivités locales et aux deux grands organismes de colonies de vacances, la FOCEL et l'Entraide sociale, qui disposent d'une dizaine de centres chacune.

Pour M. François Gomez, qui est entré dans l'action sociale comme ouvrier en religion, il y a encore beaucoup à faire en Seine-et-Marne. Il cite Camus et Saint-Exupéry pour expliquer son engagement, mais un seul chiffre suffit apparemment à le motiver : « 17 % des familles qui dépendent de la caisse ne parviennent même pas à nourrir leurs enfants sans notre aide ».

Alors, en dehors des interventions « normales », la CAF de Seine-et-Marne se livre à des recherches : ainsi l'enquête menée par un spécialiste dans le quartier populaire des Courbevoie à Chelles a été fort utile à la commission départementale chargée d'examiner le problème des dettes de loyer. « C'est un domaine où il faut réagir rapidement, afin d'éviter aux gens de s'enliser ».

L'an dernier, à la demande du ministère de la solidarité, le conseil d'administration a accepté de tenter des actions expérimentales dans un

programme de lutte contre la pauvreté, concernant l'ensemble du département. Résultats : les familles mono-parentales sont particulièrement dans une situation critique. « Cela tourne au désastre », affirme M. Gomez. Pour financer, un enfant sur quinze appartient à une famille de ce type et l'on prévoit qu'il y en aura un sur quatre en 1990. « Un épaïs rapport a été remis au ministère. Parmi les "tricheurs" proposés qui en constituent le gros essentiel, les travailleurs sociaux estiment notamment qu'il faut rompre avec un système de protection qui conduit souvent à l'assistanat. Il insiste plutôt sur la mise en œuvre de moyens nécessaires à l'insertion sociale totale des familles mono-parentales. Quelques-unes de ces propositions sont déjà appliquées dans le département, et M. François Gomez espère pouvoir continuer dans cette voie après les élections du 19 octobre. « Nos administrateurs doivent travailler des hommes de bonne volonté plus que des hommes d'appareil syndical ; par-delà les querelles doctrinales, il y a un travail concret à effectuer ».

CHRISTIAN-LUC PARISON.

TELEX PARTAGÉ

ETRAVE SERVICE TELEX / PARIS 345.21.62

Faites des étincelles
en anglais!

PROCHAINS COURS INTENSIFS
le 17 octobre 1983

ILC INTERNATIONAL
LANGUAGE CENTRE
20 passage Dauphine
75006 Paris - Tél. 325.41.37

L'E.F.T. prépare au B.T.S. TOURISME
(Accueil - Production - Distribution) Des oul'Alumni Touristique

ENSEIGNEMENT - FORMATION ET TOURISME
Enseignement technique supérieur privé
4-6, rue Michel-de-Bourges - 75002 Paris
Tél. 375.55.32

Le meilleur de Paris

D'ESORMAIS, tous les mois dans Gault-Millau, un supplément de 32 pages en couleurs pour les Parisiens : Paris-Plus. Vous y découvrirez, par exemple ce mois-ci, les nouveautés de la nuit, les bonnes boutiques et un guide commenté des spectacles, des concerts et des expositions. Gault-Millau d'octobre, dans tous les kiosques.

444 100 1550

CARNET

INFORMATIONS « SERVICES »

Naissances

— Philippe BARRET et Françoise DUCROCO, Leticia, Lamiel et Myriam-Isabelle, ont la joie d'annoncer la naissance de

Maximilien,
le 4 octobre 1983, à Paris.

— Patricia et Alain BOUDIAK ont la joie d'annoncer la naissance de Alexandre,
le 6 octobre,
138, boulevard Diderot,
75012 Paris.

— François LAUMONIER et M^{me} Geneviève Gady, ainsi que Nicolas, sont heureux d'annoncer la naissance de Emmanuel,
le 3 octobre 1983,
77, rue de Lourmel,
75015 Paris.

— Francis et Ariette TERQUEM ont la joie de faire part de la naissance de Sarah,
le 28 septembre 1983,
72, boulevard Latour-Maubourg,
75002 Paris.

Mariages

— Catherine DANIEL et Jacques POZZETTO

sont heureux de faire part de leur mariage, qui a été célébré le 19 septembre dans la plus stricte intimité.

7, cité Vanée,
75007 Paris.

Décès

— Elvire Bichon, sa femme, Anne et Georges Bournier, David Bichon, Et Sylvia et Thomas, Judith Bichon, Claude Bichon, Guillaume Bichon, ses enfants et petits-enfants, Jacques et Madeleine Bichon, Pierre et Janine Bichon, Robert et Madeleine Frey, Julia Liechtenberg, Jean et Marie-Joséphine Frey, ses frères, beaux-frères et belles-sœurs et leurs enfants, ont la grande peine d'annoncer le décès subit, le 7 octobre 1983, à l'âge de soixante et onze ans, de

Jean BICHON,
agriculteur, docteur en lettres.

Le service religieux a eu lieu le mardi 10 octobre, à 14 h 30, au foyer culturel, avant l'inhumation au cimetière de Caux-Cabardès.

« La nuit ne sera plus. Ils s'élèvent plus beaux de la lumière d'une lampe, ni de la lumière du soleil, parce que le Seigneur Dieu les éclaira. »
Apocalypse, 22-5.

La Calberne,
11390 Caux-Cabardès.

— Née, Aurélie, Marvejols.

Les familles Cochet, Girard, Tricot, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Marcelle DROUIN,
inspectrice générale honoraire de l'éducation nationale, commandeur de la Légion d'honneur, grand croix de Mérite national, commandeur dans l'ordre des Palmes académiques, commandeur de la Santé publique,

survenue, à Aurillac (Cantal) le 5 octobre 1983, dans sa quatre-vingt-deuxième année.

L'inhumation a eu lieu à Marvejols (Lozère) le vendredi 7 octobre.

— M. Nicolas Beller, M^{me} Marguerite Breuille, M^{me} Jeanne Breuille, M. et M^{me} Jean-Luc Girardot et leurs enfants, Les familles Couturier, Dupouy, Guinard, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Marie-Louise GUOMAR,
survenue subitement le 1^{er} octobre, à l'âge de quarante-deux ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 11 octobre, à 10 h 30, en l'église Saint-Michel des Batignolles, 12 bis, rue Saint-Jean, 75017 Paris.

Morlaix-Carantec,
7, rue Gambon, 75018 Paris.

— La direction Et tout le personnel du groupe CEGOS ont la grande tristesse de faire part du décès de

M^{me} Marie-Louise GUOMAR,
survenue subitement le 1^{er} octobre.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 11 octobre, à 10 h 30, en l'église Saint-Michel des Batignolles, 12 bis, rue Saint-Jean, 75017 Paris.

M^{me} Marie-Louise GUOMAR était consultante à S&L-CEGOS depuis 1962.

— M^{me} Pierre JAILLET, née Pidoux, son épouse, M. et M^{me} Bourdillon et leurs enfants, M. et M^{me} Lize et leur fille, M. et M^{me} Marc JAILLET, Les familles Danhier, Petitcol, Grutard, Barthe, Pidoux, Pontocoy, Et ses nombreux amis, ont la douleur de faire part du décès de

M. Pierre JAILLET,
inspecteur pédagogique régional, directeur du C.R.D.P. de Nancy,

survenue, le 6 octobre 1983, à l'âge de soixante et un ans.

Les obsèques ont eu lieu le 8 octobre, à Arbois.

Cet avis tient lieu de faire-part. Rue des Ecoles, 39600 Arbois.

— M^{me} Marcel LACHAZE, son épouse, M^{me} Lawrence LACHAZE, M. et M^{me} Bernard Picolet et leurs enfants, ses enfants et petits-enfants, M^{me} Geneviève LACHAZE, sa sœur, Et toute la famille, ont la grande douleur de faire part du décès de

M. Marcel LACHAZE,
conseiller d'Etat honoraire, commandeur de la Légion d'honneur,

rapporté à Dien, le 7 octobre 1983, dans sa quatre-vingt et unième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 13 octobre 1983, à 8 h 30, 13 octobre 1983, à 8 h 30, en l'église Notre-Dame de l'Assomption, 88, rue de l'Assomption à Paris-16.

— Le président, Les membres du comité directeur et du comité des techniques de la Chambre syndicale de la recherche et de la production du pétrole et du gaz naturel, ont le regret de faire part du décès, le 6 octobre 1983, de

M. René OLIVES,
président du comité des techniques de la C.S.R.P.P.G.N.

Les obsèques auront lieu, le mardi 11 octobre à 15 heures, en l'église de Ver-sur-Mer (Calvados),

16, avenue Kléber,
75116 Paris.

— M. et M^{me} Jean-Pierre Putois, leurs enfants et petits-enfants, M. et M^{me} Joël Putois, leurs enfants et petits-enfants, M. et M^{me} Bernard Putois et leurs fils, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Georges PUTOIS,
née Odette Philippe,

survenue, le 4 octobre 1983, dans sa quatre-vingt-quatrième année.

La cérémonie religieuse a été célébrée en l'église Saint-Luc de Montrouge, dans l'intimité familiale.

L'inhumation a eu lieu dans le caveau de famille, au cimetière de Montrouge.

Cet avis tient lieu de faire-part.

40, rue du Père-Corontin,
75014 Paris.

108, rue Saint-Dominique,
75007 Paris.

209, boulevard Raspail,
75014 Paris.

Remerciements

— M^{me} Marcel Darty, M^{me} Amy Moret, M. Claude Darty Et toute la famille,

très touchés par les nombreuses marques de sympathie qui leur ont été témoignées lors du décès de

M. Marcel DARTY,

préient les personnes qui se sont associées à leur peine de trouver l'expression de leur reconnaissance.

Anniversaires

— Pour le treizième anniversaire du décès accidentel de leur fille

Françoise ABACH-JAUFFRET, ses parents demandent à ceux qui l'ont connue, aimée et qui gardent son souvenir une douce et affectueuse pensée.

1^{er} septembre 1939-11 octobre 1970.

— Le 10 octobre, il y a deux ans, Dominique ELIAKIM-DURUS a quitté les siens.

Ceux qui l'ont connue aient une pensée pour elle.

Avis de messes

— Les amis de

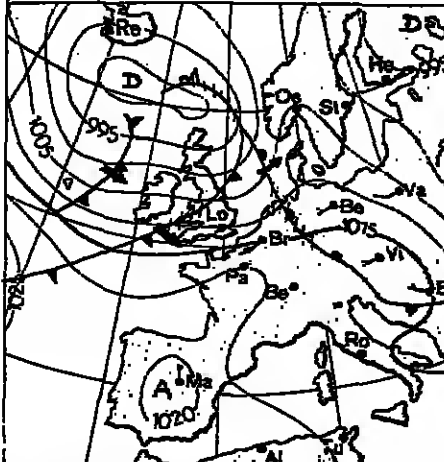
Janette PRIGENT,

décédée à Meudon le 26 juin dernier, sont invités à se réunir, le mercredi 19 octobre à 18 heures, en l'église Saint-Jacques du Haut-Pas, 222, rue Saint-Jacques, où sera célébré un service religieux.

Notre ami, bénéficiaire d'une réduction sur les impôts de la Caisse de Meudon, a été pris de la fièvre à son âge de 72 ans et des dernières heures pour justifier de cette qualité.

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 10.10.1983 A 0 H G.M.T.



Evolution probable du temps en France entre le lundi 10 octobre à 0 heure et le mardi 11 octobre à minuit.

Sur l'Atlantique, circulation perturbée au niveau du 50° parallèle, dirigeant dépressions et perturbations vers les îles Britanniques. Seules les bordures méridionales ou des parties étendues des fronts traverseront la France.

Mardi matin, une étroite bande nuageuse et d'ondées éparses, des Pyrénées-Orientales au sud du Massif Central et aux Alpes. Près de la Méditerranée, encore des éclaircies. Sur les autres régions, ciel très variable et temps plus frais : 5 à 7 degrés seulement au lever du jour. Une nouvelle zone de pluie s'abaisse au nord-est de la Seine. Sur la moitié nord, il ne fera pas plus de 15 à 16 degrés l'après-midi. Sur les régions méridionales, le vent de nord chassera la zone d'averses vers la Méditerranée, permettant aux éclaircies de se développer largement.

Il fera 18 à 20 degrés sur le Sud-Ouest, 22 degrés près de la Méditerranée. Des orages isolés menaceront d'éclater en Corse.

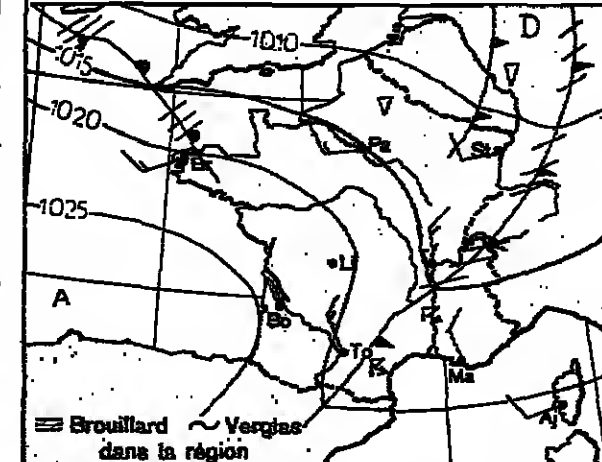
La pression atmosphérique réduite au minimum de la nuit du 10 octobre 1983, était, à 7 heures, de 1 016,9 millibars, soit 762,7 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 7 octobre ; le second le minimum de la nuit du 7 octobre au 8 octobre) : Ajaccio, 23 et 13 degrés ; Biarritz, 22 et 11 ; Bordeaux, 20 et 8 ;

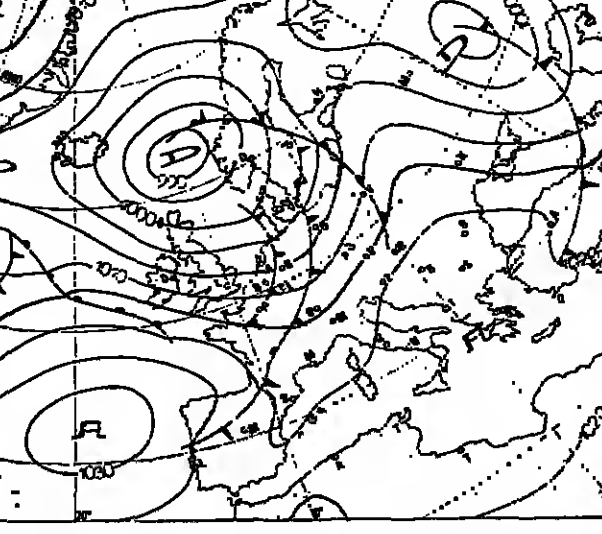
Bourges, 17 et 13 ; Brest, 17 et 13 ; Caen, 16 et 14 ; Cherbourg, 15 et 13 ; Clermont-Ferrand, 18 et 5 ; Dijon, 14 et 12 ; Grenoble, 17 et 9 ; Lille, 15 et 13 ; Lyon, 14 et 11 ; Marseille-Marguane, 22 et 11 ; Nancy, 14 et 12 ; Nantes, 17 et 14 ; Nice-Côte d'Azur, 23 et 16 ; Paris-Le Bourget, 16 et 13 ; Pau, 21 et 9 ; Perpignan, 25 et 15 ; Rennes, 16 et 13 ; Strasbourg, 14 et 13 ; Tours, 15 et 13 ; Toulouse, 21 et 7 ; Pointe-à-Pitre, 32 et 24.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 28 et 13 degrés ; Amsterdam, 15

PRÉVISIONS POUR LE 11.10.83 DÉBUT DE MATINÉE



PRÉVISIONS POUR LE 11 OCTOBRE A D HEURE (G.M.T.)



Bourges, 17 et 13 ; Brest, 17 et 13 ; Caen, 16 et 14 ; Cherbourg, 15 et 13 ; Clermont-Ferrand, 18 et 5 ; Dijon, 14 et 12 ; Grenoble, 17 et 9 ; Lille, 15 et 13 ; Lyon, 14 et 11 ; Marseille-Marguane, 22 et 11 ; Nancy, 14 et 12 ; Nantes, 17 et 14 ; Nice-Côte d'Azur, 23 et 16 ; Paris-Le Bourget, 16 et 13 ; Pau, 21 et 9 ; Perpignan, 25 et 15 ; Rennes, 16 et 13 ; Strasbourg, 14 et 13 ; Tours, 15 et 13 ; Toulouse, 21 et 7 ; Pointe-à-Pitre, 32 et 24.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 28 et 13 degrés ; Amsterdam, 15

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

AUTOMOBILE

Lada Niva plein air

UN COCKTAIL FRANCO-SOVIÉTIQUE

Lancée en 1978, la Niva connaît depuis un succès grandissant. De dimensions moyennes, dotée d'une bonne capacité de franchissement, elle est présentée à un prix attractif (47 000 F), son principal atout. Peu importent dès lors le caractère spartiate et le triste aspect général de la voiture.

L'importateur français de ce modèle soviétique, la société Poch, désireuse d'étendre la gamme de ce modèle, s'est associée avec un constructeur afin de produire un modèle « plein air », d'aspect plus esthétique. Le cabriolet initialement prévu ne permettait pas de respecter la philosophie commerciale de la marque. La « plein air » n'est donc que partiellement découvrable.

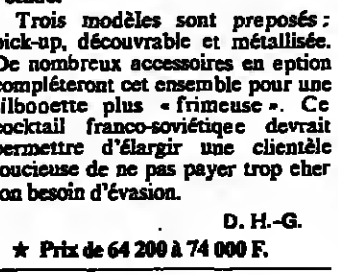
Le pavillon avant dispose d'un toit ouvrant et, à l'arrière, des rideaux s'ouvrent et se ferment à l'aide d'un système à commande électrique. Ce modèle reprend par ailleurs les équipements de série et la mécanique de la Niva. Seule la version utilitaire deux places est actuellement disponible, la quatre places, qui supportera un taux de T.V.A. normale, étant à l'étude.

Trois modèles sont proposés : pick-up, découvrable et métallisé. De nombreux accessoires en option compléteront cet ensemble pour une silhouette plus « frimeuse ». Ce cocktail franco-soviétique devrait permettre d'élargir une clientèle soucieuse de ne pas payer trop cher son besoin d'évasion.

D. H. G.

* Prix de 64 200 à 74 000 F.

LES ÉMAUX NOIRS de JACQUES GAUTIER



Clique d'oreilles en email noir 36, rue Jacob, PARIS-6 - 250-84-33

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du dimanche 9 octobre 1983 :

DES DÉCRETS

● Apportant aux dispositions du code général des impôts les adaptations rendues nécessaires par les dispositions de l'article 2-VIII de la loi de finances pour 1983 du 29 décembre 1982 relatif à la suppression de la notice de chef de famille.

● Portant incorporation dans le livre des procédures fiscales de divers textes modifiant et complétant certaines dispositions de ce livre.

● Modifiant le décret du 15 janvier 1957 fixant le taux des allocations d'aide sociale dans les départements d'outre-mer.

● Modifiant le décret du 17 janvier 1980 fixant le statut des chercheurs contractuels de l'Institut national de la santé et de la recherche médicale.

PROTECTION SOCIALE

EXONÉRATION DU FORFAIT HOSPITALIER POUR LES ENFANTS HANDICAPÉS

M. Pierre Bérégovoy, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, vient de donner des instructions afin d'étendre l'exonération du forfait hospitalier à l'ensemble des enfants handicapés, qu'ils soient placés en établissements sanitaires ou en établissements sociaux.

Au moment de leur entrée dans un établissement, les enfants seront examinés par le médecin-conseil de la sécurité sociale qui pourra reconnaître leur handicap à partir des critères appréciés par les commissions départementales de l'éducation spéciale. Naturellement, les enfants déjà reconnus handicapés par la commission de l'éducation spéciale seront automatiquement exonérés du forfait hospitalier.

Pour les enfants actuellement hébergés, les médecins-conseils examineront les dossiers et accorderont les exonérations.

L'exonération du forfait hospitalier sera également étendue aux enfants prématurés placés dans un centre spécialisé, aux nouveau-nés hospitalisés au cours de leur premier mois, et aux femmes enceintes hospitalisées avant leur congé de maternité.

EN BREF

CONFÉRENCES

HENRI QUEUILLE ET LE RADICALISME. — L'historien Eric-Marie de Fiquelmont suivra le cycle de rentrée de la Société d'histoire du radicalisme par une conférence sur le thème « Henri Queuille : le radicalisme du terroir », jeudi 13 octobre à 18 h 15 au Centre de recherches de l'université de Paris-1, 9, rue Maïther, Paris (4^e).

MARCHÉS PUBLICS

JOURNÉE D'INFORMATION SUR L'ACHAT PUBLIC. — La préfecture de Paris, soucieuse de mieux faire connaître les besoins de l'administration et les procédures d'accès aux marchés publics, organise pour la deuxième année consécutive, mercredi 12 octobre, une journée d'information sur l'achat public. Elle s'adresse aux petites et moyennes entreprises qui, par manque d'information ou par crainte d'entrer dans un système qui semble complexe, ne participent pas suffisamment à ces marchés.

* Préfecture de Paris, 17, boulevard Morland, 75013 Paris, celex 04. Tél. : 277-15-50, poste 3854.

UNIVERSITÉ

DÉROGATION AUX DATES D'INSCRIPTION. — L'université de Paris-III signale que, par dérogation aux dates limites d'inscription, des places sont encore disponibles en première année dans les disciplines suivantes : italien, arabe, arabe (initiation), hébreu, lettres modernes, théâtre expression et communication, allemand B. Et en DEUG de langues étrangères appliquées (L.E.A.), anglais-portugais, anglais-italien, anglais-arabe, ainsi que, anglais-russe, anglais-japonais, anglais-chinois.

* Cellule d'information et d'orientation (C.I.O.) — Service de la scolarité — Centre Censier, 13, rue de Santeuil — Paris Cédex 05.

PARIS EN VISITES — MERCREDI 12 OCTOBRE

« La mosquée de Paris racontée aux jeunes », 14 h 30, place du Puits-de-l'Ermitte.

« Le temple de l'Oratoire », 15 heures, rue Saint-Honoré, M^{me} Bouquet des Champs.

« Faubourg Poissonnière », 15 heures, 2, rue du Faubourg-Poissonnière, M^{me} Dubessy.

« Histoire de la médecine parisienne », 15 heures, square Viviani, M^{me} Pennec.

« Hôtel de Sully », 15 heures, 62, rue Saint-Antoine, M. Serres (Chaise nationale des monuments historiques).

« Musée de Cluny », 15 heures, 6, place Paul-Painlevé, M^{me} Allaz.

« La place des Victoires et la place Vendôme », 15 heures, centre de la place des Victoires, M^{me} Brosseau.

« Hôtel des Arquevêques de Sens », 14 h 30, place du Puits-de-l'Ermitte (Approche de l'art).

« Hôtel Lantier », 15 heures, 17, quai d'Anjou (Arcs).

« Musée Cognac-Jay », 14 h 30, 25, boulevard des Capucines (Art et promenades).

« Le Marais », 20 h 30, métro Pont-Marie (Les Filanciers).

« L'école Boule », 14 h 30, 9, rue Pierre-Bourdan, M^{me} Hauller.

« La crypte de Notre-Dame », 15 heures, entrée, P.-Y. Jaslet.

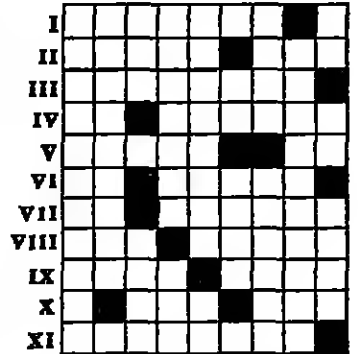
« Les catacombes », 14 h 30, 2, place Daubert-Rochereau (Paris et son histoire).

« Les Batignolles », 14 h 30, métro Brochant (Paris pittoresque et insolite).

« Le Marais », 14 h 30, métro Saint-Paul (Régénération du passé).

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3555



HORIZONTALEMENT

I. Le secret de la réussite. — II. Résultat d'une coupe. Est souvent obligé de supporter des variations. — III. Finissent souvent par arriver à nos oreilles. — IV. Nete. Accuse donc ou acquitte. — V. Le cœur d'une poupée bien roulée. Le tombeau de ces dames. — VI. Dans le cratère. Évoque une aspiration d'enfant. — VII. Personnel. Loin d'être lâche. — VIII. S'impose, de nos jours, plus par goût que par obligation. Esquise naturelle. — IX. Se mit sa famille à dos. Moyeu de transport. — X. Ecrivain polonais. Lettres qui nous mettent au courant. — XI. Corridor pour remettre dans le droit chemin.

VERTICALEMENT

1. Point de suspension. — 2. Telles des mines défaits. — 3. Tapa donc du pied. Avec lui, cela barde ! — 4. Économie de paroles. Abréviation universitaire. — 5. Soit autel indispensables pour jouer du piston du tambour. Personnel. — 6. Portion de trépas. Finiras donc par se déplacer. — 7. Il n'y a que la peur qui puisse lui donner des ailes. On y fait du feu avant de tirer. — 8. Est ennuysée pour qui se rase. — 9. Est dur de la feuille. Manière d'être. On le double pour mieux le dépasser.

Solution du problème n° 3554

Horizontalement

I. Avertissements. — II. Céréal. Navires. — III. Came. Lest. Oc. — IV. Oul. Ru. Rassure. — V. Trésore. Et. — VI. Dicu. Epave. Té. — VII. Es. Tréner. Esus. — VIII. USA. An. Le. — IX. Rudesse. Nic. Tir. — X. Eire. Ennuys. — XI. Ases. Désuet. Col. — XII. Gers. Pale. — XIII. Ou. Dedans. Ios. — XIV. Indolent. Décrit. — XV. Riens. Tisanère.

Verticalement

1. Accordéur. Avoir. — 2. Veau. Issues. Uni. — 3. Ermit. Adieu. De. — 4. Ré. Rut. Eros. Doe. — 5. Ta. Ré. Rasé. Sels. — 6. Illusions. De. — 7. Sec. Élegant. — 8. Réel. Sent. — 9. Entrepreneurs. — 10. Ma. Ara. Iels. Da. — 11. Evasivement. Sen. — 12. Ni. Sés. Ch. — 13. Trous. Urticaire. — 14. Secrets. Isoloir. — 15. Eté. Or. Leste.

GUY BROUTY.

PARIS EN VISITES —

MERCREDI 12 OCTOBRE

« La mosquée de Paris racontée aux jeunes », 14 h 30, place du Puits-de-l'Ermitte.

« Le temple de l'Oratoire », 15 heures, rue Saint-Honoré, M^{me} Bouquet des Champs.

« Faubourg Poissonnière », 15 heures, 2, rue du Faubourg-Poissonnière, M^{me} Dubessy.

« Histoire de la médecine parisienne », 15 heures, square Viviani, M^{me} Pennec.

« Hôtel de Sully », 15 heures, 62, rue Saint-Antoine, M. Serres (Chaise nationale des monuments historiques).

« Musée de Cluny », 15 heures, 6, place Paul-Painlevé, M^{me} Allaz.

« La place des Victoires et la place Vendôme », 15 heures, centre de la place des Victoires, M^{me} Brosseau.

« Hôtel des Arquevêques de Sens », 14 h 30, place du Puits-de-l'Ermitte (Approche de l'art).

« Hôtel Lantier », 15 heures, 17, quai d'Anjou (Arcs).

« Musée Cognac-Jay », 14 h 30, 25, boulevard des Capucines (Art et promenades).

« Le Marais », 20 h 30, métro Pont-Marie (Les Filanciers).

« L'école Boule », 14 h 30, 9, rue Pierre-Bourdan, M^{me} Hauller.

« La crypte de Notre-Dame », 15 heures, entrée, P.-Y. Jaslet.

« Les catacombes », 14 h 30, 2, place Daubert-Rochereau (Paris et son histoire).

« Les Batignolles », 14 h 30, métro Brochant (Paris pittoresque et insolite).

« Le Marais », 14 h 30, métro Saint-Paul (Régénération du passé).

SOURDS OU MALENTENDANTS

Deux jours pour vous à la Mutuelle de la Presse

Le service d'acoustique de la Mutuelle nationale de la presse et du livre, 28, rue de Turbigo, Paris (2^e), organise les lundi 17 et mardi 18 octobre 1983 des journées gratuites d'assistance technique et d'information.

M. Lecoq, directeur du service d'optique-acoustique, s'est adjoint le concours de techniciens spécialisés qui effectueront la révision, le contrôle, le réglage de votre appareil, quelle qu'en soit la marque.

Un nouvel appareil, ultra-miniaturisé, sera présenté. Prendre rendez-vous avec M. Lecoq à la M.N.P.L. au 233-21-89 (poste 175).

THÉÂTRE

CARMELLO BENE JOUE MACBETH

Paradoxes de l'acteur

Le Théâtre de Paris présente, du 11 au 16 octobre, pour le Festival d'automne, un *Macbeth*. Les mots sont de Shakespeare, le spectacle de Carmelo Bene. Il n'est pas venu à Paris depuis 1977 et c'était déjà pour le Festival d'automne, avec *SADE* et un *Roméo et Juliette* étonnant pour ceux qui ne le connaissent pas à travers ses films (*Notre Dame des Turcs*, *Salomé*, *Un Homme de plus...*). Éclatements bigarrés de mots et de couleurs, que Carmelo Bene, sur scène, rassemble en lui, en sa personne. Il est l'acteur au superlatif, créateur de poésie, d'angoisse et de paradoxes, dont il joue arguement. Entre *Roméo et Juliette* et *Macbeth*, il a joué *Othello* et disait que c'était son dernier spectacle de théâtre. Pourtant, il est revenu à Shakespeare, qui lui vaut à chaque rencontre le Prix du meilleur comédien et du meilleur spectacle. A nouveau, il vient de l'obtenir avec ce *Macbeth*.

« J'avais déclaré qu'après *Othello* j'arrêterais le théâtre, dit Carmelo Bene, c'est vrai j'ai manqué des sortes de réclames — Byron, Halden, Leopardi... — avec de la musique. Et puis je suis revenu à Shakespeare, avec *Macbeth*. L'écriture est plus dure que celle d'*Othello*. Je voudrais éviter le mot « barbare » : la métrique est plus scandée, plus forte. C'est une pièce brève, campée de phrases essentielles. On l'a beaucoup jouée cette année en Italie. Je ne comprends pas pourquoi, pour moi, ils ne comprennent pas qu'on ne peut pas jouer *Macbeth*. On ne peut pas jouer, il faut être *Macbeth*.

« La pièce ne dit rien à propos de politique, de pouvoir, de passion. Non, ça, ce sont des trouvailles annexes. Elle dit le dégoût du projet. N'importe quel projet, *Macbeth* se situe au-delà de la solitude. Ce n'est pas la solitude absolue, c'est ce qui arrive quand on en a dépassé le seuil, pour autant qu'on puisse concevoir cet état.

« *Macbeth* dit le refus, il est dirigé par la volonté de Lady *Macbeth*. Cette femme est sans double, une part de lui qui veut, tandis que l'autre part voit la stupidité de vouloir, de projeter une action. C'est comme jouer, à quel bon ? et pourtant, il le fait. Il faut continuer à forcer les portes à coups d'épée, à se débattre.

« On joue en même temps la tragédie et sa parodie, qui s'annule, et reste le pathétique, au sens étymologique, quelque chose qui touche ou

grotesque et s'en arrache, montre le sombre malheur d'être là, le désarroi de l'acteur. Seul l'imaginaire l'oblige.

« Je vais donner un exemple : *Macbeth* dit le pansage qui protège son bras blessé. On imagine qu'il est blessé. Doucement, il déroule le pansage, voit du rouge, les traces du sang. Normalement, plus il déroule la bande et s'approche de la blessure, plus les marques sanglantes devraient s'élargir. Là, le contraire arrive, et, à la fin, le pansage est propre. Comme si c'était le tissu qui était blessé et non la chair.

« L'illusion, l'illusion théâtrale — celle de *Macbeth*, — relève du besoin orgueilleux de sauvegarder cet état du matin — entre le bien et le mal, — ces quinze minutes incertaines que dure l'éveil. Juste avant, on pense au suicide, et il suffit d'une tasse de café pour entrer dans le quotidien.

« Mais le spectacle n'a rien à voir avec la psychanalyse, la psychologie, l'avant-garde. C'est un concert avec des voix manipulées électroniquement, des sons, du Verdi. Plus le malaise d'être, de jouer une histoire, alors qu'il y en a toujours d'autres plus importantes à raconter. Toutes ces histoires manquées... Ah ! que j'aime les trépas perdus ! », écrivait Jules Laforgue.

COLETTE GODARD.

* Théâtre de Paris, du 11 au 16 octobre, 20 h 30, et au T.N.F., à Villeurbanne, du 19 au 21 octobre.

A AUBERVILLIERS
UNE PIÈCE FRANÇAISE

Non traduite en français

« Comment dit-on « rose » en français ? » demande le professeur (sadique) à l'étudiante (terrorisée). La scène a lieu en France, et le lycée, le professeur, l'élève sont français. C'est un passage de la pièce de Ionesco, *La Leçon*.

La question, géniale, « Comment dit-on « rose » en français ? », jette la malheureuse étudiante dans une panique entière. Sous ses pieds, elle sent un abîme. La question ne peut pas ne pas cacher un piège, qu'elle ne distingue pas. Elle est convaincue que, si elle répond « rose », elle chope un zéro.

Comment ne pas penser à cette invention superbe de Ionesco en écoutant la pièce du Québécois Michel Garneau, *Émile ne sera plus jamais cueilli par l'amémone* ?

Car cette pièce de Michel Garneau a été écrite à Montréal en français, tout au moins dans « un » français, le français employé de nos jours par les écrivains du Québec. Et cette pièce, un dialogue d'intention poétique et philosophique entre la poétesse américaine Emily Dickinson (1830-1886) et sa sœur Uránia, « dit » sans doute quelque chose, là-bas, au Québec, quand les spectateurs québécois reçoivent ce dialogue « français » avec leurs oreilles de Québécois, le mot « rose » (supposons) se manifestant dans tout un enchevêtrement d'habitudes, de passé, de choses quotidiennes ou séculaires, de culture, propres au Québec.

Mais cette pièce, écrite en français de là-bas, n'a pas été traduite en français d'ici, et ici, à Aubervilliers, elle signifie très peu, très faiblement. N'apparaissent que des propos quelconques, faibles, sur la mort (sujet très couru), sur la musique, etc.

Michel Garneau et le metteur en scène, Gabriel Garran, n'ont pas voulu savoir comment on dit « rose » en français. Et les deux comédiennes, émigrées, de première grandeur, Emmanuelle Riva et Nelly Borgeaud, se passent l'une à l'autre ces phrases incolores, sans contenu, écrites dans un français fantôme. Une pénible épreuve.

« Rose, en français, se dit rose », dit le professeur, vert de rage, affreux, à l'étudiante morte de trouille, qui voit bien que les deux « roses » sont incompatibles. Bref, Michel Garneau doit consulter un dictionnaire bilingue français-français et récrire sa pièce.

MICHEL COURNOT.

* Théâtre de la Commune, Aubervilliers, A 20 h 30.

CINÉMA

« VIVE LA SOCIALE ! », de Gérard Mordillat

La complainte des braves gens

Gérard Mordillat, après avoir trempé avec un tiers complice, Nicolas Philibert, dans une sorte de cinéma-vérité sur les patrons, *la Voix de son maître*, il y a cinq ans, prend aujourd'hui le taureau par les cornes et occupe seul tout l'écran, tout le dialogue, la vie, pour son *alter ego* Maurice, c'est le cinéaste, d'une part, la politique, de l'autre. Gérard Mordillat avait dix-huit ans en 1968, il ne l'oubliera jamais. Comme il s'oublie pas son éducation communiste, une éducation d'ambiance prolétarienne, et surtout, surtout, le plaisir du film, des films.

Le cinéma, c'est d'abord une certaine façon de rigoler, avec Jacques Tati, avec Jacques Prévert — l'allusion, la citation explicite de *Les quatre cents coups*, Alain Bombard, l'ex-naufraque volontaire, qui assure la liaison avec le socialisme actuel en secouant sa barbière. Et les actualités, le cinéma aux apparences de cinéma-vérité. Assez pathétiques, ces très anciennes actualités triomphalistes sur la guerre d'Algérie où

prétend parler la voix du bon sens, ou la mort vécue presque en direct, au petit écran, de Salvador Allende au Chili en 1973.

Ni document, ni documentaire, *Vive la sociale !* témoigne pour une petite France au ras des pâquerettes, bourru, tendre, qui préfère rire de peur d'avoir à en pleurer. A commencer par ce vingtième arrondissement où les deux Maurice, les héros du film et son auteur (Maurice-Gérard Mordillat, pour être complet), ont grandi et n'en ont jamais fait qu'à leur tête.

Comme dans *la Voix de son maître*, Mordillat a juxtaposé, collé bout à bout, mille petits détails cocasses plus que racontés une histoire. La vérité éclate par la tangente, tout est illusion au royaume bête du faux-semblant, du faux parlé, du faux vu. Le cinéaste, Fellini du pauvre, par Maurice interposé, nous assène ses vérités et va même jusqu'à nous regarder à plusieurs reprises droit dans les yeux. Les copains et copines, et d'abord François Cluzet et Elisabeth Bourgine, sont impatients. Jean-Pierre Cassel, dans une parodie d'Yves Montand, casse avec bagout la vaisselle et les slogans en tout genre.

LOUIS MARCORELLES.

« POUSSIÈRE D'EMPIRE », de Lâm-Lê

Rencontre des nuages et du dragon, il y a trois ans à Cannes, nous révèle un tempérament et un regard. *Poussière d'Empire* confirme l'ambition d'un cinéaste très personnel qui, né dans l'ancienne Indochine, parvient en France très jeune, pour étudier aux Beaux-Arts, à l'Institut du théâtre, et enfin découvrir le cinéma : « Le grand cinéma est fait d'une grande tricherie » (*le Monde* du 8 septembre). Carte blanche à l'émigration, au cinéma tourné presque image par image.

Deux cultures, deux civilisations, deux pouvoirs, et, derrière, Lâm-Lê le réalisateur, qui tire seul les ficelles, arbitre souverainement. D'un côté, la culture de l'homme blanc, de la femme blanche, lui sergent baroudeur (Jean-François Stévenin), elle mondaine détroquée, porteuse d'évangile (Dominique Sanda). L'Indochine dans les années 50. De l'autre, des maquisards qui occupent progressivement le terrain, une grand-mère attentive,

un curieux jeu d'échecs, vu à distance par un petit garçon anamite qui assure la liaison : un message à remettre de la part d'un maquisard à sa bien-aimée.

Message qui suivra les détours d'une histoire nourrie d'oubli, partira avec les Blancs vers la France : l'Indochine devient le Vietnam, simple souvenir pour Marguerite Duras et tant d'autres. Un paquebot et ses mondanités dérisoires. Paris, le temps qui file, jusqu'au plat aujourd'hui. Le souvenir qui demeure, et le message, ultimement dérivé.

Derrière les contorsions de la politique, Lâm-Lê chante un amour intemporel, la permanence d'une culture, d'un passé, d'un héritage. Son compatriote, Nguyễn Thiến Đức, l'auteur de la musique, également réfugié en France il y a bien longtemps, dit avec ses moyens propres à peu près la même chose.

LOUIS MARCORELLES.

MUSIQUE

THEODOR GUSCHLBAUER, A STRASBOURG

Rêve et idéal

Theodor Guschlbauer avait laissé une partie de son cœur en France où Louis Erlo lui avait confié en 1969 (il avait trente ans) son premier poste important, celui de directeur de la musique de l'Opéra de Lyon. Retourné dans son pays en 1975 pour occuper les mêmes fonctions à Linz, avec de grandes randonnées dans les pays germaniques, à Hambourg et à Vienne notamment, il n'a pu résister à l'appel de Strasbourg où, à cheval sur le Rhin en quelque sorte, il mariera les deux cultures qui l'ont nourri.

Il prend la tête du magnifique orchestre philharmonique de longue tradition dont Alain Lombard a fait, ces dernières années, un des tout premiers de France, et le concert inaugural de la saison (après un superbe programme contemporain pour Musica 83) témoigne de l'accord immédiat qu'il a trouvé avec ses musiciens.

La *Passacaille* op. 1 de Webern, ouverture qui ne manquait pas d'audace, captivait dans son parcours souple et souterrain où fleurissaient tant de belles phrases émuantes, soupireuses, chaleureuses, et de soudains éclats lyriques révélant la puissance du courant intérieur maintenu sous tension par Guschlbauer. Pour le *Concerto en mi bémol* K. 482 de Mozart, qui débute dans le style d'une grande fête ebez Don Giovanni, et évoque par avance dans le final une page merveilleuse de *Costi fan tutte*, il y avait toute la connivence viennoise entre Guschlbauer et Paul Badura-Skoda, dont

les mains semblaient jouer avec l'eau claire d'un ruisseau ; peut-être le grand pianiste est-il si familier de Mozart qu'il en oublie parfois de moduler assez profondément ses phrases qui lui paraissent transparentes ; mais que de beaux dialogues avec cet orchestre aux cordes d'une étoffe soyeuse, aux vents savoureux, dans l'andante, en vagues surtout, admirablement déployés !

La *Symphonie en ut* de Schubert, enfin, déroulait ses grands cortèges de rêve et d'idéal avec un fougueux lyrisme dans le scherzo notamment. Mais il faut faire la part de l'acoustique du beau Palais de la musique où, lorsqu'on est placé loin de l'orchestre, les cuivres surélevés par rapport aux cordes écrasent celles-ci sans pitié.

L'orchestre et son chef se retrouveront aussi à l'Opéra du Rhin dont Guschlbauer a été nommé directeur de la musique. Ils ne manqueront pas d'affiner encore leurs rapports.

JACQUES LONCHAMPT.

● L'actrice américaine Joan Hackett est morte à Los Angeles le samedi 8 octobre. Elle était âgée de quarante-neuf ans.

● A l'occasion du vingtième anniversaire de la mort de Jean Cocteau et en hommage aussi à Edith Piaf, un concert est organisé le 11 octobre à 20 h 45, à l'église Saint-Eustache (Paris 1^{re}). Au programme, la *Messe en si* de Jean-Sébastien Bach.

PHOTO

Pistils

Jean-Claude Larrieu a entrepris, il y a déjà trois ans, une série qu'il intitule « Les pistils », et qui n'aurait été que salace, ou qui serait restée une idée spectaculaire si une sorte de miracle, le temps affirmant, ne s'était glissé entre elle et sa réalisation, entre le photographe et son modèle, entre le photographe, son appareil et son modèle et, surtout, entre le modèle et lui-même.

Il s'agit de photos accolées deux par deux, et prises à un intervalle court, pendant lequel le photographe a laissé seul son modèle... Le lieu est ordinaire, comme sur presque toutes les photos de Jean-Claude Larrieu : papiers à fleurs, cuisines, entrepôts, un éclairage réel qui n'embellit pas. Un pacte est passé entre le photographe et son modèle, une commande intime : une première photo est prise d'un nu masculin, en pied ; le regard doit fixer l'objectif. Le cadre est pratiquement fixe, il ne bougera pas. Le photographe s'esquive et reforme la porte sur la modèle qui doit accomplir d'une façon ou d'une autre ce qui constitue l'exploit du contrat : une direction. L'objectif aussi ferme les yeux, un temps suspendu dans le secret s'établit entre les deux temps de pose. Le modèle rappelle le photographe lorsqu'il est prêt, ou qu'il a renoncé. La seconde photo est prise.

Le sexe, on le voit à peine sur ces photos, il y en a une vingtaine côte à côte et il est devenu quelque chose d'aussi ramassé, de blanc, ou peu remarquable qu'un montant de porte, un robinet de cuisine, une ligne de lumière. Le corps, sa beauté, sa carrure, sa stature sont, aussi, presque escamotés. On ne voit que le regard. On le retrouve comme après une lutte. Il a changé du tout au tout : un regard droit, frontal, buté, appréhensif, conscient, s'est effondré, comme s'il était fait d'un milliard de petites billes qui tout à coup roulent en chute libre, et s'éclairent, s'ouvrent, des rides apparaissent, la bouche s'entrouvre malgré elle, la position de la tête s'est modifiée, elle a élan, elle dégringole, tout ce que le modèle refusait à son image de sa propre vérité sur et fourmillement, une confiance inouïe, un sourire dénué. Ou alors le masque se crispe pour ne pas se défaire, ou inversement ce qui semblait intelligence se renverse en ce qui semble bêtise, la dureté éclot d'une douceur.

On n'a peut-être jamais vu une telle humanité sur une photo. Ce n'est pas de la pornographie : c'est de la sorcellerie. Au-delà d'elle-même, la chair dévrière une tranchée d'âme. L'opération a été du regard sur un bandeau transparent : les pupilles n'ont plus de butoir et l'on passe par elles comme par une porte enfin ouverte, voilà le viol.

HERVÉ GUIBERT.

* Galerie Agathe Gallard, 3, rue du Pont-Louis-Philippe, Paris 4^e. Jusqu'au 19 novembre.

VARIÉTÉS

Le classicisme de Juliette Gréco

Trente-trois ans que Juliette Gréco chante, que, sur scène, avec sa manière d'être féminine, tendre et vulnérable, fragile et secrète, l'ancienne muse de Saint-Germain-des-Près vit, tremble, pleure, rit.

L'aventure de Gréco a commencé, on le sait, à la Libération. Elle avait déjà la silhouette noire et elle faisait partie avec Boris Vian et elle entre dans la chanson, ses parais pour nous Jean-Paul Sartre (*la Rue des Blancs-Manteaux*) et Raymond Queneau (*Si tu l'imagine*). Mais Juliette Gréco élargit assez vite son image, et, dans des textes comme *Je suis comme je suis*, elle donne à la femme son droit à la disposition d'elle-même.

Gréco a gardé les mêmes idées, les mêmes battements de cœur, les mêmes amitiés, les mêmes auteurs de chansons (Vian, Queneau, Sartre, Prévert, Brel, Fanon, Seghers, Gougaud).

Juliette Gréco est devenue une sorte de « classique » de la chanson française. Consciencieusement ou non, elle se présente ainsi sur le plateau de l'Espace Cardin. Et voilà comment on peut lui rendre visite dans un spectacle de music-hall traditionnel, avec une première partie composée du théâtre fantastique de Richard Zachary et du chanteur Gérard Berliner, connu par le titre *Louise*.

Les chansons de Berliner écrites avec le parolier Fraak Thomas, constituent la belle œuvre. Mais le ton mélodramatique et boursoufflé du chanteur, sa manière de se situer entre les crânières d'Alain Barrière et l'affolement insupportable, ne rendent pas la soirée agréable.

CLAUDE FLÉOUTER.

* Espace Cardin, 20 h 30.

MERCREDI
EUROGROUP PRESENTATION ESSENTIELLE
GERTRUD
UN FILM DE CARL TH. DREYER
UN CLASSIQUE ESSENTIEL

EUROGROUP film invite les lecteurs du MONDE à une projection exceptionnelle en avant-première du film de BRUCE BERESFORD.

Tender Mercies

« Sélection officielle CANNES 1983 »
avec Robert DUVALL et TESS HARPER
le mardi 18 octobre 1983, à 20 h 30
au Cinéma Gaumont Ambassade
50, avenue des Champs-Élysées - 75008 PARIS

Les invitations seront envoyées au fur et à mesure de la réception des demandes, dans la mesure des places disponibles.



Invitation pour : 1 personne (*)
2 personnes

A retourner au MONDE
J.-F. COUVREUR, 5, rue des Italiens, 75427 PARIS CEDEX 09,
accompagnée d'une enveloppe AUTOCOLLANTE non timbrée
à vos nom et adresse.

(*) Rayer la mention inutile.

THEATRE DE LA VILLE

ANIMATEUR DIRECTEUR JEAN MERCIER

20 h 30

matinée dimanche 14 h 30

places 46 F et 72 F

11
représentations
exceptionnelles
les
céphéides

de

Jean-Christophe Bailly

mise en scène

Georges Lavaudant

par le

Centre Dramatique National des Alpes

18 h 30

une heure sans entracte 33 F

du mardi au samedi

premier rendez-vous

chanson

édith butler

2 place du Châtelet

- 274.22.77

DU LUNDI AU SAMEDI

à 21 heures

BOUFFES PARISIENS

4 rue de Valenciennes 75002 Paris - 396 80 24

LES

3 Jeanne

NOUVEAU SPECTACLE

مكتبة
الكتاب
العلمي

SPECTACLES

PHOTO

Pistils

Jean-Claude Lormeau a été élu à la présidence de la commission des spectacles de la ville de Paris. Il a été élu à la présidence de la commission des spectacles de la ville de Paris. Il a été élu à la présidence de la commission des spectacles de la ville de Paris.

Il a été élu à la présidence de la commission des spectacles de la ville de Paris. Il a été élu à la présidence de la commission des spectacles de la ville de Paris. Il a été élu à la présidence de la commission des spectacles de la ville de Paris.

Il a été élu à la présidence de la commission des spectacles de la ville de Paris. Il a été élu à la présidence de la commission des spectacles de la ville de Paris. Il a été élu à la présidence de la commission des spectacles de la ville de Paris.

Il a été élu à la présidence de la commission des spectacles de la ville de Paris. Il a été élu à la présidence de la commission des spectacles de la ville de Paris. Il a été élu à la présidence de la commission des spectacles de la ville de Paris.

Il a été élu à la présidence de la commission des spectacles de la ville de Paris. Il a été élu à la présidence de la commission des spectacles de la ville de Paris. Il a été élu à la présidence de la commission des spectacles de la ville de Paris.

Il a été élu à la présidence de la commission des spectacles de la ville de Paris. Il a été élu à la présidence de la commission des spectacles de la ville de Paris. Il a été élu à la présidence de la commission des spectacles de la ville de Paris.

Il a été élu à la présidence de la commission des spectacles de la ville de Paris. Il a été élu à la présidence de la commission des spectacles de la ville de Paris. Il a été élu à la présidence de la commission des spectacles de la ville de Paris.

Il a été élu à la présidence de la commission des spectacles de la ville de Paris. Il a été élu à la présidence de la commission des spectacles de la ville de Paris. Il a été élu à la présidence de la commission des spectacles de la ville de Paris.

Il a été élu à la présidence de la commission des spectacles de la ville de Paris. Il a été élu à la présidence de la commission des spectacles de la ville de Paris. Il a été élu à la présidence de la commission des spectacles de la ville de Paris.

Il a été élu à la présidence de la commission des spectacles de la ville de Paris. Il a été élu à la présidence de la commission des spectacles de la ville de Paris. Il a été élu à la présidence de la commission des spectacles de la ville de Paris.

Il a été élu à la présidence de la commission des spectacles de la ville de Paris. Il a été élu à la présidence de la commission des spectacles de la ville de Paris. Il a été élu à la présidence de la commission des spectacles de la ville de Paris.

Il a été élu à la présidence de la commission des spectacles de la ville de Paris. Il a été élu à la présidence de la commission des spectacles de la ville de Paris. Il a été élu à la présidence de la commission des spectacles de la ville de Paris.

Il a été élu à la présidence de la commission des spectacles de la ville de Paris. Il a été élu à la présidence de la commission des spectacles de la ville de Paris. Il a été élu à la présidence de la commission des spectacles de la ville de Paris.

Il a été élu à la présidence de la commission des spectacles de la ville de Paris. Il a été élu à la présidence de la commission des spectacles de la ville de Paris. Il a été élu à la présidence de la commission des spectacles de la ville de Paris.

Il a été élu à la présidence de la commission des spectacles de la ville de Paris. Il a été élu à la présidence de la commission des spectacles de la ville de Paris. Il a été élu à la présidence de la commission des spectacles de la ville de Paris.

Il a été élu à la présidence de la commission des spectacles de la ville de Paris. Il a été élu à la présidence de la commission des spectacles de la ville de Paris. Il a été élu à la présidence de la commission des spectacles de la ville de Paris.

Il a été élu à la présidence de la commission des spectacles de la ville de Paris. Il a été élu à la présidence de la commission des spectacles de la ville de Paris. Il a été élu à la présidence de la commission des spectacles de la ville de Paris.

Il a été élu à la présidence de la commission des spectacles de la ville de Paris. Il a été élu à la présidence de la commission des spectacles de la ville de Paris. Il a été élu à la présidence de la commission des spectacles de la ville de Paris.

Il a été élu à la présidence de la commission des spectacles de la ville de Paris. Il a été élu à la présidence de la commission des spectacles de la ville de Paris. Il a été élu à la présidence de la commission des spectacles de la ville de Paris.

Il a été élu à la présidence de la commission des spectacles de la ville de Paris. Il a été élu à la présidence de la commission des spectacles de la ville de Paris. Il a été élu à la présidence de la commission des spectacles de la ville de Paris.

Il a été élu à la présidence de la commission des spectacles de la ville de Paris. Il a été élu à la présidence de la commission des spectacles de la ville de Paris. Il a été élu à la présidence de la commission des spectacles de la ville de Paris.

théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

LE ROSE MEURT. - Marnais (278-03-53), 20 h 30.
PALESTINE DUPEUT. - Déjazet (271-82-48), 20 h 30.
RICHARD II. - Courcous du Soir (374-24-08), 18 h 30.
ABRACADABRACULA. - Huchette (326-35-99), 21 h 30.

Les salles subventionnées et municipales

COMÉDIE-FRANÇAISE (296-10-20), 20 h 30 : Victor ou les enfants au pouvoir.
BEAUBOURG (277-12-33), 20 h 30 : Les Femmes de bonne humeur.
RENAISSANCE-MUSÉE (21 h) : Colloque sur Erwin Panofsky / Claude Viala ; à partir de 12 h : Maurice Kagel ; Nouveaux Films Bp, 13 h : Sédal Alizawa ; 16 h : Je le prends, tu me prends en photo ; 19 h : Mission Ténor.

CARRÉ SILVIA-MONFORT (531-28-34), 20 h 30 : Autour de Bratslav.

Les autres salles

A DEJAZET (887-97-34), 20 h 30 : L'Amour en visages.
ARTS-HÉBERTOT (387-23-23), 20 h 30 : La Difficulté d'être ; 21 h : La Prisonnière à l'ombre.

BOUFFES PARISIENS (296-60-24), 21 h : Les Trois Jeunes.
COMÉDIE DE PARIS (281-00-11), 20 h 30 : Fata Morgana.

COMÉDIE-CAUMARTIN (742-43-41), 21 h : Revers dominé à l'Élysée.

DAUNOU (261-69-14), 21 h : La Chénille.
HUCHETTE (326-38-99), 19 h 30 : La Cantatrice chauve ; 20 h 30 : La Légende.

LUCERNAIRE (544-57-34), 19 h 30 : Calamar ou le supplice de Pierre ; 20 h 30 : Émission ; 22 h 30 : Bobby Lapointe ; 11 h 30 : Les Fables de La Fontaine ; 20 h 15 : Visages de Cocteau.

POÏÈTE (18 h 30) : La Putain littéraire ; 19 h 45 : Mouvement vère ; 22 h 15 : Baudelaire du mal.

MAISON DE LA POÉSIE (236-27-53), 20 h 30 : D. Gelin et Norga.
MARIGNY-SALLE GABRIEL (225-25-75), 21 h : Les Sables Mômes.

NOUVEAUTES (770-52-76), 20 h 30 : L'Entourloupe.
PALAS-ROYAL (297-98-81), 20 h 30 : Poche - Montparnasse (548-92-97), 20 h 15 : La Dernière Bourse.

RENAISSANCE (208-18-50), 21 h : Théâtre de Boulevard.
TAI TH DRESSA (278-10-79), 19 h 30 : L'Écluse des jours ; 20 h 30 : Huis clos.

THÉÂTRE D'EDGAR (322-11-02), 20 h 15 : Les Babes en bois ; 21 h : Nous, on fait où on nous dit de faire.

THÉÂTRE A. BOURVILLE (373-47-84), 21 h : Les Dames de fer ; 22 h : Y'en a marre... et vous ?

THÉÂTRE DE DIX-HEURES (606-74-88), 18 h 30 : Histoire de Jover ; 21 h 30 : Arrivé de rive, ça va sauter ; 22 h 30 : Le Propriétaire.

THÉÂTRE DE LA PLAINE (842-32-25), 20 h 30 : Le Dîner bourgeois.
THÉÂTRE 13 (588-16-30), 21 h : L'Émoi d'amour.

Les cafés-théâtres

AU REC FIN (296-29-35), 20 h 30 : Tobi-Bé ; 21 h : Le Président.
BLANCS-MANTEAUX (887-15-84), 22 h 30 : Follie.

BEAUBOURGEOIS (272-08-51), 19 h 30 : La Spécialité.
L'ÉCLUSE (542-71-16), 20 h 30 : P. Fernandez ; 22 h : Gribouille.

Les chansonniers

CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (278-44-55), 21 h : François, j'ai mal à mes yeux.
DEUX ANES (606-10-26), 21 h : L'impôt et les os.

La danse

THÉÂTRE 18 (226-47-47), 20 h : Désir, désir.
THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (723-47-77), 20 h 30 : XXI^e Festival international de danse de Paris : The Joyce Trieler dance company.

V.O. : GAUMONT AMBASSADE FORUM/LES HALLES LES PARNASSIENS BONAPARTE - LUMIÈRE

CLINT EASTWOOD - **KYLE EASTWOOD** - **HONKYTONK MAN**

20 h 30 : Clint Eastwood, Kyle Eastwood, Honkytonk Man.

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles

« LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES »

281-26-20 +

(de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

Lundi 10 octobre

Le music-hall

BOBINO (322-74-84), 20 h 45 : M. Le Forrier.
ESPACE CARDIN (266-17-81), 20 h 30 : J. Gréco.
PALAIS DES GLACES (607-49-93), 21 h : Chappela.

Les concerts

CITE UNIVERSITAIRE Grand Théâtre, 20 h 30 : P. St. Leger, P. Binkley (Carulli, Schubert, Ibert...)
FIAP, 20 h 30 : G. Ch. Andrian (Bach, Beethoven, Chopin...)
RADIO-FRANCE Auditorium 105, 20 h 30 : Quatuor Vio, J. Hubeau (Vienna, Paganini, Brahms...)
SALLE PLEYEL, 20 h 30 : Orchestre Colonne, dir. : D. Russell Davies, sol. : J. Jarrett (Boulez, Barber, Brahms...)
ATHÉNÉE, 21 h : B. Christoff.
SALLE GAVEAU, 20 h 30 : L. Laskine, G. Caumont, H. Scher, C. Joly, G. Petit (homages à A. Gollés).

Jazz, pop, rock, folk

CAVEAU DE LA HUCHETTE (326-60-55), 21 h 30 : M. Saury.
FORUM (297-53-47), 21 h : J.-C. Matie, Art Zoy.
MEMPHIS MELODY (329-60-73), 21 h : A. Sanders.
PETIT JOURNAL (326-28-59), 21 h : Le Vieux Truc.
PETIT OPPORTUN (236-01-36), 21 h : M. Rogues, A. Jeanmarie, A. Cullaz, R. Portier.
28 RUE DUNOIS (584-72-00), 20 h 30 : A. Bosh Trio.

Les festivals

FESTIVAL INTERNATIONAL DE COMEDIE DELL'ARTE DU VAL-DE-MARNE
VILLEJUIF, R. R. Rolland (672-37-43), 20 h 30 : Deux mots avec Vittorio Gassman.

En région parisienne

IVRY, Th. des Quatreurs (672-37-43), 20 h 30 : Romance of Mexico.

cinéma

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La Cinémathèque

CHAILLOT (704-24-24) Relais.
BEAUBOURG (278-35-57) 15 h : L'Égypte, de M. Curtis ; 5^e Festival de Biarritz de film étranger et latino-américain ; 17 h 30 : Mises Univers du Pérou (Collectif de groupe Chuski) ; Lettre de Morsan (Collectif Sistema Radio Venecia) ; 19 h 30 : Yeux de chien, de A. Durant.

Les exclusivités

L'AMI DE VINCENT (Fr.) : Gaumont Hallé, 1^{er} (297-49-70) ; Relais, 2^e (233-56-70) ; Saint-Germain Studio, 3^e (633-63-20) ; Hauteville, 4^e (633-79-38) ; Bréguet, 5^e (222-57-97) ; Collège, 6^e (595-75-90) ; Georges V, 7^e (562-41-46) ; St-Lazare, 8^e (387-35-43) ; François, 9^e (770-33-88) ; Athénée, 10^e (343-00-45) ; Nation, 11^e (343-04-57) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12^e (343-01-59) ; Faubourg, 13^e (343-01-59) ; Montparnasse Pathé, 14^e (320-12-06) ; Biot, 15^e (539-52-43) ; Gaumont Convention, 16^e (828-42-27) ; 14 Juillet-Beaugrenelle, 17^e (758-24-24) ; Wapler Pathé, 18^e (525-27-06) ; Wapler Pathé, 19^e (522-46-01) ; Secrétan, 19^e (241-77-99).

L'ANNÉE DE TOUS LES DANGERS (Aut., v.o.) : Gaumont, 6^e (633-10-52).
L'ARCHE (Fr.) : Lucernaire, 6^e (544-57-34).

ATTENTION, UNE FEMME PEUT CACHER UNE AUTRE (Fr.) : Forum Orient Express, 1^{er} (333-64-55) ; Richelieu, 2^e (233-56-70) ; Paramount Odéon, 3^e (325-59-83) ; Le Paris, 4^e (359-53-99) ; Georges V, 5^e (562-41-46) ; Saint-Lazare, 6^e (387-35-43) ; Paramount Opéra, 7^e (742-56-31) ; Lumière, 8^e (246-49-07) ; Nation, 9^e (343-04-57) ; Faubourg, 10^e (343-01-59) ; Gaumont Sud, 11^e (327-84-30) ; Montparnasse Pathé, 12^e (320-12-06) ; Bienvenue Montparnasse, 13^e (544-25-02) ; Gaumont Convention, 14^e (828-42-27) ; Paramount Mollat, 15^e (758-24-24) ; Wapler Pathé, 16^e (522-46-01) ; Secrétan, 19^e (241-77-99).

LES AVENTURES DE L'ARCHE PERDUE (A., v.o.) : Trois Hauts-mans, 9^e (770-47-55).

LA BAILLE DE NARAYAMA (Jap., v.o.) : Gaumont Hallé, 1^{er} (297-49-70) ; Hauteville, 4^e (633-79-38) ; Olympia St-Germain, 5^e (222-57-97) ; Richelieu, 6^e (233-56-70) ; Gaumont Opéra, 7^e (742-56-31) ; Lumière, 8^e (246-49-07) ; Nation, 9^e (343-04-57) ; Faubourg, 10^e (343-01-59) ; Gaumont Sud, 11^e (327-84-30) ; Montparnasse Pathé, 12^e (320-12-06) ; Bienvenue Montparnasse, 13^e (544-25-02) ; Gaumont Convention, 14^e (828-42-27) ; Paramount Mollat, 15^e (758-24-24) ; Wapler Pathé, 16^e (522-46-01) ; Secrétan, 19^e (241-77-99).

BENVENUTA (Fr.-Belg.) : U.G.C. Odéon, 6^e (325-71-08) ; U.G.C. Opéra, 2^e (261-50-32) ; Biarritz, 7^e (723-69-23).

LES BRANCHES A SAINT-TROPEZ

(Fr.) : Paramount City Triomphe, 8^e (562-45-76) ; Maxville, 9^e (770-72-86) ; Paramount Opéra, 9^e (742-56-31) ; Faubourg, 10^e (343-01-59) ; Montparnasse Pathé, 14^e (320-12-06) ; Clichy Pathé, 18^e (522-46-01).
CARMEN (Esp., v.o.) : Gaumont Hallé, 1^{er} (297-49-70) ; Saint-Germain Village, 5^e (633-63-20) ; Bréguet, 6^e (222-57-97) ; Hauteville, 7^e (633-79-38) ; Élysée-Lindor, 8^e (359-56-14) ; Ambassade, 9^e (559-19-08) ; V.F. : Impérial, 2^e (742-56-31).
CHALEUR ET POUSSIÈRE (Ang., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3^e (271-52-36) ; U.G.C. Danton, 6^e (329-42-62) ; U.G.C. Roulé, 7^e (633-08-22) ; U.G.C. Champs-Élysées, 8^e (359-12-15) ; 14-Juillet-Beaugrenelle, 15^e (575-79-79) ; V.F. : U.G.C. Opéra, 2^e (261-50-32).
CHRONOPOLIS (Fr.) : Saint-André-des-Arts, 6^e (326-48-18).

LA CRIME (Fr.) : U.G.C. Montparnasse, 6^e (544-14-27) ; U.G.C. Odéon, 6^e (325-71-08) ; U.G.C. Normandie, 6^e (359-41-18) ; Marignan, 8^e (359-82-82) ; Cinéma, 9^e (354-64-44) ; U.G.C. Convention, 15^e (828-20-64) ; Images, 18^e (522-47-94).

DANS LA VILLE BLANCHE (Suis., v.o.) : Saint-André-des-Arts, 6^e (326-48-18) ; U.G.C. Opéra, 2^e (261-50-32) ; H. sp., 11^e (709-89-16).

DARK CRYSTAL (A., v.o.) : Trois Hauts-mans, 9^e (770-47-55).

LE DESTIN DE JULIETTE (Fr.) : Forum Orient-Express, 1^{er} (333-64-55) ; Cinéma, 9^e (354-64-44) ; Olympia-Balzac, 14^e (320-12-06) ; Parisiennes, 14^e (320-12-06) ; Olympia, 14^e (343-33-38).

DIEU ME SAVONNE (Rou., v.o.) : George V, 8^e (562-41-46) ; Parisiennes, 14^e (320-12-06) ; V.F. : Impérial Pathé, 2^e (742-56-31).

LES DIEUX SONT TOMBÉS SUR LA TÊTE (Rou., v.o.) : Studio Médicis, 5^e (633-25-97) ; Marignan, 8^e (359-82-82) ; V.F. : Français, 9^e (770-33-88).

DIVA (Fr.) : Rivoli Beaubourg, 4^e (272-47-76) ; Parisiennes, 14^e (320-12-06) ; Grand Favois, 15^e (554-64-85).

EQUATEUR (Fr.) : Epéode-Bols, 5^e (337-57-47).

E.T. L'EXTRA-TERRESTRE (A., v.o.) : Trois Hauts-mans, 9^e (770-47-55).

L'ÉTÉ MEURTREUR (Fr.) : George V, 8^e (562-41-46) ; Français, 9^e (770-33-88) ; Montparnasse, 14^e (320-12-06) ; Nouragues, 14^e (320-12-06).

EVIL DEAD (A., v.o.) : Paramount Montparnasse, 14^e (320-12-06).

FANNY ET ALEXANDRE (Suède, v.o.) : Olympia-Luxembourg, 6^e (633-97-77).

FANNY HILL (A., v.o.) : Marbeuf, 8^e (225-18-45).

LA FIANCÉE QUI VENAIT DU FROID (Fr.) : U.G.C. Danton, 6^e (329-41-62) ; Normandie, 6^e (359-41-18) ; U.G.C. Boulevard, 6^e (346-64-44).

LE FAUCON (Fr.) : Forum Orient Express, 1^{er} (333-64-55) ; Marignan, 8^e (359-82-82) ; Maxville, 9^e (770-72-86) ; Français, 9^e (770-33-88) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12^e (343-01-59) ; Odéon, 14^e (320-12-06) ; Montparnasse Pathé, 14^e (320-12-06) ; Tourlous, 20^e (346-51-98).

FLASHDANCE (A., v.o.) : Forum, 1^{er} (297-49-70) ; Ciné Beaubourg, 3^e (271-52-36) ; Saint-Michel, 5^e (326-79-17) ; Odéon, 6^e (325-59-83) ; Publicis Matignon, 8^e (359-31-97) ; Biarritz, 8^e (723-69-23) ; Paramount Mercury, 9^e (562-75-90) ; Kinopanorama, 10^e (343-01-59) ; V.F. : Paramount Marivault, 2^e (296-80-40) ; Rex, 23^e (83-83) ; Paramount Bastille, 12^e (343-01-59) ; U.G.C. Opéra, 2^e (261-50-32) ; Paramount Opéra, 7^e (742-56-31) ; Paramount Galaxie, 13^e (580-18-03) ; U.G.C. Gobelins, 13^e (336-23-44) ; Paramount Odéon, 14^e (320-12-06) ; U.G.C. Convention, 15^e (828-20-64) ; Paramount Mollat, 17^e (758-24-24) ; Pathé Clichy, 18^e (522-46-01) ; Secrétan, 19^e (241-77-99) ; 14-Juillet-Beaugrenelle, 15^e (575-79-79) ; Convention Saint-Charles, 15^e (575-79-79) ; U.G.C. Opéra, 2^e (261-50-32) ; U.G.C. Boulevard, 6^e (346-64-44) ; 14-Juillet-Bastille, 12^e (343-01-59) ; U.G.C. Gobelins, 13^e (336-23-44) ; Montparnasse, 14^e (320-12-06) ; 14-Juillet-Beaugrenelle, 15^e (575-79-79).

FRANCIS (A., v.o.) : Gaumont Hallé, 1^{er} (297-49-70) ; U.G.C. Danton, 6^e (329-41-62) ; Collège, 6^e (595-75-90) ; Bienvenue Montparnasse, 13^e (544-25-02) ; Maru, 16^e (651-99-75) ; V.F. : Berlitz, 2^e (742-56-31).

FRÈRE DE SANG (A., v.o.) : 7^e Art Beaubourg, 4^e (272-47-76) ; V.F. : Studio Cujas, 5^e (354-89-22).

GANDHI (Brit., v.o.) : Cluny Palace, 5^e (354-20-12) ; Élysée-Lindor, 8^e (359-82-82) ; V.F. : Capri, 2^e (508-11-69).

LE GUERRIER DE L'ESPACE (A., v.o.) : Rex, 2^e (233-83-93).

SPECTACLES

TOOTSIE (A. v.f.) : U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32).

LA TRAVIATA (It. v.a.) : Vendôme, 2 (742-97-52).

LA ULTIMA CENA (Cub., v.a.) : Denfert (H. sp.), 14 (321-41-01).

UN JEU BRUTAL (Fr.) : Studio de la Harpe, 9 (634-25-52).

VICTOR, VICTORIA (A. v.o.) : Saint-Michel, 9 (326-79-17).

VIVEMENT DIMANCHE (Fr.) : Haucelle, 6 (633-79-38); Marignan, 8 (359-92-82); Français, 9 (770-33-88); Montparnasse Pathé, 14 (320-12-06); Miroir, 16 (1631-99-75); Gaumont Convention, 18 (828-42-27).

ZELIG (A.) : Forum, 10 (297-53-74); Miroir, 16 (320-12-06); Paramount Marivaux, 2 (296-80-40); Studio Alpha, 9 (334-39-47); Studio de la Harpe (vers. angl. non sous-titrée), 5 (634-25-52); Paramount Odéon, 6 (325-59-83); Pagode, 7 (703-12-15); Publicis Champs Elysées, 8 (720-76-23); Monte Carlo, 9 (225-09-83); Paramount Opéra, 9 (742-56-31); Athènes, 12 (343-00-65); Paramount Basile, 12 (343-79-17); Paramount Gobelin, 13 (707-12-28); Paramount Montparnasse, 14 (329-90-10); Miroir, 14 (320-12-06); Passy, 16 (727-49-51); Convention St-Charles, 15 (579-33-00); Paramount Maillot, 17 (758-24-24); Clichy Pathé, 18 (522-46-01).

Les grandes reprises

L'AGE D'OR (Fr.) : Tempeliers (H. sp.), 3 (272-94-56).

ANNIE HALL (A. v.o.) : Cinéoches Saint-Germain, 5 (633-10-83).

APOCALYPSE NOW (A. v.o.) : Champ, 5 (354-51-60).

LES ARISTOCRATES (A. v.f.) : Napoléon, 17 (330-41-66).

BARRY LINDON (A. v.o.) : Marbeuf, 8 (225-18-45).

BYE BYE BRÉSIL (Brés. v.o.) : Denfert, 14 (321-41-01).

LES CHIENS DE PAILLE (A. v.o.) : U.G.C. Marbeuf, 8 (225-18-45).

CRIA CUERVOS (Esp. v.o.) : (H. sp.) Denfert, 14 (321-41-01).

CROSSFINGER (A. v.f.) : Maxville, 9 (707-72-86); Paramount City triomphe, 9 (362-43-76); Paramount Montparnasse, 14 (329-90-10).

LES DAMNÉS (It. v.o.) : Opéra Night, 2 (296-80-40).

LE BARIL BLÉ (A. v.o.) : (H. sp.) Olympic Luxembourg, 6 (633-97-77).

DELIVRANCE (A. v.f.) : Opéra Night, 2 (296-80-40); Boite à Films (H. sp.), 17 (321-41-01).

LE DÉMON S'ÉVEILLE LA NUIT (A. v.o.) : Art Beaubourg, 3 (278-34-13).

DOCTEUR IVAGO (A. v.o.) : Marbeuf, 8 (225-18-45).

L'ÉCRAN MAGIQUE (It. v.o.) : Marbeuf, 8 (225-18-45).

EMMANUELLE (F.) : Paramount City, 5 (562-45-76).

L'EMPIRE DES SENS (Jap. v.f.) : Rialto, 19 (607-87-61); Saint-André (325-78-37).

OLIVIER FRANC JAZZ QUINTET

5, rue Thiers, 92100 Boulogne-la-Peinture
TÉLÉPHONE : 804-35-44

POUR LES SALLES VOIR LIGNES PROGRAMMES

Un savant cocktail de fantaisie et d'action.
J.J. DUPUIS, TELE STAR

Une virtuosité fantastique.
Robert Chazal / FRANCE SOIR


Du pur plaisir, le meilleur investissement de l'année.
Odile Grand / COSMOPOLITAN

Un excellent cru.
François Chalais / FIGARO MAGAZINE

ALBERT R. BROCCOLI présente

JAMES BOND 007™

ROGER MOORE dans **OCTOPUSSY** avec IAN FLEMING



Avec MAUD ADAMS, JAMES BOND, KRISTINA WENDEN, JAMES BOND, IAN FLEMING

Produit par ALBERT R. BROCCOLI, Réalisé par JOHN GUINN

Musique de : GEORGE MACDONALD FRASER, NICHOLAS MORGAN, MICHAEL G. WILSON

Producteur Exécutif : MICHAEL G. WILSON, Chef de la production : PETER LAMONT, Producteur Associé : PETER LAMONT

Musique de : JOHN GUINN, Directeur de la production : MICHAEL G. WILSON, Directeur de la distribution : LITA COLO BOE

220-30-30

COMMUNICATION

Radicalisation

Savez-vous quel a été le grand problème soulevé pendant le week-end dans les médias des deux côtés du Canal ? Celui de la radicalisation du débat entre opposition et majorité, l'une et l'autre ouvertes, à présent, à des éléments venus de l'extrême droite ou de l'extrême gauche à Londres comme à Paris. Curieux, non ? Les situations ne sont en rien comparables, et pourtant, à en croire les experts, ici et là, c'est le même combat écharné, voire fratricide, pour la sauvegarde ou la reconquête du pouvoir.

Je ne voudrais pas me mêler de ce qui se passe ailleurs. Mancha. Chez nous, en revanche, le durcissement, et dans la ton et dans la conduite de la lutte politique, naît d'un d'hier. Entre les deux guerres déjà, et même pendant les années 50, on maniait volontiers le coup de guêpe et le coup de bâton, on se traitait dans la boue et le sang, on multipliait — rappelez-vous le suicide de Selengro — les accusations infamantes et on en venait à éliminer des gens et sous les préaux d'école.

L'opposition, qu'elle soit de gauche ou de droite, a toujours eu tendance à donner de la voix. Sur tout en période électorale, période indéfiniment prolongée dans l'Haxagone par cette façon radicale de ramasser les bulletins de vote qui est la fraude insidieuse, on l'a dit samedi soir chez Polac.

On peut se demander également si, en comparant Staline à Hitler et en condamnant l'italien F.C.S., la gauche non communiste et même anticommuniste n'aurait pas ouvert involontairement la porte au mariage droit-antidémocratie célébré à Draux. Ceci n'excuse pas cela, mais très justement remarquer un de nos confrères invité au « Droit de réponse » accordé une fois par mois à la presse par TF 1 — une très bonne idée d'émission.

Non, bien sûr. Reste que si vos journaux ont tendance à émettre des opinions très catégoriques, c'est parce que les lecteurs — le courrier en fait foi — exigent en ce moment des prises de position plus tranchées, moins nuancées, que par le passé. Que ce soit dans un sens ou dans l'autre. L'opinion, elle aussi, semble se radicaliser.

CLAUDE SARRAUTE.

VERS UN ACCORD RÉDACTIONNEL ENTRE «LE DAUPHINÉ LIBÉRÉ» ET «FRANCE-SOIR» ?

(De notre correspondant régional)
Lyon. — M. Maurice Reinhardt, directeur des rédactions des quotidiens du groupe Dauphiné libéré, a annoncé au cours d'une réunion de la rédaction du quotidien *Lyon-Matin* que la direction grenobloise envisageait, à très court terme, d'utiliser les textes des journalistes de ce titre pour alimenter de futures pages régionales du quotidien *France-Soir*. Cette annonce a provoqué la réaction immédiate de tous les syndicats de journalistes (S.N.J., C.F.D.T., C.G.C. et C.F.T.C.) du quotidien régional. Les journalistes dénoncent la procédure utilisée — le comité d'entreprise n'a pas été informé de cette initiative — et craignent « le retrait de certains éditeurs régionaux au profit des quotidiens nationaux ». De plus, les syndicats, « sans que les responsables du groupe Hersant ne l'aient annoncé », craignent qu'un même processus puisse être engagé entre la rédaction du journal *Rhône-Alpes* et des pages régionalisées à venir du *Figaro*.

Jusqu'à cette tentative de coupage rédactionnel entre *Lyon-Matin* et *France-Soir*, une tentative présentée comme un « échec » par la direction, les journalistes du *Dauphiné libéré* appartenaient à une agence de presse, l'A.G.I. (Agence générale d'information), qui fournissait exclusivement les différents titres du *Dauphiné libéré*. Cette opération n'a pas été démentie par M. André Audinot, P.-D.G. du *Figaro*, de passage à Lyon vendredi 7 octobre. Il a cependant indiqué que le groupe Hersant était « attaché » aux deux titres lyonnais. Cet attachement aux titres n'est pas forcément synonyme d'un attachement aux rédactions qui contribuent à leur élaboration. Les deux quotidiens lyonnais du groupe Dauphiné ont déjà mis en commun quelques-uns de leurs moyens rédactionnels. Verra-t-on bientôt une rédaction alimenter seule quatre titres ?

CLAUDE RÉGENT.

Lundi 10 octobre

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

20 h 35 Film : *L'Enigme du Chicago-Express*. Film américain de R. Fleischer (1952), avec C. McGraw, M. Windsor, J. White, G. Gebert, Q. Leonard (N., rediffusion).

21 h 45 Indication. Magazine de la santé.

22 h 45 Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

Changez de pot en 30 minutes
60 centres en France
POT. 32.32
MIDAS

20 h 35 Le grand échiquier : Cocteau vivant. Emission de J. Chancel. Avec Jean Marais, Charles Trenet, Maria Casares, Vittorio Gassman.

23 h 55 Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

20 h 35 Film (cycle Yves Montand) : Un soir, un train. Film français d'A. Delvaux (1968), avec A. Aimée, Y. Montand, F. Beukelaers, A. Bogdan, H. Camerynck, D. de Gruyter (rediffusion).

22 h 5 Journal.

23 h 30 Magazine : Thalassa. De G. Pernoud. Portrait du port de Sète.

23 h Prélude à la nuit. Musiques traditionnelles de l'Inde : *Raga Capistila* (*Raga du soir*), par Ravi Shankar.

FR 3 PARIS ÎLE-DE-FRANCE

19 h 10 Saturnin et Cie.
19 h 15 Informations régionales.
19 h 35 Feuilletton : les Mohicans de Paris.

Nouvelle épargne sans impôt : le CODÉVI
Renseignez-vous au ☎
16.05.30.15.30
(appel gratuit)
Attention, Parisiens : composez aussi le 16.
© SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

FRANCE-CULTURE

20 h. La Cécilia ne part pas bien, demain on fera de la fraise, de P. Louki, avec P. Louki, C. Nicot, Y. Arcaud.

21 h. L'autre scène ou les vivants et les morts : de l'abbé primordial à la parole fondatrice du monde.

22 h 30. Nuits magnétiques : passions nées.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30. Concert (en direct de l'auditorium 105) : Quintette pour piano et cordes, de Vienne. Sonate pour violon et piano, de Piarre. Quintette pour piano et cordes, de France, par le Quatuor Viotti.

22 h 30. Fréquence de nuit : œuvres de Donizetti, Wolf, Stravinski, Milhaud, Berg.

Mardi 11 octobre

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

15 h 25 Magazine de la santé : Indication (diffusé le 10 octobre).

16 h 20 Le forum du mardi.

17 h 30 Série : Le paradis des chefs.

18 h Série : Ton amour et ma jeunesse.

18 h 20 Le village dans les nuages.

18 h 40 Variétéscope.

18 h 55 7 h moins 5.

19 h Météorologie.

19 h 15 Émissions régionales.

19 h 45 Jeu : Marions-les.

20 h Journal.

20 h 30 D'accord, pas d'accord.

20 h 35 Variétés : Bal les Histoires. De C. Izard, et J.-D. Verhaeghe. Premier numéro d'une nouvelle émission réalisée avec Walt Disney Productions France. Des bandes dessinées. Un chanteur vedette... séduisant.

21 h 40 L'enjeu. Magazine économique de F. de Closets, E. de La Taille.

21 h 45 Le tiers-monde et l'endettement pétrolier. Emploi : la classe St. Textile : la solution japonaise. Micro-informatique : la course aux best-sellers.

23 h Baïle de match.

23 h 30 Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

15 h 45 Jeu : des chiffres et des lettres. Finale (diff. le 9 octobre).

17 h 10 Entre vous, de L. Bérier.

17 h 45 Récit A 2.

18 h 30 C'est la vie.

18 h 45 Des chiffres et des lettres.

18 h 15 Émissions régionales.

19 h 40 Le théâtre de Bouvard.

20 h Journal.

20 h 30 D'accord, pas d'accord.

20 h 40 Film : 8 faut tuer Birgitte Haas. Film français de L. Heynemann (1981), avec P. Noiret, J. Rochefort, L. Kreuzer, B. Le Coq, M. Teynac, M. Beaune.

22 h 30 Mercredi cinéma. Avec Marie-Christine Barraud et Michel Piccoli.

23 h 30 Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

17 h Télévision régionale. Programmes autonomes des douze régions.

19 h 50 Dessin animé : Ulysse 31.

20 h Les jeux.

20 h 30 D'accord, pas d'accord.

20 h 35 Film : Cours après moi que je t'attrape. Film français de R. Poirier (1976), avec A. Girardot, J.-P. Marielle, M. Tolo, G. Fontanel, D. Prévoist (rediffusion).

22 h 5 Journal.

22 h 25 La vie en face : Donnez-moi l'insécurité. Magazine d'information de P. Alfonsi et P. Pesnot. Comment le fantasme cinématique de ces corps-machines que sont les pilons de Formule 1 trouve sa justification dans leur mort-spectacle... Pour les mortels.

23 h 15 Prélude à la nuit. Sports et divertissement d'Erik Satie (1^{re} partie).

FR 3 PARIS ÎLE-DE-FRANCE

17 h 4 Le voleur de Bagdad. Court-métrage de A. Lubin.

18 h 55 Informations nationales et internationales.

19 h 10 Saturnin et Cie.
19 h 15 Informations régionales.
19 h 35 Feuilletton : les Mohicans de Paris.

FRANCE-CULTURE

12 h 5. Noces sans clavier.

12 h 45. Panoramas.

14 h 5. Son.

14 h 5. Un Erre, des voix : « Avant-guerre », de J.-M. Rouart.

14 h 47. Les après-midi de France-Culture : A Blandy-Tours : 15 h 20, Rubrique internationale ; 16 h 30, Miroir ; 17 h, Raison d'être.

18 h 30. Feuilletton : L'hôtel Saint-Pol.

19 h 30. Sciences : Temps et devenir.

20 h. Dialogues : esthétique et poésie japonaise, avec Jeanne Sige et Matrice Croyand.

22 h 30. Nuits magnétiques.

FRANCE-MUSIQUE

12 h. Archives lyriques : œuvres de Puccini, Massenet, Spontini, Verdi.

12 h 35. Jazz : le jazz en France.

13 h. Les nouvelles musiques en dialogue.

14 h 4. Chasseurs de son sévère.

14 h 30. Les enfants d'Orphée.

15 h. L'après-midi des musiciens (voir lundi) : œuvres de Weber, Schütz, Bach, Mozart, Zimmermann.

17 h 5. Répères contemporains : Costin Mircanu.

18 h. L'Europe.

19 h 5. Studio-concert, œuvres de Léandre : le Réveil profond, de Soeli, Valentine, de Druckmann, The Wonderful Widow, de Cage, avec J. Léandre, contrebasse.

20 h. Jazz.

20 h 30. Concert (en direct du grand auditorium de Radio-France) : Die Erziehung der Welt, de Kagel, par le Nouvel Orchestre philharmonique et les Chœurs de Radio-France, dir. J.-P. Izquierdo ; chef des chœurs : J. Jouineau ; sol. : G. Komarsky, W. Pearson, R. Reisz.

23 h. Fréquence de nuit : Jazz-club (en direct du Petit Opportun).

TRIBUNES ET DÉBATS

LUNDI 10 OCTOBRE

— M. Marie-France Garaud, présidente de l'Institut international de géopolitique, participe à l'émission « Face au public », sur France-Inter, à 19 h 15.

MARDI 11 OCTOBRE

— M. Georges Sarre, député socialiste du 11^e arrondissement, est l'invité de « Plaidoyer », sur R.M.C., à 8 h 15.

COURSES à VINCENNES

Pari Jumelé dans toutes les courses
Pari Trio à chaque réunion
Retenez votre table au ☎ Privé 989-67-11
★
Prochaines soirées : 14, 18, 19 octobre

ELECTIONS A LA SECURITE SOCIALE

Le 19 Octobre
Votons

Pour tous renseignements, appeler le

(1) 249.70.70

10/10/83

« Si cela devait se renouveler... »

Dunod

**Spécial
gestion sociale**

Le nouveau droit de la gestion sociale
N. Communod - M. Féron
Ce qu'il faut connaître du Droit du travail en 1983.
165 F

**Le bilan social,
outil d'information et de gestion**
R.-P. Danziger
Grand Prix Harvard-L'Expansion
L'entreprise vue sous un angle différent
120 F

Les relations du travail
Employeurs, personnel, syndicats, Etat.
D. Weiss
L'indispensable. Edition 1983.
5^e éd. 220 F.

DUNOD
entreprise

POUR LA PREMIÈRE FOIS

La Commission des opérations de Bourse exerce son contrôle sur les « placements miracles »

A l'inverse des placements financiers traditionnels qui font l'objet d'une réglementation très stricte, notamment sur les valeurs mobilières (actions, obligations), sous la responsabilité de la Commission des opérations de Bourse (COB), les placements en biens divers (1) (conteneurs, forêts, diamants, anneaux de port, vaches à lait...) n'étaient soumis jusqu'à présent à aucun contrôle

particulier, en dépit des conditions mirifiques avancées par les vendeurs de ces « placements miracles », dont il était difficile, pour l'épargnant moyen, de faire la part exacte entre la réelle opportunité d'investissement et le simple attrape-nigaud.

Depuis longtemps, le Bureau de vérification de la publicité (B.V.P.) et la COB avaient attiré

l'attention des pouvoirs publics sur le haut risque que comportaient ces produits divers, mais ces deux organismes ne disposaient légalement d'aucun pouvoir pour intervenir.

Cette lacune est désormais comblée, puisque la loi du 3 janvier 1983 (complétée par les décrets du 2 mai de la même année) sur le développement des investissements et la protection de l'épargne prévoit que, depuis le 4 juillet dernier, les sociétés spécialisées dans cette catégorie de placements ne peuvent plus solliciter le public, sous forme de publicité ni de démarchage direct, sans avoir établi au préalable et soumis à la COB un document d'information destiné à apporter tous les renseignements utiles sur l'opération proposée.

Fort de cette nouvelle mission de surveillance des placements en biens divers gérés par des tiers (sociétés ou organismes divers), les services de la Commission des opérations de Bourse - dont les effectifs et les moyens financiers n'ont pas été accrus pour autant - ont entrepris un examen systématique des dossiers soumis à son approbation. Une quarantaine de demandes ont été déposées pour l'instant. Une quinzaine viennent de recevoir le « feu vert » sous la forme d'un « numéro d'enregistrement », bien distinct du « visa » que la COB délivre traditionnellement au vu des notes d'information concernant des opérations sur valeurs mobilières.

Pour l'heure, ces numéros d'enregistrement, dont la liste peut être consultée au siège de la Commission (2), concernent diverses sociétés opérant sur les vins d'appellation d'origine contrôlée, l'immobilier de loisirs, les troupeaux de vaches, les bateaux de plaisance, les diamants, les forêts, les conteneurs, les wagons et les rentes viagères. La Commission a toutefois refusé un certain nombre de projets de placements forestiers, dans la mesure où les opérations visaient à proposer directement au public la souscription en espèces de parts de groupements forestiers en cours de constitution ou provenant d'une augmentation de capital de groupements déjà constitués. Or, selon les dispositions générales du code civil et de la loi du 31 décembre 1970, il est interdit aux sociétés civiles - puisqu'il s'agit bien de ce type d'activité - de faire publiquement appel à l'épargne.

Pas de « label de qualité »

En outre, la COB tient à souligner que ces numéros d'enregistrement ne constituent en aucune façon un quelconque « label de qualité » sur la qualité des biens ni l'opportunité des placements proposés. Bien plus, la Commission s'engage à assortir son agrément d'un certain nombre de réserves si besoin est. C'est ainsi qu'une compagnie diamantaire proposant un « plan gemmes » (lequel a obtenu un numéro) a été

invitée à « organiser la couverture du risque » représenté par le stock de diamants détenu par la société, considéré comme un « gage commun aux souscripteurs et aux créanciers », étant donné que ces souscripteurs ne deviennent pas propriétaires, au fur et à mesure de leurs versements, du stock de diamants détenu par la compagnie.

Voilà un ensemble de précautions qui doit constituer un garde-fou efficace contre des formes de placement plus ou moins fantaisistes proposées au public. Il reste que la nouvelle mission de la COB est légalement limitée aux produits gérés par des sociétés, excluant du même coup tous les produits que peuvent acquérir directement les particuliers - une vaste panoplie qui englobe à la fois la tabatière de Napoléon et ce « précieux chef-d'œuvre de l'art

numismatique susceptible d'acquiescer une grande valeur historique », pour ne citer qu'une récente publicité.

En cas de contestation, ce type de produits apparaît plutôt du ressort de la commission de sécurité des consommateurs nouvellement mise en place par M^{me} Catherine Lalumière, mais la COB entend également « aller au-delà de son nouveau rôle » et informer le public sur tous les cas qui se trouveraient à la limite de sa compétence, ainsi que nous l'a assuré son président, M. Bernard Tricot.

SERGE MARTI.

(1) Dans son édition du 19 octobre prochain, le Monde publiera un dossier complet consacré aux placements et, notamment, aux produits divers.

(2) Commission des opérations de Bourse, 39-43, quai André-Citroën, 75739 Paris Cedex 15. Tél. : 578-33-33.

Quand la COB tape du pied

Bien décidée à faire respecter les nouvelles prérogatives que lui confère la loi, la Commission des opérations de Bourse (COB) paraît autant résolue à délivrer les numéros d'enregistrement sur les dossiers qui le méritent qu'à taper sur les doigts des mauvais élèves qui n'ont pas respecté la règle du jeu.

Pour l'instant, deux officines, la C.E.C.M. et la Centrale de forêts françaises, spécialisées respectivement dans les placements en conteneurs et en forêts, se voient infliger un sévère rappel à l'ordre.

« Alors que la loi du 3 janvier 1983 sur la protection de l'épargne impose à toute personne qui diffuse des publicités ou recourt au démarchage en vue de l'acquisition de biens divers l'établissement et l'enregistrement préalable par la COB d'un document d'information relatif à l'opération proposée et aux personnes qui en prennent l'initiative », rappelle la loi, ces deux sociétés n'avaient pas tenu compte de ce caractère « préalable ».

Ainsi, explique la Commission, entre le 4 juillet 1983, date d'entrée en vigueur de la loi, et le 29 septembre dernier, date de l'enregistrement de leur document d'information, « les sociétés C.E.C.M. et Centrale de forêts françaises ont continué à proposer au public, par voie de démarchage, des investissements en présentant des documents qui n'avaient pas encore été enregistrés par la Commission ».

Considérant cette pratique irrégulière, la COB estime que les personnes qui ont conclu des contrats avec ces sociétés pendant ce délai de trois mois environ peuvent, aux termes des dispositions légales, « demander l'annulation de ces contrats, lorsque l'épargnant n'a pas reçu le document d'information enregistré par la Commission ».

Les deux sociétés ont d'ailleurs fait rapidement marche arrière en suspendant toute action de prospection et de vente et en s'engageant à considérer comme nulles les souscriptions éventuellement obtenues dans ces conditions, précise la COB.

Les dix premiers groupes exportateurs de France

	Chiffre d'affaires à l'exportation (en milliards de F)
1 - Régie Renault	32,3
2 - Peugeot S.A.	28,4
3 - Schneider S.A.	21,9
4 - C.G.E.	19,8
5 - Thomson	15,0
6 - Aérospatiale SNIA	11,8
7 - Sefinol	11,0
8 - Rhône-Poulenc	10,6
9 - I.B.M. France	10,3
10 - Unisat	10,1

(Source MOCI n° 573 du 19 septembre 1983)

Les 1 280 firmes (2,2 millions de salariés) qui ont exporté au moins 40 millions de francs en 1982, ont assuré 72 % des ventes françaises de biens et services, soit 533 milliards de francs; 545 d'entre elles ont fait plus de la moitié de leur chiffre d'affaires à l'exportation; 262 entreprises - soit le cinquième - qui « pêchent » 80 milliards sont détenues par des intérêts étrangers. Concentration : la moitié des exportations de biens et services marchands a été

réalisée par quelque 160 firmes qui individuellement n'ont pas vendu à l'étranger pour moins de 600 millions de francs.

Suite à un sondage effectué par le MOCI, les États-Unis sont classés nettement en tête des « marchés-pays de demain », devant l'Asie, la C.E.E., le Proche-Orient et l'Afrique. Les grands concurrents restent dans l'ordre : le Japon, la R.F.A. et les États-Unis, précédant l'Italie, le Royaume-Uni et l'Espagne.

avec **secury-film**

BLINDEZ VOS VITRES

Invisible, très efficace et peu onéreux.

POLYPROTEC Importateur exclusif
8, place de la Madeleine 75008 Paris

TÉL 261.58.59

COMMENT DEFENDRE UN CAPITAL ATTAQUE PAR L'INFLATION?



RENSEIGNEZ-VOUS.

Pour en savoir plus et obtenir réponse à toutes vos questions, venez 4, Place de la Bourse, Paris 2; Bureau d'Accueil des Agents de Change, ouvert du lundi au vendredi de 10 h à 18 h 30. Vous pouvez aussi téléphoner : Paris 297.55.55 / Bordeaux (56) 44.70.91 / Lille (20) 55.68.20 / Lyon (7) 842.54.71 / Marseille (91) 90.70.32 / Nancy (8) 336.56.97 / Nantes (40) 48.41.96.

BUREAU D'ACCUEIL DES AGENTS DE CHANGE

4, Place de la Bourse, Paris 2^e. Tél. 297.55.55.

ALLEZ VOIR LES LIONS SANS PUISER DANS VOS RESERVES.



-60%

L'Afrique, la brousse, les lions... rêve impossible? Pas du tout. Si vous avez entre 12 et 29 ans, UTA vous offre selon les périodes de l'année et pour un séjour de 14 à 60 jours une réduction d'environ 60% sur ses vols réguliers, en classe économique, vers la plupart de ses destinations en Afrique.*

De plus, les parents des plus jeunes peuvent être rassurés. Leurs enfants voyageront en toute sécurité grâce au personnel UTA. Si vous êtes comme un lion en cage à l'idée de découvrir l'Afrique, les quelques heures de vol sauront vous faire patienter très agréablement.

Sieges confortables, très bonne musique, repas savoureux, le rêve encore une fois! Les voyages forment la jeunesse. UTA y a pensé pour vous. (*) Pour les conditions d'application de ces tarifs et des autres possibilités, renseignez-vous auprès de UTA ou de votre agence de voyages.



NOS PASSAGERS SONT NOS HOTES.

NOTES DE LECTURE

● BERNARD HAUDEVILLE. - La Politique industrielle américaine.

Pour ne pas compromettre le principe de la libre entreprise, est évitée avec soin cette expression : « politique industrielle », si bien qu'il n'y a pas de ministère (fédéral) de l'industrie. Le *Department of Commerce* (au sens ancien du mot commerce, franco-anglais) s'occupe, il est vrai, largement des questions industrielles, et elles ne manquent pas.

La suprématie dans le monde (qui s'exprime, sans ambages, dans l'expression courante : « tout ce qui est américain est supérieur ») peut se mesurer non seulement aux chiffres de production, mais aussi au nombre de revues scientifiques (31 % des 2 000 existant dans le monde) ou de scientifiques : pour 10 000 salariés et, plus encore, aux dépenses de recherches et de développement (2,23 % du P.I.B. contre 1,93 % au Japon et 1,76 % en France).

Trois directions : politique de la science et de la technique, politique sectorielle et politique de la concurrence. Souci premier : l'efficacité.

Très inégaux en industrie, les Etats formulent parfois des prévisions orientées qui ressemblent fort à un plan. Tel est en particulier le cas de la Californie : plus stimulée que d'autres par l'essor du Japon, elle n'hésite pas à employer l'expression réprochée : « politique industrielle ».

Nombreuses et de diverses formes sont les aides, parfois par le moyen de crédits militaires (Lockheed, Mac Donnell, etc.) ; ce fut notamment le cas de l'archaïque sidérurgie, sous Carter.

Ces multiples mesures, souvent approuvées par les libéraux, ne font pas oublier la question fondamentale de la concurrence : la législation de base antitrust remonte curieusement à l'avant-première guerre. Le délit se juge surtout à l'indice Herfindal. En cas de fusion, par exemple, il ne doit pas monter de plus de 100 points. Le vent souffle aujourd'hui à la tolérance et au contrepoint, par l'aide aux petites et moyennes entreprises.

En conclusion de cet excellent ouvrage, le maître assistant à l'université d'Orléans évoque le risque permanent de repli et de protection.

Annexes, bibliographie.

* PUF et université d'Orléans. Paris et Orléans, 1983. 24 cm. 158 pages. 70 F.

● JEAN-PIERRE BERTRAND, CATHERINE LAURENT ET VINCENT LECLERQ. - Le Monde du soja.

Un agronome, un vétérinaire, tous deux économistes, et un ingénieur ont uni leurs efforts pour montrer, sous une forme attrayante, l'importance de ce premier « oléoprotéagineux », et des problèmes posés par lui dans un monde à la recherche, précisément, de corps gras et de protéines.

Premier avantage de ce végétal : s'occupant lui-même de son azote, il n'épuise pas le besoin d'engrais azotés. Deux bons schémas nous montrent, l'un le cheminement de la graine aux produits finaux, l'autre les circuits de cette substance dans le monde.

Premiers en place, les Etats-Unis ont été suivis par le Brésil, talonné maintenant par l'Argentine et l'Uruguay, qui ne seront sans doute pas les derniers dans la course. En France, le conflit se pose pour l'alimentation du bétail, entre ces tourtereaux, chargés de protéines, et ceux d'arachide ; lutte inégale, que le paysan sénégalais ne peut soutenir que par l'extrême modestie de son gain. Il eût été utile de retracer les efforts, vains jusqu'ici, des agriculteurs français et de l'INRA, pour acclimater ce produit, comme naguère le maïs. C'est surtout sur les produits coécureux que portent les efforts : le plan est à la recherche de protéines.

Quant au « bifteck de soja », succédané de viande à base végétale, il joue un rôle plus important aux Etats-Unis et en Union soviétique que sur le continent européen occidental.

* La Découverte. Paris, 1983. 18 cm. 127 pages. 28 F.

● BERNARD CHAVANCE. - Le Système économique soviétique.

Dès le début, au premier plan, le manque de main-d'œuvre résultant du ralentissement démographique. L'emploi féminin est important, surtout au bas de l'échelle, de sorte que le salaire moyen des femmes est inférieur d'un tiers au salaire moyen masculin. Le *droit au travail*, proclamé par la Constitution de 1977, est assorti d'une obligation de travailler, quelque peu battue en brèche par l'absentéisme et le *droit de mobilité* (utilité aurait été ici des vues sur les activités clandestines, assez largement répandues, même pendant les heures de travail réglementaires). Il domine encore largement, le salaire aux pièces, assorti, il est vrai, d'une bonne norme minimale.

Resserré depuis 1956, l'éventail des salaires traités de 75 roubles par mois pour la femme de ménage, à 200 ou 250 pour le docker, et moins, semble-t-il, pour les ingénieurs et techniciens. L'éventail total à Leningrad va cependant de 1 à 11, et nombreux sont, en supplément, les primes et avantages en nature, ainsi que les surclassements.

L'augmentation de la mortalité et de la mortalité infantile est dûment soulignée, mais avec des chiffres quelque peu exorbitants parce qu'entachés de biais statistiques.

L'exécution du plan freine paradoxalement le progrès technique, et, plus généralement, le décalage est important entre l'imposant appareil scientifique et le système productif. Nombreuses et fréquentes sont les pénuries, exception faite pour la vodka. En fin de compte, la clef se retrouve, ou plutôt se cherche, comme partout : la productivité.

Intéressante mise au point du jeune assistant de Paris-VII.

* Le Sycomore. Paris, 1983. 20,5 cm. 115 pages. 33 F.

● ADEF - Les Enjeux de la fiscalité française. Préface de Pierre Henri Derycke. Introduction de Y. Dauge.

Aussi vieille que la terre, ou du moins que sa possession, la fiscalité foncière reste le sujet éternel, nous osons pas dire d'avenir. Ce capital, bien visible, « au soleil », incapable de s'échapper, est presque provoquant devant le fisco affamé, et cependant...

L'ADEF, Association pour le développement et la diffusion des études foncières, a organisé l'an dernier deux journées de débats auxquelles ont participé vingt-trois personnes, parmi lesquelles E. Claudius-Petit, J.-L. Guigou, J.-M. Legrand, des représentants du ministère de l'Urbanisme et du logement.

La première partie est consacrée à l'expérience : ce qui a été fait en Angleterre (J.-M. Legrand, D. Farris, I. Mac Donald), aux Etats-Unis (J.-M. Legrand, O. Oldman), en Allemagne (R. Stich), en Belgique (F. Haumoot). Utile, sans doute, d'être rappelé de la réussite du saboteur danois, par l'effet du géorgisme.

Les conditions des impôts fonciers en France font l'objet de la seconde partie, particulièrement pour l'agriculture.

Enfin, la troisième partie, « Perspectives », sur les données d'une réforme, a le mérite de dégager les divergences associées parfois de confusions, qui apparaissent déjà dans les définitions. L'aspect social tient lui aussi sa place, puisque, selon A. Saliez, « taxer les terrains à raison de leur valeur potentielle serait attaquer la seule valeur refuge dont disposent les gens de condition modeste ». Cette thèse du « petit propriétaire foncier méritant » peut aller loin.

Par contre, favoriser la propriété immobilière, c'est, selon J.-L. Guigou, pénaliser l'économie.

Toutes ces vues, fatalement partielles et parfois affectives, auraient besoin d'un sérieux appui comptable à l'échelle nationale.

Au cours d'une table ronde, P. Calame a présenté les propositions du ministre de l'Urbanisme et du logement, comportant dissociation du sol et de la construction.

Ainsi, si simple qu'elle soit en apparence, cette question offre tout de divergences d'objectifs, donc de solutions, qu'inévitablement sera un laborieux compromis final. Seul recours de l'homme politique, évidemment : trancher.

* Economica. Paris 1983. 24 cm. 287 pages. 95 F.

● FRANÇOIS RÉGIS MAHIEU (sous la direction de). - Économie 1983.

Effort méritant de l'université de Perpignan, et notamment du professeur Mahieu, ce volume déborde largement, sans les oublier, les intérêts locaux, sous forme de sept articles. Sous le titre simple et berceur, « Abondance », H. Solans nous transporte des désirs à la réalité, sans attacher cependant une place suffisante aux services purs. Bien loin, lui, de toute abondance, D. Regoier Desjardins présente le problème agro-alimentaire de pays peu développés (Afrique surtout), d'une façon qu'on aurait, en dépit d'annexes statistiques, souhaitée plus positive.

La planification et la politique industrielle du Maroc sont présentées par Ali Al-lali.

Signaux enfin que, sur l'économie post-keynésienne, J.-M. Brissac, professeur à Barcelone, nous donne à penser qu'il faudrait enfin sortir du globalisme keynésien, même s'il s'agit de préface post.

* Université de Perpignan, 1983. 199 pages. 24 cm.

● PASCAL ARNAUD. - Amérique latine, la formation de l'économie nationale. Argentine et Mexique. Préface de Celso Furtado.

Dans ces pages consacrées à une phase historique insuffisamment fréquentée, c'est la question, tout actuelle, du sous-développement qui en réalité est en jeu, avec la distinction quelque peu « engagée » entre centre et périphérie. En fin de lecture, nous la trouvons bien, cette question brûlante, déjà posée en somme dans la courte préface du célèbre économiste brésilien.

* Publiscud. Paris, 1983. 21 cm. 154 pages. 65 F.

Comment les Français ont-ils payé leurs impôts ?

(Suite de la page 19.)

Un enseignant lillois (trente-cinq ans, célibataire, à peine 6 000 francs par mois) : « A vrai dire, je n'ai pas ressenti cette ponction supplémentaire comme insupportable, mais à condition qu'elle soit accidentelle. D'accord pour une année, on comble le trou. Mais si cela devait se renouveler... »

Un démarcheur dans une banque de l'agglomération lilloise (trente-cinq ans, marié, deux enfants, un revenu mensuel de 14 000 francs pour le ménage) : « Ces impôts supplémentaires ne m'ont pas posé de problème particulier. Tout de même, il vaudrait mieux favoriser l'épargne que d'augmenter l'impôt. On arrive à un degré de saturation. Ils vont écourter les gens, et cela va favoriser le travail au noir. »

La débrouille

On entre ici dans le domaine de la débrouille. Les problèmes posés par les suppléments d'impôts exigés en juillet et en septembre n'ont généralement pas été jugés insurmontables, même s'ils ont demandé, sous des formes différentes, quelques sacrifices. Mais le sentiment de les voir augmenter aujourd'hui pour augmenter plus encore demain (effet de tendance) amène bon nombre de contribuables à regretter. Celui-là décide de ne plus se faire payer ses heures supplémentaires, mais de les récupérer. « J'ai beaucoup la chasse », confie-t-il. Cet autre refuse une augmentation destinée à compenser une charge de travail supplémentaire : il recevra en contrepartie des bons d'essence, avantage estimé à 1 000 francs par mois approximativement, et non déclaré. Un professeur de musique, dont le mari est avocat, presse ses clients de payer de la main à la main. « Autrement, on ne s'en sort plus », affirme-t-elle. Hommes et femmes se trouvent ou se retrouvent des âmes de bricoleurs et se communiquent les moyens de faire de la

plomberie à domicile. Certains vont jusqu'à se faire mettre indument en congé maladie, ce qu'ils n'avaient jamais osé faire auparavant. Beaucoup, enfin, s'interrogent sur la nécessité de faire rentrer deux salaires au foyer, si l'un de ces deux salaires (le plus souvent celui de la femme) sert pratiquement à payer les impôts.

Cette attitude est-elle celle de gens aisés ? Les moins riches élargissent aussi la contamination. Un cadre commercial de cloquante-quatre ans, vivait à Brest et gagnait 9 000 francs par mois, le dit bien : « Ce ne sont pas les catégories les plus aisées qui sont touchées. Les choses vont empirer, car, après avoir saigné les entreprises, le gouvernement va les aider. Il lui faudra trouver l'argent auprès des contribuables. »

Est-il donc si isolé, cet ingénieur commercial en informatique dont les revenus - sa femme ne travaillant pas s'élèvent à 18 000 francs par mois ? Il dit : « Payer nos impôts, ça fait partie de la règle du jeu. Bien sûr, ça dérange, mais les gens aisés doivent être les premiers à contribuer ? N'y a-t-il pas plusieurs milliers de Français qui sont payés au SMIC ? Qu'est-ce qu'ils doivent penser quand M. Delors prend ses exemples dans des ménages qui gagnent 45 000 francs par mois ? Il y en a beaucoup comme ça ? Tout le monde râle après l'impôt, mais quel est le souci d'entraide des individus, que faisons-nous pour faire avancer les choses ? On voit plutôt que chacun tire la couverture à soi. »

FRANÇOIS SIMON.

Enquête réalisée en province par nos correspondants à Bordeaux (Pierre Cherruau), à Marseille (Jean Contrucci), à Lille (Jean-René Lorel), à Nancy (Jean-Louis Bemer) et par notre envoyée spéciale en Bretagne, Marie-Christine Robert.

Sessions de formation : Le nouveau plan comptable

Calendrier et Informations sur simple appel :

280.65.13

- Stages de formation professionnelle continue.
- Formation en Entreprise.
- Séminaires.
- Cours du soir.

- Enseignement à temps complet
- Préparation aux examens d'Etat.

COMPTABILITÉ
GESTION
INFORMATIQUE

Société de Comptabilité de France
Association loi 1901
2, rue d'Athènes / 21, rue de Clichy - 75009 PARIS
Tél. : 280.65.13

Nos intérimaires ont un plus.

Plus Interim

Secrétariat, Secrétariat bilingue, Traitement de textes, Comptabilité, Informatique.

Plus Interim est le spécialiste de l'intérim administratif en région parisienne.

Plus Interim a depuis toujours une politique de rigueur et de qualité. Au niveau de la sélection, de la formation, du suivi des intérimaires.

Chacune des 12 agences Plus Interim dispose d'un effectif d'intérimaires très important et très fidèle, ce qui permet choix et rapidité d'intervention.

Appelez-nous : vous verrez

que nos intérimaires ont vraiment un plus.

Agence St-Lazare, 60, rue de l'Arcade, 522.01.79.

Agence Mairie, 97, rue de Poissy, 524.04.99.

Agence Denfert, 14, place Denfert-Rochereau, 322.47.22.

Agence Nation, 3, boulevard de Charonne, 373.05.06.

Agence Les Quatre-Temps, Paris de la Défense, 774.70.70.

Agence Rueil-Albert, face RER, 732.02.86.

Agence Valéry 2, Niveau bas, porte 5, 946.77.00.

Agence Belle-Epine, Niveau bas, porte 7, 686.30.48.

Agence Crétet-Soleil, Niveau bas, porte 11, 896.11.22.

Agence Eury 2, Niveau haut, porte 8, 079.04.99.

Agence Romy 2, Niveau bas, porte 7, 854.77.11.

Plus Informatique (soins, étude, exploitation) et Plus International (secrétariat toutes langues, traduction), 80, bd Haussmann, 522.01.79.

Plus Interim.
L'Intérim Administratif.

السلامة

Je Vis 150

REPRODUCTION INTERDITE

*** LE MONDE - Mardi 11 octobre 1983 - Page 23

par Alfred SAUV

OFFRES D'EMPLOI	La page	La page T.T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	77,00	91,32
IMMOBILIER	22,80	27,04
AUTOMOBILES	52,00	61,67
AGENDA	52,00	61,67
PROP. COMM. CAPITAL	151,80	180,03

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADREES	La page	La page T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,40	51,47
DEMANDES D'EMPLOI	13,00	15,42
IMMOBILIER	33,60	39,85
AUTOMOBILES	33,60	39,85
AGENDA	33,60	39,85

* Dégressifs selon surface ou nombre de personnes

DIRECTIONS . DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

Société Internationale de TOURISME ET VOYAGES
Recherche urgente

UN DIRECTEUR POUR L'AGENCE DE PARIS

Il devra dynamiser son équipe de collaborateurs, élargir la clientèle, développer de nouveaux services, créer de nouveaux points de vente.

Il sera doté d'un sens commercial élevé, rigoureux et entreprenant, expérimenté dans la vente de services (5 ans minimum). La pratique de l'espagnol sera très appréciée. Rémunération élevée, perspectives intéressantes, offertes à candidats de valeur.

Adresser lettre manuscrite, c.v., photo, salaire actuel, à :
BM - INST. FUREM,
8, av. Georges Clemenceau, 91300 MASSY
qui transmettra.

PA

Directeur commercial 300.000 F

Industrie agro-alimentaire-produits carnés - Cette société à taille humaine (240 personnes - chiffre d'affaires 210 millions de francs en 83) connaît depuis quelques années un fort développement dans le domaine de l'élaboration et de la distribution de viande sur Paris et sa région. Elle crée la fonction de directeur commercial. Sous l'autorité du président directeur général et en étroite relation avec les responsables de la production et de la logistique, il aura pour mission d'écarter le chiffre d'affaires réalisé auprès des collectivités et de développer le réseau de la restauration privée. A moyen terme, il s'attachera à valoriser les atouts de la société sur les marchés export. Il sera secondé dans cette tâche par une équipe de 8 collaborateurs qu'il pourra rapidement étoffer. Ce poste basé en proche banlieue sud de Paris conviendrait bien à un diplômé de grande école de commerce âgé d'au moins 32 ans. Il aura démontré ses qualités d'animateur et de gestionnaire dans une expérience de terrain acquise de préférence dans l'agro-alimentaire. La rémunération annuelle, fonction de l'expérience du candidat, sera de l'ordre de 300.000 francs. Ecrire à J. SCARINOFF. Réf. A2447M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats.
Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
3, rue des Gravières - 92200 NEUILLY - Tél. 747.11.04

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon
Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

PA

Crédit manager 200.000 F

Cette société (chiffre d'affaires 83 : 100 millions hors taxes, 65 personnes) commercialise des produits de grande consommation du secteur loiret recherche son crédit manager. Rattaché au directeur administratif et financier mais bénéficiant d'une large autonomie de fonctionnement et de décision, il se verra attribuer toute la gestion de la comptabilité clients (encaissements, recouvrement et relations avec les clients ; 2 500 comptes clients) et le contrôle du crédit (détermination des en-cours clients et des conditions de paiement). Il dirigera un service de trois personnes et travaillera en relation constante avec le département commercial. Ce poste s'adresse à un candidat ayant acquis une expérience de 3 ans au moins de la fonction, et possible dans une société de distribution de produits de consommation durables (hi-fi, matériel vidéo...). Il sera familiarisé avec l'utilisation de l'outil informatique (IBM 34). La rémunération annuelle, fonction de l'expérience du candidat, pourra atteindre 200.000 francs. Ecrire à Ph. LESAGE. Réf. A2449M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats.
Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
3, rue des Gravières - 92200 NEUILLY - Tél. 747.11.04

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon
Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

SOCIÉTÉ FRANÇAISE DE PRODUITS CHIMIQUES
à activités multinationales recherche

SECRETAIRE GENERAL

FORMATION :
Grandes Ecoles, HEC, ESSEC, ESCP, Sciences Po, ECP, MINES.

Expérience 5 à 10 ans

FONCTIONS :
Il aura les responsabilités suivantes : juridique, fiscale, trésorerie, personnel, assurances, relations avec banques et administrations.

Anglais - allemand souhaités.

Env. C.V. et prétentions s/rd. 4037 à
PIERRE LICHIAU S.A. BP 220 -
75063 PARIS Cédex 02 qui transmettra.

Un Syndicat professionnel dynamique regroupant un très petit nombre de grandes entreprises françaises à vocation internationale recherche son

Directeur des affaires économiques et financières
X, CENTRALE, ENSAE ... HEC, ESSEC ... DES éco ou gestion (32 ans min.)

Directement rattaché au Délégué Général, il aura pour missions :

- de préparer, en liaison avec les adhérents et à leur demande, les dossiers économiques et financiers de la profession (en particulier dans les domaines des prix et des investissements) ;
- de réaliser certaines études conjoncturelles et prévisionnelles ainsi que des études de marché ;
- d'entretenir des contacts à tout niveau dans les milieux industriels concernés, l'Administration, l'interprofession, les organismes de conjonction. Le bénéficiaire du concours des services fonctionnels du syndicat. Ce poste qui assure d'intéressantes perspectives d'évolution de carrière ne peut convenir qu'à un candidat d'excellent potentiel, fin négociateur, pragmatique, de formation supérieure (complément de formation en économétrie appréciée) et pouvant justifier d'une expérience étendue acquise, soit dans une entreprise industrielle, une administration, à la direction industrielle d'une grande banque ou dans une société de conseil. Lieu de travail : PARIS. Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et rémunération souhaitée sous référence 73886/M à Mme CLERE, Sélé-CEGOS, Tour Chenonceaux, 204 rond-point du Pont de Sèvres 92516 BOULOGNE Cédex.

SÉLÉ CEGOS

IR COMPAGNIE INTERNATIONALE DE RESTAURATION

Ingénierie et Gestion Hôtelière de Bases vie à l'Etranger.
RECHERCHE, dans le cadre de son expansion rapide et constante.

DIRECTEURS DE FILIALES
ASIE, AFRIQUE et MOYEN ORIENT.

Vos qualités de gestionnaire sont primordiales. Vous êtes capable d'autonomie et d'initiative. Votre combativité et votre disponibilité comptent parmi vos meilleurs atouts. Vous pouvez vous prévaloir d'une expérience réussie dans un poste de niveau similaire et vous maîtrisez parfaitement le langage anglais.

Il est préférable que vous ayez une formation supérieure de gestion et / ou hôtelière et une expérience de l'expatriation si possible dans notre secteur d'activité.

Nous offrons :

- un statut cadre expatrié (déplacement 3 à 10 mois).
- Un salaire, négociable, motivant et évolutif, net d'impôts et surtout la réelle possibilité d'une évolution de carrière à la mesure de vos résultats.

Nous vous remercions d'adresser votre lettre de candidature manuscrite + C.V. et photo à
C.I.R., Direction du Personnel, 25, bd Edouard Herriot 13008 MARSEILLE.

valentino

Directeur administratif et financier

Le candidat devra à l'aide d'une petite équipe comptable : Superviser la comptabilité anglo-saxonne. Elaborer un contrôle de gestion performant. Assurer toutes les fonctions administratives et de gestion du personnel (25 personnes). Etudier et implanter une informatique adaptée à la société.

L'expérience de la fonction administrative et financière (3 ans minimum) suivant les normes anglo-saxonnes, ainsi qu'une bonne maîtrise de l'outil informatique seront à justifier.

Une bonne connaissance des circuits sélectifs de la vente de produits de luxe serait très appréciée.

Formation supérieure DECS ou équivalent - Très bonne maîtrise de l'anglais - La pratique de l'italien serait un plus.

D'une excellente présentation, le candidat doit avoir le goût du travail en équipe et un très grand sens de la communication.

Ecrire avec C.V. détaillé, photo, prétentions et téléphone privé sous référence 23015 à :

IRI conseil Danièle Chapuis - 13, rue Madeleine Michels - 92522 Neuilly.

PARIS - GENEVE - LONDRES - MADRID - MILAN

DIRECTEUR DE FROMAGERIE Sud-Ouest Agro-alimentaire

Un des premiers groupes coopératifs de l'industrie laitière (C.A. 1,4 milliard - effectif 2.200 personnes), fortement implanté sur le Sud-Ouest, recherche UN DIRECTEUR DE FROMAGERIE pour un nouvel établissement spécialisé dans la fabrication d'un fromage à pâte pressée leader sur son marché. Dans le cadre d'un budget, à la définition précise leader sur son marché. Il sera responsable de la gestion technique (fabrication, contrôle qualité, affinage...), administrative (comptabilité analytique, contrôle budgétaire...) et humaine de cette structure. Il sera responsable de son compte d'exploitation et il définira, animera et contrôlera les activités d'une équipe d'une trentaine de personnes assurant une production de plusieurs milliers de tonnes, au moyen d'un outil industriel extrêmement performant. Ce poste pourra être tenu par un ouvrier industriel expérimenté ou par un technicien. Le candidat devra posséder une expérience professionnelle acquise si possible dans la fabrication de fromage à pâte pressée. Il sera un excellent technicien et un meneur d'hommes.

Ecrire sous référence 629/M à :

GRH conseils
3 avenue de Séguier - 75007 Paris.
Discretion assurée.

1 DIRECTEUR ADMINISTRATIF COMPTABLE ET FINANCIER

entreprise vente au détail C.A. 500 millions. Effectif 500 personnes. Ecrire sous réf. 11.254 à P. LICHIAU S.A. BP 220, 75063 PARIS, CEDEX 02 qui transmettra.

M.J.C. Paris recherche

DIRECTEUR(Trice)

fonction gestionnaire, minimum 3 ans exp. dans poste similaire milieu associatif. Disponibilité immédiate. Envoyer lettre de candidature manuscrite, c.v., et prétentions à M. le Président M.J.C. Point-du-Jour, 1, rue du Général-Maillat, 75016 Paris.

directeur commercial ELECTRONIQUE PARIS

Société Française, nous appartenons à un Groupe d'envergure internationale et connaissons une croissance que tous nos concurrents envient (CA X 6 en 4 ans). Sur un marché lié à l'ELECTRONIQUE et les MICROPROCESSERS, nous occupons un créneau important : commercialisation d'une gamme modulaire de machines destinées aux industries de l'impression (photogravure). La technologie de pointe que nous mettons en œuvre constitue notre force.

C'est dans cet environnement que nous vous proposons de prendre la direction commerciale de notre société. Animer et gérer une petite équipe d'ingénieurs commerciaux de haut niveau, définir notre politique commerciale et les objectifs annuels, établir les méthodes d'animation, participer aux négociations importantes... telle est votre mission.

Vous possédez bien sûr une expérience réussie dans le secteur Electronique, si possible dans un domaine proche des arts graphiques. Vos qualités personnelles, votre autorité naturelle, sens de la négociation et du management vous permettront de réussir dans ce poste à responsabilités. La maîtrise de l'Anglais dans notre Groupe anglo-saxon est indispensable.

Merci d'adresser C.V. et prétentions sous référence CGB 21 à notre Conseil qui traitera les dossiers en toute confidentialité.

COCEPLAN Tour de Lyon - 185, rue de Bercy 75012 PARIS



emplois internationaux

(et départements d'Outre Mer)

emplois internationaux

(et départements d'Outre Mer)

emplois internationaux

(et départements d'Outre Mer)

UNE ENTREPRISE DE TRAVAUX PUBLICS A VOCATION INTERNATIONALE
RECHERCHE POUR LES TRAVAUX DE GENIE CIVIL D'UN IMPORTANT CHANTIER
D'AFRIQUE NOIRE :

DIRECTEUR ADJOINT DU SERVICE MATERIEL

Sous l'autorité du directeur matériel et magasins, il assurera la gestion de l'ensemble du parc (matériels de transport, levage et manutention) et des ateliers de maintenance (ateliers généraux et ceux des zones de préfabrication). Agé de 35 ans minimum, cet ingénieur A.M. ou équivalent aura une expérience conséquente du génie civil et des grands chantiers à l'étranger. Il n'appuiera sur une équipe d'une centaine de personnes. L'anglais est indispensable. (Réf. 731 M)

CHEF DU PERSONNEL

Sous la direction du directeur administratif du chantier, il assurera la gestion des expatriés (150 personnes) et du personnel local (1500 personnes) : paye, suivi des congés, visas, allocations, etc... Cet homme de terrain, âgé de 40 ans minimum, aura une expérience similaire sur un important chantier à l'étranger. L'anglais est indispensable. (Réf. 733 M)



Conditions d'expatriation particulièrement attractives (vie en famille possible).

Envoyer CV détaillé, NUMERO DE TELEPHONE et prétentions en précisant la référence du poste choisi à Contesse Publicité 20 Avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra. Réponse et discrétion assurées.

Société travaillant à l'exportation sur le Moyen Orient
recherche

UN SPECIALISTE DES TRANSPORTS

- Il coordonne le travail de 15 à 20 collaborateurs, organise les transports maritimes, aériens et routiers de matériels très divers.
- Il entretient les contacts avec les transitaires et suit la gestion financière de l'ensemble des opérations.
- Il a 5 à 10 ans d'expérience dans une fonction identique. Un bon esprit d'équipe et d'animateur est indispensable.

La pratique de l'anglais parlé et écrit est exigée.

Si vous êtes intéressé, merci d'envoyer CV, + photo et rémunération souhaitée à Monsieur Roger ERNOUX - 75, Bd Richard Lenoir - 75011 PARIS, qui transmettra.

Importante société de travaux publics
présente dans 26 pays

recherche pour ses chantiers en
AFRIQUE DU NORDun responsable
administratif et comptable

Le candidat retenu, de formation supérieure, sera chargé, à la tête d'une équipe d'expatriés, de coordonner toutes les activités des Services comptable, administratif, financier, et gestion de Personnel. Il aura acquis une expérience analogue à l'étranger et sera disponible à court terme.

Le poste offre des perspectives de carrière. La Société propose un contrat à durée indéterminée et des avantages sociaux.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions
sous réf. 4100 à L.T.P. 31, Bd Bonne Nouvelle
75083 Paris Cedex 02 - qui transmettra

Important établissement financier
recherche son activité au
CAMEROUN recherche :

3 INFO

3 COMPT. CONFIRMÉS

- Etre de nationalité camerounaise
- Etre de bonne moralité, d'une grande disponibilité et avoir le sens de l'organisation

POUR LES INFORMATIONS :

- Etre titulaire d'un diplôme d'études supérieures en informatique (grande école d'ingénieurs ou université)
- Avoir une expérience d'environ 3 ans, écoulée de préférence sur le matériel DPS/CIR-RE

POUR LES COMPTABLES :

- Etre titulaire du diplôme d'études comptables supérieures (DECS complet)
- Avoir une expérience professionnelle d'environ 3 ans dans un service comptable.

Les candidatures complètes (c.v. et photocopies des diplômes) seront adressées au Cabinet S. BAILLY (0937), 40, avenue Hoche, Paris.

ÉTRANGER (1) 372-45-52
FIELD ENGINEER

MECHANICAL ELECTRICAL
Ingénieur bâtiment bilingue pour contrôle chantiers, équipements, main-d'œuvre, planning, qualité d'exécution. Bon niveau anglais courant et technique pour réunions, coordination chantiers, dont 60 % d'effectifs U.S.A.

LES EMPLOIS
INTERNATIONAUX

Cette classification permet aux sociétés nationales ou internationales de faire publier pour leur siège ou leurs établissements situés hors de France leurs appels d'offres d'emplois.

An agency requires a public information officer to work in the Middle East and elsewhere and to maintain contact with the media. The successful candidate will have a university degree or equivalent experience; not less than five years' professional experience in journalism or public relations; full command of English, English or French mother tongue; readiness to travel widely over extended periods of time. Knowledge of Middle East environment and Arabic language desirable.

The position carries annual tax-free salary and allowances of about US \$ 35,000 plus benefits. Write with detailed curriculum vitae, work samples and photo to:

Deputy Chief, Personnel Services Division - EVN/12/83 (B)
UNRWA HQ (Vienna)
Vienna International Centre
P.O. Box 700
A-1400 Vienna
Austria.

GUADELOUPE

Groupes d'entreprises
pleine expansion secteur
Distribution Alimentaire
recherche

CHEF COMPTABLE

- 30 ans environ -

Il dépendra du Directeur Financier.

- DECS complet ou équivalent.
- Bonne connaissance et pratique de l'outil informatique.
- Expérience professionnelle 2-5 ans.
- Poste à pourvoir rapidement.

Envoyer c.v., lettre, photo et prétentions à
D. GROSJEAN
STEP CONSEIL
97, rue Vialle-du-Temple,
75003 PARIS.

Une importante Entreprise de B.T.P.
largement présente dans le monde
recherche

pour la réalisation
de chantiers d'hôpitaux
en Arabie Saoudite
des ingénieurs
débutants

Les candidats retenus, issus d'une grande école, auront de préférence choisi une option bâtiment, ou électricité. Ils seront obligatoirement anglophones. Les postes sont à pourvoir rapidement, en célibataires.

Adresser lettre manuscrite, photo, CV et prétentions sous réf. 4096 à L.T.P. 31, Bd Bonne Nouvelle 75083 Paris Cedex 02 qui transmettra

LE CENTRE DE FORMATION PERMANENTE DU GROUPE ÉCOLE SUPÉRIEURE DE COMMERCE DE LYON

recherche

20 INGÉNIEURS
et

TECHNICIENS SUPÉRIEURS

désireux de se former à la Maintenance Industrielle et de se préparer à l'expatriation dans le cadre d'opérations de Transfert de Technologie

- Formation : 1200 heures/8 mois.
- Dates : 2 novembre 83/1^{er} juin 84.

Facultative stage pratique à l'étranger (ANGLAIS INDISPENSABLE)

Rémunération par l'Etat (FNE ou IF des ASSÉDIC).
RENSEIGNEMENTS : Centre de Formation Permanente, Nicole AUPLAT, 23, avenue Guy-de-Cailongue, 69130 ECULLY. Tél. : (7) 833-81-22.

CRÉATION DE POSTE

AUSSÉDAT - REY

7 usines - 4000 personnes - 2,5 milliards de C.A.

LEADER FRANÇAIS DES PAPIERS IMPRESSION - ECRITURE

créé dans le cadre de son
DEVELOPPEMENT INTERNATIONAL
un poste de

Chef de Marché
Export

directement rattaché au Directeur de l'Exportation.

Il sera responsable de :

- l'accroissement de la pénétration dans les pays dont il aura la charge
- l'animation des agents en place
- la création de nouveaux réseaux
- l'analyse des marchés.

Une première expérience de l'exportation (notamment overseas) si possible dans les papiers Impression Ecriture, la maîtrise de l'anglais et de l'italien, le goût du challenge, sont des atouts indispensables pour réussir dans ce poste qui exige une grande mobilité.

Formation supérieure. Age 30 ans environ.
Siège : proche banlieue Sud-Ouest (Velizy).

Cabinet
Leconte

nous garantissons la qualité
de collaboration offerte par
nos clients.

4, rue Amiral Courbet 75116 Paris 6 / réf. 80187

IMPORTANTE SOCIÉTÉ A DAKAR
RECHERCHE SON FUTUR RESPONSABLE

Comptabilité - Informatique

H.E.C., SUP. DE CO + D.E.C.S.

Mise au point et application des procédures liées à un système de gestion informatisée. Une expérience réussie de plusieurs années est souhaitée.

Adresser lettre et curriculum vitae sous n° 11.690 M,
RÉGIE-PRESSE,
85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.



emplois régionaux

Responsable
de la COMPTABILITÉ GÉNÉRALE
au Crédit Agricole de l'Aube

Vous avez un DECS ou une formation équivalente, vous avez une bonne pratique fiscale et le sens de la Direction d'une équipe.

Alors vous êtes capable de prendre en charge la comptabilité de gestion de la Caisse Régionale et la gestion fiscale.

Merci d'adresser candidature, c.v. et photo à :
CIRCAM de l'AUBE, 269, boulevard Crémieux
502 X 10000 Troyes Cedex.

ORGANISME H.L.M.

région Rhône-Alpes

recherche

UN(E) ARCHITECTE

ayant quelques années de pratique

POSTE A POURVOIR A COMPTER DU

1^{er} JANVIER 1984

Ecrire avec c.v., photo av. le 20 octobre 1983 s/n° 8 936
le Monde Pub., service Annonces classées
5, rue des Italiens 75009 Paris.

LA SOCIÉTÉ DES AUTOROUTES
PARIS RHIN-ROHNE
chargée de l'exploitation des axes autoroutiers
PARIS/LYON et BEAUNE/MULHOUSE, recherche
pour DIJON

RESPONSABLE FONCTIONNEL

au niveau central de l'activité

ENTRETIEN DES VÉHICULES,
MATÉRIEL TP ET BATIMENT

position cadre, 35 ans minimum.

MISSIONS PRINCIPALES :

- Elaboration et suivi de l'application des normes et méthodes d'entretien (matériels roulants, engins TP, bâtiments).
- Gestion technique des matériels et engins (choix, seuils de renouvellement, inventaires et systèmes d'informations, etc.).
- Assistance technique auprès de 5 cadres, des directions régionales d'exploitation.

COMPÉTENCES DEMANDÉES :

- Diplôme d'ingénieur AM/ENSM ou équivalent.
- En même temps homme de gestion et spécialiste en mécanique.
- Expérience d'une dizaine d'années dans une activité pouvant être considérée comme analogue (gestionnaire d'un parc de matériels TP par exemple).

La rémunération, qui tiendra compte de l'expérience, ne sera pas inférieure à 145.000 F annuels + voiture de fonction : une disponibilité rapide sera un atout supplémentaire.

Adresser curriculum vitae détaillé avec prétentions à :
SOCIÉTÉ DES AUTOROUTES PARIS RHIN-ROHNE,
SERVICE DES RELATIONS HUMAINES,
36, rue du Docteur-Schmitt,
21000 DIJON SAINT-APOLLINAIRE.

Établissement financier

récent

lié à un groupe dynamique

(FINANCEMENT IMMOBILIER)

recherche son

TRÉSORIER

(GESTION DE L'ENCADEMENT,
MARCHÉ MONÉTAIRE, HYPOTHÉCAIRE, etc.).

Plusieurs années d'expérience à ce poste sont indispensables. Directement rattaché au gérant, il aura une réelle opportunité pour exprimer ses compétences au sein d'une équipe dynamique.

Poste à pourvoir à : LYON PART-DIEU.

Adresser lettre manuscrite + C.V. + photo + prétentions
ou dernier salaire à :
G.M.G., 4, boulevard Eugène-Delaune, 69003 LYON.



DIRECTIONS

Nationales et Internationales



BANQUE DES SPÉCIALISTES DE LA BANQUE

POUR UNE GRANDE SSCI

Le GROUPE FRANÇAIS D'INFORMATIQUE? Une des premières SSCI en France, une gamme de services très diversifiés offerte en particulier aux banques et établissements financiers (conseil, études et réalisations, logiciels, télématique, ingénierie...).

Notre offre? rejoindre à Paris notre Division Banque pour participer au renforcement de notre activité dans ce secteur.

directeur de projets (250.000 +) réf. : MB 01

Vous avez acquis une large connaissance du fonctionnement administratif bancaire à des postes tels que : contrôleur de gestion, organisateur, responsable en services centraux ou en agence... et pourquoi pas leader de projets informatiques.

Vous prendrez en charge, y compris au plan de la gestion, un secteur de l'activité de la Division. Vous pourrez avoir la responsabilité de grands projets, valoriser votre compétence de généraliste et vos capacités d'animateur, exercer votre sens de la négociation. Élément moteur du développement, vous y trouverez les possibilités d'évolution de carrière que vous souhaitez.

Apportez votre compétence bancaire, nous vous donnerons, si nécessaire, la compétence "Société de Services".

Nous garantissons une totale discrétion.
Nous vous remercions d'écrire, en précisant la référence, à P. A. DUJARDIN
GFI - 49, avenue de l'Opéra - 75002 PARIS

emploi régional

SALOMON

Développement

CHEF COMPT

LE RESPONS

ATTACHE COMM

ADJOINT

DIRECTEUR D

SGS FRAN

rue du Louvre 7

REPRODUCTION INTERDITE



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

SALOMON ANNECY

Leader mondial des articles de sports d'hiver : Fixations et Chaussures de ski. Notre croissance rapide et la mise en place de notre politique participative mobilisent de plus en plus notre Direction du Personnel et l'amènent à rechercher un ADJOINT pour le

Développement du potentiel

Cette valorisation de notre potentiel humain (900 p. en France et 300 p. à l'étranger) est une condition de notre réussite actuelle et future. Vous participerez à l'élaboration de la politique de personnel et serez chargé plus particulièrement du développement de la FORMATION et de la COMMUNICATION (réunions d'échanges, groupes de progrès...). Votre expérience vous sera indispensable mais nous accorderons une importance primordiale à vos qualités humaines. Merci d'adresser votre C.V., lettre manuscrite, photo et rémunération actuelle à Michel COUPAT - SALOMON Chemin de la Prairie Prolongée - 74000 ANNECY

Jeunes ingénieurs, pour vous, bien s'intégrer c'est...



Avoir des idées nouvelles et pouvoir les exploiter mais pas dans n'importe quel contexte. Au sein de petites équipes, vous participerez à la création de la VAO (Vente Assistée par Ordinateur). Capables de véhiculer l'innovation, vous prendrez rapidement des responsabilités sur des projets nouveaux. Bien sûr, vous aurez toute latitude pour vous former à nos méthodes et nos outils dans une informatique puissante (IBM 3083, 3081, ...) et une technologie de pointe (Télérel, Réponse Vocale, Télépaiement...). Acteur de l'évolution de l'entreprise, vous jouerez à coup sûr la carte de votre propre développement. Téléphoner-moi (20/70.92.59) ou écrire-moi sous référence 17. Nous étudierons ensemble votre intégration. Marie-Agnès CAVANOL - 57, rue de Blancheville 59100 ROUBAIX.

La Redoute

POUR BIEN VIVRE SON METIER

Trois ingénieurs pour notre industrie alimentaire dans le Midi...

Notre entreprise (500 personnes, 200 MF de CA) a des projets ambitieux de développement. Dans cette perspective, un effort particulier va être fait dans le domaine de la productivité, des investissements et de la qualité. Aussi nous cherchons à intégrer :

Le responsable d'une unité de production de 170 personnes

Distant d'une vingtaine de kilomètres de la Direction Industrielle et des services fonctionnels, vous aurez à diriger, organiser et contrôler l'ensemble de la production et des services périphériques. Jeune ingénieur, de formation A.E.I. ENSIA, vous connaissez, bien sûr, l'industrie alimentaire et vous saurez vous imposer grâce à votre expérience et vos qualités d'animateur.

Un ingénieur investissements, travaux neufs

Ingénieur de formation IA et M... âgé d'environ 30 ans, vous souhaitez valoriser votre première expérience en étant plus directement impliqué dans la marche de l'entreprise. L'administration et la coordination des programmes d'investissement ainsi que le développement des équipements process et packaging, telle sera votre mission. Cette fonction vous permettra de traiter une grande diversité de problèmes.

«L'homme de la qualité»

Ingénieur de formation (ENSA...), vous vous êtes forgé une solide expérience du contrôle qualité au sein d'une société structurée, dans l'industrie alimentaire ou para-pharmaceutique. Vous aurez de surcroît à développer des articles de conditionnement en assurant une protection qualitative mais surtout, vous aurez le souci de défendre et de promouvoir, de façon rigoureuse, ce concept de qualité.

Vous rejoindrez une équipe très motivée où les relations humaines sont simples et ouvertes, et qui compte sur votre acquis méthodologique et vos capacités d'innovation. Et votre famille appréciera la qualité de vie que l'on trouve dans notre région, tant au plan culturel : les facultés, les festivals, que sportif : la mer, la montagne...

Les candidatures seront examinées dans les meilleurs délais par les consultants du Cabinet CLEAS. Leur écrire sous référence 8368 M.

CLEAS

6, place de la République Dominicaine - 75017 PARIS.

Chef de Service Comptabilité... en Provence Côte d'Azur

Notre entreprise (800 personnes, 450 millions de C.A.), filiale régionale d'un groupe international du B.T.P., recherche le **CHEF DE SON SERVICE COMPTABILITE**. Rattaché au Directeur Administratif et Financier, il est responsable des comptabilités analytique et générale, de l'élaboration du bilan, de la gestion de la trésorerie et de l'encadrement d'une équipe de 8 personnes. De formation supérieure (type DECS), à la fois rigoureux, ouvert aux techniques comptables modernes et homme de contact, il a l'expérience de la fonction et la connaissance des applications informatiques.

Adresser CV, photo et prétentions s/réf LM.11 à Pierre LICHOU S.A. 3, avenue de la Corse - 13007 Marseille qui transmettra. Discrétion totale assurée.

Secrétaire Général de Rédaction

Formation supérieure. Bonne expérience presse écrite. Ecrire avec C.V. à photo à : REGIS-RECHES 175.744. 116 bis, Champs-Élysées PARIS (8^e) qui transmettra.

Association prof. artisans du bâtiment 04 recherche pour 1-12-1983 ANIMATEUR(ICE) ÉCONOMIQUE

Rôle : structurer la profession, susciter groupements entreprises, développer formation et évolution technologique, insérer marchés nouv., organiser relations donneurs d'ouvrage. Qual. : compétences en environnement économique d'entreprise exp. ou connais. en animation, goût des relations sociales et sens pédagogique, connais. du b.t.p. Niv. Bac. + 4. Bero APAS 04. 32, rue Victor-Hugo, 04000 VIGNES.

CHEF COMPTABLE

D.E.C.S. ou équivalent + expérience. Adresser C.V. manuscrit détaillé + prétentions à REGIS-PRESSE sous n° T 042.588 85 bis, rue Réaumur, Paris-2^e.



TURBOMECA

4300 personnes à la pointe de la technologie des turbines Aéronautiques de petite et moyenne puissance, menant une stratégie mondiale (60 % du CA à l'exportation, filiales et licenciés à l'étranger) recrute pour son établissement principal de PAU

2 JEUNES INGENIEURS AM, INSA...

pour ses FABRICATIONS PROTOTYPES Au sein de notre Direction de PRODUCTION, l'Atelier Activités Prototypes fonctionne de façon très autonome. Les Ingénieurs de ce département ont de ce fait accès à tous les services, toutes les compétences dans et hors l'entreprise (sous-traitants). Leur responsabilité en effet couvre la réalisation complète de moteurs prototypes et de pré-série dans le respect des délais et des prix.

Nous voulons confier ces deux postes à de Jeunes Ingénieurs ayant de solides connaissances en Fabrications Mécaniques et parlant anglais. Une première expérience, de l'ordre de 2 à 4 ans en Fabrication serait appréciée, mais un débutant disposant de capacités d'initiatives et de contacts trouvera l'occasion d'un début formateur. Après un temps minimum de 12 à 24 mois, et bien sûr une expérience concluante, un large éventail de possibilités pourra lui être proposé, y compris des détachements de longue durée (12 ans) pour l'assistance technique de licenciés étrangers ou bien encore une responsabilité d'Ingénieur de MARQUE PRODUCTION.

Merci d'envoyer, sous réf. 2658, lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et prétentions à OCS notre Conseil qui procédera aux premiers entretiens à BORDEAUX et à PARIS.

1, rue Guillaume Brochon - BP 37 - 33024 BORDEAUX Cédex 91, rue du Faubourg Saint Honoré 75008 PARIS

CHEF COMPTABLE

Titulaire d'un important groupe français, cette société (700 MF - 220 personnes) connaît un fort développement. Sa réussite s'appuie sur la haute technicité de ses outils de production, la qualité de ses produits et la performance de son organisation. Mais c'est surtout grâce à un travail d'équipe qu'elle peut progresser sur son marché. Elle recherche son chef comptable, responsable de l'ensemble de la comptabilité générale et analytique, du suivi de la trésorerie et des questions fiscales et juridiques. Il anime et supervise son équipe composée de 5 personnes. Nous souhaitons rencontrer un professionnel confirmé de la comptabilité, 28 ans minimum, possédant le DECS ou équivalent, justifiant d'au moins 5 ans d'expérience dans une entreprise à gestion informatisée. Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle, sous réf. M21867 D, à

EGOR RHONE-ALPES
Tour Crédit Lyonnais - 120 rue Servient
69431 Lyon Cédex 3.

ou à
EGOR OUEST ATLANTIQUE
5 rue de Crébillon 44000 Nantes.



PARIS LYON NANTES TOULOUSE MILANO PERUGIA ROMA DUISSELDORF LONDON MADRID MONTREAL

Vous êtes de formation supérieure ou équivalent, vous possédez plusieurs années d'expérience dans le domaine du transport, des stocks et de la gestion de magasin. Nous vous proposons de devenir au sein de notre société filiale du

GROUPE THOMSON

LE RESPONSABLE de notre centre de stockage et d'expéditions

À la tête de cet établissement décentralisé, vous aurez l'entière responsabilité de l'activité de 25 personnes qui y travaillent et vous participerez à la mise en place de notre nouveau système informatique. Ce poste situé en Eure-et-Loir est à pourvoir rapidement.

Ecrire avec C.V. détaillé, photo et prétentions à : E. CONSTANT - SEH 44, Avenue de Chatou - BP 239 92504 RUEIL-MALMAISON CEDEX



BANQUE DE L'UNION EUROPEENNE
recherche pour sa succursale de

ATTACHE COMMERCIAL

CLIENTELE DEPOSANTE (PARTICULIERE ET INSTITUTIONNELLE)

De formation supérieure (commerciale, économique et technique bancaire) il aura pour mission de développer le fond de commerce de la succursale et pour ce faire aura déjà acquis une première expérience d'environ 5 ans dans l'exploitation bancaire de clientèles dépositaires.

Envoyer C.V., photo et prétentions à la BANQUE DE L'UNION EUROPEENNE Service Recrutement Cadres - 4, rue Gallien - BP 89 75060 PARIS CEDEX 02.

Notre Groupe est le leader mondial du Contrôle et de l'Inspection des matières premières et d'un certain nombre de produits à l'importation et à l'exportation. Il recrute pour son Agence du Havre, spécialisée dans le contrôle des produits pétroliers et pétrochimiques un :

ADJOINT AU DIRECTEUR D'AGENCE

Il assiste celui-ci dans la supervision des équipes de contrôleurs qui effectuent les prélèvements des produits lors du chargement ou du déchargement des navires, il contrôle et anime l'activité du laboratoire qui fait les analyses correspondantes, il participe à l'étude et à la mise en oeuvre des produits et services nouveaux de contrôle, mesure et analyse demandés par nos clients, opérateurs internationaux. Le candidat idéal est un ingénieur physique-chimie qui a une expérience de 2 ans dans le domaine pétrochimique, l'expertise ou la production, ou qui, débutant, a effectué des stages appropriés dans ce domaine. Il a en outre de très bonnes notions d'anglais. Ce poste débouche à 3 ou 4 ans sur une carrière internationale et les candidats doivent être intéressés par cette possibilité d'expatriation. Nous vous remercions de bien vouloir adresser lettre et prétentions à Division du Personnel



SGS FRANCE s.a.
16 rue du Louvre - 75001 PARIS

JP 11/10/83

REPRODUCTION INTERDITE



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

*Débutants,
venez gérer
un centre de profit*

Sortant d'une ESCAE ou de l'Université (Maîtrise de Gestion, Droit) vous recherchez votre premier emploi et vous souhaitez de réelles responsabilités opérationnelles, des possibilités d'évolution liées aux résultats, mais aussi une société jeune, dynamique à vocation internationale.

Nous vous proposons, après une période d'intégration, de diriger plusieurs exploitations. Chez nous diriger c'est : être responsable d'un budget, encadrer des hommes, animer sur le terrain, honorer les engagements de notre société vis à vis des entreprises clientes, c'est prévoir, s'impliquer, réagir pour gérer rigoureusement.

Nous attachons beaucoup d'importance à vos qualités humaines : dynamisme, capacités d'encadrement, sens concret, goût du terrain, mais aussi disponibilité et mobilité.

Plusieurs postes sont à pourvoir dans les différentes régions de France.

Qui sommes-nous ? Une des 200 premières sociétés françaises, qui plus est en forte croissance.

CONTEXTE PUBLICITE - 20, Av. Opéra - 75040 PARIS CEDEX 01 nous adressera votre candidature (C.V., photo + salaire souhaité), sous la référence 80.489.



UGINE ACIERS / ACIERS SPECIAUX

**DEFI ACIER,
DEMAIN COMMENCE
AUJOURD'HUI**

**ugine aciers
groupe Sacilor**

En aciers spéciaux, l'industrie mondiale doit compter avec nous : UGINE ACIERS a mis en place un réseau national et international de vente d'aciers inoxydables, aciers à roulements et aciers de construction mécanique.

Apportant une réponse performante à des besoins diversifiés, les aciers spéciaux d'UGINE ACIERS se sont ouverts la porte des marchés-clés de l'industrie.

A l'origine de cet essor : 5 500 personnes (250 ingénieurs et cadres), des investissements considérables pour améliorer la productivité de ses usines du Sud-Est (Ugine, Fos, L'Ardoise) et un centre de recherches réputé parmi les tout premiers de France.

Bilan : le 2^{ème} producteur mondial d'aciers inoxydables est un partenaire d'acier. Il peut devenir le partenaire de votre carrière.

Nous vous proposons un 1^{er} objectif : UGINE 1985.

Vous participerez à une phase essentielle du processus de modernisation : le démarrage d'un train de laminage, investissement 350 millions de F. C'est dans ce contexte que nous offrons les postes suivants :

- pour l'unité de production d'Ugine **INGENIEUR ETUDES ACIERIE** (Arts et Métiers, ENSEEG, ENSL). Jeune métallurgiste ayant des connaissances en thermodynamique, il est chargé de mener des études de process « acier », d'organisation et de faisabilité. Réf. M 11477 U
- INGENIEUR D'EXPLOITATION LAMINOIRS** (Centrale, Mines, Arts et Métiers...). Agé d'environ trente ans, c'est un homme de production capable de diriger près de 200 personnes. Réf. M 11477 V
- RESPONSABLE METHODES ET MISES AU POINT METALLURGIQUES** (Ingénieur grande école, spécialité métallurgie). C'est un ingénieur ouvert aux techniques nouvelles capable de dialoguer avec le commercial qui a idéalement une première expérience en laboratoire de métallurgie. Réf. M 11477 W
- pour le Service d'Installations Nouvelles d'Anancy **INGENIEUR TRAVAUX NEUFS**. C'est un ingénieur électromécanicien connaissant les fluides et le Génie Civil, les automatismes. Il a une expérience acquise au sein d'un Bureau d'Etudes ou d'un service Entretien Travaux Neufs. Réf. M 11477 X
- pour le Centre de Recherche d'Ugine Aciers situé à Ugine, **INGENIEUR DE RECHERCHE**. Métallurgiste, il est débutant ou bien a déjà participé à des programmes de recherche appliquée en laboratoire. Réf. M 11477 Y

EGOR INDUSTRIE
8 rue de Bern 75008 Paris

PARIS LYON NANTES TOULOUSE MILANO PERUGIA ROMA DUSSELDORF LONDON MADRID MONTREAL

**Une société
de promotion immobilière
de notoriété nationale**
recherche

**UN(E) ATTACHÉ(E)
RELATIONS HUMAINES**

Ses missions principales :

- recrutement de l'encadrement ;
- gestion administrative du personnel ;
- suivi des rémunérations ;
- évaluation du personnel ;
- droit du travail et législation sociale.

Son profil :

- environ 28 ans, diplômé(e) de l'Enseignement Supérieur (Sciences Humaines ou Droit) ;
- il devra impérativement justifier une première expérience acquise, par exemple, dans une Direction de personnel ou position d'adjoint ;
- il sera accordé une importance particulière aux qualités relationnelles du candidat.

Poste à pourvoir dans le Nord.

Adresser C.V., photo et prétentions sous n° T 042.555 M, Régie-Presso 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

**ÉTABLISSEMENT
SCIENTIFIQUE**
de GRENoble
recherche

**CANDIDAT
POSTE CHERCHEUR CNRS**

pour thèse doctorale de sciences en chimie de coordination, à débiter en octobre 84, dans le laboratoire associé au CNRS. Formation souhaitée : grande école de chimie + DEA ou thèse de 3^{ème} cycle.

Adresser lettre, C.V., photo et prétentions sous réf. 80.354 à Conscience Publique, 20, av. Opéra, 75040 Paris Cedex 01.

ASFOR
COMPAGNIE FRANÇAISE DES ACIERS SPECIAUX

Dans le cadre de son plan de développement, nous recherchons pour nos USINES de PROVINCE

**CHEFS DE PROJETS
INFORMATIQUE DE GESTION**
(Production, comptabilité analytique, approvisionnement).

**CHEFS DE PROJETS
INFORMATIQUE INDUSTRIELLE**
(Process, guide-opérateur, régulation).

Nos projets sont ambitieux. Nous en confierons entièrement l'étude et la responsabilité de développement à des candidats compétents, de niveau ingénieur, ayant le goût de l'efficacité.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier complet de candidature (lettre manuscrite, C.V., prétentions) à : ASFOR - Département Informatique et Organisation, Immeuble Ile-de-France, 4, place de la Pyramide, Cedex 33, 92070 PARIS - LA DEFENSE 9.

camif
Coopérative de Distribution de vente par correspondance et magasins recherche pour son SERVICE INFORMATION QUALITE PRODUITS

**UN TECHNICIEN
ELECTRONICIEN**
Mini-systèmes informatiques-vidéo.

Mission : Assurer l'information et le suivi techniques auprès des agents agréés de notre Réseau, de ces matériels.

Assurer la maintenance et le dépannage au 2^{ème} niveau (systèmes complexes) ; Assurer l'étude et la gestion des dossiers techniques.

Profil : Titulaire du D.U.T., B.T.S. électronique il possèdera une première expérience d'au moins un an en logique et/ou maintenance de mini-systèmes informatiques. Une expérience en vidéo serait appréciée.

Le poste est basé à NIORT.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions au Département Personnel 79039 NIORT Cedex.

CRÉDIT AGRICOLE
LA CAISSE RÉGIONALE
DU SUD-EST
À LYON

ÉQUIPÉE DE IBM
3081 MVS - IMS

recrute
pour renforcer son service
SYSTÈME TÉLÉTRAITEMENT

INGÉNIEUR SYSTÈME

Mission : installation, promotion, maintenance et développement des performances de logiciels sur ordinateurs d'un réseau d'informaticiens répartis.

Envoyer C.V., photo et prétentions sous référence 405 C.R.C.A.M. DU SUD-EST Recrutement B.P. 9156 - 69252 LYON CEDEX 09

OFFRES D'EMPLOIS

GROUPE BDA
DE BUREAU D'ETUDES ET D'ANALYSES
400 PERSONNES EN FRANCE
CORRESPONDANT TOUCHE ROSS

pour contribuer à la croissance rapide de son activité conseil recherche

consultants

3/5 ans d'expérience professionnelle
FORMATION GRANDES ECOLES

- Développement et mise en place de systèmes de gestion comptables et financiers,
- Maîtrise de l'informatique,
- Travail en équipe pluridisciplinaire.

POUR PARTICIPER A DES MISSIONS D'ORGANISATION DE HAUT NIVEAU

Envoyer lettre de candidature à S. AUDOUIN - BDA Consultants 185, avenue Charles de Gaulle 92200 Neuilly sur Seine

**Diriger
une délégation
régionale à LILLE**

centre de productivité des transports recherche un

**CONSEILLER DE GESTION
TRANSPORT LOGISTIQUE**

Il est responsable de l'animation d'une petite équipe de conseillers et du développement de sa délégation ; il intervient lui-même dans les entreprises de transport.

Ce poste à responsabilités nécessite une formation supérieure, une expérience confirmée de l'entreprise et du conseil. L'expérience du transport est évidemment un atout supplémentaire.

Adresser votre candidature sous réf. 1045-M à Françoise BARS

LYM CONSULTANTS
63 avenue de Villiers
75017 Paris

La Société des Autoroutes du Nord et de l'Est de la France recherche pour sa Direction d'Exploitation de SENLIS (60)

CADRE HF

responsable du bureau chargé de la gestion (statistiques, budgets abonnements PL, relations avec les garagistes, dépanneurs, gérants stations service et restaurants).

Le candidat devra :

- être titulaire d'une maîtrise de sciences économiques ou d'une formation équivalente,
- être âgé d'au moins 35 ans,
- justifier d'une solide expérience en matière de gestion (statistiques essentiellement et suivi de budgets, etc...),
- une expérience professionnelle d'une dizaine d'années est souhaitée, ainsi que des aptitudes à animer et à diriger une équipe, un excellent esprit de synthèse et une très bonne expression écrite et orale.

Salaire brut annuel entre 145.500 et 162.000 F selon les compétences.

Adresser C.V. détaillé et photo à S.A.N.E.F., BP 73 - 60304 SENLIS

camif
IMPORTANTE ENTREPRISE
DE DISTRIBUTION VENTE
PAR CORRESPONDANCE ET MAGASINS
(C.A. 2,5 milliards) recherche

**COLLABORATEUR-
COMPTABLE H/F**

Dans le plan de développement de son système d'informations comptables, il prendrait en charge la réalisation et le suivi des applications :

- comptabilité analytique et budgétaire,
- contrôle des procédures comptables, participation à l'élaboration des comptes et arrêtés des résultats.

Titulaire d'une formation comptable supérieure de type DUT, BTS, complétée par un certificat du DECS ou d'une formation équivalente.

La connaissance et la pratique de l'outil informatique seraient très appréciées.

Le poste est basé à NIORT.

Envoyer lettre manuscrite + C.V., photo et prétentions à LA CAMIF Département Personnel 79039 NIORT Cedex

ORGANISME INTERNATIONAL
REGION PARISIENNE
recherche

TRADUCTEUR/INTERPRETE
de Conférence (consécutif)
ANGLAIS - FRANÇAIS

Langue maternelle française.
Expérience en électronique et informatique souhaitée.
Contrat d'un an renouvelable.

Candidatures à envoyer avant le 31 octobre 1983.
Au Bureau de Gestion HAWK, 26, rue Galvani, 92500 RUEIL-MALMAISON.

GROUPE TEXTILE
recherche

ELECTROMECANICIEN
Lieu : ROUEN.

Formation : Ecole technique.
Age minimum 30 ans.
Expérience minimum : 10 ans
entretien usine : mécanique,
électronique, électrique.
Rémunération
environ 100.000 F.

Envoyer C.V. n°/réf. 3681 à SWEETTS, 2, rue du Delta, 75008 PARIS qui transmettra.

P.M.E. négoce
située près de la Nation
recherche

**RESPONSABLE
ADMINISTRATIF
ET COMPTABLE**

- Formation exigée : supérieure OUT et niveau O.E.C.S. ou équivalent.
- Expérience gestion informatique désirée.

Envoyer C.V. à la Société Ormèvent, 2 bis, avenue Foch, 94160 SAINT-MANDÉ.

REPRODUCTION INTERDITE

emplois régionaux

**Commerciaux junior
à tous niveaux**

Recherche d'entrepreneurs des Marchés du Développement...
...pour vendre une solution personnelle...

ROSSIGNOL SA

**RESPONSABLE
RELATIONS
SOCIALES**

Recherche d'entrepreneurs des Marchés du Développement...
...pour vendre une solution personnelle...

**leurs commerciaux
à tous**

**pes - Région Ouest
Côte d'Azur**

Recherche d'entrepreneurs des Marchés du Développement...
...pour vendre une solution personnelle...

**THOMSON-TIT
Provence**

**2 Ingénieurs
débutants**

THOMSON-CSF

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

EUREQUIP UNE VIE PROFESSIONNELLE OUVERTE SUR LES ENTREPRISES ET LE MONDE

Nous sommes 180 CONSULTANTS, de formation, d'âge et d'expérience variés, qui intervenons dans tous les domaines de l'entreprise et les grands secteurs de l'économie, en France et à l'Étranger; le plus souvent en équipes pluridisciplinaires.

Notre métier est d'aider les hommes à conduire l'évolution de leur entreprise. Pour continuer à enrichir nos équipes, nous souhaitons accueillir de nouveaux CONSULTANTS:

SCIENCES HUMAINES Psychologues, Sociologues, Ethnologues

- Vous possédez une expérience certaine de l'entreprise.
- Vous maîtrisez une langue étrangère.
- Vous avez le goût des situations variées, de la mobilité géographique, et votre approche de l'entreprise associe le facteur humain aux facteurs technique et économique.

Le dynamisme de nos équipes et les perspectives de développement permettent des évolutions très ouvertes.

Merci d'adresser votre candidature, sous référence 8337 M au Département Recrutement d'EUREQUIP.

EUREQUIP

Département Conseil en Recrutement
15, avenue d'Eylau - 75116 PARIS
Tél. 553.84.73



PARIS-LONDRES-HOUSTON-ROME

IMPORTANT GROUPE INTERNATIONAL

RECHERCHE POUR
LE DÉPARTEMENT CONTENTIEUX
DE SA DIVISION JURIDIQUE
A PARIS

CADRE JURIDIQUE

chargé de la constitution, du suivi et de la gestion de dossiers à caractère contentieux.

Formation
Au minimum, une maîtrise de Droit Civil ou Droit des Affaires et un DEA en Droit des Affaires.

Expérience :
2 à 3 ans dans un cabinet d'Avocat, chez un Conseil juridique ou en entreprise.

Possibilité de carrière au sein du Groupe pour des candidats motivés et mobiles géographiquement.

Adresser lettre, CV et photo en précisant rémunération actuelle et prétentions sous référence 80373 M à HAVAS CONTACT - 1, place du Palais-Royal - 75001 PARIS, qui transmettra.

Gérer un organisme professionnel Comptable et informaticien

Un Organisme Professionnel Paritaire occupe, au sein de son secteur d'activités, une responsabilité très importante et développe ses actions à l'ensemble du territoire français. A cette fin, il collecte des ressources financières auprès des entreprises dont les versements sont obligatoires. Son activité concerne le marché de l'Emploi et de la Formation Professionnelle.

Les ressources qui permettent son action, se situent entre 40 et 50 millions de Francs que cet Organisme doit rassembler auprès de 4000 Adhérents. Jusqu'ici, il en traitait à peine le quart et le chef comptable et son service suffisaient pour assumer cette responsabilité.

Dorénavant, avec l'équipe pluridisciplinaire du siège, une vingtaine de personnes, et le service comptable, il sera possible d'y faire face, grâce à un effort d'organisation passant par une mise en place d'une informatique en temps réel.

C'est pourquoi l'on crée le poste de responsable de la gestion interne, en relation directe avec le Directeur Général, que l'on confiera à un excellent comptable, ayant une expérience réelle de mise en place informatique et capable d'organiser la gestion de l'ensemble (comptabilité, budgets, tableaux de bord, trésorerie...).

A deux pas de la Madeleine, à Paris, ce poste est à prendre au plus vite. Les candidatures sont à adresser au Cabinet CLEAS sous référence 8367 LM.

CLEAS

6, Place de la République Dominicaine - 75017 PARIS
MEMBRE DE SYNTec

Comptabilité et contrôle de gestion 200 000+

Si nous n'étions bien français, nous serions à la recherche d'un «contrôleur». C'est-à-dire de l'homme, ou de la femme, capable d'animer en direct les services comptables (12 personnes), tout en assumant la responsabilité du contrôle de gestion.

Fonction riche et évolutive, mais exigeante aussi. Si une bonne maîtrise des techniques comptables s'impose, elle doit s'accompagner d'une réelle ouverture à la gestion, de la capacité à organiser, contrôler, prévoir. Profil-cible : ESC+ DECS, 4 à 7 années d'expérience dont 2 au moins dans la direction de services comptables.

Pour nous situer, quelques chiffres. Filiale d'un groupe actif dans l'industrie et le négoce (800 personnes, CA : 600 millions de francs), nous allons réaliser cette année un chiffre de 200 millions de francs. Avec 140 personnes. Un fait significatif : le CA a doublé en deux ans. Il est vrai que notre marché, celui de la distribution de composants électroniques, est particulièrement porteur. Tout de même... Merci d'écrire en toute confidentialité à notre conseil SIRCA, référence 984512M. Votre prochain QG : toute proche banlieue parisienne, à 5 minutes du périphérique Sud.



Sirca

64, rue La Boétie - 75008 PARIS

MEMBRE DE SYNTec

De l'Informatique à l'Organisation



Importante banque nationalisée regroupant un effectif de 7500 personnes, le Crédit Commercial de France recrute pour son Département Organisation Informatique un Analyste, homme ou femme.

Au sein d'une petite équipe pluridisciplinaire, il prendra en charge le développement d'un nouveau projet concernant les cartes de paiement.

De formation informatique (MIAGE souhaité), le cadre recruté aura déjà participé à des études de conception technique et prouvé son intérêt pour l'organisation. Il justifiera d'une expérience de 2 ans minimum sur matériel IBM, connaîtra la programmation et possèdera la pratique du DL1 et si possible du CICS.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions au Crédit Commercial de France - Direction des Carrières - 103, Champs Élysées - 75008 PARIS.

DEVELOPPER NOS METHODES D'ORGANISATION

INGENIEUR

Rattaché directement au Chef du Département chargé des relations entre notre Société d'Ingénierie et les organismes extérieurs, nous vous chargerons :

- d'adapter nos méthodes à l'évolution de nos activités, en fonction des contrats et des nouvelles exigences réglementaires,
- d'encadrer une équipe responsable de la mise en forme et du traitement des documents supports de notre activité.

Le poste est à pourvoir à Paris-La Défense.

Merci d'adresser votre candidature sous référence 80378 M à HAVAS CONTACT, 1, place du Palais-Royal, 75001 Paris, qui transmettra.

Ingénieur confirmé

Centrale,
Mines...

Important groupe industriel français, 11 usines en France et aux U.S.A., C.A. : 2 milliards de francs, offre à un INGENIEUR CONFIRME une très intéressante opportunité de développement de carrière.

Ses compétences techniques acquises dans le domaine industriel et une solide formation de gestion lui permettront d'accéder rapidement à un poste de direction.

Ses aptitudes à animer et à diriger des équipes seront à la base de sa réussite au sein d'un groupe qui attache une importance déterminante aux qualités humaines.

Nous vous remercions d'adresser votre curriculum vitae accompagné d'une photo en indiquant sur l'enveloppe la référence 2695/M à

MEDIA PA
9, Bd des Italiens - 75002 Paris
qui transmettra

(réponse et discrétion assurées)



Responsable administration-gestion 180.000 F

Composants mécaniques. Une société française (30 personnes) en expansion (20 pour cent par an) appartenant à un groupe de dimension internationale, spécialisée dans la commercialisation à l'échelon national de composants mécaniques, recherche son responsable administration-gestion. Basé dans la banlieue est de Paris, il sera hiérarchiquement rattaché au directeur général et aura la responsabilité de l'administration commerciale (suivi des approvisionnements, des commandes et du magasin). Il assurera parallèlement la supervision de la comptabilité, l'établissement des budgets et l'analyse des résultats. Ce poste s'adresse à un candidat âgé de 28 ans minimum et doté d'une formation qui lui permette à la fois d'avoir une bonne compréhension des produits et de mettre en œuvre une gestion rigoureuse. Il devra en outre justifier d'une expérience similaire d'au moins 3 ans, acquise de préférence chez un négociant technique, qui lui ait donné l'occasion de développer des qualités de meneur d'hommes et un sens aigu du service à la clientèle. La rémunération annuelle de départ, fonction des compétences et du potentiel présentés pourra atteindre 180.000 francs. Ecrire à J.M. JACLOT.

Réf. JMR9028M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
3, rue des Graviers - 92200 NEUILLY - Tél. 747.11.04

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon
Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse



La direction de l'Exploitation de
TRANSPAC recrute pour l'un
de ses Centres d'Exploitation de PARIS, un

Technicien d'exploitation

chargé dans un premier temps, d'assurer les raccordements et participer ensuite à la maintenance des abonnés du Centre.

Si vous êtes titulaire d'un DUT Electronique ou diplôme professionnel équivalent (AFPA 2^{ème} degré par exemple) et avez 3 à 4 années d'expérience minimum.

Adresser C.V., photo et prétentions au Service du Personnel TRANSPAC

transpac Réseau national de transmission
de données par paquets
Tour Maine Montparnasse
BP 145 - 75755 PARIS Cédex 15

العدد 1525

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

cadre classe VI gestion clientèle privée

Nous sommes l'une des premières banques de dépôt françaises privées avec un total de bilan d'1 milliard et 12 agences. Le Directeur du département gestion de fortune recherche un adjoint pour l'aider à assurer le développement de la clientèle privée. Ce collaborateur doit avoir une expérience commerciale acquise dans ce secteur, connaître les titres et les fonds communs de placement, afin de jouer son rôle de conseil ; ce poste nécessite un fort dynamisme, un entourage personnel, pour établir des relations à niveau élevé. Le poste est à pourvoir à Paris 8ème. Le salaire peut être élevé pour un collaborateur performant.

Si cette proposition vous intéresse, nous vous demandons d'adresser votre dossier sous référence 302.83 M à notre Conseil - 61, boulevard Haussmann - 75008 PARIS



Chantal Baudron. s.a.

MEMBRE DE SYNTHEC

Informatique Industrielle et Télé-informatique

Une des plus importantes Sociétés d'Ingénierie Informatique, filiale de Thomson C.S.F. Communications, recherche pour son département Informatique Industrielle

Chefs de Projet

Diplômés Grande Ecole, vous avez plusieurs années d'expérience dans la conception et la réalisation de systèmes informatiques.

Nous vous offrons la possibilité totale d'un projet dans les domaines suivants :

- Télé-informatique (réseaux)
- Informatique Industrielle

Ingénieurs Logiciels

Ils interviendront suivant leur affinité ou leur expérience sur des projets faisant appel aux techniques des applications temps réel sur mini et micro-ordinateur.

Les candidats retenus trouveront au sein de notre entreprise des possibilités de formation et d'évolution qui sauront les satisfaire.

answare

Nous vous remercions d'adresser votre candidature à M. ASKENFELD, sous Réf IN/7, 135 Rue de la Pompe 75116 Paris.

THOMSON-CSF
COMMUNICATIONS



leader européen de l'appareillage électrique d'installations

L'électricité est l'énergie de l'avenir... Nous avons besoin de votre énergie

JEUNES ESC, UNIVERSITAIRES...
IUT, BTS....

VOUS êtes un battant, vous aimez les contacts, vous êtes ambitieux et motivé pour une carrière commerciale, alors notre offre vous intéresse. Vous deviendrez rapidement l'animateur d'un secteur de vente et participerez à la vie d'une entreprise performante qui va de l'avant.

NOUS employons 12.000 personnes, notre C.A. en croissance régulière est actuellement de 3 milliards

de France, dont 30 % à l'étranger. Nous sommes placés sur un marché porteur, celui de l'équipement électrique, domestique et industriel. Nous vous formerons à nos produits et à nos techniques de vente. Vous êtes disponible géographiquement, n'hésitez pas.

Associez votre avenir au nôtre

nous avons des postes à pourvoir dans des grandes villes.

Merci de manifester votre intérêt en motivant votre candidature auprès de notre Conseil, sous référence 23 M 185, CPA 3 rue de Liège 75009 Paris.



CP



LEADER SUR LE MARCHE DES PLATS CUISINES APPERTISEES
1 milliard de francs de C.A. - 1100 personnes - 4 usines, recherche un

ANALYSTE PROGRAMMEUR

connaissant le matériel IBM 38 et pratiquant les langages GAP II, BASIC et COBOL.

Dans le cadre du développement des systèmes d'information informatique, il interviendra notamment sur les applications commerciales, comptables et payées.

C'est obligatoirement un professionnel habitué au dialogue avec les utilisateurs et possédant au minimum 4 années d'expérience professionnelle.

Adresser lettre manuscrite + CV + photo récente à
BUITONI - Direction des Ressources Humaines
76, rue Gambaldi - 94100 SAINT MAUR DES FOSSES



Domaines
d'activités :

- Nucléaire
- Espace
- Systèmes automatisés
- Visualisation

INGENIEURS PHYSICIENS

Ingénieur Grande Ecole (ESE, INPG...) ou université, vous souhaitez mettre en œuvre votre aptitude à la modélisation physique et à l'expérimentation.

La SODERN vous propose :

- de mener des études relatives à la physique du vide, des plasmas, des états de surface,
- ou de mener des études dans le domaine de la physique du solide et des matériaux, portant sur l'interaction rayonnement / matière.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature au Service du Personnel - SODERN
1, avenue Descartes - 94450 LIMEIL BREVANES.



Dans notre profession,
celle du Grand Magasin,
nous comptons d'abord
sur les hommes...

Si vous avez envie, comme nous, de trouver les solutions qui les rendent plus efficaces, si vous aimez aussi faciliter les conditions de leur travail afin qu'ils se sentent encore mieux dans leur entreprise, venez renforcer notre équipe de Responsables de Relations Humaines.

Vous venez de terminer vos études supérieures ou bien vous avez acquis une expérience équivalente.

Dans les deux cas, nous vous donnerons une formation qui visera à adopter vos connaissances à notre Convention Collective et à notre politique de personnel, elle comprendra aussi une phase d'application en magasin.

A l'issue de cette formation, nous vous proposerons un poste de :

GENERALISTE de la FONCTION PERSONNEL

- fonction dont vous serez responsable dans son intégralité

dans un GRAND MAGASIN de la REGION PARISIENNE

- comprenant de 150 à 300 personnes exerçant une grande variété de métiers

- dans lequel vous ferez partie de l'équipe de Direction

- dans lequel vous mesurerez immédiatement les résultats de votre action.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite + curriculum vitae + photo + prétentions) à la Direction du Personnel du B.H.V. 55, rue de la Verrière 75004 Paris

LTM CONSULTANTS

CONSEIL EN RECRUTEMENT

de Personnel au niveau national, spécialisé dans les secteurs Transport et Logistique, recherche un

COLLABORATEUR HF

CONSULTANT (E), responsable des examens de sélection de candidats, tous niveaux de qualification, ainsi que des contacts avec la clientèle.

Le poste exige une formation Etudes Supérieures (Psychologie du Travail) : une expérience du recrutement en entreprise ou cabinet, la pratique des entretiens.

Disponibilité pour fréquents déplacements en province.

Adresser votre candidature sous réf. 1082-M à

LTM CONSULTANTS
83 avenue de Villiers
75017 Paris



LE CREDIT NATIONAL

Principale Institution Spécialisée dans le financement des investissements des entreprises recherche pour son Département des Services Financiers et des Titres

JURISTE

Il sera chargé du suivi des opérations sur titres sous leurs aspects juridique, fiscal et financier.

Il devra posséder :

- une maîtrise de droit au minimum,
- trois à cinq années d'expérience acquises dans un Service Titres de banque ou chez un agent de change,
- de préférence, des connaissances financières.

Il lui est offert :

- un travail intéressant avec de nombreux contacts,
- une rémunération compétitive et des possibilités de progression.

Prière d'envoyer une lettre manuscrite avec C.V. et photo (retournée) ou CREDIT NATIONAL - Service du Personnel et des Relations Sociales 45, rue Saint-Dominique - 75007 PARIS.

L'IRCAM
recherche

CHARGE DE GESTION DU PERSONNEL

(Paie - contrats - suivi dossiers - législation - préparation réunions représentants du personnel - déclarations annuelles...).

Expérience nécessaire. Bonnes connaissances juridiques. Dynamisme.

Envoyer C.V. et prétentions à l'IRCAM - Administration

31, rue Saint-Mern - 75004 PARIS

VOUS ETES ATTIRE PAR L'INFORMATIQUE FAITES UNE CARRIERE D'INFORMATICIEN AVEC NOUS

Nous sommes une Société Parisienne de Conseils en Informatique et recherchons de

JEUNES COLLABORATEURS

ayant plusieurs années

d'études supérieures, dégagés des

obligations militaires et libres rapidement.

Il n'est pas nécessaire d'avoir des connaissances en informatique, les candidats engagés étant formés intégralement par la société.

Adresser lettre avec CV détaillé + photo s/réf. 80448 A à CONTESSÉ Publicité

20, av. Opéra 75040 PARIS Cedex 01, qui tr.

Importante Société de Conseil
recherche d'urgence

consultant

agro-économiste, possédant également une expérience et/ou un diplôme de gestion pour assurer, dans le cadre d'une équipe, le contrôle d'un ensemble d'entreprises publiques du secteur agricole.

Résidence en Afrique francophone.

Avantages liés à l'expatriement.

Adresser lettre manuscrite C.V. détaillé et prétentions, sous réf. 9017 à

PUBLIVAL 27, route des Gordes,
92190 MEUDON.

هذه هي الاصل

Je suis 150

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

© SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

recherche pour sa Division Travaux à Paris

Ingénieur Travaux

diplômé et expérimenté

Diplômé :

le candidat doit avoir une formation de base pluridisciplinaire dans le domaine de la construction.

Expérimenté :

après un passage en entreprise, le candidat a travaillé comme Ingénieur en Organisation ou comme Ingénieur d'Études et Responsable d'Affaires dans une Société d'Ingénierie.

Il a 5 à 10 années d'expérience professionnelle.

Il connaît les moyens modernes de communication.

Cet Ingénieur programme, planifie et contrôle les études de conception des locaux bancaires.

Il a un rôle de coordination et d'animation.

Merci d'adresser une lettre de candidature, CV, et prétentions sous réf. 316/M à SOCIÉTÉ GÉNÉRALE - 7, rue Caumartin 75009 PARIS.

MAVAT CONTACT



L.E.R.S.

LABORATOIRES D'ETUDES ET DE RECHERCHES SYNTHELABO

Notre Département de Recherche Biologique recrute un

Pharmacologue biochimiste

qui sera affecté au Groupe Récepteurs Synaptiques. Le ou la candidat(e) retenu(e) pour ce poste :
• dirigera une petite unité comme Chef de Laboratoire, en liaison directe avec le Directeur du Département.
• sera chargé(e) de l'étude de composés par la méthode de «Receptor Binding» dans le cadre de projets de recherche, en collaboration avec d'autres groupes du Département.
• devra posséder une formation de haut niveau : Doctorat d'Etat ou équivalent.
Une bonne connaissance des mécanismes biologiques et une très bonne expérience des techniques biochimiques utilisées dans ce domaine sont indispensables.
Lieu de travail : PARIS.
Toutes les candidatures seront traitées confidentiellement et devront être adressées avec Curriculum Vitae au : L.E.R.S. Direction Administrative et Technique 58-60, rue de la Glacière 75013 Paris.



PHILIPS

recherche un

chef de publicité

pour assurer la responsabilité de budgets importants.

Le candidat de formation HEC, ESSEC, Sup de Co... devra avoir une expérience de la publicité d'environ 2 ans.

Adresser dossier de candidature avec photo s/réf. 550 à PHILIPS Département du Personnel 50, avenue Montaigne 75008 PARIS



ENTREPRISE DE TRAVAUX PUBLICS recherche son

JURISTE FISCALISTE INTERNATIONAL

Il a :

- le niveau DESS
- une très bonne connaissance de l'Anglais et de l'Espagnol
- la volonté de s'intégrer dans une équipe jeune et performante
- le goût du contact et du travail sur le terrain
- une expérience internationale BTP (minimum trois ans).

Il devra :

- analyser les aspects juridiques et fiscaux des projets de travaux à l'étranger
- négocier, rédiger et suivre les contrats.

Poste basé à PARIS

Adresser lettre manuscrite, c.v., photo et prêt, sous référence 5341 à Axial Publicité - 27, rue Taillout 75009 Paris, qui transmettra.

Consultant international STRATEGIE ACHATS INDUSTRIELS

260 000 +

CEGOS ORGANISATION INDUSTRIELLE est une division du Groupe CEGOS dont le vocetion est d'apporter aux entreprises sa compétence en matière de gestion industrielle. (Management industriel général, produits, nouveaux procédés, organisation et gestion de la production, maintenance et gestion des équipements, ingénierie, achats et logistique). Elle recherche un consultant de haut niveau dont la mission est de conseiller les Directions Générales d'entreprise en stratégie et organisation des achats (sous-traitance, fournisseurs, structures des services achats, audit des services décentralisés, gestion des hommes...) en France et à l'étranger. (Le Groupe CEGOS est implanté dans 12 pays). Pour réussir cette mission il est nécessaire d'avoir une formation Grande Ecole (ingénieur, école gestion) et l'expérience pratique des achats à un niveau international. La connaissance de l'anglais est exigée. Un travail en équipe dans un climat de grande autonomie caractérise cette activité de consulting. La rémunération annuelle brute de l'ordre de 260 000 F. est liée à la personnalité du candidat qui, en rejoignant le Groupe CEGOS accède à sa progression professionnelle au sein d'une équipe dynamique. Le poste est basé à PARIS. Envoyez lettre man. et CV à P. SCHUTZ, Directeur des Ressources Humaines du Groupe CEGOS, Sélé-CEGOS, Tour Chenonceaux, 204, Rond Point du Pont de Sèvres, 92516 BOULOGNE. Réf. 5011.

Sélé
CEGOS

Publié Membre de SYNTec

Le Syndicat National des Fabricants de Ciments et de Chaux recherche

Adjoint de son Directeur Technique HF

Ingénieur ou universitaire (28 ans minimum)

pour l'assister dans le suivi des dossiers techniques (réglementation et études) touchant à la production des ciments. Il sera particulièrement chargé :

- de constituer et suivre les dossiers dans les domaines de l'énergie, de l'environnement, des équipements, investissements, de certaines études de synthèse, du lancement et du dépouillement d'enquêtes professionnelles,
- de recueillir des informations auprès des industries cimentières et des administrations,
- de participer à des réunions et d'en assurer le secrétariat.

Il effectuera des missions ponctuelles à la demande de la Direction. Nous attachons une importance particulière aux aptitudes personnelles du candidat : rigueur intellectuelle, bonne organisation personnelle, bonne aptitude rédactionnelle. La réussite dans cette fonction permet d'envisager une évolution de carrière ultérieure. Lieu de travail : PARIS. Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et rémunération souhaitée sous référence 73687/M à Mme CLERE, Sélé-CEGOS, Tour Chenonceaux, 204 rond-point du Pont de Sèvres 92516 BOULOGNE Cédex.

Sélé
CEGOS

Publié Membre de SYNTec

Rédacteurs contentieux sinistres

HF

Nous sommes une Compagnie d'Assurances IARD importante et nous offrons des postes de Rédacteurs Contentieux Sinistres, dont le rôle est de conseiller et de guider nos délégations régionales dans la gestion et le règlement amiable ou judiciaire des sinistres, et d'assurer, en liaison avec ces délégations régionales la gestion des sinistres importants. Ces postes conviennent à des candidats titulaires de la Maîtrise de Droit ou du Doctorat, ayant si possible déjà une première expérience dans une Cie d'Assurances. Postes stables, comportant des perspectives d'évolution. Horaires souples. Restaurant d'entreprise. Banlieue parisienne desservie par le RER. Merci d'adresser lettre man. et C.V. détaillé mentionnant votre niveau actuel de rémunération s/réf. 11886/M à D. de LARIVIERE qui étudiera votre dossier en toute discrétion, Sélé-CEGOS, Tour Chenonceaux, 204 rond-point du Pont de Sèvres, 92516 BOULOGNE

Sélé
CEGOS

Publié Membre de SYNTec

Amylum S.A.

Nous sommes une société de dimension internationale, située à AALST en Belgique, un des leaders européens en fabrication d'émulsions, de glaces et de dérivés, destinés à un grand nombre d'applications dans l'industrie alimentaire et non-alimentaire. Nous recherchons pour notre filiale française Amylum France S.A. à Paris un

Agent technico-commercial

Sa formation et son expérience :

- il sera ingénieur alimentaire, agro-alimentaire, chimiste ou licencié en sciences économiques
- une expérience commerciale et/ou technico-commerciale n'est pas exigée mais serait un avantage.

Sa mission :

- il sera responsable de la commercialisation des matières premières dans le secteur alimentaire,
- son secteur géographique sera défini en fonction de son lieu d'habitation.

Nous offrons :

- une fonction complète
- un travail intéressant dans une équipe jeune et dynamique
- une voiture de fonction
- une rémunération de base de 161 000 FF/m

Si cette fonction vous intéresse, veuillez adresser votre candidature accompagnée d'un curriculum vitae détaillé, d'une photo et de votre rémunération souhaitée, sous référence 9016 à Marianne BAYER - Sélé-CEGOS, 191 avenue des Croix de Guerre, 1120 BRUXELLES (Belgique).

Sélé
CEGOS

Publié Membre de SYNTec



Rowntree Mackintosh

LEADER SUR LE MARCHE FRANÇAIS DU CHOCOLAT (LION, NUTS, SMARTIES, AFTER EIGHT, QUALITY STREET, KIT KAT, LANYIN, MNIER, REVE NOIR, CHOCOREVE...)

recherche pour assurer l'animation du contrôle budgétaire de ses 2 usines de DIJON et NOISY.

CONTROLEURS BUDGETAIRES USINE

Chacun dans son unité, aura des relations fonctionnelles à tous les niveaux et sera particulièrement chargé :
• de l'analyse des frais directs de production
• du contrôle des charges fixes
• de la mise en place des procédures
• de l'élaboration du tableau de bord à l'usage des différents responsables.

Ces postes évolutifs conviendront à des diplômés de l'enseignement supérieur en gestion, de 30 ans environ, ayant obligatoirement une première expérience du contrôle budgétaire, si possible en usine, et s'exprimant convenablement en anglais.

Adresser candidature (photo) et prétentions en précisant lieu de travail préféré à Michel DASSÈ - ROWNTREE MACKINTOSH S.A. - N°127 77323 MARNE LA VALLÉE CEDEX 2.

Société industrielle française du secteur biens de consommation, en expansion continue, recherche son

Chef du Service Juridique et Fiscal

Adjoint au Directeur Administratif et Financier
Docteur en Droit, diplômé IEP...

Il aura une expérience de plusieurs années en entreprise, en cabinet d'audit ou d'avocats avec de bonnes connaissances financières et comptables. Poste basé en proche banlieue parisienne. Age minimum : 30 ans.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et rémunération souhaitée sous référence 528 M.



18, Avenue Maignon - 75008 PARIS.

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

CMF

Compagnie de gestion mobilière et financière

NOUS SOMMES UNE SOCIÉTÉ SPÉCIALISÉE DANS LA GESTION DE VALEURS MOBILIÈRES SUR LE PLAN INTERNATIONAL.

Nous aimerions nous adjoindre les services d'un

RESPONSABLE DU DÉPARTEMENT INDUSTRIEL ET FINANCIER

auquel il sera confié l'analyse des sociétés susceptibles d'intéresser les investisseurs privés et institutionnels, il dirigera les opérations financières relatives.

Notre candidat devrait avoir acquis une expérience approfondie au niveau de l'analyse financière, soit 5-7 ans de pratique, et un minimum de 3 ans pour tout ce qui a trait aux opérations financières à caractère industriel et/ou commercial, tels que fusion de sociétés, diagnostic industriel, etc.

Pour notre département commercial et dans le cadre du développement de notre clientèle privée, nous cherchons également un

GÉRANT DE PORTEFEUILLES

ayant une solide pratique des relations COMMERCIALES, capable de justifier une stratégie d'investissement en valeurs mobilières.

Notre candidat devrait posséder une bonne culture économique et financière et bénéficier dans cette activité de plusieurs années d'expérience (5 ans au minimum).

Les hommes ou femmes recherchés doivent avoir de bonnes connaissances de l'anglais et sont priés d'adresser leur dossier de candidature (lettre manuscrite, c.v., photo et prêt.) à **CMF** à l'attention de M. J. SENN, 4, rue St-Florentin à PARIS 75001.**CONTROLEUR BUDGETAIRE**

La filiale française d'un groupe de renommée mondiale (26 000 personnes) spécialisée dans le traitement de l'information, la production de systèmes et de matériel de communication à technologie de pointe, recherche pour son département finance un contrôleur budgétaire.

Il aura pour mission essentielle de prévoir, participer à leur élaboration et contrôler les budgets de l'entreprise : il proposera des procédures pour améliorer la gestion et, le cas échéant, des actions correctives. Les candidats âgés de 27 ans minimum, formation supérieure - HEC, SUP DE CO, DAUPHINE - (options finances, contrôle de gestion) auront quelques années d'expérience au sein d'un service de contrôle de gestion d'une entreprise industrielle de type anglo-saxon. Les qualités de dynamisme, de rigueur et d'esprit d'analyse sont particulièrement appréciées. L'anglais est indispensable et la familiarité avec l'outil informatique souhaitée.



Adresser lettre manuscrite, CV détaillé et NUMERO DE TELEPHONE sous réf. 798 A à Contesse Publicité 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS CEDEX 01 qui transmettra.

PETITE SOCIÉTÉ
recherche
pour
MICRO-INFORMATIQUE
APPLIQUÉE À L'INDUSTRIE
JEUNE ING. ou DUTpour études et mise au point
matériel et logiciel sur micro-
processeurs Intel.
Envoyer C.V. à : C.P.L.
41-51, rue JACQUARD
77400 LAGNY-SUR-MARNE**LE CENTRE
HOSPITALIER SPÉCIALISÉ
DE VILLENEUVE**
recrute :**DEUX AUXILIAIRES
DE PUÉRICULTURE**Titulaire du C.A.P. pour le crèche
de l'établissement.
Averches sociales.
Pour tous renseignements, réfé-
rencez au SERVICE DU PER-
SONNEL 677-81-04, p. 48 L.**ANALYSTE BUDGETAIRE**

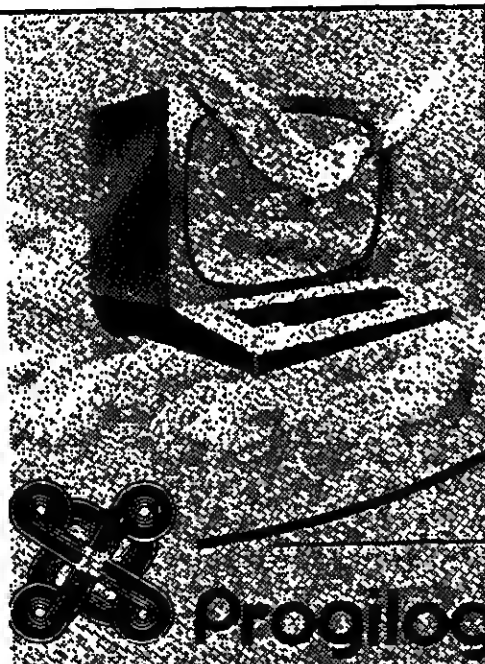
La filiale française d'un groupe de renommée mondiale (26 000 personnes) spécialisée dans le traitement de l'information, la production de systèmes et de matériel de communication à technologie de pointe, recherche pour son département finance un analyste budgétaire. Il aura pour mission générale l'analyse des coûts et inventaires de la société; l'élaboration des systèmes de prix de revient en vue d'améliorer la qualité du reporting financier. Agé de 28 ans minimum, de formation supérieure, les candidats auront 3 à 4 années d'expérience qui leur auront permis d'acquies la maîtrise de la comptabilité industrielle au sein d'une entreprise de type anglo-saxon. L'anglais est indispensable.



Adresser lettre manuscrite, CV détaillé et NUMERO DE TELEPHONE sous réf. 799 B à Contesse Publicité 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

INGÉNIEURS COMMERCIAUX 240 000 F.**Vendre le 1er
Logiciel-Liberté**La 4ème génération était déjà une évolution dans le monde des logiciels. Mais cette fois **FOCUS** sème un vent de révolution en battant tous les records mondiaux de ventes. **FOCUS** c'est l'indépendance pour les informaticiens, et l'autonomie pour les autres.Nous sommes le parrain de **FOCUS en FRANCE** et nous l'avons déjà fait adopter par de grandes entreprises.Cependant tous ne le connaissent pas encore... Nous attendons beaucoup de votre expérience commerciale chez un constructeur ou dans une SSSI pour répandre la bonne nouvelle : **FOCUS EXISTE, ACHETEZ-LE, IL VOUS VA SUR MESURE.**

Adresser vite une lettre manuscrite + CV + photo et prétentions à Madame MARTIN, PROGLOG - 4, rue Oscar Roty 75015 PARIS Téléphone 554.92.33.

**LABORATOIRES D'ELECTRONIQUE
ET DE PHYSIQUE APPLIQUEE**travaillant en coopération
avec l'ensemble des Laboratoires PHILIPS

recrute

**RESPONSABLE
DE DIVISION DE RECHERCHE**

32-37 ans, formation GRANDES ECOLES

EXPERT en INFORMATIQUE et MICROELECTRONIQUE

pour diriger une équipe de 15 ingénieurs dans le domaine de l'ARCHITECTURE et de la CONCEPTION de MICROPROCESSEURS et de circuits VLSI pour traitement numérique du signal.

Ecrire avec C.V. et photo au Service du Personnel
3, avenue Descartes - B.P. 15 - 94450 LIMEIL BREVINNES.Société de presse proche gares de l'Est et du Nord
recherche**la Secrétaire
Assistante d'une Publication**

Elle aura pour mission, au sein d'une équipe, d'organiser et d'assurer le secrétariat de la publicité et de la rédaction d'une publication professionnelle en plein essor. La candidate retenue répondra au profil suivant : autonomie et sens des responsabilités, capacité à s'organiser dans la rigueur et la méthode, goût prononcé pour la qualité, excellente dactylographie. De bonnes notions d'anglais (au moins 1h) seront appréciées.

Si la perspective d'exercer votre activité dans une ambiance tonique vous séduit, merci d'adresser d'urgence, sous référence GC 10-83, vos lettre manuscrite, CV et rémunération souhaitée à :

L'Ordinateur Personnel
5, place du Colonel Fabien - 75481 PARIS Cédex 10.TRAM Informatique
recherche**INGÉNIEURS INFORMATIENS**

(Ecole d'Ingénieur ou équivalent)

confirmés et débutants,
pour renforcer ses équipes dans le domaine de
l'INFORMATIQUE INDUSTRIELLE
logiciels de base, systèmes,
applications temps réel sur mini-ordinateurs.
Connaissances MINI 6, MITRA appréciées.Adresser un dossier de candidature avec prétentions
sous/réf. n° 831.010 TRAM INFORMATIQUE
23, avenue Raymond-Fabrizio, 78390 BOIS-D'ARCY.**GERER
DES CENTRES
DE PROFIT**Société de Services appartenant à un
Groupe aux activités diversifiées
recherche des**CHEFS DE CENTRES**
(ayant l'expérience de milieu
industriel ou de la distribution
ou de transport)proches de grandes villes universitaires.
Responsables d'unités autonomes sur le plan
exploitation (minimum 100 personnes), gestion
du personnel, gestion administrative.
Ces postes nécessitent une solide expérience de
la gestion d'une unité de production de taille
équivalente, minimum 100 personnes, acquise
sur le terrain (par exemple Directeur d'usine);
une personnalité affirmée; le sens de l'organisa-
tion et de l'animation du personnel. La connais-
sance de l'Allemand est un plus.Adresser vos candidatures et rémunération
actuelle sous réf. 1050-M à Françoise BARSIL**LTM CONSULTANTS**
63, avenue de Villiers
75017 Paris.**Responsable système**Etablissement Public, Paris,
recherche un responsable système.

Ce poste s'adresse à un candidat ayant :

- un minimum de 2 ans d'ancienneté dans la fonction,
- une connaissance approfondie du système GCOS 64,
- des systèmes de télétraitement et de gestion de base de données (TDS et IDS II).

Il aura la responsabilité du système et de l'encadrement
de l'équipe d'exploitation.
Matériel DPS 7 (CII-HI).

Envoyer lettre manuscrite, C.V. détaillé et photo, sous référence 7911 à :

Organisation et Publicité

2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.

SPECIALISTE EN FORMATION

- Si vous avez une expérience en formation, ou dans l'enseignement, ou en psychologie du comportement, vous êtes sans doute qualifié pour faire partie de notre équipe.
- et si vous êtes susceptible d'animer des séances de formation en anglais, français et/ou allemand,
- nous ferons de vous un expert capable de créer et d'appliquer des programmes de formation dans l'industrie.
- Nos programmes sont conçus pour couvrir tous les aspects relatifs à la formation comprenant le management, la supervision et les aptitudes spécifiques des employés.
- Le salaire évoluera automatiquement. Les candidats les plus dynamiques trouveront là une possibilité de promotion rapide et de rémunération élevée.
- Pas de changement de résidence demandé aux candidats retenus.
- Prévoir déplacements hebdomadaires avec retour chaque week-end.

Adresser C.V., expérience et rémunération en ANGLAIS, sous réf. 2971 M à :

PUBLISCOPE JUNIOR, 13 rue Royale 75008 PARIS (qui tr.) 742.44.10Nous sommes UNE CHAÎNE HOTELIÈRE INTERNATIONALE
en pleine expansion et, pour contribuer à notre développement,
notre direction technique recherche :**UN CHEF DE PROJET**responsable d'études de faisabilité, de la coordination des études de conception,
de la négociation avec entrepreneurs et fournisseurs de la supervision des travaux
et de leur réception.
Ingénieur de formation (A.M. ou Bâtiment).

Il a une expérience de chantier et d'ordonnancement.

Il a au minimum 30 ans, des qualités de méthode et de précision, de bonnes
aptitudes à la relation humaine, et il maîtrise l'anglais.**UN CHARGE D'ETUDES**dont la mission consiste en l'étude et le suivi de problèmes spécifiques (économies
d'énergie, problèmes de garantie décennale) et le suivi de petits chantiers.
Ingénieur de formation générale ou technicien supérieur, il a au moins 25 ans,
des qualités de précision, et le sens des initiatives.

Postes à pourvoir en Région Parisienne.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite + C.V. + photo) et vos
prétentions sous la référence LM 1001 à Mme Labaille.Cabinet PANISSOD-SUHNER
109, rue de Turenne 75003 Paris.

OFFRES D'EMPLOI

Joint respons
partement inf

AF FRANCE

AF FRANCE

MATRA
RADIOCOMMUN

techniciens

MATRA

une Adjoint
Directeur Finan

hutchin

Coordinateur m

هذه من الاصل

JP 11/10/83

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

Adjoint responsable département informatique

DAF FRANCE SA au capital de 33 000 000 F
CA en 82 : 650 000 000 F H.T.

remplace un IBM 34 par un IBM 38 équipé de 30 terminaux. Dans le but d'optimiser l'utilisation de ce nouveau matériel, nous recherchons l'adjoint du responsable de notre département informatique.

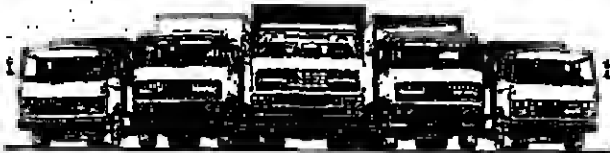
Agé de 35 ans minimum, vous avez renforcé votre formation supérieure par une solide expérience de la conduite de projets. Vous connaissez également parfaitement les matériels IBM 34 et 38 et vous avez pratiqué le GAP 30. De bonnes notions de GAP ED et 5280 constitueront un atout supplémentaire.

Disponible et organisé, votre goût des contacts et votre faculté de rigueur vous permettront d'animer une équipe et de répondre aux besoins des utilisateurs.

La pratique courante de l'anglais est indispensable pour cette fonction.

Merci d'adresser C.V., photo et prétentions à DAF FRANCE - Service du Personnel - SURVILLIERS - B.P. 4 - 95470 FOSSES.

DAF FRANCE



SOCIÉTÉ DE COMMERCE
INTERNATIONAL

Pont de Neuilly, recherche

COLLABORATEUR COMMERCIAL

L.L.T. ou B.T.S. débiteur du

courte expérience, actif, dynamique,

connaissant l'anglais.

Ecr. avec C.V., photo et prêt.

n° 80.133 CONTEXTE PABX 20,

av. de l'Opéra, 75040 PARIS.

Administration recherche

pour poste :

EXAMINATEUR

DE MARCHES

Candidat possédant maîtrise

en droit ou équivalent,

si possible connaissances en

marchés publics.

Ecrire SERVICE CENTRAL DES

COMMANDES, 48, boulevard

Sevigné, 75017 PARIS.

STE D'EXPERTISE COMPTABLE

ET DE COMMISSARIAT

AUX COMPTES

recherche

RÉVISEURS

COMPTABLES

Formation supérieure

Niveau DEC

- 1 à 3 ans d'expérience

Env. photo, C.V. et prétentions à

S.C.S.P., 21, rue des Fèvres

75016 PARIS

L'envergure des ambitions, l'envergure des solutions,
des carrières d'envergure...

Matra Micro Systèmes

MATRA MICRO-SYSTEMES est la structure MATRA pour répondre aux besoins des organisations dans le domaine de la micro-informatique professionnelle. Elle vous propose de participer à ce grand projet. Les cinq années à venir vont être passionnantes.

INGENIEUR RESPONSABLE DEVELOPPEMENT HARD ET SOFT

La connaissance de la micro-informatique, des automates sous leurs aspects matériel et logiciel, de l'analyse des schémas, lui permet de prendre en charge et de développer nos différents projets.

Ingénieur Electronicien diplômé d'une grande école

type SUPélec, ENSEEH, ENSERG, IDN... âgé

d'environ 35 ans, il a acquis l'expérience nécessaire à

l'encadrement d'une équipe d'ingénieurs.

INGENIEURS ELECTRONICIENS RESPONSABLES DE PROJETS MATERIEL OU LOGICIEL

Ils sont diplômés d'une grande école d'ingénieurs. Une expérience de quelques années dans des sociétés de pointe leur permet de prendre en charge le développement de projets. Organisés et rigoureux, enthousiastes et disponibles, ils sauront saisir l'opportunité d'une société française ambitieuse. Des fonctions d'assistant peuvent être également proposées à des débutants à potentiel.

Réf M 19893 D

Réf M 19893 E

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle en précisant la référence du poste choisi à :

EGOR SA

8 rue de Berni 75008 Paris

PARIS LYON NANTES TOULOUSE MILANO PERUGIA ROMA DUSSELDORF LONDON MADRID MONTREAL

egor

Industrie de pointe, informatique industrielle,
télécommunications : entre spécialistes, ...

INGENIEUR LOGICIEL SPECIALISTE TELECOM

Filiale d'un grand groupe français spécialisé dans les nouvelles technologies, cette société se développe dans l'informatique industrielle. Au sein d'une équipe motivée, le titulaire du poste prend en charge le développement de produits TELECOM faisant appel à des connaissances dans les applications suivantes : BSC 3270, 2780, X25, Réseaux Locaux.

Diplômé d'une grande école d'ingénieur, il a acquis une expérience significative en micro-informatique dans une société de pointe. Il souhaite mettre sa compétence et son enthousiasme au service d'un grand projet. Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle, sous référence M 19893 L à :

EGOR SA

8 rue de Berni 75008 Paris

egor

PARIS LYON NANTES TOULOUSE MILANO PERUGIA ROMA DUSSELDORF LONDON MADRID MONTREAL

BTB

Prendre en charge la Direction
de nos services techniques...
Une opportunité pour un

INGENIEUR Généraliste ou Chimie-Textile

BTB est la division de la S.A. DECROUX, spécialisée dans la location et l'entretien d'articles textiles destinés à l'industrie, au commerce et aux collectivités. Elle emploie 600 personnes dans ses neuf centres d'exploitation autonomes répartis sur le territoire et réalise un chiffre qui le place en 3^{ème} position sur le marché français. En liaison étroite avec le Directeur des Exploitations, le titulaire du poste a pour mission d'étudier et de mettre en place les projets d'amélioration des matériels et des techniques de production de chacun des neuf centres d'exploitation. Assisté de deux collaborateurs, il prend progressivement en charge la responsabilité des services techniques : laboratoire, bureau des méthodes, travaux neufs et entretien. Nous souhaitons rencontrer un ingénieur de formation générale ou chimie-textile, ayant acquis une première expérience professionnelle dans un contexte industriel similaire. Il est aujourd'hui motivé par une opportunité lui permettant d'animer une petite équipe compétente et de participer activement à la vie d'une entreprise performante. Le poste est basé à Boulogne Billancourt (92) et entraîne de courts déplacements. Merci d'adresser lettre de candidature, C.V. complet, photo et rémunération actuelle sous réf. M 9833 A à :

EGOR INDUSTRIE

63 rue de Pontthieu 75008 Paris

egor

PARIS LYON NANTES TOULOUSE MILANO PERUGIA ROMA DUSSELDORF LONDON MADRID MONTREAL

Nous sommes une PME Société de Services et Filiale de groupes pétrolier et bancaire, implantée à Orly spécialisée dans la vente de pièces et petits ensembles destinés à la maintenance de complexes pétroliers, chimiques et énergie.

NOTRE ACTIVITE EST ESSENTIELLEMENT ORIENTEE A L'EXPORT
recherchons

● RESPONSABLE ACHATS DE TRÈS HAUT NIVEAU

Ayant une excellente connaissance des industries concernées, du matériel tel que machines tournantes, chaudronnerie, tuyauterie, instrumentation et électricité. Cet acheteur principal, homme de confiance, sera capable de coordonner et de diriger le travail d'équipe d'acheteurs.

Il pourra négocier des contrats avec les fournisseurs et avec les clients.

Il devra avoir effectué ce travail depuis quelques années.

Connaissance de l'anglais. Age souhaité : 30 ans.

PROFIL : un technicien à la base, ayant un goût prononcé pour la partie commerciale ou un très bon commercial s'intéressant à la technique.

● SECRÉTAIRE DE DIRECTION POUR ASSISTER LE DIRECTEUR GÉNÉRAL ADJOINT

Parlant anglais. Ayant d'excellentes notions commerciales. Diplôme requis : BTS ou équivalent. Poste d'avenir pour une candidate ambitieuse, ayant un minimum d'expérience.

Adresser lettre manuscrite, curriculum vitae et photo à :
AGEP 87, avenue de l'Aérodrome,
94310 ORLY.

Jeune Adjoint Directeur Financier

Nous sommes un important Groupe Industriel Français (CA 3 milliards) et nous préparons la « relève » de l'Adjoint du Directeur Financier.

Tout en assimilant les structures et les particularités du Groupe avec le titulaire actuel, notre candidat sera progressivement chargé d'études en France et dans les filiales étrangères pour le Directeur Financier et la Direction Générale.

Ses missions se rapporteront à des domaines variés : fiscalité, consolidation, audit interne...

Si vous êtes jeune diplômé (e) ESSEC, Sup de Co et avez deux à trois ans d'expérience (de préférence dans un cabinet d'audit) le goût d'entreprendre et le sens de la négociation, adressez votre candidature (CV détaillé, photo et prétentions) sous référence 1010 à HUTCHINSON - Direction des Relations Sociales - 2, rue Balzac - 75008 PARIS.



hutchinson

SOCIÉTÉ MULTIDISCIPLINAIRE DE CONSEIL

Recherche pour interventions en MOYENNES et GRANDES ENTREPRISES et GROUPEMENTS :

**CONSULTANTS HAUT NIVEAU
FINALISTES DIPLÔMÉS EXPERT-COMPTABLE**

Ayant également une formation de type ESC ou ingénieur. Leur expérience de 3 à 5 ans au profit de grandes entreprises industrielles les a particulièrement sensibilisés : soit au CONTRÔLE DYNAMIQUE DE GESTION et à la GESTION COMPTABLE ET FINANCIÈRE (y compris consolidation) ; soit à l'implantation de SYSTÈMES INFORMATIQUES dans les domaines Gestion/Comptabilité/Finances. Dans les deux cas, ils auront entre 30 et 35 ans environ avec le désir de concevoir avec réalisme des modèles et systèmes d'organisation dans leur domaine, et de diriger les mises en œuvre correspondantes avec les équipes internes des entreprises clientes. Notre profession nécessite une grande disponibilité, avec des déplacements Province/Etranger, et une attitude permanente d'écoute du client, liée à une sûreté de jugement et à une compétence technique. La rémunération initiale se situera entre 250 et 280 000 F ; le succès des interventions réalisées en permettra une évolution positive sous des formes à préciser.

Ecrire avec C.V. sous référence ACA ORAcomail 2, rue Bellini - 75782 PARIS CEDEX 16.

AUDITEURS CONFIRMÉS

Pour l'organisme de contrôle et d'assistance d'un Groupe de 200 organismes dont les activités sont liées au financement du logement.

Ces collaborateurs (trices) seront chargés(es) de contrôler la régularité d'opérations financières et d'assurer dans leur gestion et leur administration les organismes fédérés : ils (elles) doivent pouvoir évoluer rapidement vers des responsabilités de Chef de missions.

De double formation, juridique et comptable (D.E.C.S.), les candidats(es) justifient d'une expérience dans des fonctions de contrôle.

La rémunération, fonction des apports, est très vertueuse.

Ecrire s/r 8.947 - Le Monde Pub,
SERVICE ANNONCES CLASSÉES
5, rue des Italiens - 75009 Paris.

Notre client est un des premiers groupes mondiaux d'assurance. Dans le cadre de son développement, il recherche un Coordinateur marketing

qui assistera l'ensemble des responsables de la compagnie dans la définition des stratégies et dans la réalisation des campagnes. Il aura, à ce titre, la responsabilité de budgets importants.

Le candidat que nous recherchons, jeune diplômé ESC ou équivalent aura acquis au cours d'une première expérience de 2 ou 3 ans en tant que Chef de produit junior ou de Chef de publicité, une bonne connaissance du domaine des services. Il parle l'anglais.

Le poste est situé à Paris.

Nous vous remercions de nous faire parvenir votre lettre manuscrite + C.V. + prétentions sous la référence 265/6.



Maria Kermenez & Ass. scrl
27, rue du Général Foy 75008 PARIS
Fonction Londres, Paris Zurich

	La ligne	La ligne T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	77,00	81,32
DEMANDES D'EMPLOI	22,80	27,04
IMMOBILIER	52,00	61,67
AUTOMOBILES	52,00	61,67
AGENDA	52,00	61,67
PROP. COMM. CAPITAUX	151,80	180,03

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADRÉES	La ligne	La ligne T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,40	51,47
DEMANDES D'EMPLOI	13,00	15,42
IMMOBILIER	33,60	39,85
AUTOMOBILES	33,60	39,85
AGENDA	33,60	39,85

* Dégressifs selon surface ou nombre de perçages.

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS



DÉPARTEMENT TRANSMISSION

ACTIVITES EXPORT INGENIEURS ELECTRONICIENS Techniques numériques

Vous vous insérez, dès votre arrivée, dans le Groupe Numérique d'une activité en plein essor. Vous réaliserez les dossiers de mise en service (manuels, cahiers de recette...) et tiendrez le rôle d'interface entre les services techniques et les chantiers dont vous assurez ponctuellement l'expertise. Secteurs d'activité : tous équipements numériques et groupes d'adaptation secondaires (connection centraux - lignes).

Vos compétences : formation supérieure en télécommunications, si possible déjà éprouvée, capacité de familiarisation rapide avec les Equipements CIT et maîtrise de l'anglais. Réf. CTO/1N

Lieu de travail : ORLEANS (45) - déplacements ponctuels de courte durée à l'étranger.

INGENIEUR OPERATIONS

Vous assurerez le suivi et la coordination de : la réalisation des contrats de fourniture et de mise en œuvre des systèmes de télécommunications à l'étranger, tous les chantiers de la Division Export. Une équipe d'ingénieurs et de techniciens sera placée sous votre responsabilité. De formation supérieure en télécommunica-

tions, vous pouvez justifier d'une expérience analogue d'au moins trois ans, possédez très bien l'anglais et êtes disponible pour de fréquents déplacements à l'étranger. Réf. GIU/EX

Lieu de travail : ORLEANS (45).

INGENIEUR MARKETING APPROVISIONNEMENT

Votre rôle consistera à :

- Mener les études de marchés dans le domaine des composants électroniques ;
- Recueillir toutes informations sur l'activité et l'évolution des fabrications de composants ;
- Assister les acheteurs pour définir nos stratégies d'achats.

En plus de votre diplôme d'Ingénieur Electronicien vous possédez une expérience technique de quelques années dans le domaine des composants ou des matériels électroniques. En outre, connaissance et pratique du marketing seront appréciées. Réf. BON/SCA

Lieu de travail : région d'ORSAY (91).

Merci d'adresser votre candidature (C.V. et prétentions) en précisant la référence du poste choisi à l'attention de : CIT ALCA TEL - Service Recrutement Cadres - 10 bis, rue Louis Lormand 78320 LE MESNIL SAINT-DENIS - Tél. : 062.41.28

chef du personnel

NOUS
• Entreprises de 300 personnes, situées en banlieue nord-est, leader sur son marché, distribuant des biens d'équipements industriels, faisant partie d'un groupe multinational.

VOUS
• âgé de 35 ans minimum, vous avez :
• une formation supérieure
• une expérience de plusieurs années comme chef du personnel dans une société de taille comparable
• une expérience des relations avec les syndicats
• une bonne connaissance de la législation sociale
• une expérience industrielle

Notre chef du personnel doit :
• assurer l'administration et le gestion du personnel
• assister le directeur général lors des réunions avec les représentants du personnel
• proposer et appliquer une politique sociale dynamique de l'entreprise
• superviser le service intérieur

Merci d'adresser votre lettre manuscrite (C.V. photo et prétentions) sous référence 46123 à

projets publicités

12, rue des Pyramides 75001 Paris qui fera suivre

INTERMARCO-CONSEIL recherche CHEF DE GROUPE

ayant 3 à 4 ans d'expérience dans les produits grande consommation. Anglais exigé.

Ecrire avec C.V. au Secrétaire Général INTERMARCO-CONSEIL, 32, av. Charles-de-Gaulle, 92522 Neuilly-sur-Seine.

Société d'Economie Mixte PROCHE BANLIEUE SUD

recherche

CHARGÉ D'OPÉRATIONS

Possédant expérience dans les domaines juridique, financier, technique, pour montage et suivi d'opérations d'aménagement urbain, en particulier d'actions en matière d'activités économiques.

Ecrire avec C.V. à RÉGIE-PRESSE n° T.042.509 M, 83 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

FLONIC Société industrielle du Groupe SCHLUMBERGER renforce son potentiel technique et recherche pour sa branche en pleine expansion

Systèmes de paiement électroniques

(carte à mémoire, terminaux points de vente, publiphone) située à Colombes (92)

Ingénieur d'études

Diplômé d'une grande école d'électronique et possédant obligatoirement une première expérience, il aura pour mission d'étudier et de mettre au point des nouveaux produits et animer une équipe de techniciens au sein d'un laboratoire. Une bonne connaissance de l'anglais est un atout supplémentaire.

Ce poste offre de réelles perspectives d'évolution au sein d'un groupe international de premier plan.

Merci d'adresser votre dossier de candidature complet sous la référence S 320, à Rémy Maldant, FLONIC, 12 place des Etats-Unis, 92541 Montrouge Cédex

FLONIC
Schlumberger

banque

BANQUE NATIONALE recherche pour son DÉPARTEMENT INTERNATIONAL EXPLOITANT

- chargé de rechercher, négocier et monter des financements de toute nature, pour une clientèle d'entreprises exportatrices françaises ou étrangères,
- justifiant d'une expérience de la fonction, de la maîtrise de l'anglais, et si possible d'une autre langue,
- ayant le sens commercial, disponible pour des déplacements à l'étranger de courte durée,
- évolution de carrière.

Envoyer C.V., prétentions sous réf. 166-M à I.C.A., 3 rue d'Hauteville 75010 Paris qui transmettra.

I.C.A. International Classified Advertising NEW YORK PARIS

Paris Nord Est Spécialiste mondial dans la production et la commercialisation de produits chimiques (CA > 1 milliard de DM), ce grand groupe allemand se place parmi les premières sociétés dans son secteur grâce à la qualité et à la spécificité de ses produits. Sa jeune filiale française renforce sa structure commerciale et recherche un

Contrôleur financier HF

Rapportant à la Direction Financière basée près de Dusseldorf, vous assurez le fonctionnement financier et administratif d'une petite équipe : comptabilité (+ reporting), contrôle budgétaire, trésorerie, administration commerciale, administration générale, informatique.

Cette responsabilité conviendrait à un(e) candidat(e) plutôt jeune, de formation supérieure type Sup de Co (option finances/compta), d'une grande rigueur et ayant au moins 5 ans d'expérience de la gestion acquise en PME. Les contacts permanents avec le siège nécessitent une bonne pratique de l'anglais et/ou de l'allemand.

Merci d'adresser lettre de candidature, C.V. photo et salaire actuel sous réf. M 26910 à Rudolph von Raesfeldt TEG - 18 place Henri Bergson - 75008 PARIS.

division SYSTEMA



LA DIRECTION DU PERSONNEL
D'UNE SOCIÉTÉ DE DISTRIBUTION PARIS
(effectif 1000 personnes)

recherche

RESPONSABLE FORMATION COMMUNICATION 150000 à 180000

- Il sera chargé :
- d'élaborer et de gérer le plan de formation de l'entreprise
 - d'animer des stages
 - de développer les communications internes à l'entreprise.

Le candidat retenu, de formation supérieure, aura une expérience de quelques années dans la fonction. Il sera dynamique, réalisateur, d'excellent contact et disponible en raison de la fréquence des déplacements au plan national.

Envoyer C.V. photo et prétentions s/réf. 80348 à CONTESSÉ PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra

SOCIÉTÉ DES SUPERMARCHÉS DOC
2.200 personnes, 30 magasins en
RÉGION PARISIENNE
Filiale du Groupe DOCKS DE FRANCE
recherche

RESPONSABLE SERVICE FORMATION

Il sera chargé :

- de cerner les besoins de formation ;
- d'élaborer le plan et de gérer le budget formation ;
- d'assurer l'organisation et le bon déroulement des stages.

Ce poste conviendrait à un candidat de formation Supérieure, pouvant justifier d'une première expérience réussie dans un poste similaire ou une fonction opérationnelle en magasin.

Il implique de réelles qualités de dynamisme.

Lieu de travail : Antony (92).

Envoyer C.V., photo et prétentions à SMD Service du Personnel, 17, avenue de la Résidence 92160 Antony.



DECORATEUR - CONCEPTEUR le printemps toute l'année.

Votre rôle sera de concevoir la décoration de surfaces de vente, de réaliser des harmonies de couleurs... En magasin, bien sûr, ou sein d'une équipe de décoration comportant plusieurs corps de métier.

Il vous faut donc un grand sens du contact, car vous leur ferez réaliser ce que vous avez conçu.

SI VOUS ETES DIPLOME DES ARTS DECO, CAMONDO OU ARTS APPLIQUES - METIERS D'ART, et que vous pensez pouvoir concrétiser vos idées au PRINTEMPS, Mireille BORDET attend votre dossier de candidature à la Direction des Relations du Travail, 102, rue de Provence 75009 PARIS.

الطبعة 1520

JP 11/10/83

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

REPRODUCTION INTERDITE

	La Poste	La Poste
43,40	51,47	
13,00	15,40	
33,60	39,85	
33,60	39,85	
33,60	39,85	

RES D'EMPLOIS

chef
du personnel

NOUS
recherchons un chef de personnel expérimenté pour diriger un service de 200 personnes, titulaire d'un diplôme de chef de personnel, ayant une expérience de 10 ans minimum, sachant parler anglais, ayant une expérience de la gestion du personnel, ayant une expérience de la gestion du personnel, ayant une expérience de la gestion du personnel.

VOUS
avez de 35 ans minimum, vous avez :
- un diplôme de chef de personnel
- une expérience de 10 ans minimum
- une expérience de la gestion du personnel
- une expérience de la gestion du personnel
- une expérience de la gestion du personnel

Une offre de personnel dont
vous serez responsable et la gestion du personnel
dans le service général, vous devrez assurer la
gestion du personnel, vous devrez assurer la
gestion du personnel, vous devrez assurer la
gestion du personnel.

Si vous êtes intéressé, envoyez votre lettre manuscrite, CV et
prétentions à :
DAF FRANCE - Service du Personnel - SURVILLIERS -
B.P. 4 - 95470 FOSSES.

HEF DE GROUPE

DAF FRANCE
S.A. au capital de 33 000 000 F
C.A. en 1982: 850 000 000 F.H.T.

Société d'Economie Mixte

Large d'opérations

ur financier

ur financier

ur financier

ur financier

ur financier

ur financier

ur financier

ur financier

ur financier

ur financier

ur financier

ur financier

Commerciaux
de haut niveau

DAF FRANCE S.A. au capital de 33 000 000 F
C.A. en 1982: 850 000 000 F.H.T.

recherche des cadres commerciaux de haut niveau et
en particulier :

Directeurs Régionaux
(ou futurs Directeurs Régionaux)
pour animer un réseau de concessionnaires avec la col-
laboration d'une équipe pluridisciplinaire.

- Formation commerciale supérieure appréciée.
- Expérience dans la commercialisation de biens d'équipement.
- Disponibilité géographique impérative et déplacements fréquents.

L'un de ces postes est immédiatement opérationnel.
Les autres sont à pourvoir, à terme, après période de
formation active au siège et sur le terrain.

Toute candidature ne recoupant pas le profil « idéal »
mais offrant une formation et/ou une expérience com-
merciale sera soigneusement étudiée pour des postes
à pourvoir par ailleurs (Equipe Coup de Poing, Inspec-
teurs Commerciaux, Vendeurs, etc.).

Merci d'adresser curriculum vitae, photo et prétentions
à DAF FRANCE - Service du Personnel - SURVILLIERS -
B.P. 4 - 95470 FOSSES.



IMPORTANTE SOCIÉTÉ DU
BATIMENT LEADER DU B.T.P

2 CHEFS COMPTABLES

Ils seront chargés de missions auprès des nombreuses
filiales du Groupe en matière d'Audit comptable et financier
et de Conseil en organisation comptable.

Les candidats auront un DECS et une expérience de
5 ans minimum en entreprise, de préférence dans une Société
de BTP.

L'un des deux doit être bilingue anglais pour des missions
auprès des filiales aux U.S.A.

Ecrire avec CV et prétentions sous réf 28077 à COFAP
40 rue de Chabrol 75010 PARIS, qui transmettra.

Dans le cadre du renforcement de
son département juridique et contentieux
la BANQUE HERVET
recherche un(e)

Juriste

Sa formation en droit privé (maîtrise, DEA...) complétée par
une expérience d'au moins 3 années de préférence en
milieu bancaire doit lui permettre :

- de participer à toute activité d'études inhérentes aux
applications du droit bancaire ou du droit des affaires
- d'assurer la gestion de dossiers contentieux délicats
- d'intervenir progressivement en tant que conseil auprès du
réseau.

Cette fonction requiert un esprit d'analyse et d'initiative ainsi
que des qualités d'organisation et de contact.

D. MARCADET vous remercie de lui adresser lettre
manuscrite, c.v., photo et prétentions.

BANQUE HERVET

Direction des Relations Sociales et du Personnel
Service Recrutement
127, av. Charles de Gaulle -
92201 NEUILLY SUR SEINE

TRES IMPORTANT GROUPE D'ASSURANCES
La Direction du Personnel
recherche

RESPONSABLE FORMATION

- Il participe à la définition de la politique formation,
- Il conçoit les moyens internes et externes à mettre en œuvre,
- Il développe les actions sur le terrain,
- Il assure la gestion administrative et comptable.

De formation supérieure, il a déjà une première expérience signi-
ficative de la fonction dans l'entreprise.

Motivé par la gestion du personnel, il devra être capable d'élargir
sa fonction à d'autres domaines d'activité au sein de la Direction
du Personnel.

Envoyer photo, C.V. et prétentions à N. 3358 - PUBLICITES
REUNIES - 112, Bd Voltaire - 75011 Paris qui transmettra.

Vous avez
10 bonnes raisons
de rejoindre IBM France.

1. **UNE GRANDE ENTREPRISE PRIVEE FRANÇAISE.** Plus de 20.000 Françaises et Français travaillent chez IBM France, 5ème exportateur français, dans des unités à taille humaine, dont quatre usines et deux centres de recherche.
2. **UN SECTEUR D'AVENIR.** L'informatique l'est par excellence. Ses applications à tous les domaines de l'industrie et de la vie ouvrent des perspectives illimitées.
3. **L'AVANCE TECHNOLOGIQUE.** A l'écoute du besoin des clients, IBM développe constamment des produits nouveaux, destinés à des utilisateurs nouveaux. L'avance technologique explique leur succès.
4. **UNE ENTREPRISE EN BONNE SANTE.** Nous nous portons bien, grâce à des efforts de rationalisation et de rigueur. Cette bonne santé, nous en sommes fiers, car elle est un gage de sécurité pour nos collaborateurs.
5. **DE BONNES CONDITIONS DE TRAVAIL.** Vivre et travailler dans un climat social serein, bénéficier de nombreux avantages, avoir des rapports simples et directs avec la hiérarchie : ce sont les conditions de travail à IBM France.
6. **DE REELLES RESPONSABILITES.** Analyser le besoin du client, l'étudier, soumettre une solution adaptée, aider au démarrage du système et en assurer le suivi : voilà les responsabilités de nos ingénieurs commerciaux et technico-commerciaux.
7. **UNE EVOLUTION OUVERTE.** Toutes les évolutions sont envisageables dans des postes fonctionnels ou hiérarchiques et des fonctions commerciales, techniques ou administratives, à Paris, en province ou même parfois à l'étranger. En un mot, rester dans la même entreprise, mais changer de métier.
8. **UNE FORMATION REPUTÉE.** Quand vous entrez, elle complète vos études par la théorie et la pratique. Cela nous permet de recruter aussi bien de jeunes ingénieurs que de jeunes diplômés d'Ecoles de Commerce. Ensuite, la formation IBM vous aidera à tous les stades de votre évolution.
9. **UNE GRANDE LIBERTE.** Nous tenons à la liberté dans l'organisation du travail. Pour nous, il y a d'abord une mission à remplir, sans contrôles tatillons ni systématiques.
10. **LA DERNIERE RAISON...** Ce sont nos collaborateurs actuels qui vous la donnent. Ils sont bien chez nous, ils le disent et ne cherchent pas à partir. C'est pour nous le meilleur témoignage. C'est pour vous la meilleure raison de rejoindre IBM.

Jeunes diplômés d'Ecoles d'Ingénieurs et de Commerce,

hommes et femmes, vous qui souhaitez devenir ingénieur commercial ou technico-commercial, adressez-nous votre candidature. Si vous avez une courte expérience professionnelle, écrivez-nous aussi. Outre ce niveau de formation nous vous demandons d'accepter le principe de la mobilité géographique et d'avoir de bonnes connaissances en anglais.

IBM France - Département Recrutement - Orientation - Conseils
(Référence ICM/10/10) - 2, rue de Marengo - 75001 PARIS.
La Compagnie IBM France s'engage à respecter strictement le caractère confidentiel des candidatures.



De la distribution au
MARKETING...

Le leader sur le marché français du chocolat renforce sa Direction Etudes Marketing avec un

Chef études
distribution

• HEC, ESSEC, ESCP, IEP...
• Disposant d'une expérience confirmée de la commercialisation de produits de grande consommation acquise au sein d'une force de vente ou d'une chaîne de distribution.

Les études dont il sera responsable nous permettront de mieux appréhender la commercialisation de nos produits dans les différents circuits de distribution, elles auront un caractère directement opérationnel.

Ce poste nécessite d'aller rigoureusement réfléchir et sans du terrain.
Poste basé à 80 km de Paris.

Adressez lettre, CV (photo) et salaire actuel à M. Michel DASSE

Rowntree Mackintosh
N°101 - 77122 Marne la Vallée Cedex 2

Jeune cadre diplômé
pour un syndicat
professionnel

Un important syndicat professionnel recherche, pour compléter son équipe, un jeune cadre.
Il sera chargé de l'étude et de la synthèse des données économiques de la profession.
Il assurera, dans son domaine, la liaison avec l'administration, les fédérations du syndicat, les membres de la profession à l'étranger.
Il participera à l'élaboration de la politique économique de la profession.
C'est un homme ou une femme de formation supérieure (sciences po., maîtrise de sciences éco.), pouvant travailler en anglais, qui peut avoir une première expérience dans un poste similaire ou comme analyste financier.
Ce poste peut permettre de réelles perspectives d'avenir, mais il exige de grandes qualités d'analyse et de synthèse, d'entregent et de diplomatie.
Le poste est situé à Paris.
La rémunération annuelle de départ sera d'environ 110.000 F.

Merci de nous adresser C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la référence 309 263 (à mentionner sur l'enveloppe).

Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BERNARD KRIEF CONSULTANTS
115, rue du Bac 75007 PARIS

B K C

SOCIÉTÉ DE SERVICES ET CONSEIL
EN INFORMATIQUE
(C.A. 220 M.F. - 700 personnes)

Filière d'un grand groupe industriel
recherche pour

UN GESTIONNAIRE

- Jeune, dynamique,
- formation E.S.C., Sup de Co ou équivalent,
- deux ans d'expérience

POUR :

- préparer et suivre le budget de la division,
- mettre en place un suivi et un contrôle d'affaires,
- participer à l'information administrative et financière de la division.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et
prétentions à N. 3371 - PUBLICITES
REUNIES - 112, Bd Voltaire - 75011 PARIS

Grande Banque Américaine
au large réseau International

Dans le cadre d'un développement important de ses activités
à Paris, notre succursale est amenée à renforcer
l'équipe de sa salle des changes et recherche :

Cambiste comptant
Cambiste terme-dépôt

- Intéressés par une salle active sur les marchés interbancaires et clientèle,
- plusieurs années d'expérience réelle indispensables,
- anglais courant,
- larges possibilités de développement.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et rémunération actuelle
sous réf. 8496 à Média-System,
104 rue Réaumur 75002 Paris qui transmettra.

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

Jeunes commerciaux, vous savez animer une équipe!



L'Union de Crédit pour le Bâtiment, l'un des premiers établissements privés spécialisés dans le financement immobilier vous propose de valoriser votre acquis en devenant de futurs

Responsables de zone

Vous avez

- 30 ans environ, une réussite dans la vente, une expérience confirmée de l'encadrement,
- la capacité et le dynamisme pour motiver les hommes,
- une totale mobilité géographique résidentielle.

Après une formation rémunérée de 4 mois vous aurez :

- à participer à la définition des objectifs commerciaux de votre zone, et vous serez responsable de leurs réalisations,
- à animer, à assister sur le terrain et à contrôler votre force de vente,
- à mener des actions de négociations de haut niveau.

Pour ces postes basés dans de grands centres d'activité,
merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous référence 929 à
Sophie GUENOT, Compagnie Bancaire, 5, avenue Kleber 75791 Paris Cédex 16.

Les candidatures seront traitées rapidement et confidentiellement.

compagnie bancaire

chef de zone "Europe"

réf. M1

chef de zone "Afrique de l'Est"

réf. M2

INGENIEUR de formation, vous avez une expérience en faisceaux hertziens ou en matériel de transmission. L'anglais est indispensable, l'espagnol souhaité. Les importantes responsabilités commerciales que nous vous confierons nécessitent une réelle aptitude à négocier des contrats.

ingénieur technico-commercial

réf. M3

Pour l'élaboration de projets faisceaux hertziens ou matériel de transmission.

A des connaissances techniques approfondies, vous adjoindrez un esprit de synthèse permettant l'optimisation technique et économique des projets.

L'anglais est indispensable, l'espagnol souhaité.

DEPARTEMENT "INGENIERIE - REALISATION"

ingénieur

réf. M4

Votre formation d'Ingénieur est associée à une connaissance des problèmes d'énergie (Diesel - turbo - thermo - générateurs, solaires...).
 Une expérience de plusieurs années dans la définition de stations d'énergie de faible capacité serait souhaitée, une expérience en thermique appréciée.

L'anglais est indispensable.

Merci d'adresser C.V. et prétentions en précisant la référence du poste choisi à
TFT - 5, avenue Réaumur - 92350 LE PLESSIS ROBINSON.

FILIALE MESURE et REGULATION du groupe SCHLUMBERGER
Nous recherchons pour MONTROUGE (92)

Nous recherchons pour MONTROUGE (92)

OFFRES D'EMPLOIS

Notre Groupe est le leader mondial du Contrôle et de l'inspection des matières premières et de nombreux produits à l'importation et à l'exportation et sur le marché intérieur. Il recrute pour sa division des produits agro-alimentaires, en son siège social, à Paris un :

CHEF DE PRODUITS

qui aura pour mission de développer notre part du marché français, en identifiant et en mettant en place de nouvelles lignes de produit qui répondent aux exigences du marché. Il organise en aval le bon fonctionnement de la chaîne de ces lignes de produit. De formation agro-alimentaire ou commerciale, notre candidat, issu de l'enseignement supérieur, maîtrise les techniques du marketing et de la gestion. De plus, il réunit une expérience d'au moins trois ans soit dans la filière agro-alimentaire, soit en cabinet. Il dispose par ailleurs de bonnes notions d'anglais. Ce poste débouche à 2 ou 3 ans sur une carrière internationale et les candidats potentiels doivent être intéressés par cette possibilité d'expatriation. Nous vous remercions de bien vouloir adresser lettre et prétentions à Division du Personnel.

SGS FRANCE S.A.
15 rue du Louvre - 75001 PARIS

Ingénieur confirmé échangeurs de chaleur

Il aura en charge la conception, le dimensionnement et l'intégration des questions liées à la réalisation.
Le spécialiste que nous recherchons a une formation ECP, ENSTA, ENSAM, et quelques années d'expérience dans le domaine de la réalisation industrielle des échangeurs de chaleur.
Nous proposons un environnement scientifique de haut niveau et la possibilité d'élargir à terme ses responsabilités au sein de la société ou de sa maison-mère. Le poste est à pourvoir en proche banlieue Sud.
Merci d'adresser lettre de candidature, avec CV et photo sur rétro 6651, à Média-System, 104, rue Réaumur, 75002 Paris, qui transmettra.

Sciences TECHNIQUES

La revue d'actualité et de prospective technologique recherche :

- Deux JOURNALISTES de formation scientifique ou technique
- Un SECRÉTAIRE DE RÉDACTION expérimenté de la presse technique
- Des collaborateurs extérieurs PIGISTES
- Un CORRESPONDANT GERMANOPHONE, de préférence résident en RFA

Envoyer C.V. et lettre manuscrite avec photo à : Publications ISF - 19, rue Blanche, 75009 Paris.

capitaux - propositions commerciales

Cherchons

ORGANISATION DE VENTE NATIONALE

qui visite les secteurs pharmacie-drugstore, parfumerie, grands magasins pour un article de grande consommation (non food), qui offre des affaires intéressantes, avec un prix public inférieur à FF 40.
Nous sommes une entreprise suisse, active depuis 25 ans, avec les meilleures références. N'ayant pas encore de relations commerciales dans ce domaine, nous cherchons donc une organisation de vente bien introduite.

Si vous êtes intéressés, veuillez prendre contact avec nous.

ÉTABLISSEMENTS WEICK,
22, avenue Luserna, CH-1203 Genève, Tél. 22828.

SITUÉE À PROXIMITÉ DU BOULEVARD ET DE LA RUE VENDS BANLIEUE NORD

Nous possédons une entreprise comprenant :
- Locaux : 3 ateliers intérieurs, 3 ateliers extérieurs, 3 entrées indépendantes (surf. 1.000 m²), 3 bureaux.
- Matériel : véhicule, poids lourd avec grue, 4 camionnettes dont 1 benne.
- Outillage : complet.
- Personnel : 8 employés, 1 secrétaire, 1 gardien.

NOUS OFFRONS NOS SERVICES POUR TOUS TRAVAUX (Bâtiment, serrurerie, entretien, etc.)

NOUS ÉTUDEONS AUSSI TOUTES LES PROPOSITIONS QUI NOUS SERONT FAITES (Commercial, dépôt, livraison).
Téléphone : 836-30-58.

formation professionnelle

Vous avez dit BTS ?
Nous préparons :
- cours annuels
- perfectionnement
- CENTRE INTERNATIONAL DE TRAITEMENT INFORMATIQUE
118, r. de Crimée, 75019 Paris
205-24-63 M^{me} EDON.

propositions diverses

L'Etat offre des emplois stables, bien rémunérés, à toutes et à tous avec ou sans diplôme.
Demandez une documentation sur notre revue spécialisée FRANCE CARRIÈRES (C 18) B.P. 402-09 PARIS.

Les emplois offerts à l'ÉTRANGER sont nombreux et variés. Demandez une documentation sur la revue spécialisée MIGRATIONS (LM 1) B.P. 281-08 PARIS.

NOUS OFFRONS NOS SERVICES POUR TOUS TRAVAUX (Bâtiment, serrurerie, entretien, etc.)

NOUS ÉTUDEONS AUSSI TOUTES LES PROPOSITIONS QUI NOUS SERONT FAITES (Commercial, dépôt, livraison).
Téléphone : 836-30-58.

travail à domicile

Mise en forme de textes, réécriture, dactylo pour dict. Demandez une documentation sur la revue spécialisée MIGRATIONS (LM 1) B.P. 281-08 PARIS.

villegiature

MAISON EN VILLE : 2 chambres, 2 salles de bain, lavabos, buanderie, piscine, court de tennis, accès aux Jeux Olympiques, facilités de transport, 1.000 dollars par semaine, caution 50 %, Les Angles : tél. (212) 342-79-56.

traduction demande

Égyptien h. école cherche heures, corresp. traduction d'anglais commerce Franco-Arabe - 849-50-52.

automobiles

ventes

de 8 à 11 C.V.

Vende Mazda 818 coupé Année 78 - 78000 km. Prix arg. 7 500 F. Tél. 255-87-42, heure bureau M. Deschamps.

BMW SERIE 3-5-7

83-84 peu roulé garantis Auto Paris XV - 833-68-85 63, r. D'Anvers, Paris 18^e.

divers

EQUIPEMENTS 4x4 personnalisés

Siège-banquette (couchette rebattable) TOUS VÉHICULES à partir de 850 F HT transformations - blindage CARROSSERIE INDUSTRIE 19, D. Deshayes, 820-18-62 et 839-22-60.

STIMULER VOS VENTES

Une expérience confirmée dans le commerce international de produits chimiques. Le sens des négociations de haut niveau. Une personnalité de premier plan.

Tout pour stimuler vos exportations - J.H. 32 ans, E.S.C. + Sc. Econ., maîtrise, angl., arabe. Actuellement manager pays Europe Ouest, expérience département Asie Sud-Est - Attendez vos propositions. Ecrire sous le n° 7042-568 M. RÉGIE-PRESSE, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

JEUNE FEMME irlandaise

28 ans, bilingue, franc, angl., franc-philos, dipl. sup. biblioth. et doc. ch. après domaine bibloth. / Doc. Paris et banlieue, libre de suite. Tél. : 282-30-25.

Jeune femme 24 ans

recherche emploi stable de dactylo sur Paris - 5 ans d'expérience - Tél. : 001-06-77.

Jeune fille, 20 ans, bilingue

angl., notions espagnol, DUT, TECHNIQUES DE COMMERCIALISATION Recherche situation commerciale internat. région. LE HAYE ou ANNECY. Ecrire à Projets 75001 PARIS en rappelant la réf. 48.084.

Jeune fille 20 ans (niveau

BAC11), expérience Banque 2 mois - recherche emploi sélectif dans des Banques. Ecr. s/n° 8.542, le Monde Pub., service ANNONCES CLASSES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

DEMANDES D'EMPLOIS

CADRE (37 ans, études supérieures de gestion, expérience particulier secteur hôtelier).

POUVANT PROUVER ses polyvalences, son adaptabilité et ses capacités à communiquer et à manager.

PROPOSE son EXPERIENCE des grands complexes et sa CONNAISSANCE DES PAYS ARABES.

Etudiera toutes offres sérieuses FRANCE ou ÉTRANGER. - Tél. 0450 PIERREVER.

CHEFS D'ENTREPRISES

Répondant, réagissant sur le MARCHÉ BRITANNIQUE

Par Ingénieur confirmé, MBA Étudiant, 7 ans d'expérience dans l'IMPORT-EXPORT. Ecr. s/n° 5.089, le Monde Pub., service ANNONCES CLASSES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

J.F. 30 ans, maîtrise de Droit Sup. Cabinet d'Avocats et entreprises cherche poste de JURISTE

Téléphone : 303-40-86.

ING.-ECO.

EPZ-CEPE voyageur France et Étranger. Ecr. s/n° 5.089, le Monde Pub., service ANNONCES CLASSES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

J.M. 30 ans, maîtrise de Droit Sup. Cabinet d'Avocats et entreprises cherche poste de JURISTE

Téléphone : 303-40-86.

PROFESSEUR

à cours techniques, Réaliser des méthodes modernes en films sonores, macrophotographie, etc. pour la formation scolaire d'adultes et d'enfants. MILITAIRE ET INDUSTRIEL. ch. emploi. Ecr. s/n° 5.089, le Monde Pub., service ANNONCES CLASSES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

TRAVAUX PUBLICS

Licence en droit français et licence en droit européen. Expérience juridique et administrative. Cherche emploi stable de juriste. Ecr. s/n° 5.089, le Monde Pub., service ANNONCES CLASSES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

CADRE SUPÉRIEUR INGENIEUR + IAE + MARKETING

20 ans d'expérience. Vente services et conseil aux entreprises. Cherche des responsabilités adjoint président PME ou directeur adjoint.

Ecr. s/n° 2.125, le Monde Pub., service ANNONCES CLASSES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Infirmité. Diplômé d'État depuis 1980, cherche à stabiliser région parisienne, Nord de préférence. Maternité ou orthopédie, ou infirmité dans cabinet médical ou dans l'industrie. Disponible à partir de 15 jours.

Pour tout renseignement : Tél. : 931-57-21, ex. 18 h. M^{me} COUGRIG, 181, rue de la République, 93070 BOUFFONT.

HOMME 30 ans, titulaire de

licence de droit, titulaire de la profession 4 ans + stages, envisage situation dans commerce international de produits chimiques. Le sens des négociations de haut niveau. Une personnalité de premier plan.

Tout pour stimuler vos exportations - J.H. 32 ans, E.S.C. + Sc. Econ., maîtrise, angl., arabe. Actuellement manager pays Europe Ouest, expérience département Asie Sud-Est - Attendez vos propositions. Ecrire sous le n° 7042-568 M. RÉGIE-PRESSE, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

JEUNE FEMME irlandaise

28 ans, bilingue, franc, angl., franc-philos, dipl. sup. biblioth. et doc. ch. après domaine bibloth. / Doc. Paris et banlieue, libre de suite. Tél. : 282-30-25.

Jeune femme 24 ans

recherche emploi stable de dactylo sur Paris - 5 ans d'expérience - Tél. : 001-06-77.

Jeune fille, 20 ans, bilingue

angl., notions espagnol, DUT, TECHNIQUES DE COMMERCIALISATION Recherche situation commerciale internat. région. LE HAYE ou ANNECY. Ecrire à Projets 75001 PARIS en rappelant la réf. 48.084.

Jeune fille 20 ans (niveau

BAC11), expérience Banque 2 mois - recherche emploi sélectif dans des Banques. Ecr. s/n° 8.542, le Monde Pub., service ANNONCES CLASSES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

ÉCONOMISTE DU DÉVELOPPEMENT

H. 32 ans, maîtrise de Droit Sup. Cabinet d'Avocats et entreprises cherche poste de JURISTE

Téléphone : 303-40-86.

L'immobilier

appartements vente

5^e arrdt
RUE BUFFON
Imm. pierre de t. révisé dble
éq. + ch. + ch. et n. et 10. 9^e sc.
580.000 - 707-14-75.

NEUF
JARDIN DES PLANTES
1 et 3, RUE POLYVAULT
CONSTRUCTION CO LUXE
Livraison immédiate
3-4-5 P. et DUPLEX
Vie, tennis et les jours, 14/18 h.
sauf mercredi et dimanche.

7^e arrdt
ST-GILLES, LUX. 854-42-70
208 m² SUR JARDIN.
Appartement de réception.
Prix CHAMP DE MARS
RUE JEAN-CARRIÈRE.
Élegant duplex, 8 p., 220 m².
Serv. DORESSAY, 824-83-33.

9^e arrdt
M^{me} TRINTE, Pierre et pierre
de t. BEAU 1^{er} et 2^e à vend.
380.000 F. 268-37-15.

10^e arrdt
PROCHE REPUBLIQUE
Superb. 2 étages, 100 m² habitables
intérieur, extérieur. Beau
2/3 P. sc. P. : 288.000 F.
SIRMA 355-08-40

11^e arrdt
REPUBLIQUE, petit 2 P., 5^e
ét. et duplex, 120.000 F.
Pyrina. 690-88-06, 7 à 21 h.

M^{me} REPUBLIQUE
De bon imm., 8 p. de Bal., 9^e
et 10^e sc. P. : 100.000 F.
SIRMA 355-08-40.

COURS DE VINCENNES
De bon imm., 2^e étage,
belle vue, 120.000 F.
SIRMA 355-08-40.

12^e arrdt
REUILLY, DIDEROT
+ 1^{er} et 2^e ét., 82 m²,
tr. 1958, cuisine, salle
de bain, 100.000 F.
Téléphone : 337-88-53.

14^e arrdt
MONTMARTRE
NEUF, 2 P., 47 m² sur jardin.
840.000 F. Tél. 226-52-25.

M^{me} PLAISANCE
Unité janvier 84, vue dégagée
plein Sud, du 3 au 5^e sc., dont
un duplex, terrasse, à partir de
835.000 F. Tél. 226-52-25.

15^e arrdt
RARE, RUE SUR SEINE
RÉSIDENCE TOTEM
57, 59, quai de Grenelle-XV
belle vue, 100 m², 100.000 F.
CAPRI 577-51-64.

SEIGUR 327-82-40
Original grand, luxueux
1.800.000 F. Soir 828-72-71.

15^e arrdt près METRO
Joli 2 pièces, cuisine, bain.
Céline, 400.000 F. 577-74-38.

16^e arrdt
MARCHÉ DES NOTAIRES
JASMIN, rue de la Cure
p. de t., 100 m², 100.000 F.
Téléphone : 280-83-87.

MARCHÉ DES NOTAIRES
JASMIN, rue de la Cure
p. de t., 100 m², 100.000 F.
Téléphone : 280-83-87.

ALMA Président Wilson
stand. 320 m², 4 ch. ch. ch. ch.
100 m² + 4 ch. ch. ch. ch.
plan sc. P. : 100.000 F.
633-29-17 - 577-38-38.

VICTOR HUGO, R. POINCARÉ
3^e ét., 3 ch. ch. ch. ch.
100 m² + 4 ch. ch. ch. ch.
plan sc. P. : 100.000 F.
633-29-17 - 577-38-38.

QUAI BÉROU D.T.F.
Immeuble pierre de taille, double
récept., 1 ch. ch. ch. ch.
100 m² + 4 ch. ch. ch. ch.
plan sc. P. : 100.000 F.
633-29-17 - 577-38-38.

17^e arrdt
45 BIS, AV. DE VILLIERS
M^{me} MALESHERBES
DUPLEX AVEC MEZZANINE
59-2-4-5 P. et STUDIO
LUXEUSE RENOVATION
Vieille, lundi, mardi, 14 à 18 h.

VILLA LAUGIER 2 PIÈCES
30 m², de ch., révisé neuf.
280.000 F. Tél. 753-44-30.

18^e arrdt
RUE LITTOUR
2 p. sc. P. : 100.000 F.
180.000 F. Tél. 783-44-30.

18^e RESIDENTIEL
5/5 SQUARE, plein soleil
GRAND 4 P., tout confort.
1.050.000 F. : 254-71-93.

20^e arrdt
M^{me} MARAICHES, studio et
éq. ch. ch. ch. ch. ch. ch.
140 m² P. Propriétaire.
Téléphone : 590-86-06.

bureaux

Ventes

BUREAUX

VOUS CHERCHEZ
300 m² ET PLUS
A LA VENTE OU LA LOCATION
APPELÉZ SARI
776-44-88.

Locations

EMBASSY-SERVICE

662-62-14
RECH. 150 à 200 m²
Bureaux quartier affaires.

Domiciliations : 8-2
SECRÉTARIAT, TEL. TELE.
Loc. bureaux, toutes dimensions
pour construction de sociétés.
ACTE S.A. 359-77-55.

VOTRE SIÈGE SOCIAL
R.C. 160 F. S.A.R.L. 180 F.
G.S.M.P. 54, r. de Crimée, 19
Téléphone : 847-65-00 TELE.

BUREAUX MEUBLÉS

SIÈGES SOCIAUX
ET DOMICILIATIONS
CONSTITUTIONS STES
ASPAC 293-60-50+

VOTRE SIÈGE SOCIAL
DOMICILIATIONS
S.A.R.L. - R.C. - R.M.
Constitution de sociétés
démarches et tous services
Permanence téléphonique
355-17-50.

SIÈGE SOCIÉTÉ

Domiciliation R.C. R.M.
Secrétariat - Bureaux neufs
SODEX - 341-81-81
150 Av. Daumesnil Paris 12^e.

NEUILLY/SEINE

Proche Bd Bessons
800 m² Grand standing
Tél. + park, + climatisation
SARI 776-44-88.

92 PUTEAUX

1.000 m² divalables
Tél. + park, + climatisation
SARI 776-44-88.

PONT DE NEUILLY

685 m² récents, climatisés
Tél. + park, + climatisation
SARI 776-44-88.

16 RAFFET

1.000 m² indépendants
SARI 776-44-88.

SEVRES

5.000 m² divalables
Tél. + park, + climatisation
SARI 776-44-88.

DOMICILIATION

16^e, CHAMPS-ÉLYSÉES
140 A 340 F PAR MOIS
CIDES - 723-82-10

Recherche bureaux 50 m² env.
bon quartier, parking de bureau,
plus grande surface, climatisé.
Téléphone : 585-66-80.

VOTRE SIÈGE À PARIS-17^e,
à partir de 80 F, le service.
Constitution est. 783-47-14.

locaux industriels

Ventes

ENTREPOTS

VOUS CHERCHEZ
1.000 m² ET PLUS
A LA VENTE OU LA LOCATION
APPELÉZ SARI
776-44-88.

95 ROISSY PROCHE
Tous villages.
Entrepôts/activités.
A partir de 3.000 m².
SARI 776-44-88.

boutiques

Ventes

RUE D'HAUTEVILLE

(Enghien) luxueuse boutique
de fourrure donnant sur rue
avec 1^{er} étage, 400.000 F.
loyer annuel 32.000 F.
- entièrement bien équipé.
Comptant 200.000 F possible.
Téléphone : 878-97-52.

hôtels particuliers

VINCENNES près CHATEAU
CHARMANTE MAISON
56, 2 ch. ch. ch. ch. ch. ch.
VOTRE SIÈGE SOCIAL
1.000.000 F. : 280-26-08
AGENCE DE L'ETOILE.

481101550

« Quand les entreprises ouvrent leurs portes »

Une « révolution copernicienne », c'est ainsi que M. Jean Boissonnat qualifie le changement de l'opinion publique à l'égard de l'entreprise, tel qu'il ressort d'un sondage publié par l'« Expansion » du 7 octobre (1). Soixante-deux pour cent des personnes interrogées pensent, en effet, qu'il faut s'occuper d'abord de la santé des entreprises, quand 23 % seulement mettaient au premier rang le niveau de vie des particuliers. De même, 58 % estiment nécessaire d'accroître l'influence des chefs d'entreprise, là où 21 % préféraient donner plus d'influence aux dirigeants syndicaux, 56 % préconisent le développement du secteur privé et 25 % celui des entreprises nationales.

Révolution copernicienne, il est vrai, puisque, à une même question posée par ailleurs par la SORFES (« Pour faire face aux difficultés économiques, pensez-vous qu'il faut faire confiance aux entreprises et leur donner plus de liberté ou, au contraire, accroître les contrôles de l'Etat »), les tenants du libéralisme, qui étaient 33 % en septembre 1973 et 38 % en novembre 1980, se sont retrouvés 58 % à la fin de 1982.

Vingt-huit mois après l'arrivée des socialistes au pouvoir, l'idée que l'intervention de l'Etat peut tout résoudre n'est plus dominante. Comme l'écrit l'« Expansion » Les Français ont viré leur curi. En majorité, ils renouent avec les grandes aspirations socialistes : démanteler et déconcentrer l'administration, déconcentrer l'économie orthodoxe. En voudrait-on une preuve supplémentaire qu'on la trouverait dans la réponse aux multiples questions posées depuis un an sur le profit. Jadis dénoncé comme le péché, comme le symbole de l'exploitation, il apparaît désormais nécessaire ou indispensable à 88 % des Français.

La C.N.P.F., à bien conscience que, paradoxalement, c'est sous un gouvernement de gauche que la consigne sur la « loi de l'entreprise » a le plus de chance d'être réalisée. Et il entend enfoncer le clou. D'où la campagne qu'il ouvre, le 10 octobre, M. Yvon Gattaz sur le thème : « L'entreprise fait vivre. Il faut la laisser vivre. Une autre manière — plus positive — de dénoncer les charges et les contraintes.

Cette opération, qui va voir s'ouvrir des milliers d'entreprises

dans plus de cent villes françaises, a pour objectif : « Expliquer, convaincre, mobiliser. »

Expliquer, c'est, à partir de la visite des ateliers et des bureaux, faire « découvrir l'importance de notions telles que la conception du produit, le profit, l'investissement, la recherche de nouveaux marchés, notamment à l'étranger, de nouveaux produits, de nouvelles procédures de fabrication, de nouvelles formes d'organisation. »

Convaincre, c'est principalement faire passer l'entreprise patronale selon laquelle « sans entreprise prospère, il n'y a pas d'économie forte, pas de progrès social, pas d'indépendance nationale. »

Mobiliser, enfin, car les entreprises, dit-on au C.N.P.F., ne peuvent vivre et se développer dans un milieu indifférent, voire hostile.

Voilà pourquoi les salariés de nombreuses entreprises — gages des succès de l'opération — ont leur famille, la grand public, les enfants des écoles et les enseignants sur leurs lieux de travail. Citons n'en-t-il pas accueilli plusieurs dizaines de milliers de visiteurs dans une opération analogue ? Les « décideurs » seront aussi conviés : dans les entreprises lyonnaises on verra M. Raymond Barre aussi bien que M. Charles Hénery.

Cette « leçon de choses » sur les entreprises, comme la révolution des esprits qui l'a précédée, est en soi positive. Encore doit-elle être complétée. Le Nouvel Observateur montre que 52 % des Français souhaitent voir leurs enfants devenir fonctionnaires et 19 % seulement travailler dans l'industrie. La révolution copernicienne n'est pas achevée.

Mais, surtout, le patronat devra éviter que cette reconnaissance du rôle de l'entreprise et du profit dans la sortie de la crise ne se transforme en « revanche des possédants », qui, comme le dit l'« Expansion », pourrait « geler les forces nationales dans un affrontement idéologique, bien enraciné dans nos traditions nationales ». Ce risque-là le patronat saura-t-il l'éviter ?

BRUNO DETHOMAS.

(1) Sondage réalisé par B.V.A. entre le 1^{er} et le 6 septembre auprès d'un échantillon national de 957 personnes.

La politique salariale en 1984

MM. MARRE ET MARCHELLI SE DÉCLARENT EN DÉSACCORD AVEC M. CHOTARD

L'interview de M. Yvon Chotard au Monde (daté du 8 octobre) a provoqué de vives réactions. M. Paul Marchelli, délégué général de la C.G.C. s'est déclaré, le 9 octobre à Saint-Raphaël, « en complet désaccord avec les récentes déclarations de M. Yvon Chotard », selon lequel « le patronat craint des déboires salariaux. Nous, cadres, nous sommes pris dans le jeu de la déflation : entre les exigences de l'Etat en matière de charges et impôts et les positions du patronat telles que les a exprimées M. Chotard, nous refusons de partager la pauvreté à parts égales ».

Les cadres, a-t-il ajouté « demandent un ajustement de leurs salaires en fonction du dérapage réel des prix et non des objectifs de M. Delors ». M. Anicet Le Pors, secrétaire d'Etat à la fonction publique, a réaffirmé, le 8 octobre à Rouen, que « la fonction publique ne jouera pas les premiers violons de la politique salariale. Chacun doit prendre ses responsabilités et à commencer par ceux qui se parent de la qualité de libres entrepreneurs ».

Dans une interview publiée par le Matin du 10 octobre, M. Edmond Marre déclare : « M. Chotard a du culot. Les sacrifices de la loi de l'entreprise aux salariés et à eux seuls. (...) Qu'il ne compte pas sur la C.F.D.T. Nous nous battons pour le maintien de la consommation populaire, pour le maintien du pouvoir d'achat global, avec priorité à l'amélioration des bas salaires et à la création d'emplois. Toute autre politique nous entrainerait dans la déflation et la montée vertigineuse du chômage. »

A propos des élections à la Sécurité sociale, le secrétaire général de la C.F.D.T. réaffirme que son organisation propose « une gestion intersyndicale des caisses, aucune des cinq confédérations syndicales n'en étant exclue. (...) Nous ne voulons pas d'une gestion de la Sécurité sociale qui oppose syndicats de droite et syndicats de gauche. (...) La Sécurité sociale, ce n'est pas l'Assemblée nationale. »

FINANCES

Un plan de redressement draconien accompagne le prêt du F.M.I. au Portugal

LISBONNE. — Le Fonds monétaire international a débloqué, le vendredi 7 octobre, 385 millions de dollars destinés à financer une partie du déficit de la balance des transactions courantes du Portugal (1). Sur cette somme, 280 millions ont été accordés à titre de compensation. On a considéré, en effet, que la chute des exportations portugaises en 1982 avait été provoquée par des facteurs extérieurs à l'économie du pays : la sécheresse survenue l'année précédente et la mauvaise conjoncture internationale. La somme restante, 105 millions de dollars, correspond à la première tranche d'un crédit de 480 millions négocié en août dernier.

L'obtention intégrale du crédit du F.M.I. suppose pourtant le respect par les autorités portugaises d'un plan de redressement d'une durée de dix-huit mois qui vient d'être approuvé par le Fonds. Le gouvernement de Lisbonne s'appuie désormais à négocier avec un consortium de banques, notamment américaines, ouest-allemandes et japonaises, la deuxième tranche d'un prêt de 600 millions de dollars dont la première partie a été reçue en juin dernier. Pour satisfaire les compromis à court terme avec l'extérieur, il a fallu aussi vendre de l'or : 70 tonnes ont été négociées pour une valeur d'environ 1 milliard de dollars.

Le plan de redressement élaboré par le cabinet de M. Soares sous l'égide du F.M.I. est basé sur les mesures habituellement « recommandées » par cette organisation internationale. Ainsi le déficit de la balance des transactions courantes, qui, en 1982, a atteint 12,5 % du produit national brut, sera, espère-t-on, ramené à des limites jugées « raisonnables » : 9 % du P.N.B. en 1983 et 6 % en 1984. De même pour le déficit budgétaire. D'après le projet qui sera déposé au Parlement à la fin de cette semaine, le déficit pour 1984 ne pourra pas dépasser celui de l'année en cours. En tenant compte des prévisions en matière d'inflation, cela représentera une réduction en

Politique industrielle et croissance

par JEAN-MICHEL QUATREPOINT

Cheval de bataille du gouvernement depuis deux ans, la politique industrielle est la vedette de la rentrée parlementaire. S'il est un débat attendu, c'est bien celui-là. Non pas que le sujet n'ait été abondamment évoqué depuis le 10 mai 1981.

L'industrie, sa modernisation, son développement, sont au centre de tous les propos ministériels et le président de la République lui-même en a fait son credo. Mais les discours sont une chose, les réalités en sont une autre. L'action des pouvoirs publics, ses incantations sont encore loin d'avoir porté leurs fruits sur le terrain. A telle enseigne que d'aucuns en viennent à se demander si la politique industrielle n'est pas l'Arlésienne de la gauche.

Même s'il ne faut pas attendre trop de ce genre de débat toujours conventionnel, il était cependant souhaitable que la représentation nationale se penche, enfin, sur un sujet aussi primordial et brûlant. Car, pour qu'il s'articule aux faits, aux chiffres, mais aussi au climat psychologique, l'industrie française apparaît aujourd'hui sérieusement malade. Ses pertes s'accumulent et se chiffrent en dizaines de milliards de francs.

Après les gouffres de la sidérurgie et de la chimie qui perdurent, ce sont tous les grands noms ou presque des multinationales françaises, les piliers de l'industrie, qui sont à leur tour touchés : Renault, Peugeot, Michelin, Danisco-France Cerealis, Loire. Le raffinage, le papier-carton, le bâtiment et les travaux publics sont des professions sinistrées. Dans l'électronique, les cliniquants sont presque tous au rouge. Moins spectaculaires mais tout aussi inquiétants sont les dégâts dans le reste du tissu industriel. Le nombre des faillites s'accroît et celui des créations d'entreprises diminue. Le volume des investissements industriels a connu une chute inquiétante en 1982. Bref, un tableau bien sombre. Même si on peut toujours célébrer ici ou là la réussite spectaculaire de tel ou tel.

Faire porter la responsabilité de cette dégradation aux seuls socialistes serait injuste. Les causes remontent loin. La France paie aujourd'hui un certain nombre d'erreurs de la dernière décennie : mauvais choix industriels au début de la précédente septennat (informatique notamment), diminution de l'effort de recherche et d'investissement, accroissement régulier des prélèvements sociaux ; insuffisante implantation à l'étranger ; refus de voir en face les nouvelles réalités économiques ; absence de choc pétrolier. Même si, de 1978 à 1980, quelques efforts ont été entrepris pour tenter de redresser la situation. C'était trop peu et trop tard. Bref, pour avoir joué trop longtemps la

cigale, le pays doit aujourd'hui se transformer en fourmi.

Ce constat sur l'affaiblissement de notre outil de production, la gauche ou la sensibilité « industrielle » a vu de plus en plus d'adeptes. L'avait fait sien avant le 10 mai 1981. Bon nombre de responsables socialistes opposaient volontiers l'essor industriel de la période gaulliste et pompidolienne à la « désindustrialisation » du septennat de M. Giscard d'Estaing. Le redressement, la gauche espérait alors le mener grâce à une action s'ordonnant autour de quatre grandes idées. Les nationalisations devaient permettre — outre le sauvetage financier de plusieurs groupes et une certaine moralisation des aides de l'Etat — de doter la collectivité d'une « force de frappe ». Les investissements du secteur public élargi ayant un effet d'entraînement sur l'ensemble du tissu industriel.

Le volontarisme devait balayer les obstacles, faire plier les corporatismes, mobiliser les forces vives du pays.

La notion de filière, par opposition à celle de créneau, devait permettre de traiter globalement les problèmes de plusieurs secteurs-clés, de coordonner et de rationaliser les efforts des divers acteurs.

Tout ceci reposait cependant sur un postulat : la croissance. C'est elle qui devait relancer la machine et développer la demande pour l'industrie. Ceci afin de dégager les financements publics nécessaires, tenir les promesses sociales, sans obérer la compétitivité des entreprises, maintenir une présence sur l'ensemble des activités industrielles, de la sidérurgie aux biotechnologies. Or, c'est là que le bât a commencé à léser.

Deux ans ont passé. Trois ministres se sont succédés Rue de Grenelle (sans parler du passage éphémère de M. Joxe en juin 1981). Chacun avec son style a tenté de mettre en pratique ce grand dessein. Chacun a multiplié les mesures ponctuelles, écorché à mesure ce plan de redressement aux investissements, de nouveaux circuits de financement. Chacun s'est battu pour avoir le maximum de dotations budgétaires pour le secteur public industriel.

Même si le bilan de toutes ces actions n'est pas négatif, elles apparaissent trop souvent comme du coup par coup et ne sont pas exemptes de contradictions. Que ce soit dans la définition du rôle de l'Etat, où l'on hésite constamment entre le laisser-faire, le pragmatisme ou l'interventionnisme. Que ce soit en matière d'allocation de ressources, où l'on continue de « boucler les trous » des secteurs en

déclin et de privilégier les actions défensives. Que ce soit dans le domaine des restructurations industrielles, où la séduction du « Monopoly » est d'autant plus grande qu'elle donne l'impression de faire quelque chose, alors que l'usine, la concentration et la restructuration ne sont plus forcément la réponse aux problèmes de notre temps.

En fait, tout se passe comme si la gauche n'était toujours pas parvenue à élaborer une véritable pratique industrielle. Et ce, parce qu'une des quatre composantes de son action a fait défaut : la croissance. Dès lors qu'elle n'était pas au rendez-vous, c'est tout l'échafaudage qui devenait bancal. Sans la croissance de 3 % du P.N.B. apportée chaque année à la richesse nationale, comment moderniser toutes les industries traditionnelles et investir massivement dans les secteurs d'avenir ? Comment diminuer les charges des entreprises sans toucher au pouvoir d'achat ? Comment assurer des débouchés aux entreprises ? Comment créer des emplois nouveaux et maintenir le chômage au-dessous du seuil des deux millions ?

Choisir enfin

Le débat, au sein du P.S., qui a éclaté au grand jour au printemps dernier reflète ce dilemme. Pour Jean-Pierre Chevènement, seul le retour à la croissance permettra à la majorité d'appliquer sa stratégie industrielle, d'atteindre ses objectifs économiques et politiques. M. Marchais est du même avis, même si les moyens qu'il propose ne sont pas ceux avancés par l'animateur du CERES. En face, les tenants de l'actuelle politique de rigueur savent qu'un taux de croissance ne se décrète plus. Dans un monde en crise, en mutation technologique, où les échanges internationaux jouent un rôle primordial, la France ne peut aller seule à contre-courant. Il faut donc assainir avant d'espérer repartir de l'avant.

Encore ne faut-il pas que la poignée de la machine à vapeur ne soit malade. Or, tel est bien le risque. Obligée en juin 1982, et surtout en mars 1983, de procéder à une révision déclinante et brutale de sa politique économique, la gauche n'a pas su en tirer les conséquences dans le domaine industriel. Elle a conservé les mêmes objectifs, alors même que son virage à 180° lui ôte les moyens de les réaliser.

La rigueur des temps, le retard accumulé auraient nécessité une véritable planification des objectifs, avec des choix rigoureux et douloureux. Même si un certain nombre de responsables gouvernementaux sont conscients de ce problème, on n'a toujours pas osé — par manque de courage politique ? — d'aborder de front.

Mener une stratégie industrielle offensive dans une économie sans croissance implique d'abord de cibler les secteurs sur lesquels la collectivité fera porter son effort, et, contrairement, ceux où le repli devra être programmé. L'argent — rare — doit être utilisé à créer des emplois nouveaux dans des secteurs porteurs et non à maintenir en survie artificielle des usines obsolètes et des métiers dépassés.

Pour avoir trop tardé, il va falloir trancher dans bien des cas entre compétitivité et maintien de l'emploi. Aujourd'hui, la compétitivité ne se divise pas. S'imagine-t-elle que la robotique pourra dans un premier temps aller de pair avec le maintien de l'emploi est une vue de l'esprit.

Les grands groupes, qu'ils soient publics ou privés, ne créeront plus d'emplois industriels. En première ligne sur le front de la guerre économique, ils doivent bénéficier du maximum d'atouts pour maintenir et conquérir des positions internationales. Il revient à l'Etat de leur donner un sens le plus large les moyens nécessaires. Mais il lui revient aussi de veiller à ce que ces groupes ne sacrifient pas le long terme au court terme, ne se laissent pas guider par la seule volonté de puissance ou des objectifs purement financiers. Bref, que l'effort consenti en leur faveur par la collectivité soit utilisé à bon escient. Il lui revient enfin d'impulser la mise en place d'une certaine division du travail en Europe. Car seule une coopération entre les grands groupes du vieux continent évitera la balkanisation de l'Europe pour le plus grand profit de ses concurrents japonais et américains.

Cela posé, la puissance d'un pays se mesure tout aussi, sinon plus, à l'existence d'un vaste tissu industriel de P.M.I., à l'émergence de jeunes entreprises créatrices d'emplois. Il ne faut pas chercher ailleurs les causes de la vitalité de l'électronique américaine. Il convient donc de créer les conditions de cette élosion. Des mesures ont déjà été prises. Mais si l'on veut décaler les entrepreneurs et investisseurs potentiels, il faudra aller plus loin. Créer un véritable statut du « capital-risque » ; permettre (dans les limites d'un plafond) les déductions fiscales pour ceux qui investissent directement dans l'industrie ; débureaucratiser ; introduire le contrôle de l'administration « a posteriori » et non « a priori ». Autant un certain interventionnisme paraît inévitable pour les grands groupes et les grandes options stratégiques, autant un plus grand libéralisme est nécessaire pour le reste du tissu industriel.

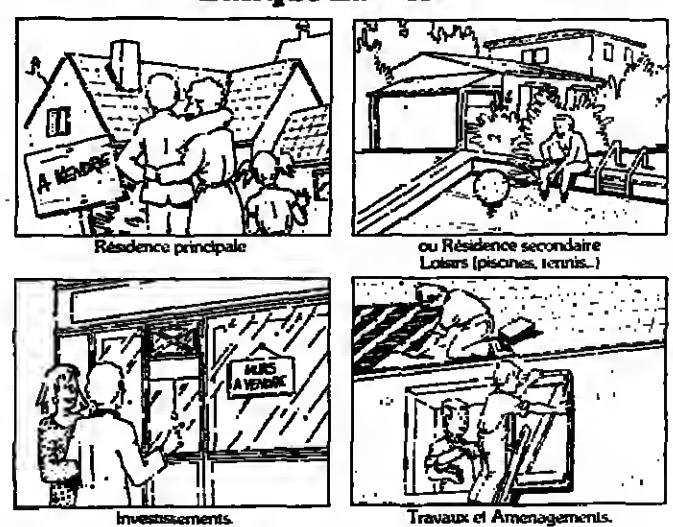
L'industrie, enfin, c'est aussi des hommes. Les cols bleus sont mal payés. Sans doute parce que le poids des prélèvements obligatoires est trop lourd. Si l'on veut attirer vers elles les jeunes, les forces vives du pays — sans pénaliser les entreprises — il faudra bien un jour remettre à plat l'ensemble du dossier du budget social de la nation, transférer de l'entreprise à la collectivité des charges qu'elle ne devrait pas assumer.

Telles sont là quelques-unes des pistes qu'il conviendrait de suivre. Reste qu'une stratégie industrielle, aussi peaufinée soit-elle, n'a aucune chance de réussir si elle ne s'appuie pas sur la confiance de ceux qui sont chargés de la mettre en œuvre : entrepreneurs, cadres, salariés. Comment rétablir rapidement cette confiance, aujourd'hui bien entamée ?

De la réponse à cette question dépendent le succès ou l'échec de l'expérience socialiste, et, au-delà, le maintien ou le recul du rôle de la France dans le monde.

Un crédit à partir de 4,75 % ?

C'est possible avec l'épargne immobilière Banque La Hénin.



L'épargne logement adaptée à tous les projets immobiliers.

Coupons à retourner à Banque La Hénin, 16, rue de la Ville-Evêque, 75384 Paris Cedex 08, Tél. 265 35 15.

BANQUE LA HENIN La Banque des Français. 16, rue de la Ville-Evêque, 75384 Paris Cedex 08. Tél. 265 35 15.

* Crédit C.E.L. Résidence principale par 10000 F sur 15 ans. T.E.G. max. 5,75 %. Remboursement par 129 F par mois. C.E.L. max. 15 ans 4,75 F l'an maximum.

(1) Voir Le Monde daté 9-10 octobre.

TRANSPORTS

POLÉMIQUE ENTRE MM. FITERMAN ET MÉDECIN

Le « train des pignes » sur la voie de la discorde

Le célèbre « train des pignes », qui relie Nice à Digne sur voie étroite en serpentant à travers l'arrière-pays provençal, va-t-il rentrer définitivement sur une voie de garage le 31 décembre ? La question est posée et elle suscite, nous indique notre correspondant Michel Vivès, une virulente polémique entre le ministre des transports, d'un côté, et, de l'autre, MM. Francis Palméro et Jacques Médécin, respectivement président du Syndicat mixte Méditerranée-Alpes (Syma) et président du conseil général des Alpes-Maritimes.

Il y a dix ans, l'Etat s'était gentiment débarrassé d'un fardeau financier de plus en plus lourd en confiant la gestion des Chemins de fer de Provence (C.F.P.) au Syma, par un bail de quatre-vingt-neuf ans. Depuis, en dépit d'un trafic en hausse régulière, la situation ne s'est pas améliorée, au contraire. M. Médécin a fait les comptes : depuis 1968, le « train des pignes » a coûté 76,1 millions de francs aux contribuables des Alpes-Maritimes, des Alpes de Haute-Provence et des deux villes de Nice et de Digne. Et le déficit de fonctionnement devrait, toujours selon M. Médécin, atteindre l'an prochain 20 millions de francs. Plus grave encore, l'entretien et la modernisation de la ligne nécessiteraient un investissement de 200 millions de francs. Les élus régionaux, qui risquent d'hériter des Chemins

de fer de Provence en application de la décentralisation, rechignent à s'engager dans de telles dépenses.

Aussi avaient-ils proposé que les Chemins de fer de Provence soient intégrés dans le réseau de la S.N.C.F., ce qui, comme l'écrit M. Médécin dans le journal *Nice-Matin*, « n'aurait pas pesé bien lourd dans le colossal déficit de cette société nationale ». Ainsi seraient, selon les deux élus, résolus les problèmes de modernisation et de statut du personnel des C.F.P. (qui réclame son alignement sur celui des cheminots de l'Etat). La S.N.C.F., elle, n'est pas très chaude. Elle vient toutefois, à la demande des pouvoirs publics, d'envoyer sur place un agent chargé d'évaluer le coût technique et social de l'intégration des C.F.P. à son réseau... mais elle refuse de l'acquiescer.

L'attitude de MM. Palméro et Médécin a provoqué la colère du ministre des transports, qui leur trouve un « singulier optimisme » lorsqu'ils prétendent « ne pas faire obstacle ou renouveau » de la ligne Nico-Digne et « favoriser l'intégration du personnel à la S.N.C.F., alors que, au mépris du code du travail et de leurs engagements pris en 1972, ils veulent en réalité purement et simplement fermer la ligne et licencier le personnel ou le 31 décembre 1983 ». Selon M. Fiterman, leur position

« constituerait donc un reniement de leur signature ».

Rappelant en outre qu'il n'a pas ménagé ses efforts « alors que rien ne l'y contraignait », pour aider les différents partenaires locaux et régionaux à dégager les conditions d'une modernisation et d'un développement du service, le ministre indique qu'il a fait récemment deux propositions au président du Syma : l'élargissement de la concession à de nouveaux partenaires « en tenant compte des responsabilités nouvelles confiées aux régions conformément aux lois de décentralisation » et le transfert à la S.N.C.F. au 1^{er} janvier 1984 de l'exploitation « mais ni l'organisation, ni le financement » du réseau des C.F.P. dans les mêmes conditions qu'en Corse, « ce qui permettrait d'améliorer la situation des personnels à cette occasion ».

Accusé de « dröbade », M. Médécin rétorque que c'est, au contraire, le ministre qui cultive « l'art de la dröbade » en souhaitant « voir rejaillir sur les élus locaux un discrédit qui lui revient ». Et de conclure : « Comment M. Fiterman peut-il honnêtement penser que les collectivités locales, écrasées par le transfert des charges de l'Etat, pourraient continuer à assumer les lourdes charges de fonctionnement et d'investissement d'une telle entreprise ? On en est là... »

PERTES FINANCIÈRES CONSIDÉRABLES, GRÈVES À RÉPÉTITION

Les compagnies aériennes américaines en faillite

New-York. — Lorsque Braniff International, l'une des principales compagnies aériennes américaines, a fermé l'année dernière, on parla de mauvaise gestion. Aujourd'hui, Continental, la huitième en importance, fait face à une crise qui concerne toute l'industrie du transport aérien du pays. Eastern, Delta, Republic, Western, Panam, et même T.W.A., sont aussi menacées.

De notre correspondante
signer une nouvelle convention salariale.

Commencée le 1^{er} octobre, la grève des pilotes de Continental menace de s'étendre à l'ensemble de la profession, d'autant que la compagnie Eastern, la quatrième du pays en importance, demande à son tour à ses employés d'accepter des réductions de salaires de 20 % au 1^{er} novembre. Les mécaniciens de Eastern sont en grève depuis plus de deux mois.

Eastern menacée

Continental, dont le siège est à Houston (Texas), s'est déclarée en faillite le 24 septembre, après avoir perdu 84 millions de dollars (environ 670 millions de francs) depuis six mois. Aux termes de la loi fédérale sur la faillite, sa direction avait le droit de tenter de négocier de nouvelles conditions de travail avec ses quelque 12 000 salariés, en fait, d'obtenir leur accord pour des réductions de salaires. Au total, 4 200 employés, dont 1 420 pilotes sur 2 025, acceptèrent des réductions de 45 % à 50 %. Le salaire annuel des pilotes passait ainsi de 79 000 dollars à 43 000, celui des stewards et des hôteses de 29 000 à 14 000 dollars. Le P.-D.G. de Continental, M. Frank Lorenzo, a fait savoir, pour sa part, qu'il renonçait à son salaire annuel de 257 000 dollars pour être désormais payé comme un pilote. En outre, Continental réduisait le nombre de ses vols des deux tiers.

L'Association nationale des pilotes de ligne a décidé de soutenir financièrement les grévistes de Continental en collectant 135 dollars par mois auprès de chacun de ses adhérents. Déjà secoué par la grève des contrôleurs aériens de l'été 1981 et par leur licenciement collectif par une administration républicaine décidée à en découdre avec les syndicats, le transport aérien, qui a durement pâti de la récession, se sent maintenant gravement menacé. La déréglementation mise en place en 1978 par le président Carter était destinée à encourager une meilleure rentabilité des compagnies et à permettre une réduction des tarifs grâce à l'instauration d'une concurrence entre elles. Dans le même

temps, les contrôles fédéraux sur la gestion des compagnies disparaissent tandis qu'était vivement encouragée la création de nouveaux transporteurs.

Une féroce guerre des tarifs s'est ensuivie, accompagnée d'une certaine détérioration des services. Quelques lignes très fréquentées, comme New-York - San Francisco ou New-York - Los Angeles, et des petites compagnies prodigieusement gérées, comme People Express, ont bénéficié de cette liberté. Mais les passagers ont souvent fait les frais de la rentabilité à tout prix, soit que des escales soient supprimées, soit qu'ils soient tassés en vol comme harengs en caque, soit encore qu'ils voient leur vol annulé ou retardé faute d'une remplissage satisfaisant.

La baisse des tarifs a, de plus, causé des pertes, parfois irréparables, comme dans le cas de Braniff International, contraint d'offrir des vols New-York - Floride à 69 dollars (550 francs) comme ses concurrents. L'un de ceux-ci sur cette destination était, l'année dernière, Eastern...

Quel que soit le sort de Continental, une partie de bras de fer est désormais engagée entre les syndicats du transport aérien et l'administration. Il est, en effet, peu probable que la majorité des salariés acceptent l'exemple d'une nouvelle petite compagnie de l'Arizona, America West Airlines, citée le 3 octobre par l'éditorialiste du *Wall Street Journal* : « America West Airlines paie à ses employés un salaire de base et les invite à prendre des actions de la société. Ses pilotes sont payés 32 500 dollars et travaillent au sol lorsqu'ils ne volent pas. Tout indique que les employés d'America West sont enclenchés de participer au lancement de la compagnie. »

NICOLE BERNHEIM.

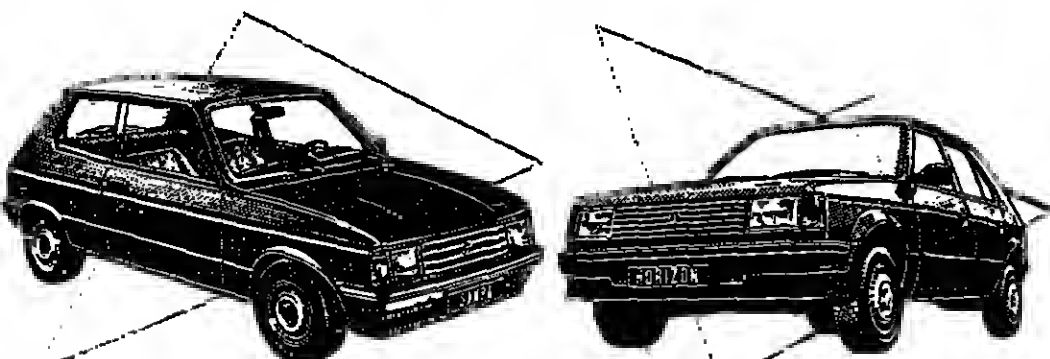
Payer? Pas maintenant!

Partez avec une Samba ou une Horizon neuve sans aucun versement comptant*

Recevez un chèque immédiatement correspondant au montant de votre reprise estimée selon les conditions générales de l'Argus.

Nous vous offrons les 2 premiers loyers.

1^{er} versement dans 3 mois.



Offre valable jusqu'au 31 octobre sur toute la gamme Samba et Horizon.

Pour une location avec promesse de vente de 60 mois.

Après acceptation du dossier par Locadun et Locasovac dans la limite des stocks disponibles.

RÉSEAU PEUGEOT TALBOT

... la construction sort ses griffes

Téléphonez vos commandes... les 3 Suisses vous livrent!



3 SUISSES
EN DIRECT
AVEC VOUS

Votre numéro d'appel régional dans votre catalogue page 868.

البريد 1555

(Publicité)
COMMUNAUTÉ ÉCONOMIQUE DE L'AFRIQUE DE L'OUEST
SECRÉTARIAT GÉNÉRAL

APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL POUR LA CONSTRUCTION DE L'INSTITUT SUPÉRIEUR DES SCIENCES ET TECHNIQUES HALIEUTIQUES (I.S.T.H.) A NOUADHIBOU (République islamique de Mauritanie)

AVIS DE PRÉSELECTION

La Communauté économique de l'Afrique de l'Ouest (C.E.A.O.) envisage la construction de l'Institut supérieur des sciences et techniques halieutiques à Nouadhibou en entreprise générale.

Cette construction fera l'objet d'un appel d'offres restreint parmi les entrepreneurs de travaux agréés par le maître de l'ouvrage après la présélection dont l'objet et les conditions sont exposés ci-dessous :

I. - OBJET

Le secrétaire général de la Communauté économique de l'Afrique de l'Ouest (C.E.A.O.) lance un appel de candidatures à la présélection d'entreprises de travaux de construction pour la participation à un appel d'offres de travaux de construction de l'Institut supérieur des sciences et techniques halieutiques (I.S.T.H.) à Nouadhibou, comprenant 7 000 m² de bâtiments et un ensemble V.R.D. et aménagements extérieurs.

II. - FINANCEMENT DU PROJET

Le projet est financé par la B.I.D., l'O.P.E.P. et la C.E.A.O.

III. - ORIGINE DES CANDIDATS

Peuvent faire acte de candidature les sociétés d'entreprises (personnes physiques ou morales) ou groupements d'entreprises ressortissant d'un des États membres de la C.E.A.O., de la B.I.O. ou de l'O.P.E.P.

IV. - PARTICIPATION À LA PRÉSELECTION

Les candidats devront avoir fait acte de candidature auprès de la C.E.A.O. avant la date du 25 novembre 1983.

Les candidats devront joindre à leur demande les dossiers et références satisfaisant aux conditions exigées.

V. - DOSSIERS DES CANDIDATS

Les dossiers des candidats comprendront toutes indications utiles, notamment :

- Une déclaration indiquant l'intention de soumissionner et faisant connaître les noms, prénoms, qualité, domicile et nationalité du soumissionnaire;
- Une attestation de nationalité, selon la réglementation valable en la matière dans le pays du soumissionnaire;
- Les références techniques, sous la forme d'une note indiquant les lieux, les dates, la nature et l'importance des travaux qu'il a exécutés ou à l'exécution desquels il a apporté son concours (avec la mention précise de ladite contribution) avec indication des maîtres d'ouvrage;
- Les références financières sous la forme d'une attestation d'une banque, sur la solvabilité du soumissionnaire.

VI. - PROCÉDURES D'INVITATION À PARTICIPER

Il sera adressé aux candidats retenus une lettre d'invitation à participer à l'appel d'offres restreint prévu.

Cette invitation confirme la recevabilité de la candidature et doit indiquer les conditions d'attribution du dossier d'appel d'offres.

La C.E.A.O. s'interdit de revenir ultérieurement sur cette acceptation ou de justifier son choix.

VII. - INSCRIPTION DÉFINITIVE

Les candidats invités devront, s'ils maintiennent leur intention de participer, confirmer leur candidature par pli recommandé adressé à la C.E.A.O., B.P. 643, Ouagadougou, dans les conditions prescrites dans la lettre d'invitation de l'organisateur.

Seuls les candidats invités ayant confirmé leur intention de participer à l'appel d'offres restreint seront considérés comme définitivement inscrits pour participer à l'appel d'offres restreint.

LOGEMENT

Les investisseurs institutionnels ne peuvent se substituer aux particuliers dans la construction

En matière de construction neuve, on parle souvent des « investisseurs institutionnels », entités abstraites, impersonnelles, dont on sait qu'elles construisent et gèrent de nombreux logements, sans pourtant connaître leur stratégie en la matière.

Pour donner un coup de projecteur sur ces financiers trop discrets, sur ces propriétaires dissimulés derrière leurs filiales de gestion, l'Ajbat (Association des journalistes de l'habitat, du bâtiment et de l'immobilier), avait invité, mardi 4 octobre, à un déjeuner-débat, trois d'entre eux, ainsi qu'un promoteur : M. Claude Rivé, directeur des affaires immobilières du groupe public de l'U.A.P. (Union des assurances de Paris) ; M. Pujol, directeur adjoint de la Caisse nationale de retraite des ouvriers du bâtiment (C.N.R.O.) ; M. Guy Sordet, directeur de la section immobilière des A.G.P. (groupe de Paris), un des tout premiers groupes privés d'assurances, et enfin, un promoteur, M. Michel Maurer, P.-D.G. de Cogedim. De tout temps, les compagnies d'assurances, les caisses de retraite ont assis la solidité de leurs placements dans la pierre.

Si l'immobilier représente, à l'U.A.P., environ 22 % des actifs gérés, il représente, pour les A.G.P., plus de 40 %. Pour l'ensemble des compagnies d'assurances, privées ou publiques, c'est en tout deux cent mille logements. Pour la C.N.R.O., régie par les règles des caisses de retraite complémentaire, 20 % des actifs sont dans l'immobilier. La contribution des caisses est plus modeste.

Les investissements annuels consacrés à la pierre (logement mais aussi bureaux, entrepôts, commerce) continuent de représenter environ le cinquième des placements des « institutionnels », et, disent-ils, leur politique n'a que peu changé depuis cinq ans. En revanche, ils se sont retirés des « tours de table », finançant les programmes de promotion immobilière en raison de la lourdeur des frais financiers de telles opérations. C'est en ce sens, et en ce sens seulement, qu'ils ont boudé la pierre.

On a souvent dit que les compagnies d'assurances, depuis l'adoption de la loi Quilliot, laissent leurs logements vacants au départ de leurs locataires, pour pouvoir, dix-huit mois plus tard, fixer librement le loyer. C'est faux, disent-ils d'une même voix : l'U.A.P. a 4 % de logements vacants. La rotation des locataires s'est légèrement ralentie (de 20 % à 25 % à 13 %), mais on relève systématiquement, sauf si l'on veut vendre l'immeuble. Aux A.G.P., on ne vend pas.

En aucun cas, disent-ils, les « investisseurs institutionnels » ne pourraient suppléer la disparition du marché de la construction des investisseurs particuliers et relancer l'activité du bâtiment : en bloc, ils représentent un effort annuel de 7 milliards de francs, en regard des 300 milliards de francs de chiffre d'affaires de la branche. De plus, ils ne sont pas des « institutionnels de l'immobilier ». Les épargnants sont vigilants. « S'ils se défont de la pierre, il faudra bien les écouter », dit M. Rivé.

J. D.

ÉTRANGER

En Norvège

Le budget prévoit une augmentation de l'aide aux pays en développement

De notre correspondant

Oslo. — Le gouvernement norvégien a présenté, le 5 octobre, son projet de budget pour 1984. Malgré les revenus de l'activité pétrolière (estimés à 93 milliards de couronnes (1) pour la période 1982-1986), le budget de 171 milliards de couronnes est déficitaire de 1 milliard de couronnes — sans le secteur pétrolier le déficit serait de 25 milliards de couronnes.

Les dépenses de l'Etat augmentent de 8,2 %, le taux de l'inflation ayant été estimé à 6 % contre 8,5 % cette année. La hausse moyenne des salaires ne devrait pas dépasser 5 %. Alors que la production industrielle est stagnante, le chômage, actuellement 4 % de la population active, ce qui représente environ soixante-dix mille personnes, se maintiendra probablement au même niveau.

Le projet de budget 1984 est le résultat de négociations entre les trois partenaires gouvernementaux, les conservateurs, les centristes et les chrétiens populaires. Il diffère

sensiblement de ce que serait probablement un budget élaboré par le seul parti conservateur, en ce sens que la réduction en 1984 de l'imposition des individus ne répondra pas aux promesses faites par eux à ce sujet. Il s'agit en effet d'une réduction très légère.

Cependant, l'assistance aux pays en voie de développement sera augmentée pour représenter l'année prochaine 1,15 % du P.I.B. (1,01 % en 1982), soit 4,7 milliards de couronnes. Cette exception à la rigueur générale a été obtenue par le parti des chrétiens, qui s'est vu attribuer le ministère de la coopération créé à l'occasion de son entrée au gouvernement en juin dernier. Autre exception : le budget de la défense augmentera l'année prochaine de 3,5 % en volume.

CATHERINE LOCHSTER

(1) 1 couronne = 1,03 franc.

En Chine

La Banque du peuple devient Banque centrale

De notre correspondant

Pékin. — Le gouvernement chinois va procéder à une importante réforme de son système bancaire. Selon une décision prise récemment, la Banque du peuple cesse d'être une banque commerciale et de dépôt pour devenir l'unique banque centrale du pays. A ce titre, elle opérera sous le contrôle direct du gouvernement.

En tant que banque centrale, la Banque du peuple aura pour mission d'étudier et de formuler les principes et règles fondamentales en matière de politique monétaire qu'elle devra appliquer, après approbation par l'autorité gouvernementale. Elle jouera le rôle d'institut d'émission et contrôlera la circulation monétaire intérieure. En outre, la banque supervisera le crédit, pour lequel elle élaborera des plans unifiés.

La Banque du peuple aura également pour tâche de contrôler les opérations de change de l'Etat, la gestion des réserves en or, en argent et en devises étrangères. En tant qu'établissement du Trésor, elle aura autorité sur l'activité des autres institutions bancaires spécialisées. Enfin, la Banque du peuple mènera des activités monétaires internationales au nom du gouvernement chinois.

L'ancien rôle de banque de dépôt à l'usage des personnes privées et de gestion des fonds de circulation des entreprises qu'assumait précédemment la Banque du peuple sera assumé par une nouvelle institution, la Banque industrielle et commerciale. Aucune modification n'est apportée, pour l'essentiel, aux fonctions des autres établissements bancaires spécialisés existant en Chine, tels que la Banque agricole, la Banque populaire pour la construction et la Banque d'investissements.

Il apparaît toutefois que le pouvoir nouveau que détendra désormais la Banque du peuple sur l'ensemble du système bancaire et la politique monétaire du pays aura pour conséquence de limiter l'autonomie des autres établissements financiers en matière de crédit. L'une des missions que se voit expressément confier la Banque du

peuple nouvelle manière est, en effet, de mettre fin à la « décentralisation excessive » du crédit.

La Banque du peuple n'incorpore pas seulement dans les crédits soumis à son contrôle les allocations budgétaires du Trésor et des différentes institutions gouvernementales ou populaires. Elle intégrera aussi dans un plan annuel du crédit national les opérations de prêt décidées par les institutions spécialisées. Celles-ci devront par ailleurs reverser à la Banque du peuple un certain pourcentage, non précisé, de leurs dépôts. De la sorte, la Banque centrale devrait pouvoir contrôler près de la moitié de l'ensemble des crédits, exerçant ainsi une régulation en ce domaine.

Un projet de loi bancaire définissant les nouvelles règles du jeu ainsi que diverses réglementations applicables à l'ensemble du système financier seront prochainement élaborés, a annoncé l'agence Chine nouvelle.

MANUEL LUCBERT.

PUBLICATION JUDICIAIRE

Extraits d'un arrêt du 15 juin 1983 de la 11^e chambre de la cour d'appel de Paris.

Partie civile : Jean-Marie LE PEN. Préférer : J. THEOLLEYRE et C. ECHARD.

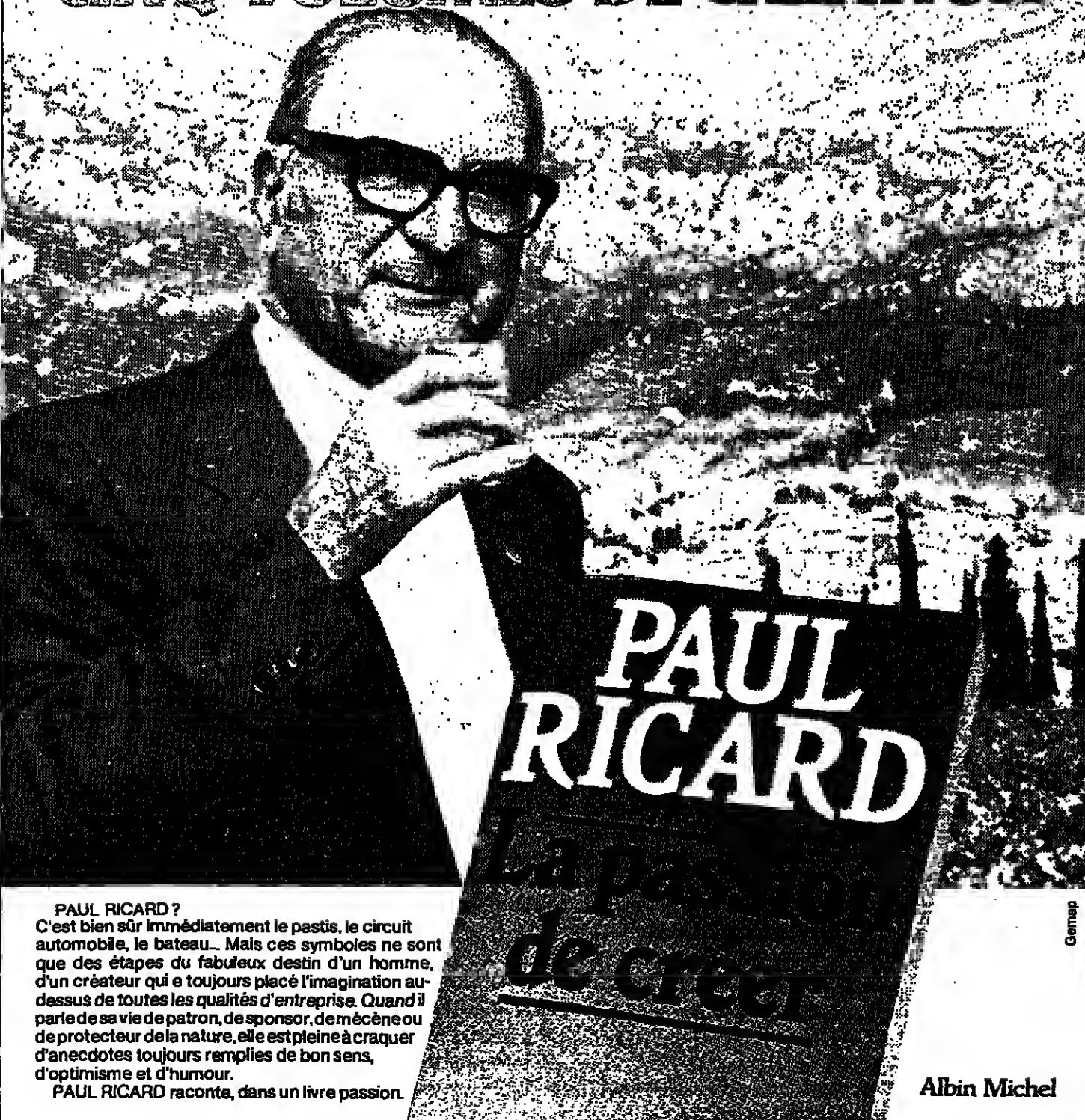
« Considérant que c'est à juste titre que les premiers juges ont souligné le caractère critiquable des procédés utilisés par l'auteur : assaillir et insulter, que tel est notamment le cas du passage figurant aux pages 53 et 54 où Jean-Marie THEOLLEYRE, après avoir cité la profession de foi de Jean-Marie LE PEN, la commente en ces termes : « Il reste à savoir ce qu'elle recouvre » ;

« Considérant qu'un moyen d'exemples soigneusement choisis et de quelques citations, l'auteur du livre cherche à prouver que si Jean-Marie LE PEN « ne croit pas au néo-nazisme », il pratique néanmoins de son litérature et le mépris de l'activité de cette doctrine » ;

« Considérant que la Cour estime qu'il s'agit là d'une allégation d'un fait précis de nature à être l'objet d'une preuve et d'un débat contradictoire et que c'est donc à tort que les premiers juges ont jugé que le débat de diffamation n'est pas constitué... » ;

« Par ces motifs : Dit constitués les faits de diffamation et de complicité... ».

UN VOLUME DE PASSION... POUR CINQ VOLUMES DE CREATION



PAUL RICARD ?
C'est bien sûr immédiatement le pastis, le circuit automobile, le bateau... Mais ces symboles ne sont que des étapes du fabuleux destin d'un homme, d'un créateur qui a toujours placé l'imagination au-dessus de toutes les qualités d'entreprise. Quand il parle de sa vie de patron, de sponsor, de mécène ou de protecteur de la nature, elle est pleine à craquer d'anecdotes toujours remplies de bon sens, d'optimisme et d'humour.

PAUL RICARD raconte, dans un livre passion.

Albin Michel

Devenir spécialiste en informatique
c'est aussi apprendre les hommes
et l'entreprise. Un

B.T.S. en Informatique

est une garantie sûre pour entreprendre une carrière valorisante dans un secteur en pleine expansion.

Icd vous prépare solidement à un diplôme d'Etat, le B.T.S. Services Informatiques, et vous fait acquérir en plus un savoir-faire professionnel apprécié (techniques de communication, stages spécialisés en entreprises, séminaires de préparation à l'embauche...).



Statut étudiant
Inscriptions et renseignements
pour la rentrée 1983 : écrire ou se présenter
63, avenue de Villiers, 75017 PARIS
Etablissement privé d'enseignement supérieur

ETTE ANN
UE DOIS-
IRE DE M
S.I.C.A.V.

Appelez vite le

22.950

Centre
d'Informatio
Ecureuil

Centre d'Informatio
Ecureuil

RESSURS
HOMMES
ÉCRIVANTS

EB

LA

MA

SHARP

SHARP

SHARP

SHARP

SHARP

SHARP

SHARP

SHARP

PUBLICITÉ
**3 jours
Avec...**

LE GROUPE GÉNÉRALE DES EAUX

De l'eau à la télédistribution : la nouvelle technologie au service du quotidien

Sous nos climats tempérés, l'eau est le plus banal des produits de la vie courante. On en déduit souvent que rien n'est plus facile à fournir, partout et à tous. Erreur. La production et la distribution de l'eau potable constituent un service devenu élaboré et difficile, qui mobilise, vingt-quatre heures sur vingt-quatre, fontainiers et ingénieurs de diverses spécialités.

Avant que l'eau parvienne jusqu'au robinet de l'abonné, il faut la capter grâce à des barrages, des forages ou des prises d'eau ; la traiter pour la rendre potable dans des usines pourvues de nombreuses installations ; surveiller avec vigilance sa qualité par de multiples analyses ; la maintenir sous pression grâce à des châteaux d'eau, des réservoirs souterrains ou des pompes ; l'acheminer jusqu'au consommateur dans un réseau maillé de canalisations souterraines ; entretenir le réseau, vérifier les installations, réparer les fuites...

L'essor des biotechnologies

L'eau est un métier. Pour la rendre potable, on fait appel à une large palette de technologies, des plus traditionnelles aux plus élaborées. Les entreprises du groupe Générale des Eaux, O.T.V. en particulier, ont mis au point des traitements qui témoignent d'une profonde évolution vers des techniques que l'on pourrait qualifier de « naturelles » ou d'« écologiques ».

L'élimination des molécules solubles dont la dimension est de l'ordre du millième de mètre, le remplacement du chlore par l'ozone pour stériliser l'eau, la maîtrise des matières organiques : tout cela a bouleversé les systèmes antérieurs qui privilégiaient les procédés physiques et chimiques. Désormais, la biologie a conquis son droit de cité et permet de recourir largement à des techniques douces.

Les grandes usines d'eau du Syndicat des Communes de la Banlieue de Paris, gérées par la Compagnie, utilisent d'ores et déjà ces nouvelles biotechnologies. On peut citer aussi les usines d'Annet en Seine-et-Marne ou de Rouen-la-Chapelle. Pour l'assainissement, l'usine la plus moderne faisant appel aux nouvelles biotechnologies est située à Soissons.

De façon générale, les usines de production d'eau potable gérées par le groupe Générale des Eaux sont extrêmement modernes. Les techniques de traitement sont très élaborées. Le fonctionnement même des installations est presque entièrement automatisé, ce qui offre des garanties supplémentaires de performance et de sécurité. Grâce à des investissements très considérables financés en grande partie par les collectivités locales et les Agences Financières de Bassin, la France est la vitrine mondiale des techniques de l'eau. Et nombreux sont les spécialistes étrangers qui viennent visiter les usines de Nice, de Rouen ou de Méry-sur-Oise dans la banlieue de Paris.

Chauffer moins cher

Le groupe Générale des Eaux occupe en France la première place dans le domaine de l'installation et des services thermiques. Les entreprises spécialisées sont regroupées pour beaucoup au sein du groupe de la Compagnie Générale de Chauffage. La puissance des installations gérées est d'environ 17 000 mégawatts, ce qui équivaut à la puissance nécessaire pour le chauffage de 3 millions de logements.

Le groupe s'est lancé délibérément dans le combat pour les économies d'énergie. A cet égard, le chauffage urbain de Lyon, géré par Prodiht, filiale du groupe, est un bon exemple.

La couverture des besoins du chauffage urbain de Lyon était, à l'origine, assurée en totalité par le fuel. Celui-ci intervenait maintenant seulement pour 25 % environ. La plus grande partie de

Le groupe Générale des Eaux rassemble des entreprises de services et de travaux dont la vocation principale est de travailler pour le compte des collectivités locales. Il exerce ses activités dans différents domaines qui touchent à notre vie quotidienne.

La distribution de l'eau potable est la plus connue. Mais beaucoup d'autres activités ont été développées : l'assainissement et l'épuration des eaux ; l'énergie thermique (chauffage urbain, services, travaux) ; la collecte des déchets, leur valorisation et leur élimination ; les transports collectifs et la gestion du stationnement ; le secteur

l'énergie est fournie par la combustion des ordures ménagères et par du charbon français. Cette conversion a permis d'abaisser le prix de vente de la chaleur.

Les techniques télématiques appliquées aux installations de chauffage sont un autre facteur de nature à modifier en profondeur les services rendus aux clients. La possibilité de contrôler à distance le fonctionnement des installations entraîne progressivement plus de sécurité, une meilleure gestion de l'énergie et une réduction des coûts d'intervention.

Valoriser les déchets

Eau, énergie, déchets, les activités du groupe Générale des Eaux sont interdépendantes, comme le sont d'ailleurs les différentes composantes du milieu naturel. Dans le domaine de l'environnement, chaque élément agit et réagit sur les autres, formant ainsi un cycle immuable mais à l'intérieur duquel on peut intervenir. L'irruption dans le cycle naturel peut être nocive comme le

Non loin de là, à Sandouville, les déchets des industries pétrochimiques de l'estuaire de la Seine sont rassemblés dans le centre de la Sodibex. Ces déchets sont incinérés dans un four capable de recevoir 3,5 tonnes de déchets à l'heure. L'énergie produite sous forme de vapeur est récupérée, puis livrée aux industriels locaux.

Pour le compte de la Ville de Paris, une autre entreprise du groupe, la Compagnie Générale d'Entreprises Automobiles (C.G.E.A.), récupère dans les petits « championnats » verts installés dans les rues de la capitale les bouteilles vides.

Le verre récupéré n'est pas brisé pour être refondu en verrerie. Tout le système a été étudié pour éviter au maximum la casse. Le verre est livré à l'usine C.G.E.A. de Rungis où un robot électronique trie les bouteilles par taille et par forme. Elles sont alors conditionnées, stérilisées et emballées avant de reprendre le circuit commercial.

Cette vaste opération, la première en Europe à cette échelle, permet de récupérer, par mois et par habitant, 2 bou-

gramme de plus de 200 000 m³ dans le quartier Michelet à la Défense. Ce nouveau quartier comportera des immeubles de bureaux, mais aussi un hôtel et des logements.

C'est notamment là que les entreprises du groupe (Secri-Sari entre autres) lancent une nouvelle génération de bureaux économiques, informatisés, souples d'utilisation. Les économies d'énergie, la mise en informatique des fonctions collectives (chauffage, surveillance...) et la variété de l'architecture intérieure ou extérieure caractérisent ces bureaux du futur.

Des équipements collectifs d'avant-garde, la réalisation d'opérations d'urbanisme complexes et la réhabilitation en particulier des grands ensembles sont trois autres champs d'intervention des entreprises du groupe.

Ainsi, Campenon-Bernard Construction a achevé à Ambrién-en-Bugey le premier lycée « solaire » de France, conçu selon une architecture particulièrement innovatrice et économe en énergie. La structure portante est constituée par des conduites verticales de grand diamètre fabriquées par une autre entreprise du groupe, la Société Bonna. Elle sert aussi de réservoir à eau chaude.

Au cœur des Halles de Paris, les entreprises du groupe ont participé à l'aménagement délicat du quartier de l'Horloge, où coexistent demeures anciennes et immeubles modernes.

Participation des habitants

Dans plusieurs grands ensembles, des opérations de réhabilitation sont mises en œuvre selon une approche nouvelle. L'objectif est de faire en sorte que les travaux de restauration aboutissent à diminuer le poids des charges collectives pour les habitants.

L'amélioration thermique des bâtiments est devenue un des thèmes moteurs de la réhabilitation de l'habitat. Le souci n'est plus seulement d'améliorer le confort des logements. Il est de diminuer le niveau des charges, qui atteignent parfois des sommes insupportables pour les familles à ressources modestes.

Grâce à des études détaillées et à une bonne coordination des différents intervenants maîtres d'œuvre, les entreprises du groupe Générale des Eaux peuvent s'engager à réaliser des travaux de réhabilitation avec garantie des résultats : des économies et le maintien des charges à un certain niveau.

Le groupe est, il est vrai, en bonne position pour recevoir dans une même équipe des compétences auparavant isolées. Ainsi, pour des opérations concrètes, sont réunies les compétences de Campenon-Bernard Construction pour la réhabilitation immobilière et de la Compagnie Générale de Chauffage pour les services thermiques et télématiques.

L'information et la participation des habitants aux opérations d'urbanisme les concernant, est indispensable pour mener à bien un chantier.

Ses entreprises s'efforcent d'impliquer les habitants. Ils sont concernés au premier chef par la transformation de leur logement. Ils ont aussi à subir les inconvénients quotidiens des travaux. En outre, un bon accueil des habitants est nécessaire à un déroulement normal du chantier. Il permet d'éviter les conflits inutiles et les retards coûteux.

Dans la même perspective, Campenon-Bernard Construction s'attache à faire participer les jeunes habitants des grands ensembles à la restauration de leur habitat. A Nanterre, pour une opération de réhabilitation d'I.L.M., des jeunes résidents ont ainsi été embauchés en priorité sur le chantier.

Le choix entre neuf programmes

Depuis plusieurs années, le groupe Générale des Eaux a étendu à la télédistribution son expérience et sa compétence de gestionnaire de services publics. Plusieurs collectivités ont déjà fait appel au groupe pour gérer leur réseau : Nice, Saint-Pol-sur-Mer, la ville nouvelle du Val de Reuil...

Confirmation de ce développement dans le domaine de la communication a été donnée le 3 mars 1983. Ce jour était signée, entre le ministre des P.T.T. et la Compagnie Générale des Eaux, une convention dans laquelle le groupe

Une synergie entre les services et les travaux

Le groupe Générale des Eaux rassemble de nombreuses entreprises diversifiées et complémentaires. Aux côtés des entreprises de services se développent des entreprises de travaux. Entre les uns et les autres se crée une synergie facteur de dynamisme.

Sur un total de plus d'une centaine de filiales, on peut citer notamment :
- SADE (Travaux d'hydraulique) ;
- OMNIUM DE TRAITEMENTS ET DE VALORISATION (O.T.V.) ;
- COMPAGNIE GÉNÉRALE DE CHAUFFAGE (Énergie thermique) ;
- COMPAGNIE GÉNÉRALE D'ENTREPRISES AUTOMOBILES (C.G.E.A.) (Transports collectifs - Collecte de déchets) ;
- CAMPENON-BERNARD (Bâtiment - Travaux Publics) ;
- PHENIX (Habitat individuel).

s'engage à participer au financement, à la réalisation et à la gestion de réseaux de télédistribution pour le compte des collectivités locales. Le groupe s'engage aussi à participer à la création d'un Institut des Réseaux destiné notamment à informer les collectivités locales.

En Alsace, le Syndicat intercommunal du canton de Munster (Haut-Rhin) a confié à la société Téléservices Alsace, animée par la Compagnie Générale des Eaux, la gestion de son service de télédistribution.

Les mauvaises conditions locales de réception hertzienne ont conduit le syndicat à créer un réseau communautaire de radiodiffusion-télévision qui comprend une importante infrastructure permettant de capter et de diffuser par câble des programmes de télévision, français, suisses et allemands.

Au 31 décembre 1982, le nombre d'abonnés du canton de Munster s'élevait à deux mille trois cent trente-neuf. Les maisons alsaciennes, débarrassées des antennes de télévision individuelles, ont retrouvé leur charme. Les habitants ont maintenant la télévision et le choix entre neuf programmes.

A la pointe des innovations

Le groupe Générale des Eaux est à la pointe des innovations dans de nombreux secteurs. Voici quelques exemples :

- Mise en service à ERANCY (Val-d'Oise) de l'usine d'élimination des nitrates dans l'eau potable selon un procédé biologique (première mondiale) ;
- Mise en place sur la Marne d'un réseau d'alerte antipollution automatisé pour surveiller la qualité des eaux de rivière (première mondiale) ;
- Mise au point du Procédé Biocarbone, procédé biologique d'épuration à bactéries fixées, pour le traitement de l'eau potable et des eaux usées (O.T.V. leader mondial) ;
- Réalisation à MEGOU et à MONTREAL des plus grandes installations au monde d'affinage de l'eau par l'ozone (Trailgip) ;
- Recyclage de l'air intérieur des capsules du programme Apollo et des sous-marins nucléaires lanceurs d'engins (PICA) ;
- Fabrication de filtres charbon actif pour récupérer l'or contenu dans les terroirs de mines exploitées à la fin du siècle dernier (PICA leader mondial) ;
- Réalisation à MELUN (Seine-et-Marne) de la première installation française de géothermie (Compagnie Générale de Chauffage) ;
- Mise en œuvre à l'île de Malin de la plus grande usine au monde de dessalement d'eau de mer par le procédé de l'osmose inverse (Polymérie) ;
- Anjou-Recherche (groupeement d'intérêt économique) est le support opérationnel des activités de recherche du groupe Générale des Eaux, notamment dans les secteurs de l'eau, de l'énergie et des déchets.

Il rassemble une équipe légère et de haut niveau qui travaille à travers la France en liaison avec des Universités, des laboratoires spécialisés ou des entreprises performantes petites et moyennes.

sont les pollutions. Elle peut être aussi bénéfique.

La mise en valeur des déchets par les entreprises du groupe Générale des Eaux est l'illustration d'une intervention humaine bénéfique où la technique se met au service de la sauvegarde de la nature. La valorisation des déchets est un moyen pour la collectivité de faire coup double : en participant d'une part à la protection de l'environnement, en faisant d'autre part, des économies soit de matière première (amendement), soit de combustible (biocombustible).

A Nantes, une entreprise du groupe a réalisé les plus importantes installations d'Europe permettant de transformer en amendement agricole les boues provenant des stations d'épuration des eaux usées. On transforme ainsi en biomasse les eaux d'égout. On évite, par la même occasion, de polluer le milieu naturel.

Dans l'estuaire de la Seine, les boues rouges (hydroxyde ferrique), plutôt que d'être rejetées dans le fleuve, sont transformées en un produit contribuant au traitement de l'eau. Une usine de fabrication de chlorosulfate ferrique (C.S.F.) a été construite pour fabriquer ce produit coagulant utilisé pour la clarification de l'eau.

teilles et de réemployer, dans une première phase, plus de 15 millions de bouteilles par an. Chaque bouteille non cassée et réemployée permet d'économiser 150 grammes de pétrole (une bouteille cassée économise 40 grammes de pétrole), soit, pour l'ensemble de la capitale, 3 500 tonnes d'équivalent pétrole par an.

Matière grise plus que béton

L'activité travaux publics et habitat du groupe Générale des Eaux s'oriente progressivement vers le génie urbain, c'est-à-dire vers la matière grise plutôt que vers le béton. Une nouvelle conception de ce métier est en train de prendre corps.

Les entreprises du groupe (entreprises de services et entreprises de construction) aménagent et construisent un pro-



**GROUPE
GÉNÉRALE DES EAUX**

52, rue d'Anjou
75008 Paris
266-91-50

52 rue d'Anjou
75008 Paris
266-91-50

UN JOUR
DANS LE MONDE

IDÉES

2. LU : La télévision par câble commence demain, par Henri Piguet.

ÉTRANGER

3. DIPLOMATIE

- La visite de M. Mauroy à Alger.

3. AFRIQUE

- Tchad : Amnesty International fait état de « tueries » et d'« exécutions sommaires ».

45. PROCHE-ORIENT

- Liban : la revanche, par Maurice Duverger.

6. ASIE

6-7. AMÉRIQUES

- États-Unis : la démission du secrétaire à l'intérieur.

POLITIQUE

8. L'élection municipale partielle d'Antony.

9. La Club 89 esquive un contre-programme de gouvernement.

SOCIÉTÉ

10. L'enquête sur l'attentat d'Orly.

- Au tribunal de Paris : vengeance au Louvre.

- Casse-tête maternel : le bébé ou l'emploi ?

12. DÉFENSE : 8 896 suppressions d'emplois dans les armées pour financer l'effort d'équipement en 1984.

SPORTS

13. FOOTBALL : l'après-crise à l'A.S. Saint-Etienne : les hommes du P.S.G. : Gérard Janvin.

- CYCLISME : Siois-Cherville.

- RUGBY : Rives et Papeete dans le coupe-gorge du groupe B.

RÉGIONS

14. ILE-DE-FRANCE : la sécurité sociale dans les urnes du suffrage universel.

CULTURE

16. THÉÂTRE : Carmelo Bene joue Macbeth.

18. COMMUNICATION

- VU : Radicalisation.

LE MONDE

DE L'ÉCONOMIE

19. Comment les Français ont-ils payé leurs impôts ?

22. Notes de lectures d'Alfred Sauvy.

ÉCONOMIE

39. Politique industrielle et croissance.

- FINANCES : un plan de redressement draconien accompagne le prêt du F.M.I. au Portugal.

40. TRANSPORTS : les compagnies aériennes américaines en faillite.

41. AFFAIRES

42. LOGEMENT

- ÉTRANGER

- ÉTRANGER

- ÉTRANGER

- ÉTRANGER

- ÉTRANGER

- ÉTRANGER

- ÉTRANGER

- ÉTRANGER

- ÉTRANGER

- ÉTRANGER

- ÉTRANGER

- ÉTRANGER

- ÉTRANGER

- ÉTRANGER

- ÉTRANGER

- ÉTRANGER

- ÉTRANGER

- ÉTRANGER

- ÉTRANGER

- ÉTRANGER

- ÉTRANGER

- ÉTRANGER

- ÉTRANGER

- ÉTRANGER

- ÉTRANGER

- ÉTRANGER

- ÉTRANGER

- ÉTRANGER

- ÉTRANGER

- ÉTRANGER

- ÉTRANGER

- ÉTRANGER

- ÉTRANGER

- ÉTRANGER

- ÉTRANGER

- ÉTRANGER

- ÉTRANGER

- ÉTRANGER

- ÉTRANGER

- ÉTRANGER

- ÉTRANGER

- ÉTRANGER

- ÉTRANGER

- ÉTRANGER

- ÉTRANGER

- ÉTRANGER

- ÉTRANGER

- ÉTRANGER

- ÉTRANGER

- ÉTRANGER

- ÉTRANGER

LES SUCCÈS DE L'OPPOSITION AUX ÉLECTIONS PARTIELLES

Le deuil des illusions

par Jean-Marie COLOMBANI

Il est inutile de sonner le tocsin tous les dimanches, on s'y prêterait plus attention. C'est pourtant à un tel exercice que la majorité est contrainte par le jeu du calendrier des élections partielles : municipales, comme à Antony, cantonales, comme à Béziers, et bientôt législatives (dans le Lot et le Morbihan). Si la majorité a pu battre le rappel des ses partisans entre les deux tours d'un scrutin national, il lui est difficile de le refaire sans lasser. Il est sans doute mieux venu, pour la gauche, perdre quelques villes en plus au mois de mars dernier plutôt que d'avoir à comptabiliser ses pertes chaque dimanche.

Certes, rien n'est joué à Antony, puisqu'il y aura un second tour ; mais la liste d'opposition est sur le papier, au seuil de la victoire. Surtout d'autres échéances, plus significatives sur le plan politique, se profilent à l'horizon : le 6 novembre auront lieu des élections municipales à Aulnay-sous-Bois et à Villeneuve-Saint-Georges, deux municipalités communistes de vieille souche. La première concentre un grave problème social et immigré (lié au fonctionnement de l'usine Citroën et met l'opposition à une forte présence de l'extrême droite ; l'autre est déjà une épine sous le pied majoritaire : les socialistes refusent cette fois de reconduire la liste d'union avec le maire communiste sortant.

Il va de soi que cette succession de difficultés locales fragilise la position nationale d'une majorité qui n'en avait guère besoin. Celle-ci est en effet prise en tenaille entre d'une part la déception et son propre électoral et d'autre part la « surchauffe » de l'électorat d'opposition.

Que la « base sociale » de la gauche soit déçue, voire « mécontente », comme le dit M. Marchais, justifie un travail d'explication qui ne pourra porter ses fruits, s'il ne porte, au moyen terme.

Car il faut du temps pour dissiper les « illusions », comme le dit désormais M. Marchais : le « le peuple de gauche » a vécu avec la promesse que le chômage et la crise seraient vaincus ; na lui explique aujourd'hui qu'avec les autres, ce serait pire. Cet argument selon lequel seule la gauche au pouvoir peut limiter socialement les dégâts - thème des interventions de M. Jospin depuis l'été - n'est pas sans intérêt, mais il faut laisser audir « le peuple de

gauche » le temps d'oublier qu'il attendait beaucoup plus.

L'électorat de droite connaît un degré de mobilisation qui n'a de comparable que celui que l'on retrouve à la veille ou à l'après-veille d'une consultation nationale. Une telle situation est dangereuse pour tout le monde, dans la mesure où elle correspond à une exaspération qui ne peut, légalement, déboucher sur rien, sur rien (hormis des succès locaux), car les dirigeants de l'opposition s'affirment tous aujourd'hui partisans du respect des échéances républicaines, et ne semblent plus nourrir l'espoir de voir se développer des mouvements sociaux en leur faveur comparables à ceux que la gauche pouvait susciter lorsqu'elle était dans l'opposition.

Face à cette double défiance de l'opinion, que peut faire le pouvoir ?

Il y a, en théorie, trois réponses possibles. Aucune n'est en fait opérationnelle.

La première est de type parlementaire : elle consiste à changer le gouvernement. Mais dans l'immédiat, compte tenu précisément de l'état de l'opinion, le risque serait grand que ce ne soit qu'un coup d'épée dans l'eau. En outre, un tel changement ajouterait à la difficulté du jeu majoritaire, car nul n'ignore que M. Mauroy reste, pour le P.C. comme pour la C.G.T., l'interlocuteur le plus fiable.

La seconde réponse est de type plébiscitaire : elle consisterait, comme le faisait le général de Gaulle, à en appeler au peuple par référendum ou par voie d'élections législatives anticipées. On voit bien - l'étude publiée dans nos colonnes par MM. Jaffré et Parodi situe la gauche en dessous de 45 % - à quel point une telle solution (à laquelle la gauche réagira par nature) serait hasardeuse.

Reste la réponse qu'attend l'opinion : changer de politique. Or, M. Mitterrand a expliqué que celle-ci est la seule possible. « La pire des choses », dit M. Jean Jospin, « serait de changer de cap ou de donner l'impression de lâcher un peu la bride ». Il reste donc à attendre la sortie d'un défilé qui paraît se rétrécir de jour en jour.

Au lendemain de sa victoire, M. Mitterrand avait dit à ses fidèles, en substance : savoriez bien ces instants, ils sont précieux car des jours difficiles suivront. La prédiction s'est réalisée au-delà de toute espérance.

(Lire nos informations en pages 8 et 9.)

« Cette opération, a déclaré Mme Dufoix, a rencontré certaines résistances, notamment de communes environnantes qui ne voulaient pas recevoir d'immigrés ; elle n'a été possible qu'en concertation étroite avec la population et les élus. »

« La police empêche l'ouverture, à Vesoul, d'un magasin à grande surface le dimanche. Les policiers ont empêché, dimanche 9 octobre, l'ouverture d'un magasin à grande surface de Vesoul (Haute-Saône). Depuis plusieurs années, le gérant du magasin, M. Durand, est en conflit avec les unions commerciales du département, qui s'opposent à cette ouverture dominicale. La décision de justice ordonnant la fermeture a été appliquée dès 10 heures, et des policiers ont placé des barrières mobiles à l'entrée du magasin.

Sept communes de quatre départements étaient visées par cette opération : La Courneuve, Villeneuve et Saint-Denis (Seine-Saint-Denis), Vitry (Val-de-Marne), Colombes et Nanterre (Hauts-de-Seine) et Massy (Essonne).

L'ORDINATEUR PERSONNEL
Les réponses à toutes les questions des non-spécialistes sur l'acquisition et l'usage professionnel d'un micro-ordinateur.

20 FF chez votre marchand de journaux.

LATREILLE
Quinzaine de la Jupe du 1^{er} au 15 Octobre

62 rue St André-des-Arts 6^e
Tel: 329.44.10
PARCING ATTENDANT A NOS MAGASINS

TENNIS ACTION
734-36-36

STAGES LONGUE DURÉE
In par semaine 1 ou 5 mois
Admission : 1000 francs
9 CENTRES A PARIS
Admission : 1000 francs
Plus d'admission : Paris 18ème
Pr de la gare d'Orléans
Formez-vous à la Maîtrise

GROUPE GENERALE DES EAUX
« De l'eau à la télédistribution : la nouvelle technologie au service du quotidien. »
en page 46

LE D^r BARBARA MCCLINTOCK
(UNE AMÉRICAINE DE QUATRE-VINGT-UN ANS)
PRIX NOBEL DE MÉDECINE

Le prix Nobel de médecine et de physiologie a été décerné, lundi 10 octobre, en fin de matinée, au docteur Barbara McClintock (États-Unis) pour ses travaux de cytogénétique. La lauréate, âgée de quatre-vingt-un ans, recevra la somme de 1 500 000 francs. Son prix lui sera remis par le roi de Suède, à Stockholm, au mois de décembre prochain.

[M^{me} Barbara McClintock est née le 16 juin 1902. Après des études de médecine à New-York et à l'université Cornell, elle devient professeur associée à l'université du Missouri et membre de l'Institut Carnegie à Washington. Professeur à l'université Cornell en 1965, elle est consultante du programme des sciences de l'agriculture de la fondation Rockefeller (1962-1969). Membre de l'Académie nationale des sciences des États-Unis et de plusieurs sociétés savantes, Barbara McClintock est titulaire de nombreux prix scientifiques, notamment de la médaille nationale des sciences des États-Unis.]

LES MINISTRES
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
PRÉPARENT LE PROCHAIN
CONSEIL EUROPÉEN

Les ministres des affaires étrangères des Dix se réunissent ce lundi 10 octobre à Athènes pour trois jours, afin de préparer le conseil européen qui doit avoir lieu du 4 au 6 décembre dans la capitale grecque. Cette réunion, la cinquième depuis le sommet de Stuttgart, est normalement l'avant-dernière du cycle de consultations organisées afin de préparer celui d'Athènes. Elle doit être principalement consacrée à l'examen de la coopération politique entre les États membres de la Communauté et aux questions budgétaires.

Les travaux des ministres des affaires étrangères devaient la conduire, ce lundi, à aborder la question de la réforme de la politique agricole commune, qui suscite de profondes divergences entre les Dix. Mardi, il sera essentiellement question de la réforme du financement du budget de la C.E.E. et de la contribution britannique, et, mercredi, de la mise en œuvre d'une politique européenne dans certains domaines particuliers, comme la biotechnologie et les techniques de la communication. — (A.F.P.)

LA SITUATION DEMEURE
CONFUSE DANS LES CENTRES DE TRI DES P.T.T.

La situation demeure « agitée » dans les centres de tri des P.T.T., selon l'expression d'un responsable de la fédération C.F.D.T., qui compte-billie plus d'une trentaine d'établissements affectés par des mouvements divers. Pour la fédération C.G.T., plus de cinquante centres de tri, sur cent vingt, observent des arrêts de travail pouvant aller d'une heure au blocage total, tandis qu'une majorité d'autres centres « sont dans l'action » avec des motifs d'ordre différents. La fédération F.O. constate, pour sa part, une recrudescence des mouvements de grève qu'elle attribue aux difficultés des négociations locales, notamment pour le paiement des heures de grève.

Parmi les centres de tri perturbés par la grève, on relève toujours ceux de la région parisienne, et particulièrement de Bobigny et de Pontoise. En province, où les situations sont extrêmement variables, les centres de Montpellier, Bourg-en-Bresse, Toulouse, Rennes et Rouen figurent parmi les plus touchés. Selon les cas, le courrier peut être en souffrance depuis deux ou trois jours, mais également être en retard de quinze jours, voire de trois semaines, surtout s'il s'agit de plus urgents. Globalement, la situation reste confuse.

Selon le ministre des P.T.T., la situation est « stationnaire » et l'on considère que l'acheminement est perturbé, y compris pour les centres qui ont repris le travail, comme à Marseille ou à Lyon. Rennes, Bordeaux, Périgueux, Amiens et Laon connaissent toujours des arrêts de travail, ainsi que tous les centres de banlieue, sauf Nanterre. Du courrier a cependant été livré aux centres de dispersion, sauf à Bobigny, toujours bloqué.

« De l'eau à la télédistribution : la nouvelle technologie au service du quotidien. »
en page 46

A TRIPOLI

Une trentaine de Français
ont été empêchés par les autorités libyennes
de prendre l'avion pour Paris

Tripoli (A.F.P.). — Les autorités libyennes ont empêché, dimanche 9 octobre, le départ de tous les voyageurs de nationalité française, sans fournir d'explications. En début d'après-midi, une trentaine de voyageurs français, qui devaient prendre le vol régulier d'U.T.A. pour Paris, se sont vu refuser le passage par les services de l'immigration, qui leur ont demandé de se présenter ce lundi au service central de l'immigration à Tripoli, où ils devaient se rendre accompagnés du consul de France.

« Cette mesure s'inscrit dans le contexte général, dominé par le Tchad et le sommet franco-africain de Vittel », a estimé l'ambassadeur de France à Tripoli, M. Christian Graf.

Ce dernier avait été mis au courant de la mesure prise par les autorités libyennes peu avant le départ de l'avion, qui a été légèrement retardé, dans l'espoir que la situation se débloque. « Je ne crois pas qu'il y ait des motifs d'insécurité », a ajouté l'ambassadeur : « le dialogue entre la France et la Libye n'est pas interrompu. » « Je pense qu'il y aura des contrôles renforcés, des mesures de contrôle et de mise en garde, si les Libyens ont décidé de durcir leur position, mais on n'en est pas encore là. »

Déjà, samedi, et au début de la semaine, trois voyageurs français n'avaient pu prendre l'avion de Paris. Mais ils avaient pensé qu'il s'agissait de mesures individuelles. Rien, à Tripoli, ne laissait prévoir la mesure prise dimanche. Environ mille sept cent cinquante Français résident actuellement en Libye.

LES « JOURNÉES MONDIALES DE L'ÉCRIVAIN »

Salade niçoise

De notre envoyé spécial

Nice. — Qui trop embrasse mal étreint : les premières Journées mondiales de l'écrivain qui ont été réunies à Nice du 6 au 9 octobre, ont souffert d'un excès d'ambitions peu compatibles et mal maîtrisées.

Celle d'être « mondiales » s'est réduite à l'apparition, au demeurer impressionnant, d'un Erskine Caldwell (1), dont les quatre-vingts ans taillés dans le chêne paraissent considérer avec une indulgence un peu ironique la pitaille parisienne qui lui rendait hommage.

Celle de confronter une petite centaine d'écrivains d'aujourd'hui avec des hommes de la communication, de la publicité, de la promotion et de l'audiovisuel s'est traduite par des débats confus, menés entre initiés et le plus souvent, en famille. De là à y avoir son linge sale et à produire ces « débats » au pied de la lettre, il n'y avait qu'un pas qui fut allègrement franchi.

De gentillesse perfides en règlements de comptes furtifs, on en arriva ainsi aux scènes consternantes du samedi, qui mirent aux prises Jean-Edder Hallier et François Chalais d'abord, puis le premier nommé, au mieux de sa forme pugilistique, avec un consorc de la télévision, Lucie Perrot, de TF 1. Après les coups de pub, les coups de grêle ; après les coups de grêle, les coups de poing. La télévision nous les a montrés, grâce à *Cinéma 40*. Il faudrait avoir pas lu *Moïse* pour s'étonner de ce genre d'écandres, et il vaut sans doute mieux en rire qu'en pleurer.

La troisième ambition des Journées était de faire dialoguer des auteurs et des lecteurs, en particulier jeunes. Mais ni le salon du Méditerranée ni le chapeau dressé à deux pas de la promenade des Anglais, au cœur du Nice touristique et snobard, ne se prêtent à ce genre de rencontres. Un bon point cependant pour les rencontres de lycéens, et surtout de lycéennes, avec Hervé Bazin, et de lecteurs avec Robert Sabatier.

Il ne faut pas jeter le bébé avec l'eau du bain, dit la sagesse des nations. Certes, Mais les Journées niçoises se remémorent difficilement de cette cascade de déceptions. En attendant même qu'il y ait eu à leur origine une idée intéressante et pas seulement un gadget à usage municipal, son intérêt (jeter une passerelle entre le monde de l'écriture et celui de l'audiovisuel) s'est perdu dans un mélange d'amateurisme et de désinvolture.

Les palmiers sont toujours beaux. On les applaudit bien fort. Les

(1) Le romanier américain a reçu, à cette occasion, l'insigne des Arts et Lettres des mains du représentant du ministre de la culture.

HAUSSE

DE LA LIVRE STERLING

La livre sterling a été vivement recherchée lundi 10 octobre 1983, les opérateurs redoutant que l'environnement économique à l'étranger ne conduise à une fermeture du crédit d'Orléans par l'Iran en cas d'utilisation de ces avions. Une telle fermeture, on le sait, stopperait les expéditions de pétrole en provenance du Golfe, ce qui mettrait les économies britanniques de mer du Nord en homme posteur. La monnaie britannique est passée à Londres de 1,50 dollar à 1,5150 dollar, et, à Paris, de 11,85 F à 11,94 F. Le dollar est resté stable à 2,5740 DM et 7,90 F, après avoir fléchi vendredi soir à 2,5650 DM et 7,8650 F. A Paris, le cours du mark a connu son record à 3,07 F, en fin de séance de son court pivot.

un semestre aux USA

de janvier à mai 84 (cours des inscriptions 1^{er} degré) immersion linguistique au campus d'une grande université de Floride. Tous niveaux, Bac, Dap, Maths...
Logement, préparation annuelle au B.A. ou MASTER en septembre 84.
FLORIDA E.U. C.O. CEPES, 57, rue Ch.-Lafitte, 92 NEUILLY. 722-94-84.

Hewlett-Packard
est à la « Règle à Calcul »

La Règle à Calcul
55-57, Bd St-Germain
75005 PARIS - Tel. : 325.68.88
Telex : 220 064 F/1303

La Règle à Calcul
55-57, Bd St-Germain
75005 PARIS - Tel. : 325.68.88
Telex : 220 064 F/1303

La Règle à Calcul
55-57, Bd St-Germain
75005 PARIS - Tel. : 325.68.88
Telex : 220 064 F/1303

La Règle à Calcul
55-57, Bd St-Germain
75005 PARIS - Tel. : 325.68.88
Telex : 220 064 F/1303

La Règle à Calcul
55-57, Bd St-Germain
75005 PARIS - Tel. : 325.68.88
Telex : 220 064 F/1303

La Règle à Calcul
55-57, Bd St-Germain
75005 PARIS - Tel. : 325.68.88
Telex : 220 064 F/1303

La Règle à Calcul
55-57, Bd St-Germain
75005 PARIS - Tel. : 325.68.88
Telex : 220 064 F/1303

La Règle à Calcul
55-57, Bd St-Germain
75005 PARIS - Tel. : 325.68.88
Telex : 220 064 F/1303

La Règle à Calcul
55-57, Bd St-Germain
75005 PARIS - Tel. : 325.68.88
Telex : 220 064 F/1303

La Règle à Calcul
55-57, Bd St-Germain
75005 PARIS - Tel. : 325.68.88
Telex : 220 064 F/1303